

25X1

RÉPONSES

DES COMMUNISTES

YUGOSLAVES

AUX ACCUSATIONS DU BUREAU D'INFORMATION
ET AUX AUTRES CALOMNIES

ÉDITIONS

«IZ NOVE JUGOSLAVIJE»
PARIS 1948

25X1A

SOMMAIRE

- 1) Quelques citations.
- 2) Déclarations du Comité Central du Parti Communiste yougoslave.
 - a) Déclaration du 29 Juin 1948.
 - b) Déclaration du 20 Juin 1948.
- 3) La réponse au camarade Tchervenkov et aux autres.
- 4) M. Piade. — Le manque de principes comme arme pour la défense « de la pureté révolutionnaire ».
- 5) Vljako Begovitch. — Edification du socialisme ou renforcement des éléments capitalistes dans les villages et les villes ?
- 6) Veljko Vlahovitch. — La responsabilité du communiste.

Quelques citations...

« Quand le 22 juin 1941 les hordes hitlériennes attaquèrent l'Union Soviétique, tous les peuples de Yougoslavie, ayant foi en l'invincible puissance du pays du socialisme, prirent les armes. Les petits groupes de partisans devinrent vite d'importantes formations. L'insurrection fut particulièrement farouche au Monténégro, où dix mille monténégrins nettochèrent tout le pays de l'occupant italien (sauf les villes de Cetinje et Podgorice).

» En automne 1941, les partisans yougoslaves infligèrent de rudes coups aux communications allemandes dans les Balkans, nettochèrent de l'occupant allemand presque tout le Monténégro, la partie occidentale de la Serbie, une partie importante de la Serbie orientale et menacèrent même Belgrade. Dans ces combats, des premiers groupes détachés de partisans, naquit l'armée de Libération nationale, puissante et disciplinée. L'occupant, dont les forces étaient rivées sur le front germano-soviétique, trouva aide et assistance en la personne du traître Draja Mihailovitch, ministre de la Guerre du Roi, et, ensemble, ils attaquèrent les héroïques combattants patriotes, rassemblés autour de leur chef, l'héroïque Tito.

» L'Armée nationale de Libération, avec à sa tête le Maréchal Joseph-Broz-Tito, résista à

sept offensives générales de l'ennemi. Cette armée se forma, grandit, s'aguerrit dans des conditions incroyablement dures, pour devenir une force réelle et puissante dans la péninsule balkanique.

L'Armée nationale de Libération yougoslave sut résister non seulement à la pression des forces occupantes venues du dehors, mais aussi à celle des ennemis déclarés ou camouflés dans le pays même. Etroitement liée au peuple, elle sut rallier toutes les forces vraiment démocratiques et patriotiques dans le combat pour l'indépendance, la liberté et la fraternité dans une Yougoslavie unie.

» En automne 1944, fut déclanchée l'offensive de l'Armée nationale de Libération contre les hitlériens et leurs acolytes, en liaison étroite avec la puissante offensive de l'Armée Rouge, offensive commencée dès l'été de la même année. L'Armée Rouge perça la puissante défense allemande dans la Serbie orientale, et, comme résultat de cette coopération fraternelle, Belgrade, capitale de la Yougoslavie, fut libérée.

» Dans le courant de l'année 1945, l'Armée yougoslave, en contact avec les armées alliées, continua l'offensive contre les forces hitlériennes, oustachies et tchetniks, et, le 15 mai 1945, elle acheva la libération du pays, forçant le reste des armées ennemies à capituler. L'Armée yougoslave libéra aussi la Carinthie, Pola, Trieste, Fiume, l'Istrie et le Littoral slovène ».

« Les pays balkaniques » édité par l'Institut scientifique de l'Etat « L'encyclopédie soviétique ». Collection « Manuels des pays étrangers ». Moscou 1946.

« ...Au contraire, la Yougoslavie qui en fait était récemment une colonie du capital anglo-français, un pays semi-agricole arriéré, depuis qu'elle s'est engagée dans la voie du socialisme réalise de tels progrès dans son développement économique et politique qu'elle sera bientôt sur la voie de dépasser la Grande-Bretagne... ».

« Nous trouvons dans les démocraties populaires un nouvel enrichissement et une mise en pratique des idées du marxisme concernant l'union de la classe ouvrière avec la majorité du peuple travailleur. Cette idée a pris la forme du Front populaire unique. Elle a eu le plus large développement en Yougoslavie où le Front populaire groupe 7 millions d'hommes, soit presque toute la population adulte du pays.

» Le Front populaire n'est pas une simple coalition des partis, mais une organisation sociale et politique du peuple dans laquelle le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière avec à sa tête le Parti communiste. Le Front de la Patrie bulgare se transforme également en organisation sociale et politique du peuple entier ».

P. Youdine. — Le centenaire du « Manifeste du Parti Communiste », article paru dans l'organe du Bureau d'Information « Pour une paix durable et pour une démocratie populaire », le N° 7 du 15 février 1948.

« C'est la première fois que j'ai l'occasion de vous saluer, ici, dans votre Mladenovac, et de vous féliciter de la victoire que vous avez gagnée, vous et les autres peuples yougoslaves avec l'aide de l'Armée Rouge et de son stratège génial, Staline.

...Riches plutôt de volonté ferme et d'esprit décidé que d'armes de guerre, nous avons lutté, ici, parce que, ayant l'Union Soviétique pour alliée, nous avons cru fermement que la victoire serait à nous. L'Union Soviétique, avec à sa tête son génial chef Staline, nous a prêté son appui moral et matériel, et nous le prète encore aujourd'hui. Pour cette raison nous pouvons être sûrs que nous mènerons à bonne fin notre œuvre de consolidation et de reconstruction du pays... Comme ils nous ont déjà aidés dans la Libération de notre pays, ils nous aideront également à l'avenir, si notre liberté et notre indépendance se trouvaient menacées... C'est uniquement grâce à l'invincible Union Soviétique, grâce à son invincible Armée Rouge que le soleil de la liberté s'est levé sur notre pays... Pour prouver notre reconnaissance, pour nous acquitter de cette dette il n'est besoin que de vivre en relations amicales les plus sincères avec notre grand allié et frère, avec l'Union Soviétique ».

Josip Broz Tito

(Discours tenu en Chumadia, été 1945).

« ...Aujourd'hui nous avons l'alliance avec le plus grand pays du monde, avec l'Union Soviétique. Cette alliance, cette fraternité indestructible a été bâtie dans une lutte de 4 années sur les flots de sang des peuples de l'U.R.S.S. et de Yougoslavie, et elle est si fortement cimentée qu'il n'y a pas de puissance au monde qui puisse la détruire. Cette fraternité éternelle nous permet d'organiser en paix, ici, dans le sud slave, en Yougoslavie nouvelle fédérée, une vie meilleure, sans aucune crainte et sans danger pour notre indépendance ».

Josip Broz Tito.

(Discours à l'occasion de la célébration de la libération de Kragujevac).

25X1A



25X1A

Quand cette guerre fut déclenchée, les peuples de la Yougoslavie, sous la direction de Tito, lièrent leur sort à celui de l'Union Soviétique. Nos combattants étaient contents d'apprendre que de nouvelles divisions étaient envoyées contre eux. Je me rappelle avoir entendu dire par beaucoup de camarades, pendant que les bombardiers nous pilonnaient, « autant de bombes en moins pour la Russie ». Nos peuples ne faisaient aucune distinction entre leur lutte et la lutte à vie et à mort que menait l'Union Soviétique. « Avec la Russie, dans la vie ou dans la mort » disaient nos paysans. Et nous ne nous sommes pas trompés. La cause juste du peuple russe, la cause juste des peuples de l'U.R.S.S., la cause juste de Lénine et de Staline a triomphé. Chez nous c'est la révolution du peuple, la démocratie populaire qui a triomphé. La Russie est venue — il n'y a plus de barrière entre nous...

La participation de l'Union Soviétique à la guerre a assuré aux peuples yougoslaves toutes les possibilités, la possibilité de combattre comme celle de vaincre. Plus tard nous eûmes aussi son aide directe. Les champs de la Yougoslavie furent en commun arrosés du sang fraternel. Sans le rôle joué par l'Union Soviétique dans cette guerre, sans son rôle actuel dans le monde, sans

l'aide, dans tous les domaines, du Gouvernement soviétique, les peuples yougoslaves n'auraient point acquis la liberté nationale, tout comme ils n'auraient pu réaliser le régime qui correspond le mieux à leurs intérêts.

Si aujourd'hui, parlant de cette place, nous dirigeons notre regard vers l'avenir des peuples yougoslaves, nous pouvons dire que nous ne voyons, que nous ne nous imaginons cet avenir qu'en liaison étroite avec l'Union Soviétique, que nous ne pouvons le voir, nous l'imaginer autrement...

Sans l'appui de l'U.R.S.S. notre lutte, à nous, Yougoslaves, pour la démocratie et l'indépendance, si héroïque et si pleine d'abnégation qu'elle fut, n'aurait pas pu, de même que dans le passé, nous apporter la riche moisson qu'elle nous apporte actuellement.

C'est pour cette raison que je puis dire, au nom de nous tous : il n'y a pas de collaboration slave sans un amour désintéressé pour l'Union Soviétique, il n'y a pas de succès dans la lutte sans l'appui de l'Union Soviétique.

L'indépendance des pays slaves, leur liberté, leur épanouissement sont inimaginables sans l'appui le plus ferme de l'Union Soviétique.

Mitovan Djilas (1946).

25X1A

**DECLARATIONS DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE**

- a) Déclaration du 29 Juin 1948.
 - b) Déclaration du 20 Juin 1948.
-

25X1A

**DECLARATION DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE
AU SUJET DE LA RESOLUTION
DU BUREAU D'INFORMATION
DES PARTIS COMMUNISTES
CONCERNANT LA SITUATION
DANS LE PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE**

La résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti communiste yougoslave a, comme on peut le constater par le texte même, son histoire préliminaire. Sa base est constituée par les lettres du Comité Central du Parti Communiste (Bolchévik) de l'U.R.S.S. adressées au Comité Central du Parti Communiste yougoslave. Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. a adressé la première lettre, datée du 27 mars, dans laquelle il expose ses accusations contre le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, à tous les Partis membres du Bureau d'Information sans que le Comité Central du Parti Communiste yougoslave en ait été informé. Après quoi, par l'intermédiaire du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. est venue la lettre du Comité Central du Parti Communiste de Hongrie où l'attitude du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. est soutenue sur tous les

points. Cette dernière lettre a été adressée également aux autres Partis. Par la suite, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave a reçu des lettres semblables de la part des autres Partis membres du Bureau d'Information, excepté du Parti Communiste français et du Parti italien. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave souligne que les Partis Communistes mentionnés ont adopté pour l'essentiel le point de vue du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. avant d'avoir entendu l'opinion ou un argument contraire quelconque du Comité Central du Parti Communiste yougoslave lui-même.

Après cette lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et les dites lettres des autres Comités Centraux, ainsi qu'après la réponse du Comité Central du Parti Communiste yougoslave au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. du 13 avril, le Comité central du Parti Communiste yougoslave a reçu encore d'autres lettres du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., notamment celles du 4 et du 22 mai, qui sont plus ou moins dans la ligne de la première lettre. La résolution du Bureau d'Information concernant la « situation du Parti communiste yougoslave » n'est, en substance, que la reproduction des lettres adressées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. au Comité Central du Parti Communiste yougoslave. Dans ces lettres le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. accuse le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, lui demandant de reconnaître ses erreurs, et notamment :

1° Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave glorifient publiquement mais

calomnie en secret l'Union soviétique et le Parti Communiste de l'U.R.S.S. ;

- 2° Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave calomnie l'Armée soviétique et entourent les spécialistes soviétiques d'une atmosphère hostile, que, d'autre part, les citoyens soviétiques et le camarade Youdine sont l'objet d'une surveillance constante de la part des organes de la Sécurité de l'Etat ;
- 3° Que les cadres du Parti sont sous la surveillance du Ministre de l'Intérieur et qu'au sein du Parti n'existe ni démocratie ni possibilité de critique, mais un système d'administration militaire ;
- 4° Que le Gouvernement yougoslave désire s'assurer par l'intermédiaire d'espions la faveur des Etats capitalistes et se placer sous leur contrôle ;
- 5° Que le Parti se dissout dans le Front populaire, qu'il ne peut plus être considéré comme une organisation marxiste-léniniste et que les membres du Parti s'abandonnent aux théories des Berstein, Boukharine et Folmarov sur l'intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme ;
- 6° Que l'ambassadeur de l'une des grandes puissances impérialistes se comporte en Yougoslavie comme le maître de céans, que les amis et parents du bourreau des peuples de Yougoslavie, Neditch, se sont confortablement installés dans les institutions de l'Etat et du Parti Communiste yougoslave ;

- 7 Que les dirigeants yougoslaves identifient la politique extérieure de l'U.R.S.S. avec celle des Etats impérialistes;
- 8 Que les dirigeants du Parti Communiste yougoslave se sont écartés de la voie marxiste-léniniste en ce qui concerne le rôle dirigeant de la classe ouvrière ;
- 9 Que les parachutistes allemands ont défait l'Etat-Major « partisan » yougoslave, et qu'à la suite de cet événement une crise grave est intervenue dans le Mouvement de Libération nationale et qu'ensuite l'Armée soviétique s'est porté au secours, a libéré la Yougoslavie, et créé les conditions pour l'arrivée au pouvoir du Parti communiste yougoslave ;
- 10 Que le Parti Communiste yougoslave a rompu les oreilles de tout le monde par sa vantardise avec ses succès dans la guerre, bien qu'il n'ait pas plus de mérite que les Partis Communistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Hongrie, d'Albanie, de Bulgarie, etc., etc...

A ces accusations il faut ajouter celles formulées dans la résolution des Partis Communistes et dont il n'est pas fait état ici.

Comme il ressort de la déclaration que le Bureau Politique du Parti Communiste yougoslave a adressée à la session de l'Informbureau et que nous donnerons en annexe, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne pouvait pas discuter sur la base de telles accusations du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., accusations fondées sur des calomnies et des inven-

tions dénuées de tout fondement et sur l'ignorance de la situation en Yougoslavie, il ne pouvait pas discuter avant qu'on établisse l'état réel des choses et que la calomnie ne fût séparée des remarques de principe faites soit par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., soit par n'importe quel autre Comité Central des Partis Communistes membres de l'Informbureau.

Au sujet de la publication de la résolution, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave déclare ce qui suit :

I. — La critique contenue dans cette résolution est basée sur des affirmations inexactes et dénuées de fondement et constitue une tentative pour détruire le prestige du Parti Communiste yougoslave à l'étranger et dans le pays même, pour créer une confusion au sein des masses en Yougoslavie et dans le Mouvement Ouvrier International, pour affaiblir l'unité du Parti Communiste yougoslave et son rôle dirigeant. Il est d'autant plus étonnant que le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. ait refusé de vérifier sur place ses affirmations, ainsi que l'avait proposé le Comité Central du Parti Communiste yougoslave dans sa lettre du 13 avril de cette année.

II. — La résolution affirme, sans aucune preuve à l'appui, que la direction du Parti Communiste yougoslave poursuit une politique hostile à l'Union Soviétique. L'affirmation que l'on fait peu de cas en Yougoslavie des spécialistes militaires soviétiques et que les spécialistes civils ont été soumis à la surveillance des organes de la Sûreté de l'Etat est absolument contraire à la vérité. Jusqu'à leur rappel de Yougoslavie, aucun des repré-

sentants de l'Union Soviétique n'a jamais attiré l'attention des autorités yougoslaves sur ce point. Il est absolument faux de prétendre que qui que ce soit des représentants soviétiques ait été l'objet d'une surveillance en Yougoslavie, et notamment le camarade Youdine. Cette dernière affirmation a exclusivement pour but de discréditer le Parti Communiste yougoslave et sa direction auprès des autres Partis. Bien au contraire, c'est notre déclaration, contenue dans la lettre adressée le 13 avril au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., qui est exacte et fondée sur une série de déclarations des membres du Parti Communiste de Yougoslavie devant les organisations du Parti, de même que sur les déclarations d'autres citoyens yougoslaves, depuis la libération jusqu'à aujourd'hui : à savoir que les organes du service de renseignements soviétiques se livraient à un racolage sans scrupules.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie estimait et estime toujours que ce comportement à l'égard des pays où les communistes forment le parti dirigeant et poursuivent leur chemin vers le socialisme est une façon d'agir inadmissible et devant mener à la démoralisation des citoyens yougoslaves ainsi qu'à l'affaiblissement de la direction de l'Etat et du Parti. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considérait et considère toujours que l'attitude de la Yougoslavie à l'égard de l'U.R.S.S. doit être basée exclusivement sur une confiance et une sincérité réciproques, et s'en tenant à ce principe il n'est même pas venu à l'idée aux organismes yougoslaves de l'Etat de surveiller ou de contrôler, de quelque façon que ce fût, des citoyens soviétiques en Yougoslavie.

III. — La résolution critique la politique du Parti Communiste de Yougoslavie en ce qui concerne la conduite de la lutte de classes, et en particulier la politique du Parti Communiste de Yougoslavie dans les villages. Les passages connus de Lénine sont cités à l'appui. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave fait ressortir que dans sa politique de limitation des éléments capitalistes dans les villages il s'inspire des thèses mêmes de Lénine, ce que les auteurs de la résolution, s'ils en avaient pris la peine, auraient pu lire dans les articles et les documents du Parti qui ont été publiés, et se convaincre de la mise en pratique de cette politique. C'est pourquoi les accusations formulées dans cette résolution, ainsi que par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., ne font qu'enfoncer une porte ouverte et, objectivement, conduisent inévitablement à l'encouragement et au soutien des éléments réactionnaires dans les villes et à la campagne, ainsi qu'à une regrettable confusion au sein de la population; comme si le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et sa politique étaient responsables des difficultés objectives, surtout en matière de ravitaillement, inhérentes à la période de transition du capitalisme au socialisme. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère que, en tant que méthode, il est inadmissible que l'on puisse juger son activité sur des citations sans contexte, prises dans les périodes les plus diverses de la lutte qu'il a menée, ou sur des faits isolés, et même dénaturés. Il considère également que, dans l'appréciation de sa politique, de même que dans celle des autres partis il faut en premier lieu tenir compte des réalisations concrètes du Parti : si

oui ou non le Parti en question remporte des succès dans la lutte pour la transformation socialiste du pays, si oui ou non il a réussi à affaiblir les éléments capitalistes, si oui ou non il a réussi à renforcer le secteur de l'économie nationale.

IV. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne peut que repousser avec énergie les affirmations selon lesquelles les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie s'engagent sur la voie d'un parti de koulaks, sur la voie d'une liquidation du Parti Communiste de Yougoslavie ; que dans le Parti il n'existe pas de démocratie mais qu'en son sein sévissent les méthodes militaires ; que dans le Parti les droits élémentaires des membres « sont foulés au pied et qu'on répond par d'impitoyables représailles à la plus légère critique des irrégularités relevées », etc... Est-ce que les membres du Parti qui dans des milliers de combats ont regardé la mort en face pourraient supporter dans le Parti une situation indigne d'un homme et d'un communiste ? L'affirmation que dans le Parti personne n'ose critiquer est une injure sanglante pour chaque membre de notre Parti et un déshonneur jeté sur le passé héroïque et glorieux ainsi que sur la lutte actuelle pour le relèvement et la reconstruction du pays. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave souligne avec force qu'il est faux d'affirmer qu'il n'y a pas de démocratie au sein du Parti du seul fait que les élections n'ont pas encore eu lieu au sein de certaines organisations dépendant du Parti, ce qui n'est qu'une conséquence du temps de guerre et du développement rapide d'après guerre qu'a traversé le Parti Communiste de Yougoslavie, et qui s'est manifestée

en son temps dans d'autres Partis, et également dans le Parti Communiste de l'U.R.S.S.

En ce qui concerne l'affirmation que le Parti se dissout dans le Front Populaire, que les facteurs dirigeants s'engagent dans la voie du parti des koulaks, cette affirmation mène objectivement à la destruction de l'union des masses laborieuses, réalisée sous la direction de la classe ouvrière. Elle mène à l'isolement du Parti des masses laborieuses. Cette affirmation a sa racine dans l'incompréhension des rapports entre le Parti et le Front en Yougoslavie, dans l'incompréhension du caractère essentiel du Front en Yougoslavie et de la façon dont se réalise le rôle dirigeant de la classe ouvrière au sein du Front Populaire. Là encore on ne part pas de faits mais d'affirmations montées de toutes pièces, et qui sont par la suite l'objet de polémiques où l'on utilise des citations connues du léninisme, qu'aucun responsable du Parti Communiste de Yougoslavie n'a jamais contestées. Mais les faits, ainsi que de nombreuses déclarations faites au cours de la guerre, et après la guerre, non seulement par les communistes mais aussi par les non-communistes du Front Populaire, disent clairement :

1° Que le Parti Communiste est la force dirigeante du Front;

2° Que le Parti Communiste ne se perd pas dans le Front, mais que, au contraire, idéologiquement et politiquement, le Parti élève les masses, membres du Front, les éduquant dans l'esprit de sa politique du marxisme-léninisme;

3° Qu'en pratique, le Front Populaire de Yougoslavie lutte pour le socialisme, ce qui ne pour-

rait certainement pas être le cas si « des groupes politiques divers », tels que les partis bourgeois, les koulaks, les commerçants, les petits fabricants et autres, jouaient un rôle quelconque dans son sein, comme le dit la résolution, ou bien si le Front Populaire représentait une coalition entre le Parti Communiste et les autres partis ; ou une forme d'entente entre le prolétariat et la bourgeoisie :

4° Que le Parti n'adopte pas le programme du Front Populaire. Au contraire, le Front Populaire reçoit les directives et applique le programme du Parti Communiste, ce qui est tout naturel, si l'on considère son rôle dirigeant au sein du Front.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie souligne à ce propos qu'une des tâches les plus importantes du Parti est le rassemblement idéologique et politique des masses du Front, la coordination de l'activité politique du Front avec l'activité du Parti, ainsi que l'activité du Front sur tous les plans.

Enfin, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie fait ressortir que la majorité de ses membres ne sont pas cooptés mais élus. Dans son calcul, le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. n'a pas tenu compte des membres du Politbureau qui ont été élus séparément à la 5^e Conférence nationale, et c'est pourquoi il faut ajouter 7 autres membres du Politbureau au nombre des 22 membres du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie mentionnés par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. dans une de ses lettres. Il est monstrueux de reprocher à un Comité Central

du Parti Communiste qui a perdu au cours de la guerre 10 de ses membres, d'avoir coopté à leur place 7 camarades pris principalement dans les rangs des candidats au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse comme ridicule et mensongère la déclaration de l'Informbureau sur l'illégalité du Parti Communiste de Yougoslavie et la considère en outre comme une preuve de la non-compréhension des formes de l'activité du Parti yougoslave dans les conditions et les moments donnés. Les formes de l'activité du Parti Communiste de Yougoslavie sont le produit des conditions concrètes d'une longue pratique révolutionnaire de notre Parti, elles se sont avérées justes et ont été un facteur important avec lequel le Parti a conquis la confiance des masses.

V. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse avec indignation l'accusation que dans son sein règne un « régime turc », et que les dirigeants yougoslaves ont caché au Parti la critique de la fausse politique du Comité Central, caché au Parti et au peuple les véritables raisons du règlement de comptes avec les camarades HEBRANG et JOUYOVITCH. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pu publier la lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. tant que celui-ci ne l'avait pas fait lui-même. Cependant tous les cadres du Parti Communiste de Yougoslavie ont été mis au courant du contenu de la lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., et tous les membres du Parti Communiste ont obtenu des informations en ce qui con-

comme les cas de Hebrang et de Jouyovitch. Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave tient à exprimer son étonnement de ce que les représentants des Partis, membres de l'Informbureau, aient pu prendre la défense de Hebrang et Jouyovitch sans demander aucun renseignement au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie est étonné que l'on puisse défendre des hommes tels que Jouyovitch, qui, en 1937, sur la décision du Komintern, fut exclu avec Gorkitch du Comité Central du Parti Communiste yougoslave, ou comme Hebrang qui se comporta comme un traître devant la police oustachie, ce qu'il cacha au Parti, et qui, tous les deux, travaillèrent à provoquer une scission dans le sein du Parti et recoururent au sabotage de la reconstruction et de l'industrialisation de la Yougoslavie. A ce sujet, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie publie des documents complémentaires concernant Hebrang et Jouyovitch.

VI. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse comme absurde l'affirmation que, ces derniers temps, les dirigeants yougoslaves aient pris des mesures trop hâtives et « démagogiques » concernant la nationalisation de la petite industrie et du petit commerce. Ces mesures ont été, en réalité, mises au point six mois avant les accusations formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. contre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et elles sont le résultat du renforcement et du développement du secteur socialiste.

Le passage extrait du discours du camarade Kardelj n'a qu'une importance générale, tandis

que, dans son ensemble, ce discours expose la ligne du Parti en ce qui concerne le refoulement progressif des éléments capitalistes dans la phase actuelle. Dès lors, il devient clair pourquoi l'organe du Bureau d'Information, de même que la presse soviétique, et celle de certains autres Partis n'ont publié, ces derniers temps, aucune information relative aux succès obtenus dans la reconstruction économique de la Yougoslavie, et notamment les mesures décidées pour la liquidation des éléments capitalistes, les succès dans la réalisation du plan, et l'émulation socialiste, en l'honneur du Congrès du Parti, de la classe ouvrière comme des masses laborieuses rassemblées dans le Front Populaire, etc.

Mais les faits sont là et en les passant sous silence, les critiques formulées contre la politique économique du Gouvernement et la ligne générale du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie en matière d'économie paraissent d'autant plus arbitraires et dénuées de fondement.

VII. — Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie affirme qu'aucun dirigeant n'a jamais pensé que la Yougoslavie pouvait se passer de l'aide des pays de démocraties populaires et de l'U.R.S.S. dans la construction du socialisme et la sauvegarde de l'indépendance du pays. Seules des personnes ayant perdu tout sens de la réalité peuvent affirmer une chose semblable. Mais le Comité Central du Parti Communiste se voit obligé de souligner à ce sujet que cette aide et cette collaboration ne dépendent pas seulement de lui, mais aussi des pays de démocratie et de l'Union Soviétique. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie estime que ce

soutien doit dépendre de la politique intérieure et extérieure de la Yougoslavie et nullement du fait qu'il n'a pu accepter des accusations sans fondement, basées sur de pures inventions.

L'affirmation selon laquelle les dirigeants yougoslaves se préparent à pactiser avec les impérialistes et à marchander l'indépendance de leur pays — est inventée de toutes pièces et représente la plus grave parmi les calomnies lancées contre la Yougoslavie nouvelle. Cependant le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie se voit forcé de souligner que dans certains pays de la démocratie nouvelle les organes du Parti et de l'Etat ont commis toute une série d'actes, nullement provoqués, tendant à offenser les peuples yougoslaves, leur Gouvernement et leurs représentants, actes de nature à affaiblir la collaboration des peuples et à troubler les relations avec la Yougoslavie.

Le Comité Central du Parti Communiste yougoslave ne se considère plus comme tenu, à l'avenir, de passer de tels actes sous silence.

VIII. — Du fait qu'il a refusé de discuter sur des erreurs dont il ne se reconnaît pas coupable, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère n'avoir pas porté, en quoi que ce soit, atteinte à l'unité du front communiste. L'unité de ce front n'est pas basée sur la reconnaissance d'erreurs inventées de toutes pièces et de calomnies, mais bien sur le fait si, oui ou non, la politique d'un Parti est réellement internationaliste. Cependant, il est impossible de passer sous silence le fait que le Bureau d'Information a abandonné les principes sur lesquels il est fondé

selon lesquels chaque Parti garde sa liberté d'action quant à l'adoption des décisions prises.

Le Bureau d'Information, par contre, non seulement oblige les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie à reconnaître avoir commis des erreurs, mais encore invite les membres du Parti Communiste de Yougoslavie à se rebeller au sein du Parti, et à briser son unité.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne pourra jamais accepter que sa politique soit mise en discussion sur la base de pures inventions et de rapports dénués de toute camaraderie, sans confiance réciproque. Il y a là manque de tout fondement de principe et c'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens que le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie a considéré n'être pas sur un pied d'égalité dans la discussion, et déclare ne pouvoir l'accepter sur les bases actuelles. D'autre part, en ce qui concerne le fait précité, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie repousse résolument l'accusation que le Parti Communiste de Yougoslavie ait adopté une solution nationaliste. Par toute sa politique intérieure et extérieure, par sa lutte au cours de la guerre libératrice, de même que par la solution de la question nationale en Yougoslavie, le Parti Communiste yougoslave a démontré le contraire. Ces dernières accusations représentent la plus grande injustice historique envers notre Parti, notre classe ouvrière et les masses laborieuses, envers le peuple yougoslave en général et sa lutte généreuse et héroïque.

Pour le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, il est évident, que les accusations du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.

S.S. seront exploitées par la propagande ennemie et serviront à calomnier l'Union Soviétique, la Yougoslavie et les autres pays démocratiques. Néanmoins, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie déclare ne pouvoir assumer la responsabilité de cet état de choses qu'il n'a provoqué par aucun de ses actes.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie invite les membres du Parti à serrer leurs rangs en vue de la réalisation de la ligne du Parti et de la consolidation de l'unité. Il appelle la classe ouvrière et toutes les masses laborieuses rassemblées dans le Front Populaire à poursuivre encore plus opiniâtrement la reconstruction de notre patrie socialiste. C'est là la seule façon de prouver dans la pratique le manque de fondement de toutes les accusations.

Belgrade, le 29 Juin 1948.

**DECLARATION DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE
DU 20 JUIN 1948
AU BUREAU D'INFORMATION
DES PARTIS COMMUNISTES**

Ayant été invité à envoyer ses représentants à la réunion du Bureau d'Information qui s'est déjà assemblée afin de discuter sur la situation du Parti Communiste de Yougoslavie, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave prie de communiquer ce qui suit à la réunion du Bureau d'Information :

« Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie est toujours prêt à participer au travail du Bureau d'Information, mais il ne peut envoyer ses représentants à la réunion du Bureau parce qu'il n'accepte pas l'ordre du jour, considérant que la solution de la question du désaccord entre le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, qui fait l'objet de l'ordre du jour qui nous a été communiqué, était, depuis le commencement jusqu'à cette réunion du Bureau, posée d'une façon irrégulière, et cela pour les raisons suivantes :

1° Déjà la première lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. adressée à notre Comité Central n'était pas rédigée dans l'esprit de la critique amicale à laquelle le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie au-

rait pu répondre sur le même ton, mais sous forme d'accusation brutale et injuste, de sorte que, vu que cette accusation ne correspondait pas à la vérité, nous n'avions que le choix ou de l'accepter au détriment de notre Parti et de l'État, ou de la rejeter.

2° Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère comme foncièrement irrégulier de fonder une accusation contre un Parti frère sur des informations unilatérales de ce que dit telle ou telle personne, ou sur les citations prises isolément et non pas sur la base d'une analyse de toute l'activité de notre Parti qui a traversé de sérieuses épreuves avant, pendant et après la guerre.

3° Certaines des accusations, parmi les plus importantes, formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. sont manifestement fondées sur les informations fournies par les éléments hostiles au Parti, contre lesquels notre Parti a lutté avant, durant et après la guerre. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie considère comme inadmissible que les vestiges du fractionnisme d'autrefois dans le Parti Communiste de Yougoslavie obtiennent le soutien du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S.

4° Les directions des Partis membres du Bureau d'Information, adoptant sans esprit critique l'accusation formulée par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. contre notre Parti, et sans nous demander aucun renseignement, ont condamné notre Parti par des déclarations écrites et ont refusé de prendre en considération les arguments contenus dans notre réponse à la

première lettre du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. Certains ont commis, dans un large cercle de leur Parti, et même publiquement, des actes portant préjudice à notre pays.

5° Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. n'a pris en considération aucun des arguments de notre réponse à sa première lettre. Au contraire, dans sa réponse à cette lettre il a avancé des accusations de plus en plus graves et entièrement dénuées de fondement contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Il est évident qu'un tel procédé nous rend impossible la discussion sur pied d'égalité.

Tous ces faits constituent la raison pour laquelle le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pu consentir à exposer ces divergences devant le Bureau d'Information, considérant que cela ne ferait qu'aggraver le désaccord au lieu de le résoudre.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie rappelle qu'il avait proposé au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. d'envoyer ses représentants en Yougoslavie afin d'examiner sur place, en commun, les questions litigieuses. Le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. n'a pas accepté cette procédure, la seule juste à notre avis. Même avant d'avoir reçu notre réponse, il a porté les questions litigieuses devant les autres Partis du Bureau d'Information, c'est-à-dire qu'il leur a remis, en même temps qu'à nous, le texte de la lettre qu'il nous a adressée, après quoi les directions de tous les Partis, excepté les Partis français et italien, nous ont fait parvenir, par écrit, leur jugement sur notre Parti.

Une telle façon d'agir n'est pas dans l'esprit du principe d'entente mutuelle et de libre consentement sur lesquels est basé le Bureau d'Information.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie persiste dans sa conviction qu'une discussion commune des questions litigieuses, en contact direct du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. avec le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, en Yougoslavie même, est l'unique voie juste pour résoudre les dissensions actuelles. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie exprime ses regrets que ces dissensions aient pris, du côté du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., une telle forme, et fait de nouveau appel aussi bien au Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. qu'au Bureau d'Information, d'adopter notre point de vue sur la nécessité d'un contact direct entre le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie afin de résoudre les dissensions et de retirer, par conséquent, de l'ordre du jour, la discussion sur la situation dans notre Parti, en tenant compte de l'irrégularité d'une telle discussion sans notre consentement.

Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie salue les Partis Communistes frères et déclare qu'aucune dissension n'empêchera le Parti Communiste de Yougoslavie de demeurer fidèle à sa politique de solidarité et de collaboration la plus étroite avec le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et les autres Partis communistes.

29 Juin 1948.

**AU CAMARADE TCHERVENKOV
ET AUX AUTRES**

25X1A

**LA REPONSE
AU CAMARADE TCHERVENKOV
ET AUX AUTRES**

I. - De la fausseté, du manque de critique, de la démagogie, de l'arbitraire et des méthodes albanaises de convaincre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie de ses erreurs.

Les agences publient que Veko TCHERVENKOV, membre du Bureau politique du Comité Central du Parti Ouvrier (communiste) bulgare, a prononcé, devant les activistes du Front de la Patrie à Sofia, un discours « sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie ». Dans ce discours, le camarade TCHERVENKOV a, de nouveau, comme il est déjà d'usage, repris les accusations mensongères de la Résolution du Bureau d'Information en y ajoutant quelques affirmations inexactes de son cru concernant les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie.

Avant d'entrer en discussion avec lui, nous devons relever ses inexactitudes. A notre objection que le Comité Central de Bulgarie n'a pas pris la peine de vérifier les accusations portées contre le Comité Central yougoslave, le camarade TCHERVENKOV répond que, vers la fin du mois d'avril, « a été fixée une entrevue entre les repré-

sentants de notre Parti (c'est-à-dire bulgare) et du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie précisément au sujet de la critique du Comité Central du Parti bolchévik concernant les erreurs des dirigeants yougoslaves ». Déjà dans cette déclaration du camarade Tchervenkov il y a une certaine dose d'inexactitude. Le passage de la délégation gouvernementale bulgare se rendant à Prague devait être utilisé, d'après un commun accord, pour l'échange de vues sur le développement ultérieur des relations amicales entre les deux pays. A l'occasion de cette rencontre à Belgrade, un des membres du Comité Central de Yougoslavie a demandé à un des dirigeants bulgares quel était leur point de vue en ce qui concerne les accusations formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. (bolchévik) contre le Comité Central de Yougoslavie. Celui-ci a répondu entre autres : qu'il en était surpris qu'il y avait certainement des choses exactes dans ces accusations puisque le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. le disait, et qu'ils avaient demandé (les Bulgares) des explications plus détaillées. A cette occasion a été fixée la rencontre dont il est question plus haut. Il n'avait nullement été dit que cette entrevue devait avoir pour sujet les erreurs du Comité Central de Yougoslavie. Entre temps, pendant que les Bulgares étaient à Prague, le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie avait reçu par l'intermédiaire du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., une lettre du Comité Central bulgare, dans laquelle ce dernier écrivait ne rien avoir su au sujet des erreurs attribuées au Parti Communiste de Yougoslavie. Mais, malgré cela, et dans cette même lettre, il se solida-

risait avec les accusations formulées par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. en y ajoutant, comme en passant, quelques accusations de son propre cru, en particulier celle disant que les dirigeants yougoslaves sous-estiment le rôle de l'Armée Rouge dans la libération de la Yougoslavie, accusation derrière laquelle se cache en réalité la sous-estimation bulgare — et non pas seulement bulgare — de la lutte des peuples de Yougoslavie. Le Comité Central de Yougoslavie a envoyé alors un télégramme aux camarades bulgares à Prague, disant qu'après leur prise de position exposée dans la lettre en question (c'est-à-dire après qu'ils aient pris position sans avoir cherché à savoir ce qui était vrai et ce qui ne l'était pas), il n'y avait plus de raison pour que des entretiens aient lieu à Belgrade.

Le camarade TCHERVENKOV est connu des dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, qui maintenant encore le considèrent comme un révolutionnaire intègre. C'est pourquoi il est d'autant plus étonnant qu'il affirme des choses aussi inexactes et nous oblige à porter devant l'opinion publique ce qui ne devrait pas être débattu publiquement. Nous ne demandons pas au camarade TCHERVENKOV et aux autres de défendre nos positions; qu'ils se prononcent selon leur conscience communiste. Nous comprenons même qu'on soit obligé d'adopter une attitude pour des raisons de discipline, par soumission aux décisions du Parti. Mais, même pour des raisons de discipline, on ne peut affirmer ce qui n'est pas exact. Il s'agit donc d'une question de principe : employer dans la discussion et les rapports mutuels des méthodes honnêtes et loyales et non pas rajouter, épicer les dires des autres.

Le camarade TCHERVENKOV affirme que le journal « Borba » accuse faussement les camarades bulgares de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures du Parti Communiste de Yougoslavie. Les camarades bulgares — et les autres — se sont mis là dans une situation ridicule ; ils appellent les membres du Parti Communiste de Yougoslavie et les peuples yougoslaves à renverser TITO, KARDELJ, DJILAS et RANKOVIC déclarant qu'eux — les Bulgares — sont « intéressés par le sang » au sort de la Yougoslavie, et ils répètent en même temps qu'ils ne se mêlent pas dans les affaires intérieures.

Un exemple pour montrer combien est absurde et ridicule la situation dans laquelle se sont mis les camarades bulgares : les délégués bulgares venus à Belgrade pour conclure une convention culturelle ont demandé que les Yougoslaves n'offrent pas de déjeuner en leur honneur. Imaginez-vous une collaboration culturelle entre deux États où l'on ne peut même pas s'inviter les uns les autres à déjeuner ! Têtes dures et hospitaliers comme ils sont, les Yougoslaves ne voulaient pas démordre. Mais, s'avisant que les Bulgares évitaient le déjeuner offert pour ne pas devoir porter le toast à Tito, ils leur dirent d'avance qu'il n'y aurait pas de toasts. Cette anecdote montre la situation absurde des dirigeants bulgares et de beaucoup d'autres ; d'une part, ils appellent au renversement des membres du Comité Central du Parti Communiste yougoslave qui sont à la tête de l'État yougoslave, ils organisent en Bulgarie les zvenistes et les socialistes afin que ceux-ci se prononcent sur la Résolution, ils donnent des leçons de marxisme-léninisme au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, et, comme

au moyen-âge, ils jettent au feu les portraits de TITO hérétique ; d'autre part, ils affirment désirer des rapports étroits et cordiaux avec la Yougoslavie. Ils qualifient le gouvernement de la R.F.P. de Yougoslavie d'agence de l'impérialisme et en même temps racontent qu'ils veulent l'amitié avec la Yougoslavie. Vouloir séparer les chefs du Parti et du peuple n'est que démagogie à bon marché, dont jusqu'à présent n'a usé contre la Yougoslavie nouvelle que la propagande des États impérialistes disant que TITO se maintenait au pouvoir par la police secrète OZNA.

Le camarade TCHERVENKOV dit plus loin que les Yougoslaves, mégalomanes, prétendent avoir trouvé une nouvelle méthode de guerre : une combinaison de front et d'actions de partisans, bien que les Espagnols aient découvert cela il y a 140 ans. Cette affirmation fantaisiste a été puisée par le camarade TCHERVENKOV, comme la plupart de ses affirmations, dans les lettres du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. Mais elle est complètement inexacte. Nous défions le camarade TCHERVENKOV de dire : qui a affirmé cela, quand et où, soit par écrit, soit verbalement, publiquement ou secrètement. Ceux qui nous critiquent ne peuvent répondre à cette question, ni à toutes les questions semblables, bien que nous les posions constamment. Cependant, les dirigeants de la Yougoslavie nouvelle ont affirmé et affirment qu'en Yougoslavie, loin sur les arrières d'Hitler, a été formée pendant l'insurrection, une armée non seulement des partisans — on a commencé avec les partisans — mais une armée régulière, organisée, avec une direction centrale. Que cela ait déjà été réalisé ou non par d'autres, n'a pas d'importance. Mais

la réalisation yougoslave reste un fait. Si le camarade TCHERVENKOV ou un autre, nie ce fait, il affirme par là en réalité qu'il n'y a pas eu de lutte en Yougoslavie et que rien de particulier ne s'y est passé pendant la guerre, rien de différent de ce qui s'est passé dans les autres pays, en Bulgarie, par exemple.

Il est ridicule que nous soyons obligés de défendre la révolution yougoslave contre des communistes et de prouver son existence, comme si l'insurrection de 4 années eût été une aiguille dans une meule de foin.

Le camarade TCHERVENKOV a dit entre autres inexactitudes que nous dissimulons au Parti et au peuple nos erreurs dénoncées dans la résolution du Bureau d'Information et dans les lettres du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. C'est faux. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie a dit dans sa réponse qu'il ne pouvait publier les lettres du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. avant qu'il ne l'ait publiée lui-même. Nous avons publié la Résolution du Bureau d'Information. Si l'on nous demande de publier autre chose, qu'on le dise. Mais qu'on n'insinue pas des choses inexactes. Cependant, à propos de ceux qui dissimulent et de ceux qui ne dissimulent pas, nous pouvons dire ceci à notre critique : nous avons publié la Résolution, mais aucun des partis frères n'a osé publier la Réponse de notre Comité Central. Qui donc d'entre nous, camarade TCHERVENKOV et vous autres camarades, dissimule la vérité aux membres du Parti et au peuple ? Le camarade TCHERVENKOV dira qu'ils ne peuvent publier la réponse antimarxiste du Comité Central du Par-

ti Communiste de Yougoslavie. Admettons! Mais nous posons au camarade TCHERVENKOV une autre question : que le journal « RABOTNICESKO DELO » consente à imprimer notre Réponse au camarade TCHERVENKOV, nous imprimons dans la « BORBA » sa réponse et trois autres encore s'il le désire !

Jusqu'à présent ce sont les aventuriers de Tirana qui sont allés le plus loin dans l'emploi des méthodes de calomnies et d'insinuations sournoises, contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Afin de convaincre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie de ses erreurs ils persécutent nos citoyens, ferment les restaurants yougoslaves, ce qui met en danger même la santé des enfants yougoslaves ! Ils ont dénoncé tous les accords économiques avec la Yougoslavie. Ce courage subtil des dirigeants albanais, qui les a poussé à rompre tous les accords avec la Yougoslavie, est un exemple typique des méthodes sauvages qui devraient persuader le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie « qu'il a commis des erreurs ». Les Albanais et les autres racontent que les Yougoslaves ne désirent pas d'aide dans l'édification du socialisme, qu'ils se sont mis du côté des impérialistes. Et, en fait, ce sont les Albanais qui rompent les accords économiques et violent le traité d'assistance mutuelle avec la Yougoslavie.

L'affirmation superficielle, irresponsable et démagogique du camarade TCHERVENKOV, comme quoi les impérialistes s'enthousiasment de l'attitude « intransigeante » du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et offrent leur aide à la Yougoslavie, n'est pas sans rapport

de ce qui précède. Il suffit qu'une agence bourgeoise publie une nouvelle mensongère pour que les journaux des partis frères s'en emparent. C'est ainsi que, ces jours-ci une nouvelle a été diffusée sur le déblocage de l'or yougoslave en Amérique — l'or polonais, par exemple, est déjà déblocqué — ce à quoi s'est employée l'Union Soviétique soutenant la Yougoslavie, comme d'habitude. Immédiatement c'est devenu un des principaux thèmes de diffamation dans les journaux communistes français. Le journal « RUDE PRAVO » reproduit des nouvelles des agences bourgeoises sur l'état de siège en Yougoslavie, etc... Cependant, le lecteur objectif peut remarquer que la joie manifestée par certains journaux et agences bourgeois a été de courte durée et que maintenant un autre y domine : qu'il ne faut pas avoir d'illusion sur TITO — qu'il est, lui aussi, communiste, que la Yougoslavie n'abandonne pas le « bloc oriental », etc... Pourquoi, le camarade TCHERVENKOV, et les autres, ne veulent-ils pas voir que par leurs nouvelles tapageuses, affirmant que la Yougoslavie se trouve déjà dans les bras des impérialistes, ils contribuent, en réalité, à l'isolement de la Yougoslavie.

En ce qui concerne l'isolement de la Yougoslavie, il ne dépend pas, bien entendu, de l'attitude du Bureau de l'Information et de la propagande des Partis frères contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Cet isolement dépend de la Yougoslavie elle-même. Nous ne nous sentons pas isolés, et cela pour une raison qui étonnera le camarade TCHERVENKOV : parce que nous savons que l'U.R.S.S. ne veut pas et ne peut pas abandonner la Yougoslavie devant les impérialistes. Cela découle de la politique anti-impérialiste

des Soviets. En outre, l'U.R.S.S. existe ; elle n'est pas une abstraction ; elle agit comme une force pacifique dirigeante. Par conséquent, la Yougoslavie compte là-dessus comme sur un fait réel dans les rapports actuels, et n'a aucune raison de craindre l'isolement devant les impérialistes. L'U.R.S.S. ne serait pas ce qu'elle est si elle devenait « indifférente » à l'égard de l'impérialisme. Cela est chose notoire. Affirmer autre chose signifie proférer des calomnies envers l'Union Soviétique, signifie supposer que cette dernière est « indifférente » à ce que les impérialistes feront avec tel ou tel pays, donc également avec la Yougoslavie. Mais ça dépasse la compréhension de ceux qui nous critiquent. On nous accuse sournoisement de penser que nous pouvons vivre seuls « entre » l'impérialisme et l'U.R.S.S. ! Bien entendu que cet « entre » signifierait pour nous la ruine. Mais nous ne sommes pas « entre », car nous sommes dans la réalité, par notre politique bien définie dans les rapports internationaux tels qu'ils se posent et se développent. Sans égard à ce que dit qui que ce soit, fut-ce même le Bureau d'Information ou quelques membres du bloc démocratique.

Il était nécessaire que nous nous écartions du sujet principal dans la polémique avec le camarade TCHERVENKOV et les autres, afin de démentir plus nettement les accusations sournoises comme quoi les chefs poussent la Yougoslavie dans les bras des impérialistes et pensent que la Yougoslavie peut vivre « entre » l'U.R.S.S. et l'impérialisme.

Ayant ainsi établi ces inexactitudes du camarade TCHERVENKOV ainsi que les méthodes

dont lui et les autres se servent dans la discussion, nous pouvons maintenant passer à quelques questions de principe abordées par TCHERVENKOV, le journal « SABAD NEP » et les autres, et que, jusqu'à présent, personne encore, ni le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., ni la résolution du Bureau d'Information n'a posées, du moins sous cette forme, dans la discussion avec le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. Bien entendu, dans ce cas là non plus, ceux qui nous critiquent n'ont pu se débarrasser des faiblesses et des passions et ont interprété notre attitude faussement, arbitrairement et gratuitement.

II. - Sur l'édification du socialisme dans un pays, avec l'Union Soviétique, sans l'Union Soviétique ou contre l'Union Soviétique.

Ce titre est par lui-même absurde, mais son absurdité découle de l'absurdité et de la confusion d'esprit de ceux qui nous critiquent. Le journal « SABAD NEP » et les autres affirment que les Yougoslaves considèrent qu'ils n'ont pas besoin de l'aide de l'U.R.S.S. et des autres démocraties dans la lutte pour l'édification du socialisme ; que les Yougoslaves pensent que l'édification du socialisme est possible dans un pays sans et même contre l'U.R.S.S. Nous avons déjà répondu à cela, de même qu'à la stupidité, derrière laquelle se cachent probablement des intentions semblables à celles des Albanais de vouloir « convaincre » les Yougoslaves par des mesures pratiques de la fausseté de leur point de vue.

La question de la possibilité de l'édification du socialisme dans un pays entouré par le capitalisme a déjà été étudiée par le camarade STALINE. Il découle des enseignements du camarade STALINE que cette édification est possible dans un pays, mais pas dans chaque pays. L'U.R.S.S. était un tel pays. Mais le camarade STALINE ne dit pas que c'est le seul. Cependant, poser la possibilité de l'édification du socialisme dans un pays sans la coopération avec l'U.R.S.S. et les autres pays démocratiques est aussi absurde qu'affirmer que les autres Etats socialistes peuvent abandonner un Etat socialiste seul en face de l'impérialisme. Cela est absurde, car la loi de Lénine, qui dit que les économies socialistes des divers pays doivent se rapprocher, s'unir et non se séparer, est juste. Ce rapprochement ne peut avoir lieu que sur la base d'une collaboration mutuelle, sur la base du respect des particularités historiques et des degrés de développement, sur la base de la bonne volonté d'entente et de confiance mutuelle. Par conséquent, puisque l'U.R.S.S. existe comme pays avec le socialisme édifié, l'édification du socialisme est, à notre avis, possible dans tout autre pays, si ce pays par sa position géographique ne peut être empêché par les impérialistes d'entretenir des rapports réguliers avec l'U.R.S.S.

Cette édification et cette collaboration doivent traverser des phases déterminées dans leur développement. Il s'agit dès lors des formes, du rythme, de la façon de l'édification, du genre de collaboration et non des possibilités mêmes d'édification, de collaboration. Le rapprochement des économies socialistes est une loi et, par conséquent, personne ne peut la violer pour longtemps.

La vie impitoyable demande sa part et obligera enfin les cerveaux humains, si on s'en sert, à se soumettre à ses lois.

Cependant, on se pose la question si la Yougoslavie est un pays qui pourrait par ses propres moyens, même dans le cas où elle n'est pas aidée par d'autres pays, édifier le socialisme. Nous laissons cette question sans réponse étant donné que la collaboration avec ces pays existe déjà. Il serait étrange que la Yougoslavie fut forcée par les autres pays de l'économie socialiste de prouver si elle peut ou non édifier le socialisme toute seule.

Si on avait dit — les Yougoslaves emploient un rythme trop rapide dans la construction, les Yougoslaves devraient se priver de différentes choses pour le bien du but commun du socialisme, alors naturellement, on pourrait discuter. Mais on n'agit pas ainsi. On invente quelque chose qui est en contradiction évidente avec le léninisme, on fait croire que c'est la thèse yougoslave, on déclenche ensuite contre cela une campagne de polémique.

III. - De l'indépendance envers l'Union Soviétique.

Le journal « SABAD NEP » affirme que les Yougoslaves veulent être indépendants également envers l'Union Soviétique, alors que l'Union Soviétique, d'après son essence socialiste même, ne peut pas menacer l'indépendance des autres peuples ; elle ne peut que les aider. Le journal « SABAD NEP » a accusé les Yougoslaves qu'à

ce propos ils ont dépassé toute mesure dans leur anti-soviétisme. Bien entendu si la Yougoslavie s'appuyait sur les impérialistes pour « protéger » son indépendance envers l'Union Soviétique, ceci serait une mesure anti-soviétique. Anti-soviétique serait aussi si les Yougoslaves, ainsi qu'on les en accuse, défendaient la thèse ou agissaient comme si l'Union Soviétique et les Etats impérialistes étaient identiques. Ceci conduirait directement vers l'impérialisme. Mais cette affirmation est aussi absurde que celle relative à l'édification indépendante du socialisme à côté de l'Union Soviétique et d'une quantité de pays démocratiques, ou celle sur la possibilité de vivre « entre » les impérialistes et l'Union Soviétique. Nos critiques ont oublié la dialectique. L'évolution indépendante vers le socialisme dans les conditions de l'existence de l'Union Soviétique et des pays de la démocratie populaire signifie naturellement et inévitablement une collaboration toujours plus étroite avec ces pays. Nos critiques éliminent de leur tête une partie du processus et nous proclament ensuite comme anti-soviétique, nous imputant l'affirmation que l'Union Soviétique est une et même chose que les pays impérialistes. Il s'agit donc encore une fois des formes de la collaboration et non pas de savoir si, oui ou non, nous sommes pour la collaboration, si oui ou non, nous sommes pour l'isolement.

Si quelqu'un nous disait qu'il fallait développer encore plus intensément les formes de collaboration politique, culturelle et autres avec l'Union Soviétique, on pourrait en discuter. Mais on n'agit pas ainsi ; on invente une chose qui est contraire au léninisme et ensuite on engage là-dessus la polémique.

Ces deux questions — la deuxième et la troisième — n'ont pas été soulignées par nous à cause de nos critiques, ce sont eux qui les ont soulignées.

IV. - Encore une fois de l'Armée Soviétique et de son rôle dans la guerre passée, ainsi que du rôle historique mondial de l'Union Soviétique.

Le camarade TCHERVENKOV n'a pu s'empêcher une fois de plus, malgré l'attitude non équivoque de « BORBA » de nous imputer de sous-estimer le rôle de l'Armée Soviétique. Il dit : « Le fait indiscutable que la Yougoslavie ainsi que les autres pays de la démocratie populaire ont été libérés par la victorieuse armée soviétique, comme le fait que les Partis communistes, alliés aux autres forces démocratiques et à leur tête, ne pouvaient arriver au pouvoir que grâce aux victoires de l'armée soviétique, ces faits ne peuvent être discutés que par des hommes d'une ambition exagérée qui, dans leur orgueil, ont perdu la faculté d'observer les choses sainement, ou par ceux qui, tombés sous l'influence étrangère ont rompu avec le camp démocratique ».

Et plus loin : « D'après leurs affirmations — c'est-à-dire les affirmations de nos dirigeants — il ressort que l'Armée Soviétique est entrée dans une Yougoslavie déjà libérée ».

Si le camarade TCHEVENKOV est, comme nous le pensons, un homme qui méprise le mensonge dans la discussion, il doit retirer cette affirmation. Nous avons affirmé seulement qu'en Yougoslavie, au moment de l'arrivée de l'Armée So-

viétique, il existait déjà des territoires libérés et que notre armée existait déjà. Et c'est tout ! Or justement, parlant de l'aide de l'Armée Soviétique dans la lutte pour la Libération de la Yougoslavie, nos critiques passent sous silence le rôle de l'Armée Nationale de Libération. Pourquoi font-ils cela, ils ne veulent pas nous le dire.

Nous affirmons :

1°) L'Armée Soviétique a donné une aide énorme aux peuples de Yougoslavie dans leur lutte pour la Libération. Cette aide a rendu possible la transformation rapide de l'Armée Nationale de Libération déjà existante en une armée moderne ; elle a permis aux Yougoslaves de commencer à développer systématiquement la vie déjà existante d'un Etat qui agissait d'un centre permanent, sur un territoire libéré permanent — rappelez-vous que cela se passait un an après la décision à Jajce de 1943 et qu'à ce moment existaient le Comité national et les Assemblées nationales — les Assemblées antifascistes — de toutes les Républiques.

2°) Sans le rôle de l'Armée Soviétique dans la guerre, aucun peuple d'Europe ne se serait libéré, la Yougoslavie pas plus que les autres.

3°) Sans l'Union Soviétique et son armée aucun pays de démocratie populaire ne serait libre ni indépendant. Donc reste sujet à discussion : Est-ce l'Armée Soviétique qui a libéré la Yougoslavie comme l'affirment les critiques, effaçant ainsi sans aucun égard les pages les plus glorieuses de l'histoire des peuples yougoslaves, ou bien comme nous l'affirmons l'Armée Soviétique a-t-elle aidé à la libération et au développement de

l'État yougoslave. Par cela, on ne diminue nullement le rôle de l'Armée Soviétique dans la libération de la Yougoslavie et la reconnaissance des peuples yougoslaves envers l'Armée Soviétique. On peut constater facilement par les documents historiques où est la vérité.

V. — De la « crise en Yougoslavie » et des fautes réelles et imaginaires du Parti Communiste de Yougoslavie ainsi que de « l'internationalisme » des camarades RAKOSI et BARES.

On reproche à notre Comité Central de refuser à reconnaître une seule faute. Cette affirmation aussi est inexacte. Le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie ne reconnaît pas les fautes imaginaires, c'est-à-dire celles qu'il n'a pas commises. Ceci ne veut pas dire que le Comité Central et le Parti Communiste de Yougoslavie soient exempts de fautes et de faiblesses. Non, bien sûr. Lénine disait que tout homme qui agit se trompe nécessairement. Cependant le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pas et ne peut pas avoir commis des fautes que la Résolution lui impute. Lors d'une réunion du Parti où a été étudiée la Résolution du Bureau d'Information et la Réponse de notre Comité Central, un des membres présents a bien aperçu toute l'absurdité de la résolution, disant : « On nous demande de reconnaître que nous sommes des espions. Si nous refusons, nous ne sommes pas des marxistes-léninistes ».

Si quelqu'un venait nous dire qu'il faudrait que le système électoral fonctionne plus vite, qu'il faudrait écrire davantage sur la vie du Parti, faire davantage connaître publiquement la vie du Parti, souligner davantage dans les circonstances don-

nées son rôle par rapport au Front, etc... — on pourrait en discuter. Mais nos critiques n'affirment pas cela, ils disent : le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie crée un parti de koulaks, bureaucratique et fractionnaire, noyé dans le Front, il met en application une nationalisation aventurière basée sur la théorie de Boukharine de l'intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme. Ce sont là, bien entendu des inepties et des inventions. Sur cette base, ainsi que sur la base d'autres affirmations semblables on ne peut que se quereller mais non discuter. C'est nous mettre au banc d'accusation pour espionnage, trahison, dégénérescence, etc., et non poser une base de discussion et de critique entre les communistes. La discussion sur ces bases perd tout sens. C'est la raison pour laquelle on n'a pas pu aller à la Conférence du Bureau d'Information et non pas à cause du nationalisme du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. Tant que le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie n'a pas déclaré qu'il n'acceptait pas de discuter sur cette base à la Conférence du Bureau d'Information, il a été question de tout sauf de nationalisme. Ce n'est qu'après que le nationalisme est devenu le leitmotif principal.

Les deux citations suivantes montrent jusqu'où peuvent aller nos critiques dans l'absurdité :

« La deuxième guerre mondiale a porté la discorde entre les peuples et a semé la méfiance. La lutte menée pour les intérêts nationaux sous le drapeau national a affaibli les liens internationaux de la classe ouvrière et favorisé les sentiments nationalistes et l'égoïsme chauviniste » — (Le camarade BARES dans « TVORBA »).

Cette appréciation se rapporte surtout à la

lutte des peuples de Yougoslavie parce que ce sont eux qui — excepté l'Union Soviétique — ont lutté le plus. L'auteur ne veut pas savoir qu'en Yougoslavie n'a pas été menée uniquement la lutte nationale et uniquement sous le drapeau national. Sa thèse signifie pratiquement ceci : Pour le plus grand bien de l'internationalisme il ne fallait pas lutter, il ne fallait pas aider l'Union Soviétique. Partant de cette base de l'idéologue de la « TVORBA » on en arriverait à de telles inepties ! C'est le langage et la philosophie d'un liquidateur et d'un déserteur, et non d'un communiste, d'un révolutionnaire.

Le camarade RAKOSI aboutit à des bêtises encore plus grandes quand, lors d'un meeting du Parti à Budapest, il diffame les peuples de Yougoslavie.

« Ceci — l'attitude des dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie — n'est donc pas le patriotisme, le patriotisme socialiste, qui sait coordonner les intérêts nationaux et internationaux du Parti de la démocratie populaire. C'est le nationalisme bourgeois qui, déjà en 1941, a conduit la Yougoslavie à la catastrophe et qui l'y conduira de nouveau, si les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie continuent dans la voie où ils se sont engagés ».

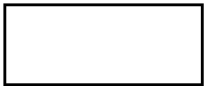
D'après RAKOSI, le renversement du gouvernement TSVETKOVITCH-MATCHEK et le refus d'adhérer au Pacte Tripartite, que notre peuple réalisa sous la conduite du Parti Communiste de Yougoslavie et qui furent suivis, il est vrai, de l'attaque d'Hitler et de ses satellites contre la Yougoslavie, représenteraient le nationalisme et la ruine de la Yougoslavie. Alors que la Yougosla-

vie — c'est-à-dire ses peuples — a été de ce fait ressuscitée et non ruinée. Donc, d'après RAKOSI, le refus d'adhésion au Pacte Tripartite était du nationalisme, tandis que l'adhésion, par exemple, de la Hongrie au Pacte Tripartite était une juste compréhension et une juste combinaison des devoirs internationaux et nationaux, qui ont sauvé la Hongrie. En vérité, voilà un beau nationalisme et un bel internationalisme. N'est-ce pas plutôt une diffamation de l'idée de l'internationalisme et une excuse à la trahison de l'indépendance nationale et à l'esprit servile de la bourgeoisie nationale envers l'impérialisme hitlérien ?

Nos critiques aiment parler de la « crise en Yougoslavie », des « jours pénibles que traverse actuellement la Yougoslavie ». En réalité, ils ne mènent pas ainsi une polémique contre nous, mais contre eux-mêmes, contre leurs propres faiblesses. La Yougoslavie ne traverse aucune crise. L'unité du Parti Communiste, l'unité de la classe ouvrière, l'unité du peuple n'a jamais été plus grande.

Comment nos critiques expliquent-ils le fait que tous les Yougoslaves, partout où ils se trouvent soient inébranlablement convaincus de la justesse de leur cause et du bon droit de leur Comité Central ? Sans doute en affirmant que le Comité Central les a trompés, ou bien en disant que toute la classe ouvrière et tout le peuple sont devenus trotkistes.

Cela s'explique du fait que le Parti Communiste de la Yougoslavie s'est, de longues années durant, éduqué aux œuvres de Marx-Lénine-Staline, qu'il a suivi une longue et pénible école de lutte et qu'il ne craint pas de lutter corps à



corps avec les difficultés, qu'il sait appliquer dans un esprit créateur l'enseignement de nos maîtres. Tout autre parti — excepté bien entendu le Parti Communiste de l'U.R.S.S. — se désagrègerait dans une lutte semblable à celle qui a été imposée à notre Parti. Le Parti Communiste de Yougoslavie, cependant, s'affermi dans cette lutte. Est-ce fortuit ? Est-ce le résultat de l'habileté du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie à tromper le Parti et le peuple ? Ceux qui nous critiquent devraient s'intéresser davantage à l'histoire du Parti Communiste de Yougoslavie et ne pas considérer notre lutte contre l'occupant comme une chose fortuite, mais comme un phénomène inévitable de la loi du développement historique de l'impérialisme dans une phase déterminée. Ceci ne réfute pas, mais au contraire confirme la théorie révolutionnaire développée par Lénine et Staline. Ceux qui nous critiquent devraient réfléchir un peu plus sur tous ces faits. Cela ne pourrait que contribuer au développement du mouvement ouvrier en général et à la collaboration entre les divers mouvements ouvriers.

C'est tout pour le moment et en ce lieu.

La « Bcrba » du 5 Juillet 1948.

M. PIADÉ

**LE MANQUE DE PRINCIPES
COMME ARME POUR LA « DEFENSE »
DE LA PURETE REVOLUTIONNAIRE**

25X1A

M. PIADE

**LE MANQUE DE PRINCIPES
COMME ARME POUR LA « DEFENSE »
DE LA PURETE RVOLUTIONNAIRE**

La Résolution du Bureau d'Information de certains Partis Communistes était destinée à jouer un rôle de document (de parti) sur la prise de position en commun de huit partis communistes contre les déviations idéologiques d'un parti communiste ; le rôle d'un document du Mouvement Ouvrier International pour la défense de la pureté des principes du marxisme-léninisme contre le Parti qui les avait « trahis ».

On voulait nous faire accroire que c'était la vraie face de la Résolution. Mais sa « popularisation », de la part de certains Partis du moins, montre qu'elle n'en est que le revers et que la face réelle de la chose ne peut être dissimulée. De plus en plus, à chaque heure de vie, à l'air vif des places publiques et des discussions populaires, ce revers, si lisse, de la prétendue conception théorique, se retourne, mettant à jour la vraie face, face grossière d'une attaque sans aucun fondement de principe. Ainsi, cette Résolution que le Bureau d'Information avait lancé dans l'histoire contemporaine, avec préméditation il est vrai,

mais aussi avec quel manque de sens de responsabilité, cesse d'être un document de la défense des principes révolutionnaires, et se révèle comme un exploit sans aucun fondement de principes idéologiques.

Ce manque de fondement théorique de la Résolution est manifeste par son contenu même, par ses inexactitudes et ses contradictions flagrantes, par les iniquités évidentes envers le Parti Communiste et les peuples de Yougoslavie, comme envers leurs réalisations, lesquelles ont été obtenues sous la direction de ces mêmes hommes qui sont aujourd'hui l'objet d'une attaque grossière et sans scrupule. C'est ce manque de fondement de principe qui a le plus stupéfait, non seulement la masse des membres de notre Parti, mais aussi les masses du Front et presque tous les citoyens de notre pays.

Personne ne s'est demandé si les accusations du Bureau d'Information étaient exactes. Leur fausseté était tellement évidente qu'elle blessait comme une injure. Les gens se demandaient seulement quel pouvait bien être le but de cette attaque, et avait-on bien songé quel effet cela produirait ? Dans leur aveuglement les responsables de certains Partis Communistes du Bureau d'Information se sont engagés — soi-disant au nom de la défense de la pureté des principes révolutionnaires — dans la voie du mensonge et de la calomnie, et, là, ils perdent toute mesure et même le sens moral commun, sans parler de la morale communiste. Nous voyons la presse de certains Partis Communistes s'abaisser jusqu'à employer le vocabulaire et les méthodes de la presse réactionnaire, se servir de pures inventions, défor-

mer consciemment les faits, tromper consciemment les masses.

Les dirigeants des Partis frères de certains pays, par exemple, savent pertinemment que jusqu'à ce jour nous n'avons pas été officiellement informés de la Résolution, qu'elle ne nous a pas été transmise, et que, de ce fait, nous nous sommes vus obligés de la reconstituer d'après les communications des agences. Ils ont voulu nous la dissimuler aussi longtemps que possible, afin de se ménager le temps de déployer leur « critique » avant que nous soyions en état de répondre. Après les délibérations du Bureau d'Information où la Résolution fut adoptée, la mise en page du journal : « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire » [organe du Bureau d'Information] trainait toute faite dans l'imprimerie, sauf la première et la moitié de la seconde page, réservées pour le texte de la Résolution et l'éditorial de circonstance. Mais rien ne fut changé quand la rédaction eut le texte de la Résolution entre les mains. Le journal ne parut pas, quoiqu'il n'y eut aucun empêchement. Les flans des pages déjà prêtes furent transportés à Bucarest, et ce n'est que là que le numéro fut publié. Cependant, entre temps, « Borba » avait déjà publié la Résolution. Et il y a des journaux et des dirigeants communistes pour déclarer que nous n'avons pas publié la Résolution, que nous voulons la cacher aux masses ! Le secrétaire du Parti Communiste français, Duclos, par exemple, ou l'organe du Parti Communiste italien « Unita », laquelle affirmait que la Résolution n'avait pas été publiée en Yougoslavie trois jours après sa publication dans « Borba », quand déjà un grand nombre de nos organisations l'avaient

lue et discutée en même temps que notre déclaration. L' « Unita » ajoute même : « Le dernier numéro de l'organe du Bureau d'Information, imprimé à Belgrade, ne paraîtra pas, ne pouvant pas publier le texte intégral de la Résolution ».

Cependant, alors que nous avons publié la Résolution dès que nous l'avons eue en mains, aucun journal des Partis du Bureau d'Information n'a fait paraître jusqu'à ce jour la déclaration de notre Comité Central. Qui donc dissimule la vérité à ses membres ? Qui empêche la discussion objective devant les masses sur le « conflit » ? Qui s'y soustrait ? Est-ce nous ou nos critiques « imbus de principes » ?

Le matin même où les journaux de Belgrade publiaient la résolution des étudiants belgradois qui condamne la Résolution du Bureau d'Information et approuve la position prise par notre Comité Central, l'organe du Parti Communiste tchécoslovaque publiait la fausse nouvelle d'une journaliste américaine selon laquelle les étudiants de Belgrade se seraient désolidarisés de nos dirigeants. « L'Humanité » et « Ce Soir » rivalisaient dans la publication de perfides mensonges sur les soi-disants accords entre la Yougoslavie et les impérialistes. Voici les titres d'un numéro de « L'Humanité » : **Washington promet une nouvelle aide à Tito, Tito demande 500 millions de dollars à la Banque Internationale et signe un accord commercial avec Londres.** En gros caractères « L'Humanité » précise qu'il s'agit là d'une somme d'un milliard et demi de francs. Puis cette même « Humanité » reproduit une information du journal gaulliste « Paris-Presse » comme quoi se négocie à Washington l'inclusion de la Yougo-

slavie dans le plan Marshall et elle conclut que « ces faits (c'est moi qui souligne) marquent le renforcement des liens économiques entre la Yougoslavie et les puissances anglo-saxonnes ».

« L'Humanité » ne ressent pas la moindre honte à souiller ainsi sa glorieuse tradition en puisant dans des journaux gaullistes de pareilles calomnies contre un parti frère qu'elle veut « sauver » pour la démocratie. Elle présente comme le passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste les transactions commerciales les plus courantes, oubliant que la Pologne et la Tchécoslovaquie avaient demandé et obtenu des emprunts de cette même Banque Internationale, et que la Pologne avait conclu un accord commercial avec l'Angleterre presque au même moment que la Yougoslavie, et cela pour une somme beaucoup plus importante, ce qui est, d'ailleurs, très bien.

Les dirigeants français sont-ils d'avis que nous devrions renoncer à notre propre or et au commerce international sur pied d'égalité pour la seule raison d'éviter ainsi de leur fournir des prétextes d'affirmer que nous nous sommes vendus aux impérialistes ? Ils trouveront la réponse à cette question dans le passage d'un éditorial paru dans la revue « Voprosi ekonomiki » et ayant pour titre : « Tous les chemins mènent au communisme » : « L'Etat soviétique estime que la coopération entre les systèmes socialiste et capitaliste est possible et désirable. Les relations économiques entre tous les pays, sur une base de complète égalité, fortifient leur économie et représentent un facteur de consolidation de la paix » (Voprosi-ekonomiki, n° 2, avril 1948, p. 2, Moscou).

Est-il encore besoin d'exemples de l'absence totale de principes de la part de ceux qui nous accusent de trahir le marxisme-léninisme ? Eh bien, en voilà ! Dans l'organe du Bureau d'Information « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire », dans le numéro du 15 février 1948, à l'occasion du Centenaire du Manifeste Communiste, Youdine, rédacteur de ce journal, parlant à propos de la crise économique où se débat l'Angleterre, écrivait ceci : « Au contraire, la Yougoslavie, qui, en fait, était récemment une colonie du capital anglo-français, un pays semi-agricole, arriéré, depuis qu'elle s'est engagée dans la voie du socialisme réalise de tels progrès dans son développement économique et politique qu'elle sera bientôt en voie de dépasser la Grande-Bretagne ». Et c'est nous, qui n'avons jamais affirmé pareille chose, qu'on dit être infatués de nous-mêmes ! Mais entendez ce qui dit ce même Youdine dans ce même article — je le répète — du 15 février de cette année :

« Nous trouvons dans les démocraties populaires un nouvel enrichissement et une mise en pratique des idées du marxisme-léninisme concernant l'union de la classe ouvrière avec la majorité du peuple travailleur. Cette idée a pris la forme du Front populaire unique. Cette idée a eu le plus large développement en Yougoslavie où le Front populaire groupe sept millions d'hommes, (Attention ! Youdine a oublié de les différencier du point de vue de classes ! (M. Piade) soit presque toute la population adulte du pays. Le Front populaire n'est pas une simple coalition des Partis, mais une organisation sociale et politique du peuple dans laquelle le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière avec à sa tête le

Parti Communiste. Le Front de la Patrie bulgare se transforme également en organisation du peuple entier ».

A-t-on besoin de nouveaux exemples du manque de principes de la critique du Bureau d'Information, comme des porte-parole de cette critique contre notre Parti ?

En voilà : Dans le projet du programme de notre Parti chacun peut lire le nom de Staline à côté des noms de Marx, Engels et Lénine. Cependant l'un des membres du Comité Central du Parti des travailleurs hongrois nous pose la question suivante : « Est-ce vérité ou calomnie que dans le programme du Parti Communiste de Yougoslavie on ne mentionne pas le nom de Staline ? ». Nous lui répondons : c'est de la calomnie ! Encore : on nous reproche des méthodes « turco-terroristes » alors que ceux qui se posent contre nous en défenseurs des bonnes méthodes du Parti emprisonnent en Hongrie les Yougoslaves qui refusent de signer la condamnation de notre Parti et retirent le mandat de député au représentant de la minorité nationale yougoslave, pour ne rien dire des actes semblables qu'on commet en Albanie.

Tous ces exemples ne laissent pas seulement voir une absence complète de principes, ils montrent aussi que la Résolution du Bureau d'Information a eu pour conséquence que les dirigeants de certains Partis Communistes ont incité leur presse à se servir de mensonges et de calomnies contre un Parti frère, que, jusqu'à présent, cette même presse, d'accord avec ses propres dirigeants, a si hautement estimé. C'est peut-être le résultat le plus fâcheux et le plus négatif de la Résolution. Les dirigeants des Partis prolétariens frè-

res se représentent-ils ce que signifie pour notre prolétariat comme pour nos masses laborieuses d'être placés devant un fait si incompréhensible et si inattendu ? Et que pensent-ils faire quand un jour, dans leurs pays, les masses du Parti et les masses laborieuses qui sont influencées par lui s'apercevront quel arsenal de mensonges et de calomnies leurs dirigeants avaient mobilisé contre le Parti Communiste yougoslave qu'ils estiment tant ?

Les journaux des Partis du Bureau d'Information n'ont pas publié le moindre extrait du projet du programme de notre Parti. Dans certains pays on ne l'a même pas mentionné. Pourtant les camarades italiens disent que ce programme est hypocrite et que nous n'avons pas l'intention de le réaliser ! Peut-on tomber plus bas dans le vide idéologique. Probablement oui ! Attendons de nouveaux exemples avant de conclure. Le chef du Parti des travailleurs hongrois, Rakosi, a dit sans rougir, dans une réunion, que nous avions convoqué notre Congrès en hâte, et « gribouillé » notre programme.

Voici avec quelles machinations éloignées de la vraie mentalité du Parti, comme la terre du ciel, ces défenseurs du marxisme-léninisme se proposent de liquider ces mêmes dirigeants chez lesquels, inlassablement, trois années durant, ils venaient s'instruire un peu.

Il en est plus ou moins de même de tous les problèmes posés par la Résolution du Bureau d'Information. Ses mensonges et ses calomnies sont « développés » et « commentés » dans les journaux de certains Partis et dans les discours de leurs dirigeants. C'est-à-dire, ce « développement » des problèmes, soi-disant sur la base

idéologique, consiste tout simplement à élever au carré les mensonges et les calomnies du Bureau d'Information. Encore un exemple : Tandis que la Résolution accuse, d'ailleurs absolument à tort, nos dirigeants de vouloir construire le socialisme sans le soutien des Partis Communistes des autres pays, sans le soutien de l'Union Soviétique, et de croire que la Yougoslavie peut se passer du soutien de ces forces révolutionnaires, les « commentateurs » eux, vont plus loin : Georgi Dej, le Secrétaire général du Parti des travailleurs roumains, écrit dans le dernier numéro du journal « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire » ce qui suit sur la construction du socialisme en Yougoslavie : « Le socialisme ne peut-être construit dans un ou plusieurs pays sans l'aide de l'Union Soviétique et contre elle, sans l'appui du Mouvement Ouvrier International et contre lui, **comme l'affirment** les hommes d'Etat yougoslaves actuels ». (C'est moi qui souligne le mensonge - Piadé). Peut-on dénaturer la vérité encore davantage. Après les exemples cités, il n'est pas facile de le nier avec certitude.

Voilà ce qui en est pour le côté « idéologique » de la Résolution, voilà à quoi ressemble « une critique fondée sur des principes » et que nous devrions accepter comme une critique de camarades, sur laquelle les « éléments sains » de notre Parti devraient baser leur rébellion contre les dirigeants du Parti et de l'Etat. Et tout cela afin de satisfaire les dirigeants de certains autres Partis qui sont revenus dans leurs pays libérés, en avion, la pipe entre les dents, et qui, 4 années durant, 4 fois par jour appelèrent, en vain, par radio les masses au combat, cependant que nous conquîmes notre liberté à pied, les

armes à la main, chassant l'ennemi, rencontrant l'Armée Rouge comme une armée en rencontre une autre, une petite armée une grande, une armée secondaire l'armée principale, un million d'hommes beaucoup de millions d'hommes, mais les uns comme les autres avec l'étoile à cinq branches sur le front. Et c'est sur la base de telles critiques de principe » que nous devrions avouer des crimes que nous n'avons pas commis.

Qui ne voit pas que, d'après ses résultats, la Résolution s'avère être une grande erreur historique, une faute. Il devient difficile dans ces conditions de se soustraire à l'impression que cette campagne contre le Parti Communiste de Yougoslavie, menée de telle façon, représente une tentative d'abaïsser, fut-ce provisoirement, la réputation que les peuples yougoslaves ont acquise dans le monde par leur résistance héroïque, et par la révolution dans laquelle ils renversèrent le règne de la bourgeoisie et instaurèrent, sous la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, le gouvernement du peuple travailleur avec la classe ouvrière à sa tête réputation qu'ils surent conserver grâce à l'élan dont ils font preuve dans le rythme rapide de la construction socialiste du pays. Elle représente aussi une tentative pour flétrir la grande réputation que le Parti Communiste de Yougoslavie a acquise dans le monde d'incroyable comme organisateur et dirigeant de toutes les réalisations de la nouvelle Yougoslavie, et salir, sans scrupules, la plus grande figure de l'histoire des peuples yougoslaves, l'héroïque figure du chef du peuple, de son éducateur, Titô, qui est aimé partout dans le monde où les peuples combattent pour la liberté et le progrès, et dont le nom est devenu un cri de guerre dans les pays

loin de la Yougoslavie. Et, vous imaginez-vous cette naïveté : ce sont les « éléments sains » du Parti Communiste de Yougoslavie qui, les premiers, devraient aider à cette besogne ! Comme l'a bien dit un membre du Parti dans une cellule « Je croyais, jusqu'à présent, être un bon membre du Parti, un élément sain. Mais depuis que j'ai lu la Résolution je suis devenu l'élément le plus malsain ; jamais je n'accepterai cette Résolution ! ».

Après tout ce que nous avons dit, nous pouvons conclure que la Résolution du Bureau d'Information, par son contenu et son argumentation, par la manière dont elle a été adoptée, par toute son histoire préliminaire, comme, et surtout, par la manière dont on la propage, représentent un phénomène nouveau dans le Mouvement Ouvrier International : elle laisse l'impression d'une coalition, sans fondements de principes, fractionnaire, des dirigeants de certains partis contre un Parti Communiste et cela précisément contre le Parti qui après le Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. est allé le plus loin dans la voie du socialisme.

Cette situation ne peut durer longtemps parce que de tels actes sont inconciliables avec les intérêts du mouvement international des prolétaires. Les dirigeants des Partis du Bureau d'Information réussiront-ils à s'arrêter assez vite dans leur fantastique course à la destruction des acquisitions du mouvement ouvrier international ? Il est difficile en ce moment de le supposer. Mais cela doit être et cela sera. Ni la patience, ni la foi ne nous abandonneront.

(La « BORBA » du 11 Juillet 1948).

25X1A

VLAJKO BEGOVITCH

**EDIFICATION DU SOCIALISME
OU RENFORCEMENT
DES ELEMENTS CAPITALISTES**

25X1A

VLAJKO BEGOVITCH

**EDIFICATION DU SOCIALISME
OU RENFORCEMENT
DES ELEMENTS CAPITALISTES
dans les villages et les villes ?**

La Résolution du Bureau d'Information accuse le Parti Communiste yougoslave de rompre avec la théorie marxiste de la lutte des classes, et affirme qu'en Yougoslavie, particulièrement dans les villages, les éléments capitalistes renforcent leurs positions. Il y est dit, aussi, que le Parti ignore la différenciation de classes et considère les paysans individuels comme une totalité indivise, que le Parti partage le point de vue opportuniste de l'intégration paisible des éléments capitalistes dans le socialisme, que le Parti est éduqué dans l'esprit d'apaisement de la lutte de classes et d'antagonismes de classes, et, enfin, qu'il est dans la ligne d'un parti de populistes, de koulaks.

Il faut comparer ces affirmations avec la ligne politique de notre Parti dans les villages, les mesures prises pour la limitation des éléments capitalistes et notre lutte contre eux, pour que deviennent immédiatement évidents le mal fondé de ces affirmations et l'ignorance complète des problèmes de nos villages et de la ligne du Parti dans ces questions.

La majorité de la population de Yougoslavie travaille dans l'agriculture et la paysannerie représente la couche sociale la plus nombreuse. Si on ajoute que la production agricole du pays se partage entre deux millions de petites propriétés, que nous avons hérité une économie rurale arriérée et dévastée par la guerre, que les paysans ont consenti des sacrifices énormes non seulement matériels mais aussi humains au cours de la lutte pour la libération, on peut facilement s'imaginer quel problème important le village a représenté et représente encore pour notre Parti dans la période du relèvement et du passage à la construction socialiste.

Dans la solution des problèmes si nombreux du village et de son inclusion dans la construction socialiste, le Parti Communiste de Yougoslavie ne s'éloignait point de la conception marxiste-léniniste de la lutte de classes au village. La réalité même, la lutte des classes qui s'est développée et se développe sous une forme de plus en plus aigüe, démontre qu'il existe des différences de classe dans le village, et qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de paisible intégration des éléments capitalistes du village dans le cadre du socialisme. De très nombreux documents du Parti et de l'Etat — des articles, des discours, des lois, des ordonnances et des directives — montrent que le Parti a mené et mène encore la lutte de classe dans les campagnes.

Cette lutte contre les éléments capitalistes du village a pour but de mettre un frein à leur tendance à l'exploitation et à la spéculation, de stopper leur relèvement économique, d'empêcher qu'ils s'emparent des positions dans les coopéra-

tives agricoles, dans l'administration populaire et dans les organisations de masse à la campagne. C'est une dure et longue lutte. Combien dure et combien longue, les 15 années de la lutte contre les éléments capitalistes au village, menée par l'Union Soviétique jusqu'à la collectivisation de la campagne le démontrent bien. Il faut avouer qu'ici et là des éléments capitalistes réussissent à déjouer les mesures prises par le Gouvernement, qu'ils opposent une résistance à la ligne du Parti dans le village. Mais, considérée dans son ensemble, cette lutte profite beaucoup au renforcement des positions de la paysannerie laborieuse et du secteur socialiste du village.

Celui qui serait quelque peu au courant de cette lutte que notre Parti mène dans les campagnes ne pourrait jamais affirmer que l'insouciance et le contentement de soi-même règnent dans notre Parti à ce sujet là. Dans la prise de position théorique, dans la propagande comme dans la pratique, le Parti Communiste de Yougoslavie était et est toujours dans la ligne de la lutte contre les éléments capitalistes au village.

Dans le « Communiste », revue du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, qui indique la ligne politique à suivre pour la lutte non seulement aux membres du Parti mais aussi aux dirigeants de l'administration de l'Etat, dans le numéro en date du 1^{er} octobre 1946, le Président du Conseil économique Boris Kidritch a écrit : « Nous devons nous attendre à une lutte acharnée des éléments exploités du secteur privé contre les intérêts économiques généraux du peuple, contre les efforts déployés par le secteur de l'Etat et des coopératives, qui sont profitables aux

plus larges masses populaires. De la partie laborieuse du secteur privé, on peut et on doit s'attendre à la collaboration la plus étroite avec le secteur national de la production. Quiconque ne comprend pas cela ne comprend rien à notre vie économique ».

Parlant des coopératives agricoles, qui encadrent nos masses rurales, le camarade Kardelj, partant de l'affirmation de Lénine que la petite production donne naissance au capitalisme et à la bourgeoisie, insiste, lui aussi sur la différenciation de classes comme sur la nécessité de la lutte contre les éléments capitalistes au village : « Tant que dans notre économie existeront des éléments capitalistes, et il en existe encore, il serait illusoire de dire que le danger du développement capitaliste des coopératives a cessé, c'est-à-dire que les coopératives agricoles de l'ancien type évolueront automatiquement vers le socialisme. Malgré une série de mesures prises dès le commencement, tenant compte aussi bien des expériences pratiques que de toutes les données théoriques mentionnées plus haut, nous avons été obligés de soutenir au sein de presque toutes les coopératives une dure lutte contre les représentants des tendances capitalistes, qui ne reculaient pas devant les pires formes de spéculation, allant jusqu'aux actes criminels et au vol de la propriété coopérative. Aujourd'hui encore, comme dans un avenir assez lointain, malgré les changements essentiels survenus dans le rapport des forces entre le socialisme et le capitalisme dans notre économie, nous aurons à soutenir dans les coopératives une lutte sans répit contre les tendances capitalistes. Donc, rien ne serait aussi néfaste au développement de nos coopératives que l'acceptation

des théories sur leur évolution automatique vers le socialisme. Si nous voulions nous en tenir à elles, nous serions semblables à ces « socialistes » petits bourgeois qui croyaient qu'au moyen des coopératives on liquiderait le capitalisme automatiquement, d'une façon idyllique, sans douleur et sans lutte ! ». (Le « Communiste », n° 3, Septembre 1947, Edouard Kardelj, La coopérative agricole dans l'économie planifiée).

A la conférence du Bureau d'Information en septembre de l'année dernière, le camarade Kardelj a de nouveau insisté sur la différenciation des classes et la nécessité de la lutte contre les éléments capitalistes au village. Pour qui voudrait connaître la conception théorique du Parti dans cette question, il existe de nombreux documents, et qui prouvent tous que dans ses positions de principe le Parti Communiste yougoslave ne s'est jamais éloigné de la ligne marxiste-léniniste. Mais le Parti Communiste yougoslave ne s'en est pas tenu aux mots. Cette ligne a été mise en pratique au moyen d'une série de mesures. Nous mentionnerons certaines d'entre elles.

Premièrement : La réforme agraire a non seulement liquidé les restes de la grande propriété, elle a aussi limité la propriété foncière des éléments capitalistes dans le village. Par la loi de la réforme agraire non seulement les grands domaines au-dessus de 25-30 hectares ont été expropriés, mais aussi les propriétés des paysans riches ont été réduites à 25-30 hectares de terres cultivables.

La loi interdit l'achat de terres au-dessus de cette limite, ainsi que la spéculation et l'accaparement des terres des paysans pauvres.

De cette manière la réforme agraire en Yougoslavie n'a pas été dirigée seulement contre les grands propriétaires. Elle a touché aussi les paysans riches, déposés au profit des paysans pauvres ; elle était un coup porté à tous les éléments capitalistes du village. Nous savons qu'il n'en a pas été ainsi ailleurs, en Pologne par exemple, où le maximum de la propriété foncière ne tombait pas sous le coup de la réforme agraire s'élevait à 50 hectares, et, dans la Pologne occidentale, même à 100 hectares. En Tchécoslovaquie ce maximum se monte à 50 hectares, de même qu'en Roumanie. La loi sur la réforme agraire en Hongrie épargne les domaines jusqu'à 400 hectares. Ceci montre clairement quel est le chemin parcouru par chacun dans la limitation des éléments capitalistes au village.

Deuxièmement : La différenciation de classes comme la limitation des éléments capitalistes au village se manifestent également dans le système d'imposition du revenu des agriculteurs. D'après l'imposition de 1947 les foyers ruraux, avec un revenu annuel de 16.000 dinars, forment 59,7 % du total des foyers et paient 10,7 % de l'impôt total sur le revenu des agriculteurs. Les foyers au revenu annuel de 16 à 50 mille dinars forment 32,1 % du total des foyers ruraux, et paient 35,1 % ; les foyers au revenu annuel de plus de 50.000 dinars forment 8,2 % des foyers ruraux, et paient 54,2 % de l'impôt total sur le revenu des agriculteurs. Ainsi, la première catégorie paie, en moyenne, 493 dinars par tête ; la seconde 3.000 ; la troisième 18.310 dinars.

Troisièmement : Dans l'achat des céréales comme des autres produits agricoles il a été parti-

culièrement tenu compte de la différenciation des classes au village. L'année dernière, les paysans possédant de 1 à 3 hectares étaient tenus de livrer 250 kgs de céréales par hectare ; de 3 à 10 hectares ils livraient 310 à 390 kgs ; de 15 à 20 hectares ils livraient 1.150 kgs, et au-dessus 1.300 kgs, toujours par hectare.

Dans le décret sur l'achat des céréales pour l'année 1948 la même ligne a été suivie : les paysans possédant une superficie cultivable de 2 à 3 hectares vendent à l'Etat 10 à 20 % du produit de la récolte ; de 3 à 10 hectares, 15 à 55 %, et au-dessus de 10 hectares 68 à 85 %. L'achat de la laine, de la viande et de certains autres produits se fait sur une base de principes analogues.

L'achat des céréales représente un moyen puissant de limitation de la spéculation et de l'enrichissement des éléments capitalistes au moyen de la vente des excédents, et d'autre part, il assure le ravitaillement de la population des villes aux prix fixés.

Dans la Résolution du Bureau d'Information il est dit que les dirigeants yougoslaves ont, après la critique formulée par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., promulgué en hâte une nouvelle loi sur l'impôt sur le blé, mal préparée, propre uniquement à désorganiser le ravitaillement de la population urbaine. Cela prouve que les camarades du Bureau d'Information sont insuffisamment et mal informés sur les mesures que nous appliquons dans les villages. Il n'existe chez nous aucune loi se rapportant à l'impôt sur le blé, et nos décrets sur le rachat des céréales n'ont aucun rapport avec la loi sur l'impôt sur le blé de l'U.R.S.S. Nous avons promulgué

un décret sur l'achat des céréales pour l'année 1948 que les camarades du Bureau d'Information ont confondu avec la loi sur l'impôt sur le blé. Ce décret n'a pas du tout été baclé en hâte, sous l'influence d'une critique du dehors, vu que, à partir de 1946, il paraissait chaque année un décret sur l'achat du blé, et chaque décret est préparé et mis au point d'après l'expérience de l'année précédente et le développement des rapports des classes dans le pays en général. Le décret sur l'achat des céréales pour l'année 1948 a déjà été mis au point en 1947. Ce dernier, comme tous les autres, est dirigé contre les éléments capitalistes dans les villages, et, par conséquent, n'a pu être mis en pratique que par la lutte contre ces éléments. Les documents concernant cette lutte sont nombreux. Nos activistes, les camarades des organes de l'autorité du peuple, qui portent sur leurs épaules tout le poids de cette lutte ont écouté stupéfaits les affirmations inouïes sur la paix entre les classes dans les villages, venant de gens aussi responsables.

Quatrièmement : Le système des prix liés a été également instauré dans le but de limiter les tendances à la spéculation des paysans riches et de faciliter l'approvisionnement des paysans laborieux en produits industriels. Les prix liés permettent aux paysans d'échanger, dans des conditions les plus favorables, leurs excédents contre les produits industriels. Pour les paysans riches un plafond a été fixé jusqu'où ils peuvent vendre le blé aux prix liés. De plus, les paysans riches ne peuvent vendre aux prix liés tous leurs produits, tels que légumes, fruits, foin, etc. Ajoutons que les prix des produits vendus surtout par les paysans pauvres sont plus avantageux que les

prix des produits vendus en majeure partie par les paysans riches. Les paysans pauvres dans les contrées passives peuvent, non seulement vendre tous leurs produits aux prix liés, mais, de plus, l'approvisionnement en produits industriels leur a été assuré dans le cas où ils n'ont pas de produits agricoles à offrir en échange.

La limitation des possibilités d'exploitation de la part des éléments capitalistes se réalise en ce que les paysans riches ne peuvent disposer, pendant la grande saison, de leurs machines agricoles qui sont mobilisées pour la réalisation du plan des travaux agricoles.

L'application de cette politique de soutien des paysans pauvres et moyens et de limitation des éléments capitalistes dans le village est accompagnée d'une lutte contre ces éléments.

Ils offrent une résistance acharnée et inventent des formes de lutte toujours nouvelles pour défendre leurs intérêts et saboter les mesures prises par l'Etat. Dans cette lutte le Parti mobilise les organisations de masse, s'appuie sur les paysans laborieux et, lentement, progresse. Pour autant que nous sommes renseignés, aucun autre pays de démocratie populaire n'a obtenu de pareils résultats.

Où sont aïors les faits qui confirmeraient les accusations de non-application de la différenciation des classes au village, qui prouveraient que nous sommes partisans de la « théorie de l'intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme » ? Les faits démontrent que dans sa politique à la campagne notre Parti ne suit pas la ligne d'un parti de koulaks, d'un parti popu-

liste et que l'accusation du Bureau d'Information n'est aucunement fondée.

Dans cette même Résolution, il est vrai, on nous accuse simultanément de poursuivre une politique de liquidation des éléments capitalistes, de liquidation des koulaks en tant que classe. C'est qualifié alors de politique aventureuse, anti-marxiste, de notre Parti.

Après ces accusations, on nous propose la voie que nous aurions à suivre :

Afin de liquider avec succès les koulaks en tant que classe, et, par conséquent, les éléments capitalistes à la campagne, le Parti doit accomplir un long travail préparatoire et préliminaire pour limiter les éléments capitalistes à la campagne, pour renforcer l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière, pour développer l'industrie socialiste capable d'organiser la production des machines nécessaires au travail collectif dans l'agriculture. La précipitation dans ce cas ne peut que causer des préjudices irréparables.

Le passage de la limitation des éléments capitalistes à la campagne à leur liquidation n'est possible que sur la base de ces mesures soigneusement préparées et conséquemment appliquées.

On nous propose, donc, de prendre la voie où nous nous sommes déjà engagés. Il serait difficile de trouver dans le Parti Communiste yougoslave quelqu'un pensant qu'il fût possible de prendre une voie différente. Quant aux citations dont la Résolution se sert comme de pièces à conviction pour sa thèse, elles ne se rapportent même pas à la question. Séparées de leur contexte, elles ne

parlent que du but que nous poursuivons : la liquidation des éléments capitalistes en Yougoslavie. Et ce but reste notre but. Quant aux voies à prendre et au rythme de la réalisation de ces buts, on en parle en termes bien clairs dans ce même discours du camarade Kardelj comme, d'ailleurs, dans toutes les déclarations des dirigeants du Parti sur notre politique à la campagne.

Il ressort du texte de notre Plan quinquenal ainsi que des mesures pratiques que notre Parti prend dans les villages que nous limitons les éléments capitalistes dans les villages et soutenons les paysans pauvres et moyens ; que nous avons placé au premier plan l'industrialisation et l'électrification du pays devant servir de base à la transformation socialiste du village ; que nous renforçons l'alliance des ouvriers et des paysans ; que nous développons la coopérative agricole dans ses formes les plus élémentaires comme les plus évoluées, tout en y assurant la direction aux paysans pauvres et moyens. On compte aujourd'hui dans les coopératives agricoles 2.200.000 membres et environ 10 millions de consommateurs ; il existe 910 coopératives de travail qui englobent 46.560 foyers agricoles. Nous avons construit ou nous sommes en voie de construire des usines qui fournissent des outils et des machines aux agriculteurs. La première usine qui fabriquera les tracteurs est en construction. Pareille ligne politique et pareil rythme ne représentent pas « une aventure ». C'est une ligne politique marxiste-léniniste de transformation socialiste des campagnes. Cette ligne s'est avérée juste dans la pratique, et c'est pourquoi nous nous y tenons.

La politique de notre Parti à la campagne

25X1A

était connue des camarades dans les pays de démocratie nouvelle. Néanmoins, elle n'a jamais été l'objet d'une critique tant soit peu sérieuse. Tout au contraire, elle était donnée en exemple aux pays de démocratie nouvelle. A la Conférence du Bureau d'Information en Pologne, l'année dernière, notre politique dans les villages, exposée fidèlement par le camarade Kardelj, n'a pas été critiquée. Personne ne nous a accusés alors ni de favoriser la croissance des éléments capitalistes à la campagne, ni de tendre à les liquider prématurément. Et maintenant on nous accuse des deux à la fois !

A propos de la Résolution, on a aussi posé la question du renforcement des éléments capitalistes dans nos villes. Cette affirmation est encore moins fondée que la première, et on n'a même pas essayé de l'appuyer sur quoi que ce soit. Cela aurait été, d'ailleurs, une tâche particulièrement malaisée, vu que l'évolution de notre économie depuis la libération démontre exactement le contraire. La liquidation des éléments capitalistes dans les villes avait déjà commencé en Yougoslavie pendant la lutte de libération nationale. Par les mesures prises contre les bourgeois traîtres, mesures basées sur la décision de l'AVNOJ, en 1944, fut effectuée la confiscation de la plus grande partie des banques, de l'industrie et du grand commerce, de sorte qu'en 1945 55 % de l'industrie était aux mains de l'Etat, 18 % propriété privée et 27 % sous séquestre d'Etat (comme propriété du capital étranger). En 1947 le secteur de l'Etat englobait déjà toute l'industrie de caractère fédéral et républicain, ainsi que 70 % de l'industrie d'importance locale, toute la banque, tout le commerce en gros, les

moyens de transports publics et 90 % du commerce de détail. Le commerce extérieur est devenu monopole d'Etat. En 1948 l'industrie locale est devenue à son tour propriété de l'Etat ou des coopératives. Le petit commerce privé est en voie de liquidation. Peut-on parler, dans ce cas, du développement des éléments capitalistes dans les villes ? Au contraire ! Tout cela prouve le développement rapide et décisif du secteur socialiste. Tout cela a beaucoup facilité la lutte contre les restes du capitalisme dans notre économie.

Dans les villes et les villages existent des entreprises artisanales privées. Ce sont de petits artisans laborieux, 38,5 % seulement parmi eux ont des apprentis, des ouvriers et des compagnons. On compte en moyenne 1 ouvrier pour 2 entreprises artisanales. Ils sont organisés en coopératives. L'Etat, par des mesures diverses, lutte contre les tendances capitalistes dans l'artisanat. L'artisanat continuera à exister même dans le socialisme. Sa production représente un complément à la production industrielle pour les besoins locaux. Les artisans organisés dans leurs coopératives existent encore dans l'Union Soviétique.

La nationalisation des restes de la petite industrie et du petit commerce privés qui a été effectuée récemment ne représente point une mesure gauchiste prématurée et dont la mise en pratique n'a pas été préparée, comme l'affirment les camarades du Bureau d'Information. Les préparatifs pour cette nationalisation ont commencé déjà en 1947. Les commissions spéciales étaient formées ; on avait organisé l'hiver dernier des cours pour le personnel des hôtels et des maisons de commerce, dans le but de préparer les cadres

des entreprises nationalisées. 21.000 personnes ont assisté à ces cours. L'exemple de Belgrade prouve que cette action fut bien préparée. En 24 heures on y ferma 1.170 maisons de commerce. Le lendemain, 1.070 de ces maisons furent rouvertes, sous la direction de l'Etat. Cet exemple montre également combien est dénuée de fondement l'accusation de politique aventureuse.

Nous sommes bien conscients que dans notre pays on ne peut construire le socialisme que dans une lutte ininterrompue contre les restes du capitalisme. Nous savons aussi que quelques éléments capitalistes peuvent même croire provisoirement, qu'ils résistent de plus en plus violemment et qu'ils peuvent même remporter quelque succès, mais considérés comme un tout, ils faiblissent de jour en jour. Ceux qui nous critiquent devraient nous montrer une autre voie, une voie meilleure dans la lutte contre les restes du capitalisme. Nous accordons volontiers que notre travail n'est pas sans défauts, qu'on peut faire certaines choses mieux. Cependant, pour pouvoir prouver cela, il faut bien connaître la situation concrète de notre pays, connaître le rapport de forces des classes chez nous — mais, justement, c'est dans l'ignorance de ces choses qu'est le côté faible de la Résolution.

La limitation des éléments capitalistes dans les villages comme dans les villes, le renforcement du secteur socialiste et la construction du socialisme — ce sont des faits qu'on ne peut réfuter par aucune résolution, aucun discours ou article. Notre Parti a su appliquer la théorie de Lénine et de Staline sur la construction du socialisme à nos conditions particulières, vérifiant et

corrigeant sa ligne dans la pratique même. Le Parti a réussi à entraîner la classe ouvrière et tout le peuple laborieux à la lutte pour la construction du socialisme. Les résultats de cette lutte, l'initiative et la force créatrice des masses, les succès obtenus jusqu'à présent prouvent que le chemin suivi est, au fond, le bon chemin. Un parti qui serait « populiste, koulak, boukhariniste, bureaucrate, sectaire, aventureux, dissout dans le Front Populaire, semi-légal », etc., ne pourrait jamais diriger les masses populaires et avoir leur confiance, comme il ne pourrait jamais, dans la situation actuelle, rester ferme et uni comme il est.

Les camarades qui critiquent ainsi le Parti Communiste yougoslave et la situation dans le Parti Communiste yougoslave, n'ont pas pris le chemin qu'il fallait prendre. Dans sa déclaration, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave affirme avec raison « qu'en tant que méthode il est inadmissible que l'on puisse juger son activité en se basant sur des citations sans contexte, prises dans les périodes les plus diverses de la lutte qu'il a menée, ou sur des faits isolés et même dénaturés. Il considère également que dans l'appréciation de la politique du Parti Communiste yougoslave de même que de celle des autres partis, il faut en premier lieu tenir compte des méthodes de travail du Parti ; ce qui compte c'est de savoir si oui ou non le Parti en question remporte des succès dans la lutte pour la transformation socialiste du pays, si oui ou non il a réussi à affaiblir les éléments capitalistes, si oui ou non il a réussi à renforcer le secteur de l'économie nationale ».

Si on avait appliqué cette méthode, on ne

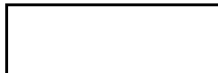
serait pas arrivé aux conclusions fausses et dénuées de fondement qu'en Yougoslavie les éléments capitalistes deviennent de plus en plus forts.

On ne peut faire l'analyse de la ligne de notre Parti dans la construction du socialisme sur la base des informations fournies par des éléments fractionnaires et calomniateurs, sur la base des opinions émises par des fonctionnaires diplomatiques et des particuliers, sur la base des extraits de discours. On aurait dû faire cela d'une autre manière, avec une méthode marxiste-léniniste. Une telle analyse et critique aurait été profitable au Parti Communiste yougoslave parce qu'elle aurait révélé les fautes réelles en tant qu'elles existent. Cela aurait été profitable de même aux autres pays de démocratie nouvelle qui construisent le socialisme, vu que le Parti Communiste yougoslave possède indubitablement, en comparaison avec ces pays, une plus grande expérience de ces problèmes. Enfin, cela aurait été un enrichissement de la théorie comme de la pratique de la construction du socialisme, un renforcement de l'unité des pays de démocratie populaire dans la construction du socialisme.

(La Borba - du 12 Juillet 1948).

VELJKO VLAHOVITCH

LA RESPONSABILITE DU COMMUNISTE



25X1A

VELJKO VLAHOVITCH

LA RESPONSABILITE DU COMMUNISTE

A propos de la Résolution du Bureau d'Information, le journal pragois « Rude Pravo » a publié un article de Gustave Barès sur le thème de la « responsabilité des communistes yougoslaves ».

Je connais l'auteur de cet article depuis assez longtemps et ne puis m'empêcher de lui demander comme un vieil ami et camarade, et comme un communiste : Toi, Gustave, en ta qualité de participant aux délibérations et de dirigeant du Parti tchécoslovaque frère, comment as-tu osé inventer et te baser sur ces inventions pour injurier notre Parti et notre Pays ? As-tu pensé, en abordant le problème de la responsabilité du communiste, combien grande est ta responsabilité personnelle et dans quelle position ridicule tu te mets toi-même — non seulement devant notre Parti et nos peuples, mais aussi devant ton propre Parti et ton pays — en te servant de mensonges en guise d'arguments, et, prêtant à tout cela un cadre d'analyse théorique qui prétend être marxiste-léniniste.

Je sais que tu connais assez la théorie du marxisme-léninisme, et tu te souviens, j'en suis sûr, comment Lénine se moquait des sophistes

qui par des tours de passe-passe contournent l'essence des choses, mais tu ne songeais point à cela quand tu essayais toi-même de prouver à l'aide de tours de passe-passe que ce qui est blanc est noir. En vérité tu t'es attelé à une besogne bien ingrate.

Plein de sollicitude inquiète quant à la question de la responsabilité des communistes yougoslaves — tu t'es associé par tes calomnies aux auteurs de la plus grande injustice dont ait souffert notre héroïque Parti, la classe ouvrière et les masses laborieuses des peuples yougoslaves. C'est d'autant plus douloureux que je sais combien lors de ton séjour dans notre pays tu admirais notre Parti et notre lutte, et quels beaux mots tu trouvais pour l'exprimer.

Tu affirmes, que la direction de notre Parti, suit une fausse ligne n'ayant rien de commun avec le marxisme-léninisme. Cette affirmation, qui, en fait, est une calomnie de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et de sa politique extérieure conséquemment démocratique, tu ne l'appuies d'aucun exemple de problème fondamental des relations internationales où notre Parti et les dirigeants de notre Etat auraient eu une fausse ligne. Peut-être, en parlant ainsi, sans spécifier, de problèmes fondamentaux, avais-tu en vue la position prise par la Yougoslavie dans les questions des fauteurs de guerre, du plan Marshall, du problème allemand, notre position envers la Hongrie et les autres pays et peuples démocratiques que leurs régimes antinationaux d'avant-guerre avaient poussés dans le camp des satellites hitlériens ? Nous avons toute raison de ne pas te croire. Je rappellerai à ton souvenir

un exemple sans grande importance, mais très caractéristique. Au moment même où tu voyageais pour te rendre aux délibérations du Bureau d'Information, la réaction américaine avait organisé dans le port de New-York une grève pour empêcher le chargement de notre bateau « l'Ouvrier », parce qu'on avait découvert dans la cabine du capitaine les portraits des camarades Staline et Tito. Ces deux images ne se trouvent pas seulement sur nos bateaux naviguant sur les océans, elles sont dans le cœur de chaque membre du Parti, de chaque citoyen honnête de notre pays, elles sont le symbole de notre politique, intérieure autant qu'extérieure. Ce n'est pas par hasard que tu as laissé cette affirmation, comme les autres d'ailleurs, sans preuve à l'appui. Donc, ce que tu écris sur la politique des dirigeants de notre Parti et de notre Etat ne peut être qualifié que de calomnies malveillantes, tu n'avances pas d'argument pour la raison bien simple qu'il n'y en a point.

Partant des conclusions de la Résolution du Bureau d'Information sur la politique inamicale de la direction du « Parti Communiste de Yougoslavie à l'égard de l'U.R.S.S. » tu dis dans le « Rude Pravo » : « On a affirmé... que c'est la Yougoslavie qui devrait assumer le rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire international ». Et plus loin : « En Yougoslavie, on a, soi-disant, découvert de nouvelles formes d'organisation de l'Etat et de la vie sociale plus parfaites que celles de l'U.R.S.S. — comme l'écrivait récemment un dirigeant du Parti Communiste de Yougoslavie ». Je te demande devant les membres du Parti Communiste tchécoslovaque, devant tout le public yougoslave : quand, où et qui dans

notre Parti et dans notre pays a jamais affirmé que c'est « la Yougoslavie qui devait assumer le rôle dirigeant du mouvement révolutionnaire international » ? Quel est le nom de ce dirigeant yougoslave qui écrivit qu' « en Yougoslavie on a découvert de nouvelles formes d'organisation plus parfaites que celles de l'U.R.S.S. » ? Où cela a-t-il été publié et quand « récemment » ? Je ne doute pas que tu laisseras ces questions sans réponse, vu que tu sais bien toi-même que jamais chose pareille ne fut dite ni publiée en Yougoslavie ».

Tu écris encore que notre Parti et ses dirigeants ont pris aux trotskistes et autres ennemis tout l'arsenal des calomnies contre l'Union Soviétique.

A propos de cette affirmation monstrueuse je dois te rappeler que pendant la seconde guerre mondiale notre pays était le seul où sur la plus grande partie de son territoire toute calomnie contre l'Union Soviétique était traitée de crime contre les peuples yougoslaves ; que la poignée de trotskistes — qui pendant la guerre s'avèrent comme étant collaborateurs et agents de l'occupant — ont honteusement terminé leur carrière devant les tribunaux du peuple ; que notre pays, dès la première heure de la libération, fut le seul, sans parler, bien entendu, de l'Union Soviétique, où il ne parut et ne pouvait paraître aucune feuille contenant des calomnies contre l'U.R.S.S., où ne fut et ne pouvait être tenue aucune réunion où l'on aurait manifesté contre l'Union Soviétique. Cite-moi un seul pays d'Europe, à part la Yougoslavie, où, grâce à la force et au dévouement inébranlable à la patrie du socialisme, grâce à la

vigilance du Parti communiste, toute calomnie contre l'Union Soviétique fut rendue impossible. Où donc trouves-tu cet « arsenal de calomnies » que, telle une injure impertinente, tu jettes à la face de notre Parti, de notre classe ouvrière, de tous nos peuples ? As-tu oublié que nous autres Yougoslaves, nous avons prouvé notre amour et notre dévouement à l'Union Soviétique, que nous avons eu conscience de son rôle dirigeant et libérateur non seulement après la victoire sur le fascisme, mais aussi alors que cela se démontrait par les sacrifices les plus grands et les plus conscients ?

Tes calomnies prouvent qu'il est, en effet, indispensable, de s'occuper de la question de la responsabilité du communiste et, en premier lieu, de ta responsabilité personnelle. Quant à nous, communistes yougoslaves, nous pouvons dire que de semblables calomnies ne nous ferons pas dévier du chemin que nous montre notre Parti. Les communistes yougoslaves ne cesseront pas d'insister sur le fait que les relations fraternelles avec la République tchécoslovaque, son Parti et son peuple doivent être approfondies. Je te demande : ton sens de responsabilité est-il à la même hauteur ? On pourrait te poser la même question à propos d'une autre affirmation sortie sous ta plume : l'histoire de « dissimuler la vérité aux masses ». Qui dissimule la vérité ? Notre Parti ou les autres ? Mais on ne peut rien contre les faits. On a beau les taire ou les contourner, les faits restent ce qu'ils sont. Rends-toi compte dans quelle situation ridicule se mettent les communistes tchèques, en publiant, comme c'est le cas de « Rude Pravo », que l'organisation du Parti de l'Université de Belgrade s'est révoltée contre la direction du Parti. Tu ferais bien de lire le

numéro de la « Borba » du 3 juillet. Tu y trouveras la position prise par l'organisation en question, qui est juste le contraire de ce qu'affirme « Rude Pravo ». Je puis même te dire, en passant, que je suis désigné par l'organisation du Parti de l'Université de Belgrade comme un des délégués au 5^e Congrès.

C'est une besogne bien ingrate que de falsifier les faits. L'« Unita » de Rome et « l'Humanité » de Paris se sont trouvées dans une situation semblable à celle de « Rude Pravo » en affirmant à leurs lecteurs que le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas osé publier la Résolution du Bureau d'Information. Bien que tout le monde sût déjà que l'organe du Parti communiste de Yougoslavie, la « Borba » avait publié la Résolution, « l'Humanité » écrivait : « Le fait que les dirigeants yougoslaves n'ont pas publié la Résolution du Bureau d'Information montre bien qu'ils ne sont pas sûrs de leurs arguments et qu'ils craignent de faire la lumière devant le peuple ». Les autres accusations indignes que publie « l'Humanité » sont du même ordre : celle, par exemple, de collaboration étroite avec les impérialistes américains, où l'on avance surtout comme argument l'or yougoslave en Amérique. Comme si tout le monde ignorait, combien anciens sont les efforts de nos délégués pour débloquent cet or, et que le discours du représentant soviétique au Conseil économique de l'O.N.U. sur cette question ne fut point publiée. Et maintenant il ressort qu'il eut été plus sage de laisser aux impérialistes américains le bien de notre peuple que de l'employer pour la réalisation de notre plan quinquennal, pour la prospérité de nos peuples. C'est, pour le moins, une drôle de logique. En ce qui concerne

notre position envers les impérialistes, nos amis, comme nos ennemis, peuvent être sûrs que la politique de la Yougoslavie, comme partie intégrante du bloc mondial démocratique et anti-impérialiste, ne changera pas d'un pouce.

Quant à ce qui se rapporte à la « dissimulation de la vérité », il ne faut pas que tu oublies, camarade Barès, que jusqu'à présent il n'est jamais arrivé que dans les Partis communistes les mensonges aient servi d'arguments dans la polémique et la critique. C'est aujourd'hui la première fois que cela se produit. Le problème de la responsabilité communiste n'en devient que plus aigu. C'est dans la même ligne de calomnies qu'il faut placer ton affirmation qu'« en Yougoslavie aucun communiste n'ose avouer ouvertement son appartenance au Parti » où règne un régime despotique qui règle « brutalement le compte de tous ceux qui auraient l'audace de critiquer » etc...

Comment peux-tu parler ainsi, sans rougir, d'hommes dont les corps sont criblés de balles fascistes, dont les pères et les soeurs tombaient héroïquement pour la cause commune de l'humanité progressiste avec sur leurs lèvres les noms du Parti communiste, de l'Union Soviétique, de Staline et de Tito. Tu affirmes donc que notre Parti est un Parti de lâches, n'osant avouer qu'ils sont communistes, et que les dizaines de milliers d'hommes portant la médaille de « combattant de 1941 », les nombreuses décorations, l'insigne d'ouvrier de choc, etc... se réunissent en secret, tremblant de peur d'être reconnus, qu'ils ne sont que « des instruments obéissants », etc... Tu écris ces calomnies contre l'avant-garde des peuples

yougoslaves, cette avant-garde qui, sous la direction du Comité Central avec le camarade Tito à sa tête, s'est trempée et affermie dans d'innombrables batailles contre les ennemis des peuples yougoslaves. Je sais bien que tu n'ignores pas que dans le Parti communiste yougoslave l'action ne partait pas du coin du feu et des salons de discussion mais bien des premiers rangs du combat pour une vie meilleure du peuple laborieux, de la ligne de feu de nos brigades, dans un labeur infatigable pour la construction du socialisme. Mais en ce moment tu oublies tout cela à dessein.

En lisant ton article, camarade Barès, on se souvient forcément que les traîtres à la classe ouvrière, les Trotsky, les Boukharine, calomnièrent avec des mots semblables le Parti bolchévique. A ces calomnies le camarade Staline avait répondu en 1923 : « En vérité, on a dit assez de gros mots et de jurons à l'adresse du Comité Central. La "Pravda" était pleine d'articles où l'on accusait le Comité Central de tous les péchés mortels, il ne manquait que de l'accuser d'être le fauteur du tremblement de terre au Japon ». Ces jours-ci c'est notre Comité Central et notre Parti qui sont accusés de tous les péchés mortels. Des jurons et gros mots, il y en a à profusion. A ces jurons tu en as ajouté quelques uns de ton cru.

Après toutes ces insultes impardonnables, sans parler des accusations dénuées de tout fondement se rapportant à la politique intérieure de notre Parti, à la ligne suivie dans la construction du socialisme, tu préviens les communistes yougoslaves qu'aujourd'hui « ils doivent choisir ». Tu t'associes à l'appel adressé aux membres du Parti communiste de Yougoslavie de disloquer l'unité

de leur propre Parti, de se rebeller contre ses dirigeants. Tu rappelles aux communistes yougoslaves qu'ils « ne peuvent trahir les dizaines de milliers de ceux qui dans la lutte pour la libération nationale, donnèrent leur vie sur un front unique avec l'Armée soviétique et les combattants communistes de tous les pays ». Barès et « Rude Pravo » attendent sûrement une réponse à cet appel à la désunion. Ils ne recevront qu'une réponse de la Yougoslavie : Nous avons déjà choisi. Notre parti a voté pour le Comité Central avec à sa tête le camarade Tito, qui l'a affermi et trempé et rendu pur comme une épée bien tranchante, capable de briser les chaînes de l'esclavage et de mener les peuples yougoslaves sur le chemin glorieux de la liberté et du socialisme. Chaque jour de nouveau, depuis le premier coup de fusil libérateur sur notre front yougoslave contre le fascisme, Tito a été élu par des dizaines et des centaines de milliers de combattants, votant pour lui cent fois par jour, avec des balles d'acier dans le cœur des nazis. Les communistes yougoslaves restent fidèles aux héros de notre Parti qui sont morts pour une Yougoslavie socialiste avec les noms de Tito et de Staline aux lèvres. Les millions de travailleurs de notre pays réalisent aujourd'hui sous le drapeau glorieux de notre Parti, les rêves les plus nobles de nos camarades tombés. Et avec chaque coup de pioche, chaque victoire dans la lutte pour le socialisme, les communistes yougoslaves comme tout le peuple laborieux votent pour le camarade Tito, sous la direction de qui ont été écrites les pages les plus glorieuses de l'histoire de notre patrie.

(La « Borba » du 4 Juillet 1948).



25X1A

IMPRIMERIE RICHARD
24, rue Stephenson, Paris XVIII^e

Dans quelques jours se tiendra le Congrès de notre Parti composé de délégués élus de la manière la plus démocratique; il est convoqué au plus fort des attaques violentes dirigées contre notre Parti et son Comité central. A ce Congrès participeront plus de deux mille délégués, combattants éprouvés, vérifiés dans le feu de la lutte illégale, dans le combat contre l'opportunisme, dans le feu de la guerre libératrice et de la révolution; dirigeants éprouvés du temps de la guerre et de la période de l'édification du socialisme; hommes qui ont cent fois regardé la mort en face, luttant en héros, car ils puisaient leurs forces dans leur amour pour l'Union soviétique et Staline, pour la Yougoslavie nouvelle et Tito; hommes qui portent en eux l'expérience politique des jours les plus difficiles de la lutte, qui furent des maîtres dans l'organisation de la guerre libératrice et de la révolution, dans l'organisation de l'édification socialiste de leur pays; hommes dont l'audace révolutionnaire a ému pendant des années l'univers tout entier et qui ont tout droit de dire leur mot, le mot puissant de révolutionnaires-combattants (les critiques mêmes de notre Parti ne leur contestent pas ce droit, du moins pour le moment). Ce sont donc ces hommes là qui jugeront de la ligne que notre Parti a suivie sous la direction du Comité central actuel, et ce sont eux qui éliront la direction suprême du Parti. Ceux qui nous critiquent pensent-ils à tout cela? Il devraient y penser et méditer encore davantage sur les raisons pour lesquelles notre Parti est si monolithe, si uni dans la question de la défense de la vérité contre les accusations non fondées.

»Borba« — 18 juillet 1948.

Mélentié Popovitch

 25X1A

**LA DEMOCRATIE INTERIEURE OU LE
„REGIME DESPOTIQUE ET TERRORISTE“
DANS LE PCY**

25X1A

LA DEMOCRATIE INTERIEURE OU LE „REGIME DESPOTIQUE ET TERRORISTE“ DANS LE PCY

Dans la Résolution du Bureau d'Information notre Parti est accusé de faire régner dans son sein un »régime bureaucratique«, de n'avoir »ni démocratie intérieure, ni éligibilité des organes dirigeants, ni critique et autocritique«; il y est dit aussi que »les réunions du Parti ne sont pas convoquées ou le sont dans le secret«, que la forme d'organisation de notre Parti »ne peut être qualifiée que de sectaire et bureaucratique«, que »cela mène à la liquidation du Parti en tant qu'organisme actif et indépendant«, que dans le Parti se développent »les méthodes militaires de direction« et, pour couronner le tout, on y exprime le regret devant les mesures auxquelles le CC du PCY a procédé à l'égard de Hébrang et de Jouyovitch en raison de leur politique félonne et fractionnelle, en l'accusant en même temps de poursuivre lui-même une telle politique.

Les partis communistes ont adopté toutes ces accusations à la légère, sans esprit critique, sans vérifier les faits et sans examiner le matériel, tout en ajoutant, chacun d'eux, quelque chose de nouveau à la campagne déclenchée contre nous dans la presse étrangère au lendemain de la publication de ladite Résolution.

Se basant sur les principes léninistes d'organisation, le camarade Staline a exposé et développé de nombreux points relatifs aux questions de la démocratie intérieure du Parti, en flétrissant rudement ceux qui de façon malveillante et destructive confondent la liberté des fractions et des groupes avec la véritable démocratie intérieure du

Parti qui doit être conçue comme une intensification de l'activité et une élévation de la conscience des masses du Parti dans l'oeuvre de direction du pays, comme un moyen devant assurer aux membres du Parti les conditions nécessaires à leur participation dans cette direction, et non pas comme une vaine phrase démagogique. Le camarade Staline a défendu le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS contre les attaques des adversaires, en le renforçant ainsi et en le consolidant. C'est par cette discussion également et par d'autres nombreuses expériences du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, ainsi que par notre propre pratique révolutionnaire dans l'édification du Parti que le PCY s'est instruit et s'instruit encore.

Voici ce qu'écrivait, entre autres, le camarade Staline :
»Comment serait-il possible de transformer le Parti en une organisation militaire s'il n'est pas matériellement dépendant de son Etat-major, s'il s'édifie d'en-bas, sur les principes de détermination volontaire, si c'est lui-même qui forme son Etat-major? Comment expliquer dans ce cas l'afflux des ouvriers dans le Parti, l'accroissement de son influence parmi les masses en dehors du Parti, ainsi que sa popularité parmi les ouvriers du monde entier?« Et il ajoute:

»N'est-il pas clair que notre Parti qui fit trois révolutions, qui brisa Koltchak et Dénikine et qui ébranle maintenant les bases de l'impérialisme mondial — ne tolérerait pas une seule semaine ce régime militaire et ce système de caporalisme dont Raphaël parle si légèrement? Ne les détruirait-il pas immédiatement pour instaurer un nouveau régime sans attendre l'appel de Raphaël?«

Ces paroles de Staline peuvent-elles être appliquées à notre Parti (sans comparaison littérale, bien entendu) dans le cadre de son activité révolutionnaire et du rôle qui lui revient indubitablement?

Notre Parti — c'est-à-dire ce Comité central avec le camarade Tito en tête et les cadres du Parti qui constituent actuellement le noyau central de l'organisme du Parti, de l'Etat et de la société — a mené, avant 1941, une lutte ardue dans la clandestinité restant à la tête de la lutte de la classe ouvrière et de tous les travailleurs de nos villes et de nos villages et dirigeant des grèves et des manifesta-

25X1A

5

tions politiques considérables. En 1941, il se mit à la tête du peuple fier et épris de liberté pour rejeter, le 27 mars, le honteux Pacte tripartite; il organisa l'insurrection à main armée contre les occupants fascistes et rassembla dans la lutte de Libération nationale les plus larges masses du peuple. (Il va de soi que les appréciations des camarades hongrois selon lesquelles notre Parti, poussé par des mobiles bourgeois et nationalistes, a précipité la Yougoslavie dans la catastrophe, en 1941, ne sauraient être prises au sérieux non seulement par les communistes, mais aussi par les démocrates bourgeois eux-mêmes. Il n'est donc point surprenant que ces appréciations provoquent l'indignation de tous les antifascistes sincères. Elles équivalent à la glorification de l'opportunisme et représentent tout simplement un outrage infligé au mouvement communiste contemporain dans le monde).

De plus, notre Parti — c'est-à-dire ce Comité central avec le camarade Tito en tête et ces cadres qui constituent actuellement le noyau central de l'organisme du Parti, de l'Etat et de la société — a développé dans une grande ampleur, dès 1941, la lutte libératrice contre l'occupant fasciste et les traîtres qui se sont joints à lui, en combattant en même temps pour la transformation révolutionnaire du pays; il a formé l'armée, il a détruit par la force l'ancien pouvoir et l'a arraché des mains des classes réactionnaires; il a défait les bandes de Néditch, des tchetniks, des oustachis et d'autres traîtres; il a dirigé la lutte qui a contribué à élever la foi des peuples européens (et d'autres) dans la débâcle du fascisme et la libération des peuples asservis; il a organisé, au cours même de la guerre de Libération, les fondements du nouveau pouvoir de l'Etat et de la nouvelle vie sociale (les comités populaires, le Front populaire, la Jeunesse populaire, le Front antifasciste des femmes et autres organisations), et il est sorti de cette lutte ardue comme Parti-vainqueur.

En combattant ainsi, notre Parti a réduit à néant les conceptions erronées et opportunistes selon lesquelles il fallait attendre encore, il fallait agir »suivant des méthodes plus élastiques«, il suffisait de faire du sabotage dans les fabriques, de diminuer par la lenteur au travail le rendement du travail, de constituer éventuellement de petits

détachements de partisans ou quelque chose de semblable. Il a, sans conteste, montré au monde entier qu'il était possible dans l'Europe assiégée et dans les conditions internationales du moment — alors que l'Armée rouge détruisait la machine de guerre germano-fasciste — de mener une guerre de libération et une révolution.

En combattant ainsi, notre Parti — c'est-à-dire ce Comité central avec le camarade Tito en tête et ces cadres qui constituent actuellement le noyau central de l'organisme du Parti, de l'Etat et de la société — a montré et prouvé au monde entier que l'appel que Staline a lancé en 1941 aux communistes et aux peuples d'Europe en les invitant à s'insurger contre le fascisme pour se libérer de son joug — n'était pas lettre morte mais une réalité, quelque chose de parfaitement possible pour un parti révolutionnaire dans les conditions d'une guerre de libération. C'est ainsi que notre Parti donna sa contribution et aida à ouvrir de nouvelles perspectives révolutionnaires aux peuples asservis par les impérialistes.

Ceux qui nous critiquent diront peut-être: «Voici que les Yougoslaves se refusent de nouveau, par présomption et orgueil, de reconnaître le rôle de l'Union soviétique et du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS». Il est superflu d'entamer une telle discussion pour la simple raison que sans l'existence du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et de l'Union soviétique, sans son rôle révolutionnaire agissant dans le domaine économique, politique, militaire, culturel etc., et cela tant pendant la guerre qu'actuellement et même dans l'avenir, le monde n'aurait pas l'aspect qu'il a, les événements ne se dérouleraient pas comme ils se déroulent, il n'y aurait pas eu de guerre de libération et partant de guerre de Libération des peuples de Yougoslavie, pas plus qu'il n'y aurait de Parti communiste yougoslave tel qu'il est. Mais cela, c'est l'alphabet du marxisme-léninisme au degré de son développement actuel — alphabet qui est connu en Yougoslavie non seulement des membres du Parti communiste mais aussi, grâce à ce Parti et à son Comité central, de l'immense majorité des membres du Front populaire et de tous les patriotes yougoslaves. Aussi ceux qui prétendent être lettrés, au lieu d'aller répétant qu'ils connaissent toutes les lettres feraient — ils mieux de se mettre à écrire.

De plus, notre Parti — c'est-à-dire ce Comité central avec le camarade Tito en tête et ces cadres qui constituent actuellement le noyau central de l'organisme du Parti, de l'Etat et de la société — a organisé et dirige avec succès la république démocratique populaire la plus avancée, la conduisant de victoire en victoire et renforçant en même temps ses propres rangs et son influence au sein des masses de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et des travailleurs intellectuels.

Comment peut-on dès lors supposer au sujet d'un tel parti, c'est-à-dire de tels révolutionnaires, qu'ils toléreraient une seule semaine ce régime militaire et ce système de caporalisme dont Raphaël parle si légèrement? Ne les détruiraient-ils pas immédiatement pour instaurer un nouveau régime sans attendre l'appel de Raphaël?

Mais il semble que ceux qui critiquent notre Parti et notre Comité central ne voient pas (ou ne veulent pas voir) de quelle lutte ce parti est issu, ce qu'il a fait, ce qu'il a créé et ce qui s'est passé en Yougoslavie aux jours difficiles de la guerre libératrice. Or, il s'y passa une véritable révolution développée par des voies et sous des formes d'organisation spécifiques, une révolution qui a remporté la victoire en consolidant ses forces intérieures dans la guerre libératrice, sous la conduite d'un Parti révolutionnaire et dans les conditions internationales de l'époque. On ne peut pas cacher une révolution ni l'effacer de l'histoire, même s'il s'agit d'une révolution faite dans un petit Etat, car elle n'en est pas moins un fait et les faits sont obstinés.

Naturellement, si l'on adopte l'attitude de nier ces faits (c'est-à-dire la révolution des peuples de Yougoslavie sous la conduite du PCY qui est issu de la longue et âpre lutte révolutionnaire et s'y est développé) les choses prennent alors leur logique, il est dès lors possible et «logique» d'affirmer que les communistes yougoslaves ont mené la lutte dès l'année 1941 pour des motifs nationalistes, qu'ils peuvent tolérer «un régime despotique et terroriste», des méthodes bureaucratiques et — suivant cette même ligne, bien d'autres choses deviendront «logique» et «possibles».

Mais il faut savoir aussi que les communistes yougoslaves, tout comme les peuples de Yougoslavie, ne vou-

dront et ne pourront jamais renier leur révolution, car cela signifierait renier les pages les plus glorieuses de l'histoire de leur Parti et de celle des peuples de Yougoslavie et, en dernière ligne, cela signifierait renoncer aux acquisitions de cette révolution, renoncer à l'avenir même, et cela pour une discussion dépourvue de tout principe. Cela signifierait affaiblir l'élan révolutionnaire de nos travailleurs, briser leurs forces morales, la force des masses laborieuses d'un petit pays qui dans la grande guerre de libération a consenti, pour la cause de la victoire sur le fascisme, tous les sacrifices qu'on pouvait exiger de lui dans les circonstances exceptionnelles de l'époque. Les communistes yougoslaves ne peuvent et ne veulent pas renier leur révolution car cela signifierait, en outre, effacer une page de l'histoire de la lutte du mouvement ouvrier international contre l'impérialisme. Renier sa propre révolution signifierait se renier soi-même, et c'est pourquoi personne ne saurait convaincre les communistes yougoslaves qu'ils sont tombés si bas qu'ils tolèrent «un régime despotique et terroriste» et qu'un tel peuple peut permettre d'être dirigé par un tel parti. Ceux qui nous critiquent ne réfléchissent-ils pas et ne se mettront-ils pas un jour à réfléchir devant le fait que ces communistes yougoslaves et ces peuples de Yougoslavie qui sur l'appel de Staline et de l'Union soviétique furent si vite persuadés de la nécessité de rejeter par les armes le joug des conquérants fascistes, tout d'un coup, aujourd'hui, «ne comprennent pas» et ne répondent pas à l'appel à la révolte contre leurs dirigeants, mais qu'au contraire, cet appel sonne creux sans produire aucun effet dans le pays malgré le «soutien» si généreusement offert par les autres partis communistes?

Il est évident que les auteurs de la Résolution ne se sont pas donné la peine de comprendre notre Parti. C'est ainsi qu'on s'explique pourquoi ils soutiennent Hébrang et Jouyovitch, ces saboteurs de l'édification, ces éléments fractionnels et chauvins. Les auteurs de la Résolution y ont-ils réfléchi? La Résolution n'est-elle pas une tentative d'invitation à la scission? Ont-ils pensé un peu que c'est précisément parce que notre Parti est trempé et éprouvé dans la longue et dure lutte, et cela tant dans son ensemble qu'au sein de chacun de ses cadres, que c'est précisément

pour cela qu'il reste monolithique, ferme et uni, alors que ces fractionnaires n'ont pu trouver dans l'organisation même du Parti aucun soutien, ni politique ni autre, mais se sont servis de calomnies contre notre Comité central et le camarade Tito, espérant pouvoir par de telles méthodes briser le PCY?

Si ce que dit la Résolution était vrai, comment alors expliquerait-on le fait que des centaines de milliers de personnes de ce pays témoignent chaque jour du plus grand dévouement au travail et désirent sincèrement devenir des membres du Parti, tout comme ils ont au cours de la guerre, pour devenir membres du Parti, combattu vaillamment au front et assailli intrépidement l'ennemi? Comment donc expliquerait-on le fait qu'en Yougoslavie l'appartenance au PCY est tenue au plus grand honneur? De plus, comment ce dont nous accuse la Résolution serait possible dans un parti auquel on ne peut s'inscrire de soi-même, mais où les membres ne sont admis qu'après de longues épreuves subies dans la lutte pour l'édification du socialisme, dans un parti où personne d'ailleurs n'a jamais été admis autrement et qui par conséquent maintient fermement et très haut le principe de Lénine et de Staline au sujet de l'admission de nouveaux membres dans le Parti communiste, tout en s'inspirant du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et cela dans une mesure que n'a jamais su atteindre aucun des partis communistes légaux et gouvernants d'Europe.

S'il est vrai que dans notre Parti il n'y a ni critique ni autocritique ni d'esprit d'initiative, comment expliquer alors le fait que les unités du Parti ont organisé aussi rapidement et aussi positivement — parallèlement à la création de territoires libérés et après la libération intégrale du pays — la vie nationale, l'économie nationale, les transports, le ravitaillement, et cela dans un pays presque totalement dévasté, et qu'elles procèdent aujourd'hui si victorieusement à l'exécution des tâches posées par le Plan quinquennal? Or, l'essence même de la démocratie intérieure du Parti réside justement, comme nous enseigne le camarade Staline, dans la création des conditions qui assurent aux masses du Parti une participation active dans la direction du pays.

Les ouvriers, paysans et jeunes intellectuels qui constituent actuellement presque 99% de l'appareil du Parti, du pouvoir, de l'économie et de toutes les organisations du peuple, qui auparavant ne se sont jamais occupés de tels travaux et qui ne s'y sont jamais préparés en masse, pourraient-ils, sans esprit de critique et d'autocritique leur servant d'arme dans la lutte, réaliser avec tant de succès tout ce qu'ils ont accompli jusqu'ici?

La vérité est que les faits réels sont exactement à l'opposé de ce qu'affirme la Résolution. Or, les faits sont obstinés et les contre-vérités ne sont jamais de longue durée.

Dans notre Parti, des réunions sont tenues obligatoirement deux fois par mois (dans la pratique elles sont même plus fréquentes); on y discute tous les problèmes que pose l'organisation et cela librement et avec tous les droits appartenant à chaque membre du Parti. C'est chose notoire et tout homme de bonne foi peut s'en convaincre. A ces réunions, les fautes commises et les omissions sont critiquées et des mesures sont prises pour leur réparation rapide. Des fautes existent, il y en aura également à l'avenir, et nous sommes conscients du fait que notre édification socialiste ne peut être réalisée avec succès que dans une lutte opiniâtre pour la rectification des erreurs.

La critique et l'autocritique existent dans notre Parti et toute sa vie et toute son activité en sont pénétrées; elle s'appliquent constamment tant dans les questions concernant l'exécution des tâches qui se posent à l'organisation du Parti que dans celles touchant la vie et la conduite personnelles des membres. Cela aussi est chose notoire et tout homme de bonne foi peut s'en convaincre.

Mais ce n'est pas tout. Par l'intermédiaire de ses membres, le Parti a transmis cet instrument, la critique et l'autocritique, à toutes les autres organisations du peuple (le Front populaire, les Syndicats, le Front antifasciste des femmes, la Jeunesse populaire etc.), et il a fait que cet instrument devienne aussi celui des membres de notre Front (ce qui veut dire du peuple laborieux) dans la lutte pour le socialisme et pour la formation de l'homme nouveau — le militant socialiste. Cet instrument est devenu en même temps celui au moyen duquel le peuple laborieux

procède, dans ses propres organisations (le Front populaire, les Syndicats, la Jeunesse populaire, le Front antifasciste des femmes etc.) à la critique des communistes, des membres du Parti, de leur activité ainsi que de leur rapport envers le peuple. Les membres de notre Parti (et ses dirigeants aussi, cela va sans dire) assument des fonctions des plus responsables précisément dans ces organisations qui élisent leurs organes de façon démocratique, de bas en haut, et non pas au moyen de décrets; en règle générale, les membres de ces organisations appellent toujours des communistes aux postes dirigeants. De son côté, le Parti élit et admet dans ses rangs les meilleurs et les plus dévoués. Les membres du Parti sont des militants actifs, les militants les plus actifs dans ces organisations de masse, ils y sont mis à l'épreuve devant le peuple laborieux dans le travail quotidien en commun, c'est-à-dire que le peuple les vérifie chaque jour — dans la pratique et non pas dans des discussions académiques. Tout cela est bien connu de chaque membre de notre Parti, de chaque membre du Front populaire de Yougoslavie, et toute autre personne de bonne foi a pu et peut s'en rendre compte.

Comment dès lors un régime bureaucratique et le manque d'initiative seraient-ils possibles dans un tel parti? Un régime bureaucratique ne s'étendrait-il pas à toute la vie sociale? Et d'où viendraient alors un tel élan sans précédent et une telle initiative des masses laborieuses dans l'édification du socialisme? Ne s'agit-il pas, par hasard, d'une confusion des notions de la discipline, de cette discipline de fer qui doit régner dans un parti révolutionnaire, avec le régime bureaucratique?

Que ceux qui nous critiquent lisent plus attentivement les articles et les discours de nos camarades dirigeants, et particulièrement ceux des camarades Tito et Kardel, dans lesquels ils parlent de l'initiative, de la démocratie, de la critique et de l'autocritique ainsi que d'autres questions inhérentes à ce domaine, et dans lesquels ils s'adressent non seulement aux communistes — membres du Parti, mais aussi à tous les travailleurs. Que ceux qui nous critiquent se donnent la peine de lire lesdits articles et discours, car cela leur ferait d'un plus grand profit que d'aller répétant sans

cesse les vaines accusations non documentées et les assertions inadmissibles au sujet de notre Parti.

Mais, ceux qui critiquent notre Parti ne répondent rien à toutes ces et semblables questions. Serait-ce qu'ils veulent de la démocratie pour Hébrang et Jouyovitch, ces philistins démoralisés, ces ambitieux lâches et insatisfaits dont l'attitude durant les différentes époques révolutionnaires de notre Parti a été assez louche, qui ont menti au Parti et ont intrigué en dessous contre lui etc. etc.? Pour les gens de ce genre il n'y a pas de place dans notre Parti, car c'est un parti révolutionnaire, car c'est ainsi que nous avons été instruits par Lénine et Staline, car leur enseignement est devenu, sous la direction du Comité central et du camarade Tito, une partie intégrante, la façon de penser de chaque membre de notre Parti, car, enfin, nous ne savons pas agir autrement. D'ailleurs, il n'y a pas mal de temps que notre Comité central a fait connaître son projet de statut du Parti qu'il appartient au Congrès d'examiner et d'adopter. Pourquoi ceux qui nous critiquent n'en disent rien? Pourquoi ne le critiquent-ils point? Pourquoi gardent-ils le silence à ce sujet et s'obstinent-ils à répéter les accusations non documentées? Où sont les preuves?

Le statut projeté n'est rien d'autre que la légalisation de la pratique quotidienne vivante dans notre Parti. Il contribuera à l'approfondissement, au développement, à l'extension et à l'enrichissement de la pratique déjà existante — ce qui est d'ailleurs fort logique, car c'est là son rôle — mais il ne désavoue aucun des principes en vigueur (depuis les conditions d'admission au Parti jusqu'à l'éligibilité de ses dirigeants) sur la base desquels notre Parti existe et agit dès maintenant. Aussitôt après la guerre notre Parti a procédé à l'application du principe d'éligibilité dans ses unités, de sorte que les cellules élisent leurs secrétaires, que le plus grand nombre des comités locaux et d'arrondissement sont déjà élus (certains même à deux reprises) et que le Congrès du PCY se tiendra tout prochainement.

On comprend facilement pourquoi dans un laps de temps aussi court le principe d'éligibilité n'ait pu être appliqué jusqu'au bout. Dans les conditions de l'après-

guerre, lorsqu'il fallait décider et agir vite et efficacement, lorsque bien de nos camarades passaient par des comités du Parti pour aller occuper des postes plus responsables encore, il est compréhensible que dans de telles conditions l'application du principe d'éligibilité ait dû être parfois gênée. Ceux qui nous critiquent estimerait-il peut-être qu'il aurait fallu attendre, freiner notre activité, freiner la marche même de la révolution rien que pour satisfaire aux exigences formalistes de la démocratie?

Voici ce qu'a dit le camarade Staline défendant le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS contre les attaques de l'opposition trotskiste qui voulait faire de la démocratie un mot démagogique et vide de sens, qui avait «fétichisé» et «absolutisé» la question de la démocratie sans tenir aucun compte des conditions extérieures et intérieures, sans tenir aucun compte des circonstances concrètes du lieu et du moment:

«Il paraît qu'il y a deux genres de démocratisation: celui des masses du Parti qui luttent pour l'initiative et pour une participation active dans l'oeuvre de direction du Parti d'une part, et le «démocratisation» de certains mécontents imbus de grandeur d'autre part, pour lesquels la démocratie réside dans la substitution des uns aux autres. Le Parti est pour le démocratisation du premier genre et il en appliquera le principe d'une main de fer; le Parti rejettera donc le «démocratisation» de certains mécontents imbus de grandeur, car celui-ci n'a rien de commun avec une démocratie ouvrière véritable à l'intérieur du Parti.»

«Afin d'assurer la démocratie à l'intérieur du Parti, il est indispensable, tout d'abord, de vaincre les vestiges et les habitudes héritées de la période de guerre, restés dans les têtes de quelques uns de nos militants qui considèrent le Parti non pas comme un organisme reposant sur le principe d'initiative, mais comme un système d'organisation. Toutefois, ces vestiges ne peuvent pas être combattus en un court laps de temps.»

«Afin d'assurer la démocratie à l'intérieur du Parti, il est indispensable, ensuite, de surmonter la pression exercée par notre appareil bureaucratique de l'Etat qui compte environ un million de fonctionnaires, sur un appareil du Parti qui ne représente guère plus de 20 à 30 mille

travailleurs. Mais, venir à bout de la pression de cette machine encombrante et se la subordonner dans un délai très court est une chose qu'il n'est même pas possible de s'imaginer.»

»Afin d'assurer la démocratie à l'intérieur du Parti il est indispensable, enfin, de lutter pour l'élévation du niveau culturel de toute une série de nos cellules arriérées et pour une répartition judicieuse de nos militants à travers tout le territoire de l'Union, ce qui ne saurait non plus être réalisé dans un bref délai.»

»Comme vous voyez, assurer la pleine démocratie n'est pas chose aussi simple que se l'imagine le camarade Sapronov, sous condition, naturellement, d'entendre par démocratie non pas une démocratie formaliste et creuse mais une démocratie ouvrière réelle, une démocratie véritable.»

»Evidemment, un effort de volonté de tout notre Parti, de la base au sommet, est nécessaire pour assurer et mettre en oeuvre une démocratie intérieure véritable du Parti.»

«Ce précepte de Staline n'est-il pas applicable au PCY? Pourquoi ceux qui veulent nous critiquer n'ont-ils pas examiné sérieusement quelles tendances existent au sein du PCY, celles de lutte pour la démocratie intérieure du Parti ou bien celles de son étouffement? Et pourtant, ce n'est pas difficile d'établir. Chaque cellule du Parti (de même que chaque unité de base des organisations du peuple travailleur de Yougoslavie) peut en faire montre à quiconque veut s'en rendre compte. Si toutefois ceux qui nous critiquent ont pensé à «certains mécontents dans le Parti imbus de grandeur» du type Hébrang et Jouyovitch, il y a lieu de dire qu'en effet pour ceux-là il n'y a pas de démocratie au sein de notre Parti, car ce sont Lénine et Staline qui nous ont appris à agir de la sorte et nous l'avons vérifié par notre propre expérience.

Toutefois, personne parmi les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie — et encore moins parmi les membres du Bureau politique de ce parti — n'a jamais considéré que tout était en parfait ordre dans le Parti et qu'il n'y avait rien à rectifier ni à améliorer. Tout parti qui a passé par la révolution et la guerre, en tant que

25X1A

force dirigeante qui n'a pas voulu végéter pendant la lutte décisive, hérite nécessairement quelque chose de cette période, comme le dit le camarade Staline. Il va de soi que notre Parti a lui aussi hérité certaines tendances de ce genre (si du moins on lui reconnaît le rôle dirigeant qu'il a joué chez nous dans la révolution et la guerre). Mais, c'est précisément le CC du PCY qui n'a cessé, dès les premiers jours, de mener une lutte pour la liquidation de telles tendances, pour la liquidation du «solunstvo»* en tant que style dans la direction; et il a mené à bien cette lutte. Sa ligne de conduite à ce sujet n'a pas été observée exclusivement au sein du Parti, elle l'a été aussi au sein des autres organisations du peuple. Ceci également est chose connue de tous les membres du Parti, de la Jeunesse populaire, du Front populaire et des autres organisations de masse. Tout observateur bien intentionné peut s'en rendre compte en Yougoslavie. Si quelqu'un estime qu'on n'a pas assez fait sur ce plan, on pourrait en discuter. Mais on ne peut pas affirmer et il est même inadmissible d'affirmer que ledit héritage est devenu un système et que c'est précisément le CC du PCY qui l'applique.

De même, personne en Yougoslavie n'a jamais affirmé que le démocratisme était développé jusqu'à la perfection au sein du PCY et des autres organisations du peuple travailleur, et qu'il n'y avait plus rien à faire dans ce domaine. Bien au contraire, ce sont justement le Bureau politique de notre Parti et les hommes qui le composent qui ne se sont pas lassés de souligner que lutter pour la démocratie signifie mener un combat permanent, sans relâche, contre l'arriérisme, la bureaucratie etc. — il s'agit, bien entendu, de la démocratie au sein des masses du Parti, des masses du peuple travailleur. Pourquoi ceux qui nous critiquent ne se décident-ils pas à lire tout ce que les dirigeants du PCY, qu'ils attaquent d'une façon si peu documentée, ont dit sur ce problème?

* «solunstvo» — terme désignant l'esprit de grandeur et d'exclusivité que manifestaient en ancienne Yougoslavie les éléments hégémonistes panserbes. Ce faisant, ils alléguaient et glorifiaient à outrance leur participation au front de Salonique qui fut décisif pour l'issue de la première guerre mondiale dans les Balkans.

25X1

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R002100020001-4

DECLARATION DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE

A PROPOS DE LA RESOLUTION DU BUREAU
D'INFORMATION DES PARTIS COMMUNISTES SUR L'ETAT
DES CHOSES DANS LE PARTI COMMUNISTE
DE YOUGOSLAVIE

BEOGRAD 1948

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R002100020001-4

**REPONSE AUX CAMARADES TCHERVENKOV
ET AUTRES**

LA RESPONSABILITE DES COMMUNISTES

**LES AGISSEMENTS AVENTURISTES DU GOUVERNEMENT
ALBANAIS CONTRE LES INTERETS
VITAUX DU PEUPLE ALBANAIS**

BEOGRAD

25X1A

REPONSE AUX CAMARADES TCHERVENKOV ET AUTRES

1. — *A propos des contre-vérités, du manque d'esprit critique, de la démagogie, de l'arbitraire et de la méthode albanaise de persuader le CC du PCY de ses erreurs.*

Les agences de presse informent que Viko Tchervenkov, membre du Bureau politique du Comité central du Parti ouvrier (communiste) bulgare, a tenu devant les représentants du Front de la Patrie de Sofia un discours «sur la situation dans le PCY» au cours duquel il a, comme c'est l'usage, réitéré les fausses accusations contenues dans la Résolution du Bureau d'Information en y ajoutant d'autres assertions inexactes, de son invention, contre les dirigeants du PCY.

Avant d'entrer en discussion avec Tchervenkov, nous allons établir tout d'abord quelles sont les inexactitudes qu'il a lui-même avancées. Répondant au reproche que nous avons fait au CC de Bulgarie de ne pas s'être donné la peine de vérifier les accusations portées contre le CC de Yougoslavie, le camarade Tchervenkov déclare que fin avril «une entrevue a été convenue entre les représentants de notre Parti (bulgare) et du CC du PCY précisément en rapport avec la critique du PC (b) de l'URSS touchant les erreurs des dirigeants yougoslaves». Toutefois, une certaine dose d'inexactitude existe dans cette déclaration du camarade Tchervenkov. Le passage de la délégation gouvernementale bulgare se rendant à Prague devait, comme il était convenu entre les représentants bulgares et yougoslaves, être utilisé en vue d'un échange d'opinions sur le développement ultérieur des rapports amicaux entre les deux pays. Lors de la rencontre à Belgrade, au moment du passage de ladite délégation, un des membres du

ils qualifient le gouvernement de la RFPY d'agence de l'impérialisme, et, d'autre part, ils veulent l'amitié de la Yougoslavie. Séparer les chefs de leur parti et du peuple n'est autre que démagogie ordinaire et bon marché, dont jusqu'ici ne s'est servi contre la Yougoslavie que la propagande des Etats impérialistes affirmant que Tito ne se maintenait au pouvoir que grâce à la police secrète de l'OZNA.

Le camarade Tchervenkoy affirme en outre que les Yougoslaves prétendent, en mégalomanes, avoir découvert une nouvelle méthode de faire la guerre — une combinaison d'opérations de front et de combats partisans — quoique cela ait été découvert, il y a 140 ans, par les Espagnols. Or, cette affirmation arbitraire, inexacte elle aussi, le camarade Tchervenkoy l'a tirée, comme d'ailleurs la plupart de ses affirmations, des lettres du CC du PC (b) de l'URSS. Nous invitons le camarade Tchervenkoy de nous dire qui, où et quand, soit oralement ou par écrit, en public ou en secret, a prétendu une telle chose. A cette question comme à tant d'autres, ceux qui nous critiquent ne peuvent pas répondre quoique nous les leur posions constamment. Cependant, les dirigeants de la Yougoslavie nouvelle ont affirmé et affirment encore qu'en Yougoslavie, profondément à l'arrière du front de Hitler *une armée a été créée* au cours de l'insurrection (et il ne s'agit pas uniquement de partisans, comme ce fut au début, mais bien d'une armée régulière, dûment organisée, dirigée d'un seul centre). Que d'autres aient créé autrefois quelque chose d'analogue — peu importe, c'est le fait qui compte. En le niant, le camarade Tchervenkoy ou d'autres ne font en réalité qu'affirmer qu'il n'y a pas eu de lutte en Yougoslavie, qu'il ne s'est passé en Yougoslavie, au cours de la guerre, rien de spécialement différent de ce qui s'est passé ailleurs, en Bulgarie notamment.

Il est ridicule que nous devions défendre la révolution yougoslave contre des communistes et que nous nous mettions aujourd'hui à établir si elle a eu vraiment lieu ou non comme si une insurrection de quatre ans était une aiguille égarée dans un sac de laine. C'est ridicule mais c'est ainsi.

Le camarade Tchervenkoy a avancé, entre autres inexactitudes, que nous dissimulons au Parti et au peuple le

fautes dont nous accusent la Résolution du Bureau d'Information et les lettres du CC du PC (b) de l'URSS. Or, c'est faux. Dans sa réponse, le CC du PCY a déclaré qu'il ne pouvait pas publier les lettres du CC du PC (b) de l'URSS avant que ce dernier ne les publie lui-même. Quant à la Résolution du Bureau d'Information, nous l'avons publiée. Si l'on veut que nous publions autre chose encore — qu'on nous le dise, mais qu'on ne nous mette pas sur le dos ce qui n'est pas vrai. Cependant, pour en revenir à la question de savoir qui dissimule les choses et qui ne le fait point, nous pouvons dire à ceux qui nous critiquent: nous avons publié la Résolution, mais aucun Parti frère n'a osé publier la réponse de notre CC. Qui est-ce donc, camarade Tchervenkoy et autres, qui dissimule les faits devant ses membres et devant son peuple? Le camarade Tchervenkoy dira qu'on ne peut pas publier la réponse antimarxiste du CC du PCY. D'accord! Mais nous lui posons une autre question: le «Rabotnitchesko Délo» consent-il à publier notre réponse au camarade Tchervenkoy? Si oui, nous nous engageons de notre côté à publier dans la «Borba» son discours à lui (Tchervenkoy) et trois autres encore s'il le veut.

Les méthodes d'accuser à faux et de calomnier le PCY ont été poussées le plus loin jusqu'ici par les aventuriers de Tirana. Afin de convaincre le CC du PCY de ses erreurs, ils persécutent nos ressortissants, ferment leurs cantines en Albanie, si bien que la vie même des enfants yougoslaves est menacée! Et ce n'est pas tout: ils ont dénoncé tous les accords économiques avec la Yougoslavie. Ce courage inattendu des dirigeants albanais est un exemple frappant de leurs méthodes sauvages de convaincre de ses erreurs le CC du PCY. Les Albanais et bien d'autres vont racontant que les Yougoslaves ne désirent pas qu'on les aide dans l'édification du socialisme, qu'ils se sont mis à faire route commune avec les impérialistes — alors que, dans la pratique, ce sont précisément les Albanais qui dénoncent les accords économiques et violent le traité d'assistance mutuelle avec la Yougoslavie.

L'affirmation superficielle, irresponsable et démagogique du camarade Tchervenkoy que les impérialistes se félicitent de l'attitude «intransigeante» du CC du PCY et

qu'ils s'offrent déjà à donner de l'aide à la Yougoslavie, n'est pas sans rapport avec ce qui vient d'être dit. Il suffit qu'une des agences de presse bourgeoises publie n'importe quel mensonge, pour que les journaux communistes s'en emparent avec empressement. C'est ainsi qu'on a publié ces jours derniers la nouvelle du déblocage de l'or yougoslave qui se trouve en Amérique (l'or polonais, par exemple, a déjà été déblocqué); on sait que dans cette question aussi l'URSS soutenait, comme d'ordinaire, la Yougoslavie. Et voilà que cette nouvelle, à côté de tant d'autres de ce genre, est devenue matière principale des journaux communistes français. Le «Roudé Pravo» publie les nouvelles des agences de presse bourgeoises, selon lesquelles la Yougoslavie se trouve en état de siège, etc... Cependant, le lecteur objectif a pu observer que la joie de certaines agences et de certains journaux bourgeois a été de courte durée et que le ton qui prédomine maintenant est celui du doute: on ne doit pas se faire d'illusions au sujet de Tito, car c'est aussi un communiste; la Yougoslavie ne quittera pas le «bloc oriental», etc... Pourquoi le camarade Tchervenkov et les autres ne veulent-ils pas voir qu'en soulevant tant de tapage pour faire croire que la Yougoslavie s'est déjà jetée dans les bras des impérialistes, il ne font, en réalité, que concourir objectivement à l'isolement de la Yougoslavie?

Pour ce qui est de cet isolement, il ne dépend certes pas de l'attitude du Bureau d'Information ni de la propagande des Partis frères contre le PCY, mais de la Yougoslavie elle-même. Nous ne nous sentons pas isolés et cela — le camarade Tchervenkov ne manquera pas de s'en étonner — parce que nous savons que l'URSS n'abandonnera pas et ne peut pas abandonner la Yougoslavie en face des impérialistes, pour la simple raison que cela irait à l'encontre de sa politique antiimpérialiste. Et, en outre, l'URSS existe, elle n'est pas une abstraction, elle agit en tant que puissance dirigeante de la Paix. Aussi, la Yougoslavie compte là dessus comme sur un fait réel dans les rapports actuels, et n'a aucune raison de craindre un isolement vis-à-vis des impérialistes. L'Union soviétique ne serait pas ce qu'elle est si elle devenait «indifférente» envers l'impérialisme. C'est chose notoire. Affirmer le con-

traire, équivaut à calomnier l'URSS, à la croire «indifférente» à ce que les impérialistes feront de tel ou tel pays, et partant de la Yougoslavie. C'est ce que ceux qui nous critiquent n'arrivent pas du tout à comprendre! Ils nous imputent au contraire que nous croyons pouvoir vivre seuls entre l'impérialisme et l'URSS. «Entre» signifierait ici, bien entendu, tomber sous l'influence directe des impérialistes, signifierait en un mot — la ruine. Mais, nous ne nous trouvons pas «entre» qui que ce soit, car nous sommes en réalité — de par notre politique déterminée dans les rapports internationaux tels qu'ils se posent et qu'ils se développent à l'heure actuelle — une partie intégrante du bloc démocratique, quoi qu'en disent d'autres, fût-ce même le Bureau d'Information.

Cette digression dans la polémique avec le camarade Tchervenkov et les autres était inévitable, car nous avons tenu à réfuter leurs imputations suivant lesquelles les dirigeants de la Yougoslavie poussent ce pays dans les bras des impérialistes et croient qu'il peut vivre «entre» l'URSS et le monde impérialiste.

Après avoir établi les inexactitudes avancées par le camarade Tchervenkov ainsi que les méthodes dont lui et d'autres se servent dans la discussion, nous pouvons aborder maintenant les questions de principe que Tchervenkov, le journal «Sabad Nep» et quelques autres ont effleurées, mais qui n'ont jamais été soulevées jusqu'ici dans les discussions avec le CC du PCY (ou du moins pas sous cette forme) — ni par le CC du PC (b) de l'URSS ni dans la Résolution du Bureau d'Information. Ici non plus ceux qui nous critiquent n'ont naturellement pu se débarrasser de la faiblesse et de la manie d'interpréter notre attitude d'une façon arbitraire et superficielle.

2. — A propos de l'édification du socialisme dans un pays, avec l'Union soviétique, sans l'Union soviétique ou contre l'Union soviétique

Ce titre est en lui-même absurde mais son absurdité découle de l'absurdité et de la confusion de ceux qui nous critiquent. Le «Sabad Nep» et d'autres affirment que les Yougoslaves considèrent qu'ils n'ont pas besoin de l'aide

de l'URSS ni d'autres démocraties dans la lutte pour l'édification du socialisme, qu'ils croient que cette édification est possible dans un pays sans l'URSS et même contre elle. En répondant à cette assertion nous avons déjà souligné que c'est une bêtise derrière laquelle se dissimulent, probablement, des intentions semblables aux intentions albanaises tendant à «convaincre» les Yougoslaves, par des mesures pratiques, de la fausseté de leurs points de vue.

La question de la possibilité d'édifier le socialisme dans un pays encerclé d'Etats capitalistes, a déjà été élaborée par le camarade Staline qui nous enseigne qu'une telle édification est possible, mais pas dans chaque pays. Un des pays où cela fut possible a été l'URSS. Mais, le camarade Staline ne dit pas que l'URSS est l'unique pays de ce genre. Cependant, supposer qu'il est possible d'édifier le socialisme dans un pays sans la coopération de l'URSS et d'autres pays démocratiques, est toute aussi absurde que de supposer que certains Etats socialistes peuvent laisser un pays socialiste isolé en face du monde impérialiste. C'est absurde parce que la loi de Lénine est juste, selon laquelle les économies socialistes de divers pays doivent se rapprocher, s'unir et non pas se séparer. Ce rapprochement ne saurait s'effectuer que sur la base de la coopération mutuelle, de la prise en considération des particularités et des degrés de développement, sur la base de la libre entente et de confiance mutuelle. En conséquence, dès le moment où l'URSS existe comme un pays où le socialisme est déjà construit, l'édification du socialisme est, selon nous, possible dans tout autre pays où les impérialistes, en raison de sa position géographique, ne sont pas en mesure d'empêcher le maintien des rapports réguliers avec l'URSS.

Cette édification et cette coopération doivent passer par des phases déterminées de développement. Il s'agit donc de formes, du rythme, de la manière d'édifier, de façon de coopérer et non pas de la possibilité d'édifier le socialisme ni de la coopération elles-mêmes. Le rapprochement des économies socialistes est une loi et, par

conséquent, personne ne pourrait l'enfreindre pour longtemps. La vie est implacable, elle fera son oeuvre et finira par contraindre à la soumission les cerveaux de tous ceux qui s'obstinent à lui contrevenir.

Or, la question se pose de savoir si la Yougoslavie peut oui ou non édifier le socialisme par ses propres moyens, sans l'aide des autres pays. Nous laisserons cette question sans réponse, pour la simple raison que la coopération avec les autres pays existe déjà. Il serait étonnant si les autres Etats à secteurs économiques socialistes voulaient contraindre la Yougoslavie de prouver si elle peut ou non édifier par elle-même le socialisme.

Si quelqu'un avait dit que le rythme de l'édification est trop rapide chez les Yougoslaves, que ces derniers pourraient, dans l'intérêt du but socialiste commun, se désister de telle ou telle entreprise — il y aurait, évidemment, lieu de discuter. Mais, on ne procède pas ainsi; on invente une chose, de toute évidence opposée au léninisme, on la présente comme une conception des Yougoslaves, et puis — on se met à polémiquer là-dessus.

3. — A propos de l'indépendance vis-à-vis de l'URSS

Le «Sabad Nep» affirme que les Yougoslaves veulent être indépendants même vis-à-vis de l'URSS, alors que l'URSS, de par son essence socialiste, loin de menacer, ne peut que soutenir l'indépendance des autres peuples. Et le «Sabad Nep» de crier haro sur les Yougoslaves les accusant d'avoir, en cela également, dépassé toute mesure dans leur antisoviétisme. Il est bien entendu que si la Yougoslavie s'appuyait sur les impérialistes pour «sauvegarder» son indépendance vis-à-vis de l'URSS, ce serait faire preuve d'antisoviétisme. Il en serait de même si les Yougoslaves, comme on le leur impute, soutenaient et mettaient en pratique la conception que l'URSS et les Etats impérialistes étaient identiques, ce qui conduirait directement à l'impérialisme. Cette affirmation est aussi absurde que celle sur l'édification autonome du socialisme parallèlement à l'existence de l'URSS et de nombreux autres pays démocrati-



D

ques, ou bien celle sur la possibilité de vivre «entre» les impérialistes et l'URSS. Ceux qui nous critiquent ont oublié la dialectique. Le développement autonome vers le socialisme, dans les conditions d'existence de l'URSS et des pays de démocratie populaire, signifie naturellement et inévitablement une coopération toujours plus étroite avec ces pays. Ceux qui nous critiquent perdent de vue une partie du processus, nous proclamant antisoviétiques et ainsi de suite, prétendant que nous affirmons que l'URSS est identique aux Etats impérialistes! Il s'agit donc, de nouveau, de formes de coopération et non pas du fait: si nous sommes ou non pour la coopération, si nous sommes ou non pour l'isolement.

Si quelqu'un avait dit qu'il est nécessaire de développer plus encore les formes de coopération politique, étatique, culturelle et autre avec l'URSS — on pourrait en discuter. Mais on ne procède pas ainsi, on invente quelque chose de contraire au léninisme pour polémiquer ensuite.

Nous avons souligné ces deux questions (2 et 3) à cause de ceux qui nous critiquent, car ce sont eux les premiers qui les ont signalées.

4. — *Encore une fois à propos de l'Armée soviétique, de son rôle dans la dernière guerre et du rôle historique mondial de l'URSS*

Le camarade Tchervenkov cette fois encore, malgré la position nette du journal «Borba» n'a pu s'empêcher de nous accuser à faux que nous sous-estimons le rôle de l'Armée soviétique. Il dit: «Seuls les gens excessivement ambitieux qui, sous l'influence de l'orgueil, ont perdu la capacité de considérer posément les choses, ou qui sont tombés sous d'autres influences et ont rompu avec le camp démocratique, peuvent nier le fait incontestable que la Yougoslavie, de même que les autres pays de démocratie populaire, a été libérée par l'Armée soviétique victorieuse, que les Partis communistes, à la tête des autres forces démocratiques alliées, ont pu arriver au pouvoir grâce uniquement aux victoires de l'Armée soviétique». Il ajoute:

»De leurs affirmations (c'est-à-dire des dirigeants yougoslaves — *notre remarque*) il ressort que l'Armée soviétique est entrée dans une Yougoslavie déjà libérée«.

Le camarade Tchervenkov qui prétend, à notre avis à bon droit, à la loyauté dans la discussion, doit rétracter l'affirmation selon laquelle un Yougoslave aurait dit que l'Armée soviétique est entrée dans une Yougoslavie déjà libérée. Il a été affirmé de notre part que lorsque l'Armée soviétique est arrivée dans notre pays, la Yougoslavie comptait des territoires libérés et possédait déjà une armée. Rien de plus. Or, c'est précisément en parlant de l'aide de l'Armée soviétique dans la lutte pour la libération de la Yougoslavie que ceux qui nous critiquent passent sous silence le rôle de l'Armée de Libération yougoslave. Pourquoi agissent-ils ainsi? Ils ne veulent pas le dire.

Nous affirmons encore une fois: 1) L'Armée soviétique a apporté une aide énorme aux peuples de Yougoslavie dans leur lutte de Libération. L'aide de l'Armée soviétique a rendu possible la transformation rapide de l'Armée de Libération nationale yougoslave déjà existante en une armée moderne; cette aide a permis aux Yougoslaves de commencer à développer systématiquement, en la dirigeant d'un centre permanent et d'un territoire libéré stable, la vie étatique déjà existante (rappelez-vous que c'était un an après les décisions de Yaïtze de 1943, et que le Comité national et les Assemblées populaires — Conseils antifascistes de toutes les républiques — existaient déjà!); 2) Sans le rôle de l'Armée soviétique dans la guerre, aucun peuple en Europe, et partant les peuples yougoslaves non plus, ne se seraient libérés; 3) Sans l'Union soviétique et son Armée, aucun pays de démocratie populaire ne serait ni indépendant ni libre. La question litigieuse est de savoir si l'Armée soviétique a libéré la Yougoslavie — comme l'affirment ceux qui nous critiquent, déchirant ainsi sans aucun égard les pages les plus glorieuses de l'histoire des peuples yougoslaves — ou si, comme nous l'affirmons, l'Armée soviétique a aidé à la libération et au développement de la vie étatique de la Yougoslavie, ce qui n'a amoindri en rien son rôle dans la libération de notre pays, pas plus que la gratitude de nos peuples envers elle. Il est

facile d'établir, par des documents historiques également, laquelle des deux affirmations est exacte.

5. — *A propos de la « crise en Yougoslavie », des erreurs réelles et inventées du PCY et de « l'internationalisme » des camarades Rakochy et Barèche*

On reproche à notre CC qu'il refuse de reconnaître toute erreur, ce qui est également faux. Le CC du PCY ne reconnaît pas les erreurs qui lui sont faussement imputées, c'est-à-dire celles qu'il n'a pas commises. Cela ne veut pas dire que le CC et le PCY n'ont pas leurs erreurs et leurs faiblesses. Il va de soi qu'ils en ont. Lénine a dit que quiconque travaille doit également se tromper. Cependant, le CC du PCY n'a pas et ne peut pas avoir d'erreurs comme celles qui sont citées dans la Résolution. A une de nos réunions du Parti, examinant la Résolution du Bureau d'Information et la réponse de notre CC, un membre du Parti a bien relevé toute l'absurdité de la Résolution en disant: « On nous demande de reconnaître que nous sommes des espions. Et si nous nous refusons de le faire — nous ne sommes pas des marxistes-léninistes. »

Si quelqu'un était venu dire: dans le PCY il faudrait accélérer le rythme des élections, écrire plus amplement sur la vie du Parti, lui donner plus de publicité et, même dans les conditions actuelles, faire ressortir davantage le Parti par rapport au Front, etc... — on pourrait en discuter. Mais ceux qui nous critiquent ne disent pas cela; ils affirment que le CC du PCY est en train de créer un parti sectaire et bureaucratique de koulaks, dissous dans le Front, poursuivant en même temps une politique de nationalisation administrative aventuriste sur la base de la théorie de Boukharine relative à une intégration pacifique des éléments capitalistes au socialisme. Ce sont là, il va sans dire, des absurdités et des contre-vérités. Sur une telle base, comme sur la base d'autres affirmations semblables, on ne peut que se quereller et non pas discuter. C'est nous mettre au banc des accusés sous l'inculpation d'espionnage, de trahison, de dégénérescence et ainsi de

suite, et non pas créer des possibilités de discussion et de critique entre communistes. Discuter sur une telle base est un non-sens. C'est là qu'il faut trouver la raison de notre refus d'aller au Bureau d'Information, et non pas dans le « nationalisme » du CC du PCY. Jusqu'au moment où ce dernier a déclaré qu'il ne voulait pas discuter sur cette base au Bureau d'Information — il a été question de tout, sauf de nationalisme. Ce n'est que par la suite que le nationalisme est devenu le leitmotiv principal.

Les deux citations suivantes montrent jusqu'à quelles absurdités en arrivent ceux qui critiquent notre « nationalisme »:

« La seconde guerre mondiale — écrit le camarade Barèche dans « Tvorba » — a amené la discorde entre les peuples et a semé la méfiance. La lutte qui se poursuit pour les intérêts nationaux, sous le drapeau national, a affaibli les liens internationaux de la classe ouvrière; elle a créé des dispositions nationalistes et l'égoïsme chauvin. »

Ce jugement se rapporte principalement à la lutte des peuples de Yougoslavie et cela parce que ce sont justement eux (à l'exception de l'URSS) qui ont le plus combattu. L'auteur ne veut pas savoir qu'en Yougoslavie nos peuples n'ont pas mené qu'une lutte nationale, sous le drapeau national seulement. Son point de vue signifie pratiquement: au nom de l'internationalisme il n'aurait pas fallu lutter ni soutenir l'URSS! Voilà quel non-sens on parviendrait à formuler en se basant sur les assertions de l'idéologue de « Tvorba ». Ce sont là le langage et la philosophie d'un liquidateur et d'un déserteur et non pas d'un communiste-révolutionnaire.

Le camarade Rakochy, insultant les peuples yougoslaves lors d'une réunion du Parti à Budapest, est arrivé à dire des absurdités plus grandes encore lorsqu'il a affirmé: « Ce (l'attitude des dirigeants du PCY — *notre remarque*) n'est donc pas du patriotisme, du patriotisme socialiste qui sait coordonner les intérêts nationaux et internationaux des partis de démocraties populaires, mais bien du nationalisme bourgeois qui dès 1941 a précipité la Yougoslavie dans la catastrophe et qui l'y précipitera de nouveau si les dirigeants du PCY continuent à suivre la voie dans laquelle ils se sont engagés. »

Selon Rakochy, le renversement du gouvernement Tsvetkovitch-Matchek et le rejet du Pacte tripartite, qui furent l'oeuvre de notre peuple guidés par le PCY et qui furent suivis, il est vrai, de l'agression de Hitler et de ses satellites contre la Yougoslavie, — c'était du nationalisme et la ruine de la Yougoslavie. Or, ce ne fut pas la ruine de la Yougoslavie (c'est-à-dire de ses peuples), mais bien sa résurrection. D'après Rakochy, il découle que le rejet du Pacte tripartite n'était que du nationalisme, tandis que l'adhésion de la Hongrie, par exemple, à ce même pacte signifiait une conception et une combinaison correctes des devoirs internationaux et nationaux, qui sauvaient ce pays. En voilà un bel exemple de nationalisme et d'internationalisme! C'est une souillure de l'idée de l'internationalisme, c'est la justification de la trahison de l'indépendance nationale ainsi que de la servilité de la bourgeoisie nationale vis-à-vis des impérialistes hitlériens.

Ceux qui nous critiquent se plaisent à parler de la «crise en Yougoslavie» et des «jours difficiles qu'elle traverse». En réalité, ils ne polémisent pas ainsi contre nous mais contre eux-mêmes, contre leurs propres faiblesses. Il n'y a pas de crise en Yougoslavie. L'unité du Parti communiste, l'unité de la classe ouvrière, l'unité du peuple — n'a jamais été plus grande.

Comment ceux qui nous critiquent expliquent-ils le fait que tout Yougoslave, où qu'il se trouve, est inébranlablement convaincu de la justesse de sa cause et de celle de son Comité central? Ils diront certainement qu'il a été trompé par son Comité central. Ou bien encore que toute la classe ouvrière et le peuple tout entier sont devenus des trotskistes.

Or, cela ne peut s'expliquer que par le fait que le PCY a été éduqué pendant de longues années par les oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline; qu'il est passé par la longue et dure école de la lutte armée; qu'il ne craint pas de se mettre aux prises avec les difficultés; qu'il sait appliquer de façon créatrice l'enseignement de nos maîtres géniaux. Tout autre parti, à l'exception naturellement du PC(b) de l'URSS, se serait désagrégé dans une lutte telle que celle qui est imposée à notre Parti. Le

PCY, par contre, s'y renforce. Est-ce un effet du hasard? Serait-ce par suite de l'habileté du CC du PCY à «leurrer» le Parti et le peuple? Combien sont ridicules des affirmations aussi peu marxistes. Ceux qui nous critiquent devraient s'intéresser un peu plus à l'histoire du PCY et ne pas considérer notre lutte contre l'occupant comme un événement fortuit, mais comme une action révolutionnaire inéluctable, dictée par les lois historiques et consistant à briser l'impérialisme en un de ses points déterminés. Ces lois ne nient pas mais confirment l'enseignement sur la révolution développé par Lénine et Staline. Ceux qui nous critiquent devraient réfléchir un peu plus à tous ces faits. Le développement du mouvement ouvrier en général et la coopération entre les divers mouvements ouvriers ne pourraient qu'y gagner.

Ceci pour aujourd'hui.

»Borba« — 5 juillet 1948

LA RESPONSABILITE DES COMMUNISTES

Réponse au camarade Gustave Barèche et à «Roudé Pravo»

A propos de la Résolution du Bureau d'Information des Partis communistes „sur la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie”, le journal „Roudé Pravo” de Prague a publié un article de Gustave Barèche intitulé: „La responsabilité des communistes yougoslaves”.

Connaissant depuis longtemps l'auteur, je ne puis, en tant que son ancien camarade et ami, et en tant que communiste, ne pas lui poser la question suivante: Comment as-tu pu, en participant à la consultation du Bureau d'Information en tant qu'un des camarades dirigeants du Parti frère de Tchécoslovaquie, te permettre d'inventer des choses inexactes et d'outrager notre Parti et notre pays sur la base de ces inventions? N'as-tu pas réfléchi un peu, avant de traiter le problème de la responsabilité des communistes, à ta propre responsabilité et à la situation ridicule où tu te places non seulement devant notre Parti et devant nos peuples, mais même devant ton propre Parti et ton propre pays en te servant d'inventions comme d'arguments et en leur donnant même le cadre d'analyses historiques sur la base du marxisme-léninisme?

Je sais que tu connais passablement la théorie du marxisme-léninisme. Je crois que tu n'as pas oublié le passage où Lénine railla les sophistes qui „détournent le sens des choses en se servant de trucs”; toutefois, tu n'en as pas tenu compte puisque toi-même tu t'es servi de trucs en essayant de démontrer que le blanc n'est pas blanc, mais noir. Décidément, c'est là une besogne fort ingrate que tu as entreprise.

Plein de soucis au sujet de „la responsabilité des communistes yougoslaves”, tu t'es associé, par des calomnies

de ton invention, à la plus douloureuse injustice qui fût infligée au cours de son histoire à notre héroïque Parti, à la classe ouvrière, aux masses laborieuses, à tous les peuples de Yougoslavie. Cela est d'autant plus dur que je sais comment tu as admiré notre Parti, notre lutte, et quelles belles paroles tu as prononcées lors de ton séjour dans notre pays.

Tu affirmes que les dirigeants de notre Parti sulvent, dans les questions fondamentales de la politique extérieure, „une ligne erronée qui n'a rien de commun avec le marxisme-léninisme.” Mais, en avançant une telle affirmation qui n'est en fait qu'une calomnie portée contre la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et sa politique extérieure démocratique et conséquente, tu ne donnes à l'appui l'exemple d'aucun problème fondamental des relations internationales, dans lequel la direction de notre Parti et de notre pays auraient observé une «ligne erronée». Penses-tu peut-être, en parlant de ces problèmes fondamentaux, à l'attitude observée par la Yougoslavie à l'égard de l'activité des fomentateurs de guerre, du plan Marshall, du problème allemand, de la Hongrie et d'autres pays et peuples démocratiques que leurs régimes antipopulaires d'avant-guerre avaient poussés dans le camp des satellites de Hitler? Nous sommes en droit d'espérer que ce n'est pas à cela que tu penses. Je vais te rappeler à ce propos un petit détail mais pourtant fort caractéristique: les jours où tu te rendais à la réunion du Bureau d'Information, la réaction américaine organisait dans le port de New-York une grève pour empêcher la cargaison de notre transatlantique „Radnik”, parce que dans la cabine du capitaine se trouvaient les photos des camarades Staline et Tito. Ces deux portraits que non seulement nos navires portent en traversant mers et océans, mais qui sont profondément gravés dans le cœur de chaque membre du Parti, de chaque citoyen probe de notre pays, sont le symbole de notre politique tant extérieure qu'intérieure. Aussi n'est-ce point un effet du hasard que tu n'aies cité aucun argument à l'appui de ton affirmation et de tant d'autres d'ailleurs. Aussi, tout ce que tu as écrit sur la politique extérieure de notre direction étatique et du Parti ne peut être qualifié autrement que de calomnie malintentionnée, étant

donné que tu ne disposes d'un seul argument et cela pour la simple raison qu'il n'en est point de ce genre.

Prenant comme point de départ la partie de la Résolution du Bureau d'Information qui a trait à "l'attitude générale des dirigeants du PCY vis-à-vis de l'Union soviétique" tu avances dans le „Roudé Pravo" ce qui suit: „On prétendait... que le rôle dirigeant du mouvement révolutionnaire international devrait en fait être assumé par la Yougoslavie". Et plus loin: „qu'en Yougoslavie aura été découvertes de nouvelles formes, plus perfectionnées qu'en URSS, pour l'organisation de l'Etat et de la vie publique — ainsi que l'a écrit récemment un des dirigeants du PCY". Et moi, je te demande, à la face des membres du PC de Tchécoslovaquie, à la face de l'opinion yougoslave toute entière: qui, où et quand, dans notre Parti et dans notre pays, a prétendu que "le rôle dirigeant du mouvement révolutionnaire international devrait en fait être assumé par la Yougoslavie"? Je te demande: comment s'appelle celui „des dirigeants du PCY" qui aurait écrit qu'en Yougoslavie ont été découvertes „de nouvelles formes, plus perfectionnées qu'en URSS, pour l'organisation de l'Etat et de la vie publique", et où ceci a été écrit et publié, puisque tout s'est passé „récemment"? Je sais que tu laisseras ces questions sans réponse, car tu n'y peux pas répondre étant donné que tu n'ignores pas non plus que personne en Yougoslavie n'a ni écrit ni dit quoi que ce soit de ce genre.

Tu écris, en outre, que notre Parti et ses dirigeants ont „emprunté" aux trotskistes et aux autres ennemis, et des pires, l'arsenal de calomnies contre l'Union soviétique". Répondant à cette monstrueuse affirmation, je me dois de te rappeler qu'au cours de la deuxième guerre mondiale notre pays a été le seul en Europe occupée, où, dans la majeure partie de son territoire, toute tentative de calomnier l'Union soviétique fût traitée de crime contre les peuples mêmes de Yougoslavie; que la poignée de trotskistes qui au cours de la guerre apparurent pour ce qu'ils étaient, des collaborateurs et agents de l'occupant, ont fini leur carrière infâme devant les tribunaux populaires; que, dès les premiers moments qui suivirent la libération, notre patrie fut l'unique pays en Europe, à l'exception de

l'Union soviétique naturellement, où n'ait pu paraître aucun journal contenant des calomnies contre l'Union soviétique, où n'ait pu être et n'ait été tenu un seul meeting ou réunion quelconque au cours desquels il eût été manifesté contre l'Union soviétique. Cite-moi, outre la Yougoslavie, un seul pays d'Europe où, grâce à la puissance du PC, à son dévouement inébranlable à la patrie du socialisme, ainsi qu'à sa vigilance, eût été rendue entièrement impossible toute calomnie contre l'Union soviétique. Tu auras beau explorer la carte géographique de l'Europe, que tu n'arriveras pas à prononcer à ce propos d'autre nom que celui de Yougoslavie. Où est donc ce monstrueux „arsenal de calomnies" inventé pour nous faire cet outrage scandaleux jeté si brutalement à la face de notre Parti, de notre classe ouvrière, de tous les peuples de Yougoslavie? Aurais-tu oublié que nous avons, en Yougoslavie, prouvé notre amour et notre dévouement pour l'Union soviétique, notre conscience de son rôle dirigeant et libérateur, non seulement au lendemain de la victoire sur le fascisme, mais alors même où il fallait prouver de tels sentiments en consentant consciemment les plus grands sacrifices?

Les calomnies que tu te permets de proférer démontrent qu'il y a vraiment lieu de traiter la question de la responsabilité des communistes, et en premier lieu de ta propre responsabilité. Quant à nous, nous pouvons déclarer que ces et semblables calomnies n'arriveront pas à écarter les communistes yougoslaves du chemin que leur a tracé leur Parti. Ils ne cesseront pas de persister dans l'approfondissement des rapports amicaux et fraternels envers la République de Tchécoslovaquie, son Parti et son peuple. Je me demande si ta responsabilité se trouve à la même hauteur. Cette question peut être posée aussi au sujet d'une autre citation dont tu te sers et qui a trait à la „dissimulation de la vérité devant les masses". Qui dissimule la vérité? Serait-ce notre Parti ou bien quelqu'un d'autre? Les faits sont quelque chose qu'on ne saurait combattre; on a beau les passer sous silence ou les détourner — les faits n'en restent pas moins des faits. Vois-tu un peu de quel ridicule se couvrent les communistes tchèques en publiant, comme ils l'ont fait aujourd'hui dans „Roudé

Pravo", que l'organisation du Parti de l'Université de Belgrade s'est révoltée contre la direction du Parti. Tu feras bien de lire la „Borba" du 3 juillet dernier où tu connaîtras l'attitude qu'a prise l'organisation du Parti de l'Université de Belgrade et qui est toute autre que ce qu'écrit „Roudé Pravo". Je peux te dire en passant que je suis un des délégués de cette organisation pour le V^e Congrès.

C'est une chose bien ingrate que de falsifier les faits. Dans une situation semblable à celle de „Roudé Pravo" se placent »l'Unité« de Rome et »l'Humanité« de Paris, qui affirment à leurs lecteurs que le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas osé publier la Résolution du Bureau d'Information. En dépit du fait que le monde entier savait que l'organe de notre Parti, „Borba", avait publié ladite Résolution, le camarade Duclos ne s'est pas gêné d'écrire dans „l'Humanité" ce qui suit: „Le fait que les dirigeants yougoslaves n'ont pas publié la Résolution du Bureau d'Information montre clairement qu'ils ne sont pas sûrs de leurs arguments et qu'ils ont peur de faire connaître la vérité à leur peuple". Sur cette même ligne se situent aussi les autres accusations indignes de „l'Humanité", telle que celle où il est parlé de notre prétendue coopération étroite avec les impérialistes américains, et, à ce propos, de l'argument particulièrement mis en relief, sur l'or yougoslave bloqué en Amérique. Le monde entier sait depuis combien de temps dure la lutte de nos représentants économiques et diplomatiques relativement à la question du déblocage de l'or yougoslave. Tout le monde connaît également le discours prononcé à ce sujet par le représentant soviétique au Conseil économique de l'Organisation des Nations Unies. Et aujourd'hui, il ressortirait tout d'un coup qu'il aurait été plus sage de laisser aux impérialistes américains les avoirs de notre peuple, plutôt que de les employer, en pleine édification du pays, conformément au Plan quinquennal, pour le bien-être des peuples de Yougoslavie. Voilà, pour le moins, une singulière logique! Pour ce qui est de notre attitude envers les impérialistes, nos amis aussi bien que nos ennemis peuvent être sûrs que la politique de la Yougoslavie, en tant que

force faisant partie du camp démocratique et antimpérialiste mondial, ne sera pas modifiée d'un iota.

En rapport avec les assertions relatives à la »dissimulation de la vérité devant les masses«, il ne faut pas oublier, camarade Barèche, que dans les partis communistes il n'est jamais arrivé jusqu'à présent que les contre-vérités aient servi d'arguments tant en politique que dans la publication d'articles de critique. C'est la première fois que parmi nous, communistes, les contre-vérités sont employées comme arguments.

Voilà pourquoi se pose avec plus d'acuité encore la question de la responsabilité des communistes devant le Parti, la classe ouvrière et le peuple, pour tout ce qui s'écrit, se dit et se fait.

C'est sur la même ligne de diffamations que se placent tes assertions suivant lesquelles: »aucun communiste en Yougoslavie n'ose avouer ouvertement qu'il est membre du Parti«; dans notre pays existe un »régime despotique qui règle brutalement ses comptes avec ceux qui se payent l'audace de critiquer« etc. . . Comment peux-tu parler ainsi, sans vergogne, des hommes dont le corps a été percé par les balles des fascistes, dont les frères et les soeurs ont donné héroïquement leur vie pour la cause commune de l'humanité progressiste en acclamant le Parti communiste, l'Union soviétique, Staline et Tito? Ce faisant, tu prétends que notre Parti héroïque est un Parti de lâches qui n'osent pas se dire communistes; tu affirmes que des dizaines et des centaines de milliers d'hommes portant la médaille du combattant de 1941, de nombreuses autres décorations, des insignes de l'Union des combattants ou ceux des travailleurs de choc, etc. . . se réunissent en cachette, qu'ils tremblent de peur d'être vus par qui que ce soit, qu'ils ne sont rien d'autre que des »instruments dociles«, et ainsi de suite. Et c'est de telles calomnies que tu prononces contre l'avant-garde des peuples de Yougoslavie, qui, sous la conduite du Comité central, le camarade Tito en tête, s'est trempée dans les innombrables et après combats contre l'ennemi. Je n'ignore pas que tu sais aussi fort bien que les membres du Parti communiste de Yougoslavie ne furent pas formés dans les recoins et les salons de discussion, mais bien dans les premiers rangs

de la lutte pour une meilleure vie du peuple travailleur, dans les unités de tir de nos brigades, dans le travail infatigable pour l'édification du socialisme; à l'heure présente, tu oublies sciemment tout cela.

On ne peut lire ton article, camarade Barèche, sans se rappeler que les traîtres à la classe ouvrière, les divers Trotzki et Boukharine, ont calomnié le Parti des bolchéviks par des propos analogues. Le camarade Staline leur a répondu, en 1923, en termes suivants: »Les gros mots et les injures à l'adresse du CC ne furent, certes, pas peu nombreux. La »Pravda« était archipleine d'articles et de notices accusant le CC de tous les péchés mortels possibles. Il n'y manquait plus que de l'accuser du tremblement de terre au Japon«. — Ces derniers jours, on accuse également notre CC et notre Parti de tous les péchés mortels imaginables. La coupe n'est que trop pleine d'injures et de gros mots auxquels tu n'as pas manqué d'ajouter des tiens. Il ne restait plus qu'à accuser notre Parti des inondations qui ont eu lieu à Niche et aux environs alors que tu participais à la session du Bureau d'Information.

Après de telles injures inadmissibles et toute une série d'accusations dénuées de fondement en rapport avec la politique intérieure de notre Parti et la ligne qu'il poursuit dans l'édification du socialisme, tu avertis les communistes yougoslaves que »aujourd'hui ils doivent faire leur choix«. Tu te rallies à l'appel adressé aux membres du PCY de saper l'unité de leur Parti, de se révolter contre sa direction. Tu rappelles aux communistes yougoslaves que »ils ne peuvent pas trahir les dizaines de milliers d'hommes qui au cours de la lutte de Libération nationale ont donné leur vie, unifiés dans un même Front avec l'Armée soviétique et les combattants communistes de tous les pays«. Certes, Barèche et le journal »Roudé Pravo« attendent qu'on réponde à cet appel scissionniste. Mais ils ne recevront de Yougoslavie qu'une seule réponse: notre choix est fait. Notre Parti a élu son Comité central avec le camarade Tito en tête; c'est sous sa direction qu'il s'est trempé, qu'il est devenu pur tel un sabre brillant et tranchant, et capable de briser les chaînes de l'esclavage et de mener les peuples de Yougoslavie par un glorieux chemin vers la liberté, vers le socialisme. A partir du moment où,

25X1A

sur le front yougoslave contre le fascisme, le premier fusil a retenti dans notre patrie, c'est de jour en jour, et cent fois par jour que Tito se voyait élu par des dizaines, des centaines de milliers de combattants votant pour lui au moyen de balles de plomb lancés en plein coeur des nazis. Les communistes yougoslaves sont restés fidèles à la mémoire des héros et des combattants de notre Parti, qui, en prononçant les noms de Staline et de Tito, sont tombés pour une Yougoslavie socialiste. Des millions de travailleurs de notre pays réalisent aujourd'hui, sous le glorieux drapeau de notre Parti, les plus nobles rêves de nos camarades disparus. Et c'est par chaque brique qu'ils posent, par chaque pièce d'acier qu'ils produisent, par chacune de leurs victoires dans la lutte pour le socialisme, que les communistes et tous les travailleurs de Yougoslavie donnent, de jour en jour, leur voix pour le camarade Tito sous la direction duquel furent écrites les plus glorieuses pages de l'histoire de notre Patrie.

Veilko Vlahovitch

»Borba« — 4 juillet 1948.

LES AGISSEMENTS AVENTURISTES DU GOUVERNEMENT ALBANAIS CONTRE LES INTERETS VITAUX DU PEUPLE ALBANAIS

Les premières notes adressées par le gouvernement de la RFPY au gouvernement de la République Populaire d'Albanie, et qui ont été publiées dans notre presse, laissaient déjà entrevoir que le gouvernement albanais préparait des actes tendant à troubler les relations fraternelles et amicales entre nos deux pays alliés. Et en effet, le 1er juillet 1948 il envoya au gouvernement yougoslave une note l'informant que l'Albanie dénonçait tous les traités, accords et protocoles liant les deux Etats sur le plan économique, et qu'il les considérait comme nuis et non avenues.

La réponse de notre gouvernement à cette note prouve que ce fait ne peut pas être considéré isolément, en dehors de la campagne de mensonges, de calomnies et d'inventions menée ces derniers temps contre notre pays et nos peuples qui ont appris à envisager chaque situation avec dignité et sang-froid.

On sait que l'aide que la nouvelle Yougoslavie a accordée à l'Albanie et que tous les traités qu'elle a conclus avec cette dernière ont affermi les positions de la République Populaire d'Albanie contre les visées des impérialistes occidentaux et les vestiges de leur influence en Albanie. Cette aide et ces traités constituaient un exemple de la consolidation des relations mutuelles et d'entraide entre les pays de démocratie nouvelle dans la lutte pour l'édification du socialisme et l'affermissement de la paix et des forces de la démocratie. C'est précisément dans ce sens et dans aucun autre que les masses laborieuses et le

peuple albanais ont accueilli cette coopération et l'aide que la Yougoslavie de Tito a accordée à leur république.

Le traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et la République Populaire d'Albanie, signé déjà le 9 juillet 1946 à Tirana, confirmait les vœux du peuple albanais et des peuples yougoslaves, qui scellaient ainsi, par cet acte solennel, la victoire remportée sur les ennemis, extérieurs et intérieurs, de la fraternité et de l'égalité en droits des peuples. Ce traité signifiait en même temps la résolution de lutter jusqu'au bout contre tous ceux qui tenteraient de mettre en danger une seule, fût-ce la moindre, des acquisitions que nos deux peuples ont réalisées au cours de la lutte en commun.

En vertu de ce traité nos peuples assumaient des engagements importants.

Le traité sur la coordination des plans économiques, sur l'union douanière et la parité monétaire, signé le 27 novembre 1946, a déterminé de façon bien nette les voies de notre coopération.

Déjà au mois de juillet 1946, des accords furent conclus entre les gouvernements des deux pays, relatifs à la création de sociétés mixtes sur le principe de parité, bien que notre gouvernement ne tième pas à cette forme de coopération. Mais, l'arriérisme très prononcé que le passé a légué à l'Albanie, le grand manque de cadres et d'expérience qui se ressent dans ce pays en ce qui concerne l'organisation et la direction de diverses branches économiques, ne permettaient que sous cette seule forme de coopération mutuelle l'utilisation réelle et régulière de l'aide que notre pays devait accorder en machines et installations, en matériaux d'investissement et en cadres professionnels aux fins d'arrêter la ruine des forces productives existantes dans la République Populaire d'Albanie et de permettre leur utilisation rationnelle et leur développement rapide. Cette forme de diriger en commun les sociétés mixtes a été adoptée par les deux parties contractantes à l'instar des sociétés mixtes soviétiques constituées, après la libération, dans certains pays de démocratie populaire. Cependant, notre gouvernement a considéré que l'aide à l'économie nationale de l'Albanie serait réalisée au mieux

si au lieu d'engager ses propres moyens financiers dans les sociétés mixtes, il donnait à la République Populaire d'Albanie, au moyen de crédits alloués par la Yougoslavie la possibilité de devenir le propriétaire de tous les investissements desdites sociétés et de disposer, par conséquent, de tous les résultats financiers découlant de leur gestion. C'est ainsi que dans le cadre du crédit de 2 milliards de dinars accordé en 1947 à la RP d'Albanie, la possibilité lui fut donnée d'utiliser cette somme pour l'acquisition des investissements nécessaires au développement des sociétés mixtes, et qui devaient être réglés tant par la production yougoslave qu'au moyen d'importations pour lesquelles la Yougoslavie devait assurer les devises dans les limites des possibilités et des besoins d'investissement dans lesdites sociétés. En ce qui concerne, par exemple, la société du naphte ou la société minière, la Yougoslavie a cédé à l'avance 50%, respectivement 15% des bénéfices de ces sociétés à la République Populaire d'Albanie en échange pour les concessions d'exploitation du naphte et des richesses minières, tandis que le reste des bénéfices devait être distribué proportionnellement aux parts de fonds engagées par l'une et l'autre des deux parties, ce qui revient à dire que le bénéfice est pratiquement, dans sa quasi-totalité, cédé à la RP d'Albanie.

L'importance du profit que l'économie albanaise tirait de ces sociétés mixtes est manifeste également dans la construction de la voie ferrée Durazzo—Petchin, longue de 43 km, pour laquelle la Yougoslavie a fourni tous les matériaux d'investissement ainsi que les cadres professionnels, techniques et administratifs. Les investissements de la construction de la centrale hydraulique de Velika Selita, près de Tirana, entreprise pour desservir la région de Tirana et de Durazzo, ont été assurés de la même façon, et les travaux furent exécutés par l'entreprise yougoslave «Hidrogradnja» qui y employa son personnel et tout son équipement. La construction de cette centrale résoud en même temps la question de l'approvisionnement de Tirana en eau potable. Ce sont les experts et les crédits yougoslaves qui ont permis, en 1947 et en 1948, la réorganisation et l'élargissement considérable de l'exploitation du naphte dans le secteur délaissé de Patos, l'amélioration

remarquable de la production et du traitement du naphte à Koutchova, le perfectionnement de la production du cuivre ainsi que l'ouverture de nouvelles mines de chrome. Ces quelques exemples illustrent fort bien à eux seuls ce que la Yougoslavie a fait pour l'élévation de l'économie nationale en Albanie et sont tellement évidents que personne ni en Albanie ni à l'étranger ne saurait les taire. Ils démasquent les ignobles mensonges répandus sur les sociétés mixtes, selon lesquels celles-ci serviraient au gouvernement de la RFPY de moyen d'exploitation de l'Albanie, et cela d'autant plus que tous les dirigeants et tous les journaux albanais s'accordaient, tout récemment encore, à vanter avec abondance l'activité et les succès de ces mêmes sociétés.

Outre les investissements dans les sociétés mixtes, le gouvernement yougoslave a assuré aussi la construction de plusieurs fabriques telles que celles de sucre, à Kortcha et de marmelade à Elbassan, la filature de chanvre et l'entreprise pour le traitement des fibres de genêt à Rogojina, ainsi que diverses fabriques de textile, des imprimeries etc. . .

Les crédits que la Yougoslavie a alloués dans le cadre des recettes et dépenses budgétaires planifiées ont permis: l'adaptation de l'économie nationale de l'Albanie au système d'économie planifiée, l'équilibre de son budget, le renforcement de sa puissance défensive et le développement de son armée populaire, l'entreprise de constructions d'investissement, l'élargissement de la production ainsi qu'une meilleure utilisation des capacités existantes au moyen de fournitures de matières premières et de produits semi-fabriqués. Ces crédits ont eu pour résultat, en outre, une augmentation importante du revenu national, une hausse des appointements des employés d'Etat et des salaires des ouvriers ainsi que l'accroissement de l'accumulation et l'élévation du standard de vie. C'est précisément grâce à cette aide de la Yougoslavie que le budget de l'Etat albanais pour l'année 1947 a été, pour la première fois après la guerre, clos non seulement sans déficit mais avec un excédent de près de 100 millions de leks.

Les assertions du gouvernement albanais selon lesquelles le gouvernement yougoslave n'a pas observé fidè-

lement et dûment ses engagements découlant des traités conclus, sont tout à fait arbitraires, car c'est justement le contraire qui est vrai: si certains de ces traités n'ont pas été complètement exécutés jusqu'ici, la faute en incombe au gouvernement albanais qui ou bien ne remplissait pas ses engagements ou bien allait jusqu'à entraver l'application régulière des traités.

En ce qui concerne le crédit de deux milliards de dinars par lequel la Yougoslavie, en vertu de l'accord de juin 1947, a donné à l'Albanie la possibilité de s'approvisionner en articles d'investissement, de reproduction et de large consommation en Yougoslavie et, moyennant des devises de celle-ci, à l'étranger — la vérité consiste en ce qui suit:

Au cours du premier semestre de 1947, il fut fourni à l'Albanie de la part de la Yougoslavie, sans accord préalable quelconque, des marchandises atteignant une valeur de plusieurs centaines de millions;

En vertu du crédit susmentionné, l'Albanie a conclu jusqu'à la fin de 1947 des affaires d'une valeur d'environ 1.600.000.000 de dinars, le reste, soit 400 millions de dinars étant prévu comme réserve pour les commandes ultérieures.

Sur la base des affaires ainsi conclues, la Yougoslavie a livré à l'Albanie du matériel et des marchandises d'une valeur d'un milliard 350 millions de dinars, soit 84 % de ce qui a été prévu. En ce qui concerne le reliquat, il est dû à la lenteur des commandes albanaises et au fait que l'appareil économique de l'Albanie laisse encore assez à désirer.

Les causes plus profondes de la non-exécution des engagements résident dans l'empêchement intentionnel de l'élargissement des relations économiques entre la Yougoslavie et l'Albanie, empêchement qui s'est surtout manifesté en automne 1947 de la part d'une partie des dirigeants albanais responsables.

Les conséquences d'un tel état de choses se sont fait ressentir au cours du premier trimestre de 1948 également, alors que devaient et pouvaient seulement être fournies les marchandises que les Albanais auraient dû commander en 1947.

Tandis que notre pays a livré à l'Albanie du matériel pour plus d'un milliard 600 millions de dinars, il n'en a reçu que pour une valeur de près de 150 millions de dinars, ce qui ne représente même pas un rapport de 1 : 10. N'est naturellement pas comprise dans ce compte l'aide de 52 millions que nos peuples ont donnée au peuple albanais à la suite des inondations de 1946, pas plus que les marchandises d'une valeur de 124 millions de leks pour le transfert-paiement du capital fondamental des sociétés mixtes et la banque mixte yougoslavo-albanaise.

En outre, la Yougoslavie a alloué à l'Albanie pour l'année 1948 un crédit de 3 milliards de dinars devant englober aussi les marchandises de 1947 qui pour les raisons susmentionnées ne furent livrées qu'en 1948. Sur la base de ce crédit, l'Albanie a commandé, pour le premier semestre, des marchandises de notre production pour 750 millions de dinars. Les producteurs yougoslaves en ont livré, jusqu'à la fin du mois de juin, 90 % environ qui sont arrivées en Albanie ou se trouvent en route, les 10 % restants devant être fournis dans la première décade de juillet.

En mai dernier, la Yougoslavie a consenti non seulement à livrer le contingent annuel de marchandises prévu par le plan de janvier, mais a même accepté les commandes ultérieures de la Commission albanaise du plan, tant pour le matériel déficitaire que pour celui nécessaire à une meilleure utilisation des capacités de l'industrie albanaise, en donnant ainsi une nouvelle preuve qu'il est prêt à renforcer son aide pour accélérer le développement de l'Albanie. Alors que le gouvernement yougoslave a fait tout le possible pour que les marchandises commandées dans le premier semestre fussent livrées à l'Albanie en temps voulu, ce qu'il a pratiquement réussi à faire bien que par la faute des Albanais la conclusion de contrats ait subi des retards aussi bien dans le premier que dans le second trimestre, le gouvernement albanais n'a montré la moindre bonne volonté mais a, au contraire, évité toute fixation des engagements indispensables.

Le gouvernement de la République Populaire d'Albanie devait, en 1948, ouvrir à la Yougoslavie un crédit d'un milliard. Le fait est que l'Albanie n'a pas établi le plan

d'exportation de ses marchandises en Yougoslavie, mais a même modifié à plusieurs reprises les engagements contractés en janvier par ses représentants; entre temps, elle a exporté en Yougoslavie des marchandises pour une valeur de 240 millions de dinars seulement et cela sans même vouloir s'engager ni au point de vue des délais de livraison ni de la qualité des marchandises.

Après des procédés aussi déloyaux et incorrects, le gouvernement albanais ne s'est pas gêné de demander à la Yougoslavie, au mois de juin, une nouvelle concession, pour le troisième et le quatrième semestre, à savoir la conclusion directe de contrats entre les consommateurs albanais et les producteurs yougoslaves. Lorsque notre gouvernement eut pris cette demande en considération, les représentants des consommateurs albanais conclurent en effet des contrats pour tout le second semestre.

Tel est le véritable état de choses en ce qui concerne l'exécution des engagements de la part de la Yougoslavie dans le premier semestre de 1948, et tels sont les procédés du gouvernement de la République Populaire d'Albanie en ce qui concerne ses engagements au cours de cette même période.

Afin d'assurer un meilleur standard de vie aux larges masses albanaises, notre gouvernement a livré à l'Albanie — bien qu'il n'eût contracté aucun engagement de ce genre — 5 mille tonnes de blé et mille tonnes d'avoine pour les besoins de l'armée albanaise, et cela à un moment où la situation était, pour la Yougoslavie elle-même, des plus difficiles en ce qui concerne les céréales.

Notre gouvernement a tout fait de son côté pour créer des conditions favorables à l'égalisation des prix, en tenant compte qu'en raison de l'état arriéré et des frais de production plus élevés ainsi que de la précarité des transports, il était impossible d'appliquer à tous les articles de production albanaise, particulièrement aux articles agricoles, les prix uniques valables en Yougoslavie. A cet effet, des mesures concrètes furent proposées au gouvernement albanais dans le cadre de la lutte pour le maintien des prix fixés; mais, ces propositions ne furent pas prises en considération, aussi c'est le gouvernement albanais seul

qui porte la responsabilité des conséquences qui en découlent. Selon les déclarations des représentants mêmes du gouvernement albanais dans la Commission de coordination, l'accord a toujours été réalisé en tout, même en ce qui concerne les produits albanais d'exportation, et cela jusqu'au mois de juin, alors que les prix de trois articles seulement n'avaient pas encore été définitivement fixés. C'est pourquoi les reproches faits au sujet de la coordination des prix revêtent le même caractère que toute la campagne de calomnies et de mensonges lancée contre la Yougoslavie. D'après les prix proposés pour l'exportation des marchandises albanaises en Yougoslavie, la balance aurait été de plus de 14 millions de dinars au profit de l'Albanie, et cela uniquement quant à la différence entre les prix auxquels la Yougoslavie acceptait d'acheter les produits albanais et les prix intérieurs albanais, compte non tenu de la qualité inférieure de ces produits. La Yougoslavie admettait même les frais de production sensiblement plus élevés de nombreux produits albanais, comme par exemple du cuivre dont le prix de revient est triple par rapport au prix du cuivre sur le marché mondial. La Yougoslavie achetait et était prête à acheter les produits albanais, y compris le cuivre, aux prix établis sur la base de frais de production aussi élevés. Ce fait à lui seul, sans parler des autres, montre que le peuple albanais aurait été vraiment exploité s'il n'y avait pas eu l'aide que la Yougoslavie lui a fournie dans tous les domaines, ce que les dirigeants albanais ont oublié lorsqu'ils couvraient de calomnies et d'offenses la Yougoslavie et ses peuples.

Dans le cadre du crédit de 3 milliards de dinars, la Yougoslavie devait importer de l'étranger en Albanie pour plus de 700 millions de dinars de marchandises. Au cours du premier semestre, les Albanais ont commandé, par l'intermédiaire des établissements commerciaux yougoslaves, des marchandises pour une valeur de 140 millions de dinars environ. Bien que ces commandes fussent arrivées tardivement, la Yougoslavie a acheté des marchandises, au cours du même semestre, pour plus de 50 millions de dinars, soit plus de 35%, et cela en dépit des difficultés qu'elle a rencontrées dans l'achat de ces marchandises à l'étranger. De plus, environ 140 millions de dinars en

devises étrangères furent mis à la disposition de la société mixte du naphte pour ses achats à l'étranger.

Dans le même temps, la Yougoslavie n'a reçu que près de 10 millions de dinars en devises étrangères comme contre-valeur des marchandises de provenance albanaise exportées à l'étranger, cependant que dans cette période elle a dépensé plus de 15 millions de dinars en devises étrangères, uniquement pour couvrir les frais de transport et de frèment. Au cours de l'année 1947, conformément au traité de commerce, la Yougoslavie a effectué à l'étranger, pour le compte de l'Albanie et par l'intermédiaire de ses établissements commerciaux, la vente en commission des marchandises de provenance albanaise, en laissant les devises ainsi obtenues à l'entière disposition de l'Albanie, de sorte qu'aujourd'hui encore il existe à son compte un solde actif de devises non utilisées, bien que la Yougoslavie eût assumé en même temps les obligations considérables d'acheter à l'étranger des marchandises nécessaires à l'Albanie. Le fait que pour les fournitures d'investissement de provenance étrangère la Yougoslavie doit verser d'avance, dans tous les pays capitalistes sans exception, voire même dans les pays de démocratie populaire, jusqu'à 30% et même davantage du montant des commandes, témoigne non seulement des difficultés inhérentes à l'achat de ce matériel mais aussi de la différence de conceptions et de procédés entre la Yougoslavie et l'Albanie.

En vue de l'application correcte de tous les accords économiques passés entre les deux pays, une Commission albanou-yougoslave de coordination a été fondée. La pratique d'un an de cette Commission a prouvé que cette forme d'organisation relative à la coopération entre la RP d'Albanie et la RFPY dans le redressement de l'économie planifiée et l'édification du socialisme — ainsi qu'elle est établie par les traités et accords existants — est correcte, utile et indispensable. Mais en raison de l'attitude dénuée de sincérité des représentants albanais, la Commission de coordination n'a pas pu s'acquitter entièrement de ses tâches au cours de l'année 1947.

Pour ce qui est de la Commission elle-même, des spécialistes yougoslaves et de leur travail dans les secrétariats créés auprès de la Commission à la demande des deux

parties, pour ce qui est aussi du concours apporté par nos spécialistes dans la solution des problèmes économiques, aucun reproche ne nous a été fait jusqu'à la date du 19 juin: bien au contraire, les dirigeants albanais les plus haut placés appartenant à presque tous les secteurs de l'économie albanaise, ont fait toute une série de déclarations contenant les meilleures appréciations du travail de nos spécialistes et de leur contribution à la réglementation des conditions économiques de l'Albanie.

Quant on sait tout cela, il est clair que les calomnies visant à présenter d'une autre façon le but de la création et l'importance du travail de la Commission de coordination, ont été montées dans une intention malveillante et pour les mêmes motifs qui ont présidé au déclenchement de toute cette campagne d'offenses contre notre pays.

Le peuple albanais qui a senti le redressement de son standard de vie et de son économie générale, sait mieux que tout autre que toutes ces inventions n'ont aucun rapport avec les relations et la coopération réelles existant entre les deux pays. Les faits ont contraint les dirigeants albanais responsables d'apprécier à sa juste valeur, lorsqu'ils s'adressaient à leur peuple, l'importance que cette aide représentait pour le peuple albanais, pour la RP d'Albanie et son indépendance, pour l'élévation du standard de vie du peuple albanais etc.

C'est ainsi qu'Enver Hodja déclarait encore le premier janvier 1948: «Nous sommes unis aux héroïques peuples de la Yougoslavie nouvelle du maréchal Tito — garant de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté de notre peuple et des autres peuples balkaniques — par des liens indéfectibles de fraternité et d'unité qui ont assuré à notre pays une aide généreuse et fraternelle aussi bien pendant la guerre qu'aujourd'hui dans l'édification de notre pays.» C'est la même idée qu'Enver Hodja exprimait le 12 mai à la dernière session de l'Assemblée populaire d'Albanie lorsqu'il déclarait: «Notre peuple renforcera et approfondira chaque jour davantage la fraternité, l'amitié précieuse et l'alliance qui l'unissent aux peuples frères de la Yougoslavie du maréchal Tito, avec lesquels il a lutté côte à côte pour conquérir la liberté et avec lesquels ils

continue, à présent, à travailler à l'édification d'une vie commune meilleure.

Au cours de la discussion budgétaire, pendant la session de janvier de l'Assemblée populaire d'Albanie, le ministre de l'industrie Touk Yakova déclarait que l'amitié avec la Yougoslavie et « l'aide fraternelle que ce pays a généreusement accordée au cours de la lutte au peuple albanais » jouaient, après l'existence de l'Union soviétique en tant que facteur principal, « le rôle le plus important dans l'instauration et le maintien durable du pouvoir dans notre pays ». Au début de juin dernier, le même ministre, énumérant les nouvelles fabriques élevées en Albanie, déclarait : « Nous ne devons pas oublier que les peuples amis et frères de Yougoslavie nous ont fourni une aide considérable dans la construction des nouvelles fabriques et que leurs ouvriers, techniciens et ingénieurs sont venus dans notre pays pour nous offrir leur concours dans ce domaine ».

Le ministre de l'instruction publique de la République Populaire d'Albanie Nadjia Doumé écrivait au mois de mai dernier : « La Yougoslavie de Tito s'est trouvée à la tête des peuples qui ont lutté pour leur libération, qui se sont battus pour secouer le joug de l'occupant fasciste. Le Parti communiste de Yougoslavie a su mieux que tout autre parti mettre en application, suivant les conditions de son pays, l'enseignement de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. Nous avons beaucoup appris des peuples de Yougoslavie et il faut que nous en apprenions encore davantage car nos deux pays édifient le socialisme dans les mêmes conditions ».

Toutes ces déclarations prouvent que les dirigeants albanais n'ont pas pu cacher à leurs masses populaires l'état de choses réel et l'importance de l'aide que la Yougoslavie de Tito a accordée au peuple albanais. Ce n'est que lorsqu'ils eurent connaissance, en dessous, des préparatifs de la campagne de calomnies qui se tramait contre la Yougoslavie qu'ils inventèrent criminellement, lorsque la campagne fut déclenchée, leurs accusations contre la Yougoslavie en vue d'ébranler la confiance du peuple albanais dans la coopération et l'aide sincère donnée par notre

pays; ce faisant, ils n'ont tenu compte ni des intérêts du peuple albanais, ni des obligations internationales qui découlent pour l'Albanie des traités ratifiés par les deux pays.

Il est clair que toutes les conséquences d'un geste aussi brutal, qui n'a été provoqué par quoi que ce soit, retombent uniquement à la charge du gouvernement de la République Populaire d'Albanie. Ce procédé honteux des dirigeants albanais qui n'ont pas même tenu compte des principes les plus élémentaires du respect des obligations contractées, est indigne des sacrifices et des efforts consentis par le peuple albanais pour sa liberté et l'édification de son pays.

Le fol et misérable vacarme soulevé autour de « l'impérialisme » de la Yougoslavie nouvelle, des prétendues intentions d'asservissement visant à faire de l'Albanie une colonie yougoslave, prouve qu'on ne tient aucun compte des intérêts fondamentaux du développement et de la consolidation de l'économie albanaise, mais qu'on leur préfère des intérêts tout autres qui ne peuvent avoir rien de commun ni avec les intérêts des peuples albanais ni avec ceux du bloc démocratique antiimpérialiste.

« Borba » — 6 juillet 1948

25X1A

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE

A PROPOS DE LA RESOLUTION DU BUREAU D'INFORMA-
TION DES PARTIS COMMUNISTES SUR L'ETAT DES CHOSES
DANS LE PARTI COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE

La résolution du Bureau d'Information «sur l'état des choses dans le Parti communiste de Yougoslavie» a, comme il en ressort, son avant-propos.

Cette résolution est basée sur les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS adressées au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. La première lettre, datée du 27 mars dernier, contient les accusations portées par le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS a adressé en même temps la même lettre à tous les Partis-membres du Bureau d'Information, sans en avoir informé le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Après quoi, par l'intermédiaire du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, arriva une lettre émanant du Comité central du Parti communiste de Hongrie, qui soutenait en tous points l'attitude du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS. La lettre du Comité central du Parti communiste de Hongrie fut également adressée aux autres Partis. Par la suite, le CC du PCY reçut des lettres semblables venant d'autres Partis-membres du Bureau d'Information, à l'exception des Partis français et italiens. Le CC du PCY souligne que les Partis mentionnés ont adopté dans le fond le point de vue du CC du Parti communiste (bolchévik) de

l'URSS, avant d'avoir entendu l'opinion ou un argument contraire quelconque du CC du PCY. Après cette lettre du CC du PC(b) de l'URSS et les lettres ci-dessus mentionnées venant d'autres Comités centraux, ainsi qu'après la réponse du CC du PCY adressée au CC du PC(b) de l'URSS en date du 13 avril dernier, le CC du PCY a reçu d'autres lettres du CC du PC(b) de l'URSS (4 et 22 mai) dont la teneur était plus ou moins la même que celle de la première lettre. La résolution du Bureau d'Information sur «l'état des choses dans le PCY» est, d'une façon générale, la répétition des lettres du CC du PC(b) de l'URSS.

Dans ces lettres le CC du PC(b) de l'URSS porte des accusations contre le CC du PCY en lui demandant de reconnaître ses erreurs, à savoir: premièrement, que les dirigeants du PCY glorifient l'URSS en paroles, tandis qu'en dessous ils calomnient l'Union soviétique et le PC(b) de l'URSS; deuxièmement, que les dirigeants de Yougoslavie calomnient l'Armée soviétique, qu'ils créent autour des spécialistes soviétiques une atmosphère d'hostilité et que les citoyens soviétiques et le camarade Youdine étaient suivis par des organes de la sûreté de l'Etat; troisièmement, que les cadres du Parti sont sous la surveillance du ministre de l'intérieur et qu'il n'y a dans le Parti ni démocratie ni critique, mais qu'il y règne un système militariste; quatrièmement, que, par l'intermédiaire d'espions, le Gouvernement yougoslave veut s'assurer les faveurs des Etats impérialistes et se mettre sous leur contrôle; cinquièmement, que le Parti se dilue dans le Front populaire, qu'il ne peut être considéré comme une organisation marxiste-léniniste, et qu'il se laisse endormir par les théories de Bernstein, Boukharine et Fomarov sur l'incorporation pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme; sixièmement, que l'ambassadeur d'un des grands Etats impérialistes se conduit en maître en Yougoslavie et qu'amis et parents du bourreau des peuples yougoslaves, Néditich, n'ont aucun mal à se placer commodément dans l'appareil de l'Etat et du PCY; septièmement, que les dirigeants yougoslaves identifient la politique extérieure de l'URSS avec celle des Etats impérialistes; huitièmement, que les dirigeants du PCY ont dévié de la ligne marxiste-léniniste dans la question concernant le rôle dirigeant de la classe ouvrière; neuvièmement, que les parachutistes

allemands ont dispersé l'Etat-major des «partisans» en Yougoslavie et qu'une crise grave ayant suivi dans le mouvement de Libération nationale, l'Armée soviétique est venue à l'aide, a libéré la Yougoslavie et a créé les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par le Parti communiste; dixièmement, que le Parti communiste de Yougoslavie étourdit le monde par la gloification de ses succès dans la guerre, bien qu'il n'ait pas plus de mérite que le Parti communiste de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Hongrie, d'Albanie, de Bulgarie etc. etc. A ces accusations il faut ajouter celles que mentionne la résolution et qui ne sont pas expressément citées ici.

Le CC du PCY, comme il ressort de la déclaration que son Bureau politique a adressée à la session du Bureau d'Information et que nous donnons plus loin, ne pouvait pas discuter sur la base de telles accusations venant du CC du PC(b) de l'URSS — accusations reposant sur des calomnies, des inventions de toutes pièces et sur l'ignorance de la situation en Yougoslavie, vu que l'état de fait n'était pas établi et que les inexactitudes n'étaient pas séparées des remarques réelles de principe soit de la part du Comité central du PC(b) de l'URSS, soit de tout autre Comité central des Partis-membres du Bureau d'Information.

Au sujet de la publication de ladite résolution du Bureau d'Information le CC du PCY déclare ce qui suit:

1. — Dans cette résolution la critique repose sur des informations inexactes et dénuées de fondement. Elle constitue une tentative de destruction du prestige du PCY à l'étranger et dans le pays, une tentative de provocation à la confusion dans les masses populaires du pays et dans le mouvement ouvrier international, une tentative d'affaiblissement de l'unité du PCY et de son rôle dirigeant. Il est encore plus surprenant que le CC du PC(b) de l'URSS se soit refusé à vérifier ses affirmations sur place, comme le proposa le CC du PCY dans sa lettre du 13 avril dernier.

2. — Il est affirmé dans la résolution, sans la moindre preuve à l'appui, que la direction du PCY poursuit une politique hostile à l'égard de l'Union soviétique. L'affirmation que les spécialistes militaires soviétiques étaient dénigrés en Yougoslavie et que les spécialistes civils étaient sous la sur-

des organes de la sûreté — est absolument correcte. Et, jusqu'à leur départ, aucun des représentants de l'Union soviétique n'a, en quelque circonstance que ce soit, attiré l'attention des autorités yougoslaves à ce sujet. L'affirmation qu'un représentant soviétique quelconque, et le camarade Youđine moins que tout autre, ait été en Yougoslavie, est complètement mensongère. Cette affirmation, et tout particulièrement celle qui a trait au camarade Youđine, a exclusivement pour but de discréditer le PCY et sa direction aux yeux des autres Partis.

Au contraire, c'est notre affirmation contenue dans notre lettre adressée au CC du PC(b) de l'URSS en date du 13 avril qui est exacte. Elle est basée sur toute une série de déclarations de membres du PCY, faites devant les organisations du Parti, ainsi que de déclarations d'autres citoyens de notre pays, données depuis la libération jusqu'à ce jour, et d'après lesquelles les organes du service de renseignement soviétique ont essayé sans égard de les attirer. Le CC du PCY a considéré et considère que de tels rapports envers un pays où les communistes constituent le parti dirigeant et qui s'avance vers le socialisme — sont inadmissibles et qu'ils tendent à démoraliser les citoyens de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, à affaiblir et à saper la direction de l'Etat et du Parti. Le CC du PCY a considéré et considère que les rapports de la Yougoslavie envers l'URSS doivent exclusivement reposer sur la confiance et la sincérité, et, fidèles à ces principes, les autorités étatiques yougoslaves n'ont pas même eu l'idée de suivre ou de contrôler de quelque façon que ce soit les citoyens de l'Union soviétique séjournant en Yougoslavie.

3. — La résolution critique la politique du PCY sur la façon dont est menée la lutte de classe, et particulièrement la politique du PCY au village; des passages bien connus de Lénine sont cités à l'appui. Le CC du PCY souligne que dans sa politique de limitation des éléments capitalistes au village il a observé les passages cités et d'autres semblables de Lénine, ce que les auteurs de la résolution — s'ils s'en étaient donné la peine — auraient pu lire dans les documents et articles publiés par le Parti, et ils auraient pu se convaincre de la réalisation pratique de cette politique.

C'est pourquoi les accusations de la résolution et du CC du PC(b) de l'URSS ne font en réalité qu'enfoncer une porte ouverte, et, si on part du point de vue objectif, elles conduisent inévitablement à encourager et à soutenir les éléments réactionnaires et capitalistes dans les villes et les villages, à créer la confusion parmi la population, comme si le CC du PCY et sa politique portaient la culpabilité de difficultés objectives, particulièrement en ce qui concerne le ravitaillement, dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Le CC du PCY estime que, en tant que méthodes employées, il est inadmissible que l'estimation de son activité soit faite sur la base de citations isolées prises dans des périodes les plus diverses de la lutte, ou sur la base de faits particuliers pris isolément et même défigurés. Le CC du PCY estime qu'en évaluant la politique du PCY aussi bien que celle d'autres Partis, la pratique du Parti doit être considérée en premier lieu — c'est-à-dire qu'il faut se rendre compte si le Parti obtient ou non des succès dans la lutte pour la transformation socialiste du pays, si, pris dans leur ensemble, les éléments capitalistes se renforcent ou s'affaiblissent, si le secteur socialiste de l'économie nationale se renforce ou s'affaiblit.

4. — Le CC du PCY ne peut pas ne pas repousser avec la plus grande indignation l'affirmation que les facteurs dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie dévient vers la ligne d'un parti de koulaks, vers la liquidation du PCY, ainsi que l'affirmation d'après laquelle il n'y a pas de démocratie dans le Parti, qu'on y suit des méthodes militaristes, qu'on y « foule aux pieds les droits les plus élémentaires des membres du Parti » et qu'il est « répondu à la moindre critique des irrégularités dans le Parti par des représailles sévères » etc. etc. Les membres du Parti qui ont intrépidement bravé la mort dans des milliers de combats, pourraient-ils tolérer dans le Parti un état de choses indigne des hommes et des communistes?

Les affirmations d'après lesquelles la critique n'est pas permise dans le Parti, et autres semblables, sont autant de terribles offenses à l'égard de chaque membre de notre Parti; elles sont un affront fait au passé héroïque et glorieux du Parti et à sa lutte héroïque actuelle dans la rénovation et l'édification du pays. Le CC du PCY souligne

que le fait que dans certaines organisations du Parti les élections n'ont pas encore eu lieu ne donne pas le droit d'affirmer qu'il n'y a pas de démocratie dans le Parti. Ce sont là des vestiges du temps de guerre et du développement impétueux d'après-guerre que le Parti communiste a traversés, et qui ont existé en leurs temps dans d'autres Partis et même dans le PC(b) de l'URSS.

Quant à l'affirmation que le Parti se dilue dans le Front, que les facteurs dirigeants dévient vers la ligne d'un parti de koulaks, elle conduit objectivement à détruire l'unité des masses populaires, réalisée sous la conduite de la classe ouvrière dans l'organisation unique du Front populaire et à isoler le Parti des masses travailleuses. En outre, la base de cette affirmation réside dans l'incompréhension des rapports existants entre le Parti et le Front en Yougoslavie, dans l'incompréhension de l'essence du Front en Yougoslavie et de la façon dont s'exerce le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans ce Front. Dans cette question également on ne s'appuie pas sur des faits mais sur des affirmations construites de toutes pièces, au sujet desquelles on polémise ensuite en invoquant des passages connus du léninisme, et qu'aucun responsable dans le Parti communiste de Yougoslavie n'a jamais contestés. D'autre part, les faits aussi bien que de nombreuses déclarations faites pendant et après la guerre — provenant non seulement de communistes mais aussi de non-communistes, membres du Front — démontrent: premièrement, que le PC est la force dirigeante dans le Front; deuxièmement, que le Parti communiste, loin de se diluer dans le Front élève au contraire les masses du Front idéologiquement et politiquement, les éduquant dans l'esprit de sa politique et du marxisme-léninisme; troisièmement, que le Front populaire de Yougoslavie lutte pratiquement pour le socialisme, ce qui de toute façon ne serait pas possible si un rôle sérieux y était joué «par des groupes politiques bigarrés» — des partis bourgeois, des koulaks, des commerçants, des petits fabricants etc... ainsi qu'il est dit dans la résolution, ou s'il était une coalition entre le Parti communiste et d'autres partis, ou encore une forme d'accord entre le prolétariat et la bourgeoisie; quatrièmement, que ce n'est pas le Parti qui

adopte le programme du Front mais le Front qui reçoit du Parti communiste la ligne fondamentale et le programme à suivre, ce qui est naturel en considération de son rôle dirigeant dans le Front.

Le CC du PCY souligne que le rassemblement subséquent idéologique et politique des masses du Front, le rattachement de l'activité politique du Parti à celle du Front et son activité générale — sont une des tâches principales du Parti.

Enfin, le CC du PCY souligne que la plupart de ses membres n'ont pas été admis par cooptation mais bien par élection. Dans ses calculs le CC du PC(b) de l'URSS n'a pas compté les membres du Bureau politique qui ont été élus séparément à la cinquième Conférence nationale. C'est pourquoi aux 22 membres du plénum du CC du PCY, mentionnés dans une de ses lettres par le CC du PC(b) de l'URSS, il y a lieu d'ajouter encore 7 membres du Bureau politique. Il est monstrueux de reprocher au CC d'un parti communiste, qui a perdu 10 de ses membres à la guerre, d'avoir admis par cooptation à leur place 7 camarades pris principalement dans les rangs des candidats du CC du PCY.

Le CC du PCY rejette comme ridicule et mensongère l'affirmation portée sur l'illégalité du PCY et considère qu'elle est, entre autre, la preuve d'un manque de compréhension des formes de travail du PCY dans les conditions et les moments déterminés.

Les formes de travail du PCY proviennent des conditions concrètes de la pratique révolutionnaire de notre Parti au cours de longues années; elles se sont révélées correctes dans cette pratique et furent un facteur important dans la conquête de la confiance des masses par le Parti.

5. — Le CC du PCY rejette l'indigne accusation d'après laquelle un régime turc règne dans le PCY et d'après laquelle encore les dirigeants yougoslaves ont caché au Parti «la critique de la politique incorrecte du CC, ont caché au Parti et au peuple les causes réelles du règlement de compte avec les camarades Hébrang et Jouyovitch». Le CC du PCY ne pouvait pas publier les lettres du CC du PC(b) de l'URSS avant leur publication

par ce dernier. Toutefois, tout l'actif élargi du PCY connaît le contenu de la lettre du CC du PC(b) de l'URSS et tous les membres du Parti sont au courant du cas de Hébrang et de Jouyovitch.

Le CC du PCY ne peut que s'étonner de voir les délégués des Partis-membres du Bureau d'Information prendre la défense de Hébrang et de Jouyovitch sans avoir demandé le moindre renseignement au CC du PCY. Le CC du PCY s'étonne qu'on prenne la défense d'hommes comme Jouyovitch, par exemple, qui en 1937, sur une décision du Komintern, fut exclu du CC du PCY en même temps que Gorkitch, et comme Hébrang qui se conduisit comme un traître devant la police des oustachis, ce qu'il a dissimulé au Parti. Jouyovitch et Hébrang ont déployé une activité fractionnaire au sein du PCY travaillant à briser l'unité, à saboter le rythme de l'édification et de l'industrialisation de la Yougoslavie. N'est-ce pas soutenir le fractionnisme, les traîtres et l'activité des briseurs de l'unité au sein du PCY? A ce sujet, le CC du PCY publie en annexe des documents relatifs à Hébrang et à Jouyovitch.

6. — Le CC du PCY repousse l'absurde affirmation suivant laquelle les dirigeants yougoslaves auraient promulgué en toute hâte et pour des raisons démagogiques des mesures de nationalisation de la petite industrie et du petit commerce. En fait, ces mesures avaient été adoptées 6 mois avant l'accusation du CC du PC(b) de l'URSS contre le CC du PCY. Ces mesures sont le résultat du renforcement et du développement du secteur socialiste de l'économie.

La citation tirée d'un discours du camarade Kardel, et qui est séparée de son contexte, n'a qu'une portée générale, cependant que tout son discours expose, en fait, la ligne suivie par le Parti dans le refoulement progressif des éléments capitalistes de l'économie, dans sa phase actuelle de développement.

Se référant à tout cela, on s'explique pourquoi l'organe du Bureau d'Information ainsi que la presse soviétique et celle de certains autres partis communistes n'ont publié ces temps derniers aucune nouvelle relative aux succès remportés par la Yougoslavie dans le domaine

de l'édification de son économie, à savoir: les mesures prises en vue d'affaiblir les éléments capitalistes, les succès obtenus dans l'accomplissement du Plan quinquennal, l'émulation massive de la classe ouvrière et de tous les hommes laborieux de Yougoslavie, rassemblés dans le Front populaire en l'honneur du V^e Congrès du Parti etc. Mais les faits restent les faits. Même en les passant sous silence, on n'arrive pas à masquer la critique arbitraire et entièrement injustifiée sur la politique économique du Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et sur la ligne suivie par le CC du PCY dans la solution des problèmes économiques.

7. — Le CC du PCY affirme que tous les dirigeants du Parti sans exception estiment que, dans la lutte pour l'édification du socialisme et le maintien de l'indépendance du pays, l'aide des pays de démocratie populaire et de l'URSS est nécessaire à la Yougoslavie. Seuls, ceux qui ont perdu le sens des réalités peuvent croire une chose pareille. Le CC du PCY doit souligner à ce sujet que cette aide et la coopération qui s'ensuit ne dépendent pas uniquement de lui mais aussi des pays de démocratie populaire et de l'URSS. Le CC du PCY estime que cette aide doit être liée avec la politique intérieure et extérieure de la Yougoslavie et aucunement avec le fait que le CC du PCY n'a pu accepter des accusations dénuées de fondement ou fondées sur des inexactitudes.

Les affirmations d'après lesquelles les dirigeants yougoslaves se prépareraient à faire des concessions aux impérialistes et à se livrer à des marchandages au sujet de l'indépendance de la Yougoslavie sont inventées de toutes pièces et rentrent dans la catégorie des plus terribles calomnies qu'on puisse porter contre la Yougoslavie nouvelle.

Le CC du PCY se doit cependant de faire ressortir que dans certains pays de démocratie populaire, toute une série d'actes ont été commis par des organes du Parti ou de l'Etat—actes qui sont autant d'offenses pour les peuples de Yougoslavie, pour l'Etat yougoslave et leurs dirigeants, et qui tendent à affaiblir la coopération entre les pays de démocratie populaire, en même temps qu'ils nuisent aux

bonnes relations avec la Yougoslavie. Le CC du PCY ne se sent pas obligé à l'aventure de passer sous silence de tels précédés.

S. -- Le CC du PCY estime n'avoir nullement porté atteinte à l'unité du front communiste pour avoir refusé de discuter au sujet de fautes dont il n'est pas coupable. L'unité de ce front ne repose pas en effet sur le fait de reconnaître des fautes inventées de toutes pièces et d'accepter des calomnies, mais sur le fait de savoir si la politique d'un Parti est effectivement internationaliste ou ne l'est point. Toutefois, on ne peut passer sous silence que le Bureau d'Information s'est écarté des principes sur lesquels il est fondé, principes qui prévoient pour chaque partenaire liberté dans l'adoption des conclusions du Bureau. Or, le Bureau d'Information ne se contente pas d'obliger les chefs du PCY à reconnaître les fautes qu'il n'ont pas commises, mais encore il appelle les membres du PCY à la révolte au sein du Parti, à la dislocation de l'unité du Parti. Le CC du PCY ne pourra jamais permettre une discussion sur sa politique, qui serait basée sur des inventions, sans esprit de camaraderie et sans confiance mutuelle. Une telle base de discussion ne saurait être une base de principe, et c'est seulement dans ce sens que le CC du PCY a estimé ne pas être à égalité dans la discussion et ne pouvoir accepter la discussion sur cette base. Le CC du PCY repousse résolument l'accusation selon laquelle le PCY a pris une position nationaliste. Le PCY a donné justement la preuve du contraire dans toute sa politique intérieure et extérieure et surtout dans sa lutte au cours de la guerre de Libération ainsi que dans la juste solution qu'il a apportée au problème national en Yougoslavie.

Par toutes ces accusations injustifiées, mentionnées dans la présente déclaration, la plus grande des injustices de l'histoire est faite à notre Parti, à notre classe ouvrière et à nos masses laborieuses, ainsi qu'aux peuples de Yougoslavie en général et à leur lutte héroïque et généreuse.

Le CC du PCY ne se dissimule pas que les accusations du CC du PC(b) de l'URSS contre le CC du PCY seront mises à profit par la propagande ennemie dans le but de calomnier l'Union soviétique, la Yougoslavie et les

autres pays de démocratie populaire. Toutefois, le CC du PCY déclare qu'il ne porte nullement la responsabilité de tous ces faits car il ne les a provoqués en aucune façon. Le CC du PCY fait appel aux membres du Parti pour qu'ils serrent leurs rangs dans la lutte pour la réalisation de la ligne du Parti et le raffermissement de l'unité du Parti; il fait appel à la classe ouvrière et aux autres masses laborieuses rassemblées au sein du Front populaire pour qu'elles poursuivent avec encore plus de ténacité le travail de l'édification de notre patrie socialiste. C'est la seule voie et le seul moyen de prouver, par la pratique, que toutes ces accusations sont injustifiées.

Belgrade, le 29 juin 1948

*Le Plénum du Comité Central du Parti
Communiste de Yougoslavie*

DECLARATION DU CC DU PCY DU 20 JUIN 1948 ADRESSEE
AU BUREAU D'INFORMATION DES PARTIS COMMUNISTES

Au Bureau d'Information des Partis communistes.

En réponse à l'invitation d'envoyer ses représentants à la séance du Bureau d'Information qui s'est réuni déjà pour discuter sur l'état des choses dans le Parti communiste de Yougoslavie, le Comité central du Parti prie de porter ce qui suit à la connaissance de la réunion du Bureau:

Le CC du PCY est toujours prêt à participer aux travaux du Bureau, mais ne peut envoyer ses représentants à la réunion en question étant donné qu'il n'en adopte pas l'ordre du jour et qu'il considère que la solution de la question relative aux divergences entre le CC du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et le CC du Parti communiste de Yougoslavie -- solution faisant partie de l'ordre du jour qui nous a été communiqué -- a été envisagée incorrectement depuis le début jusqu'à la réunion actuelle du Bureau, et cela pour les raisons suivantes:

1) Déjà la première lettre du CC du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS adressée à notre CC, loin d'être conçue dans un esprit de critique entre camarades et à laquelle le CC du PCY aurait pu répondre sur le même ton, a pris la forme d'une accusation grossière et injuste que, vu les inexacitudes qu'elle contenait, nous ne pouvions admettre qu'au détriment du Parti ou ne pas l'admettre du tout.

2) Le CC du PCY estime qu'il est profondément incorrect de baser des accusations contre un Parti communiste frère sur des informations unilatérales, sur des on-dit ou sur des citations prises isolément, et non sur une analyse

détaillée de toute l'activité de notre Parti qui, avant, pendant et après la guerre, a traversé les dures épreuves que l'on connaît.

3) Quelques-unes des accusations les plus importantes portées par le CC du PC(b) de l'URSS reposent manifestement sur des informations fournies par des éléments hostiles au Parti communiste et que notre Parti a combattus tant avant que durant et après la guerre. Le CC du PCY considère comme inadmissible que de telles survivances de l'ancien fractionnisme dans le PCY aient trouvé un soutien auprès du CC du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS.

4) En admettant sans esprit critique l'accusation du CC du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et sans nous demander une explication quelconque, les directions des Partis-membres du Bureau d'Information ont condamné notre Parti dans des déclarations écrites, refusant de prendre en considération les arguments fournis dans notre réponse à la première lettre du CC du PC(b) de l'URSS. Dans le cercle élargi de leur Parti et même en public, quelques-unes d'entre elles se sont livrées à des procédés portant préjudice à notre pays.

5) Le CC du PC(b) de l'URSS non seulement n'a admis aucun des arguments figurant dans notre réponse à sa première lettre, mais encore, en nous répondant à son tour et par suite également, a porté contre le PCY des accusations toujours plus graves et dénuées de tout fondement. Il est évident qu'un tel procédé nous met dans l'impossibilité de discuter sur un pied d'égalité.

Tous ces faits réunis constituent la raison pour laquelle le CC du PCY n'a pas consenti à ce que lesdites divergences soient portées devant le Bureau d'Information, estimant que loin de les résoudre cela ne ferait que les aggraver.

Le CC du PCY rappelle qu'il avait proposé au CC du PC(b) de l'URSS que celui-ci envoie ses représentants en Yougoslavie en vue d'un examen en commun et sur place des questions litigieuses. Le CC du PC(b) de l'URSS s'est refusé à adopter ce procédé, le seul correct à notre avis, et, avant même de recevoir notre réponse, a porté les

déviations mentionnées devant les autres Partis du Bureau d'Information, c'est-à-dire qu'il leur a transmis, en même temps qu'à nous, le texte de la lettre qui nous fut adressée. Après quoi les directeurs de ces Partis, excepté celles du Parti français et du Parti italien, nous ont communiqué par écrit leur jugement sur notre Parti.

Un tel procédé est loin d'être dans l'esprit du principe d'entente mutuelle et de libre arbitre sur lequel repose le Bureau d'Information.

Le CC du PCY persiste dans sa conviction que seul un examen en commun des questions litigieuses, en contact direct entre le CC du PC(b) de l'URSS et celui du PCY, et cela en Yougoslavie même, est l'unique voie juste devant conduire à la solution des divergences existantes. Le CC du PCY exprime son profond regret de ce que ces divergences aient pris une telle forme auprès du CC du PC(b) de l'URSS, et fait à nouveau appel tant au CC du PC(b) de l'URSS qu'au Bureau d'Information pour que soit adopté notre point de vue sur la nécessité d'établir un contact direct entre le CC du PC(b) et celui du PCY en vue de régler le désaccord, et partant, de rayer de l'ordre du jour la discussion sur l'état des choses dans notre Parti, en tenant compte de l'irrégularité de procéder à une telle discussion sans notre acquiescement.

Le CC du PCY envoie ses saluts aux Partis communistes frères et déclare qu'aucun désaccord ne pourra empêcher le Parti communiste de Yougoslavie de rester fidèle à sa politique de solidarité et d'étroite collaboration avec le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et les autres Partis communistes.

Le 20 juin 1948.

*Le Bureau Politique du Comité Central
du Parti Communiste de Yougoslavie*

25X1A

**DECISION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE
YUGOSLAVIE SUR L'EXCLUSION DU PARTI, D'ANDRE
HEBRANG ET DE SRETEN JOUYOVITCH**

A tous les membres du Parti communiste de Yougoslavie

Conformément à la décision du Plénum du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, tenu le 13 avril 1948, une commission du Parti a été constituée composée des camarades B. Nechkovitch, I. Gochniak et V. Tomchitch, et chargée d'examiner le cas de l'activité hostile au Parti de Sréten Jouyovitch et d'André Hébrang. Après avoir terminé ses travaux, ladite commission a remis au Bureau politique du CC du PCY un rapport et des recommandations en la matière.

Le Bureau politique du CC du PCY adopte intégralement les conclusions et les recommandations de la Commission et décide d'exclure du Parti André Hébrang et Sréten Jouyovitch.

Les membres trouveront ci-joints le rapport et la recommandation de la Commission au sujet de l'activité hostile au Parti de Sréten Jouyovitch et d'André Hébrang, ainsi que la décision que le Bureau politique du CC du PCY a apportée le 19 avril 1946 sur le cas d'André Hébrang et de Sréten Jouyovitch.

*Le Bureau Politique du Comité Central
du Parti Communiste de Yougoslavie*

Annexe I

*Au Comité central du Parti communiste
de Yougoslavie*

La Commission du Parti composée de B. Nechkovitch, I. Gochniak et V. Tomchitch, élue à la séance plénière

Le CC du PCY du 13 avril 1948 et chargée d'examiner l'activité d'André Hébrang et de Sréten Jouyovitch, vient de terminer ses travaux et de constater ce qui suit:

André Hébrang et Sréten Jouyovitch sont des éléments hostiles au Parti, fortement liés entre eux, et qui ont travaillé contre le PCY et son Comité central. Ils ont essayé de provoquer une scission dans le Parti communiste de Yougoslavie, mais n'ont pu y parvenir grâce à la fermeté et à l'unité du PCY et à la vigilance de son Comité central.

La véracité de ce qui précède est confirmée par la décision ci-jointe du Bureau politique du CC du PCY apportée le 19 avril 1948 sur le cas Hébrang—Jouyovitch.

En examinant l'activité d'André Hébrang, la Commission du Parti a constaté:

1. — a) qu'à l'époque où il se trouvait aux travaux forcés, Hébrang a été puni d'une réprimande pour son activité fractionnaire;

b) qu'en 1941 André Hébrang a été puni d'une réprimande de la part du CC du PCY (car, à cette occasion il avait passé sous silence la réprimande antérieure) — pour manque de vigilance contre les tentatives visant à briser l'unité du Parti ainsi que pour non-exécution des directives du CC du PCY relatives à l'organisation de l'insurrection générale du peuple;

c) qu'en 1944 André Hébrang, alors secrétaire du CC du PC de Croatie, a été destitué de sa fonction en raison d'attaques chauvines à l'égard des Serbes en Croatie, en raison de sa politique erronée dans les questions concernant le Front populaire et vis-à-vis des masses qui se trouvaient sous l'influence du Parti paysan croate, ainsi que pour avoir laissé affaiblir la lutte contre les oustachis;

d) qu'en 1946, André Hébrang a été exclu du Bureau politique du CC du PCY, puni d'une réprimande sévère de la part du Parti, et, en même temps, destitué de sa fonction de président du Conseil économique — pour avoir essayé de masquer son désaccord avec la politique

économique du CC du PCY et du Gouvernement de la RFPY, prétextant l'intolérance personnelle que le camarade Tito aurait manifestée à son égard (voir la décision ci-jointe apportée le 19 avril 1948 par le Bureau politique du CC du PCY sur le cas Hébrang—Jouyovitch);

2. — qu'après l'arrestation d'André Hébrang, l'organisation du Parti en Croatie fut l'objet d'une série de dénonciations qu'on expliquait par la trahison de Hébrang, ce qui fut confirmé plus tard par la déclaration de D. Govorouchitch (agent de liaison de Hébrang dans la clandestinité) de laquelle il ressort que Hébrang avait dénoncé Govorouchitch;

b) qu'en tant que haut fonctionnaire du PC, fort connu des oustachis, Hébrang a été échangé en 1942 et cela dans des circonstances fort louches, ce qui constitue un cas unique de ce genre dans notre pays;

3. — qu'après être sorti des prisons oustachies, en 1942, André Hébrang a tenu des harangues et a mené une lutte fractionnaire contre certains membres du CC du PCY et tout particulièrement contre le camarade Tito; il a entravé l'application de la ligne du Parti dans l'économie, créant ainsi dans son entourage, et en toute conscience, une atmosphère de démoralisation; sa politique fut une politique chauvine;

Tout ce qui vient d'être énoncé ci-dessus a été constaté par la Commission sur la base de nombreux faits dont il y a lieu de citer les suivants:

a) André Hébrang s'est employé à mettre des bâtons dans les roues à l'établissement du Plan quinquennal en temps utile. Lorsqu'en 1945 la directive fut donnée d'aborder l'élaboration du Plan quinquennal dans les ressorts économiques, André Hébrang fut d'avis qu'il fallait tout d'abord préparer un plan général; les plans des ressorts économiques une fois dressés, André Hébrang les a retenus dans son bureau pendant 6 mois. Vers la fin de l'an 1946, au moment où le CC du PCY donna la directive de se mettre immédiatement à l'élaboration du Plan quinquennal général, André Hébrang se mit à défendre un autre point de vue, contraire à son opinion antérieure et

selon lequel il n'était pas possible d'élaborer un plan quinquennal général, mais un plan d'un an seulement;

b) à l'égard de la paysannerie, André Hébrang proposa cyniquement les mesures les plus hostiles qui, dès les premières difficultés, devaient se traduire par des actes répressifs; il qualifiait d'opportunisme la ligne du CC dans la question coopérative;

c) André Hébrang a laissé derrière lui dans le Conseil économique et la Commission du Plan un véritable chaos et ne s'est pas intéressé le moins du monde aux travaux des commissions républicaines du Plan;

d) Hébrang essaya de mener une politique économique de capitalisme étatique pendant toute la période où il fut président du Conseil économique et de la Commission du Plan; il a saboté toute mesure sérieuse tendant à l'application des méthodes socialistes de planification dans notre économie, et il n'a entrepris aucune mesure organisationnelle correspondante devant répondre aux besoins du secteur socialiste en tant que secteur économique fondamental et le plus puissant dans notre pays; qui plus est, il a opposé de la résistance aux décisions apportées dans ce sens par le CC. Lorsqu'au cours du II^e semestre de 1947 la Commission du Plan chargea Hébrang d'aborder l'élaboration de la méthodologie de planification, il différa sans cesse cette élaboration pour déclarer, en fin de la même année, qu'il lui était impossible d'exécuter cette tâche étant donné qu'il devait commencer l'élaboration du plan pour l'année 1948. Cependant, lorsque certains ressorts eurent établi leurs plans pour l'année en question, Hébrang déclara que ces plans étaient irréels et irréalisables, alors que dans la pratique il ne faisait que traîner les choses en longueur et entraver l'élaboration du plan pour l'année 1948. Aussi ce plan n'a-t-il pu être dressé en temps voulu et nos ressorts économiques manquèrent, jusqu'à la fin du premier trimestre de l'an 1948, d'un plan déterminé et précis. Ce faisant, Hébrang a fait subir à notre économie des dommages matériels énormes;

e) Hébrang a essayé de diverses façons de rendre impossible la construction de l'autostrade »Fraternité—Unité« qui reliera Belgrade et Zagreb;

f) Hébrang a essayé également de rendre impossible la construction de la voie ferrée Brtchko—Banovitchi et celle de Chamatz—Sarayévo;

g) André Hébrang a essayé de démoraliser les fonctionnaires responsables du Parti et de l'Etat par des déclarations comme par exemple: nous devons creuser le canal Danube—Theiss—Danube à l'aide uniquement de pelles, et par conséquent nous n'étions même pas en état de le construire; nous ne pouvions dresser aucun plan au sujet des propriétés rurales individuelles et il fallait donc renoncer à la tentative de réaliser le Plan dans l'agriculture; il fallait rayer du Plan tout ce dont l'exécution entraîne des difficultés (recommandation qu'André Hébrang n'a pas manqué d'appliquer lui-même) etc., etc.

h) Par son activité préjudiciable André Hébrang a encouragé le chauvinisme en essayant ainsi de briser la fraternité et l'unité de nos peuples, acquises au prix du sang, ce qui ressort de tout une série de ses procédés: il disait que la région entière du Srem devait faire partie de la Croatie, soutenant ainsi le fameux point de vue des oustachis, etc.

4. — Hébrang a présenté faussement l'état des choses dans notre pays et s'est servi de calomnies contre le CC du PCY et contre certains de ses membres devant nos amis de l'Union soviétique, tout comme devant d'autres avec lesquels ils se trouvait en contact. De cette façon il a essayé de dissimuler, derrière une prétendue amitié pour l'Union soviétique, son activité et ses tendances fractionnaires et hostiles au Parti.

La Commission disposait en outre de documents très récents prouvant qu'André Hébrang s'était comporté en traître lors de son arrestation en 1942 par la police oustachie à Zagreb, et qu'à cette occasion, il s'était engagé à travailler pour le régime et la police oustachis;

D'après tout ce qui précède la Commission a conclu qu'André Hébrang a mené, avant, pendant et après la guerre, une lutte fractionniste dans le Parti; qu'après l'échange dont il fut l'objet en 1942 il a induit le Parti en erreur quant à sa conduite, en réussissant ainsi à se frayer un passage aux fonctions responsables dans le

Parti et dans l'administration étatique, et à être admis par cooptation en 1943 au CC et au Bureau politique du CC du PCY; qu'en cours de la guerre il a mené une politique d'unité et de scission du Front populaire; qu'après la libération il a entravé l'édification du pays et saboté la ligne du CC dans les questions économiques.

Se basant tant sur les documents sus-mentionnés que sur l'interrogatoire subi par André Hébrang devant la Commission du Parti, celle-ci a établi en outre que l'attitude de Hébrang devant la police oustachie n'a pas eu uniquement un caractère félon et capitulaire, mais qu'elle donne lieu à suspecter Hébrang, en toute légitimité, de s'être mis au service de ladite police.

II

En ce qui concerne Sréten Jouyovitch, la Commission a établi:

1. — Que Sréten Jouyovitch est un fractionnaire endurci du camp de Gorkitch et qu'il n'a jamais cessé de mener une lutte sourde contre le PCY, contre le CC du PCY et contre le camarade Tito.

Cette constatation de la Commission du Parti repose sur les faits suivants:

a) que Jouyovitch a été exclu du CC du PCY en l'année 1937 lors de la dissolution du CC dont Gorkitch était le secrétaire;

b) qu'après cela, pour ses relations et son activité fractionnaires avec l'espion Gorkitch, Sréten Jouyovitch a été l'objet d'une réprimande de la part du CC nouvellement formé dans le pays avec le camarade Tito en tête;

c) que même en 1940, et voire plus tard, Jouyovitch a vanté Gorkitch devant les jeunes membres du Parti, ce qui a été constaté par l'enquête du Parti;

d) qu'à un des plus durs moments de la Ve offensive, en dépit des ordres formels et maintes fois réitérés du Commandant suprême, il a exercé une influence décisive sur les unités de la 1^{re} division prolétarienne pour que, de leur propre chef et indépendamment des autres unités,

elles percent le cercle fait par l'ennemi, ce qui revenait en réalité à créer une situation critique pour l'Etat-major suprême, les autres unités et les hôpitaux.

e) qu'il a tenu des harangues contre le camarade Tito et qu'il l'a calomnié au cours même de la lutte de Libération nationale et après la libération, comme par exemple, à un cours du Parti à Liétchévina, devant les membres de l'Etat-major de la 1^{re} division prolétarienne et de la brigade du Sandjak ainsi qu'au cours de la séance plénière du CC du PCY, les 12 et 13 avril 1948. Il a agi de la même façon contre d'autres membres du CC.

f) qu'il a mené une lutte fractionnaire contre les décisions du CC du PCY et du Gouvernement de la RFPY relatives aux questions économiques, à la solution desquelles il avait participé lui-même (application du système des prix conjugués, construction des centres coopératifs, etc). Ce qui revient à dire que tout en approuvant en paroles toutes les décisions apportées aux séances du CC, il menait d'autre part, en dehors du CC, une lutte fractionnaire contre ces mêmes décisions. Il calomniait en même temps le CC l'accusant de n'avoir pas fixé clairement la ligne du développement économique.

g) qu'après avoir accepté en paroles toutes les mesures d'organisation dans l'économie, prises au début de 1947 par le CC et le Gouvernement de la RFPY, il les proclamait plus tard comme trotskystes, pendant qu'au Ministère des Finances, il opposait lui-même de la résistance à l'introduction de nouvelles formes d'organisation des ressorts économiques, conservant les vieilles formes laissées en héritage par l'ancienne Yougoslavie et appliquant dans son travail des méthodes bureaucratiques.

2. — La Commission a établi que Sréten Jouyovitch a freiné l'exécution des décisions du CC du PCY et du Gouvernement de la RFPY, ce qui constituait une tentative visant à faire échec à la réalisation du Plan quinquennal.

Ces constatations de la Commission reposent sur les faits suivants:

a) que Sréten Jouyovitch a maintes fois déclaré «ce n'est pas que je ne tienne pas compte de ce que me dit le CC, mais je répons de la politique financière et je sais ce que je fais», ce qui revient à dire qu'il essayait de travailler comme il le jugeait nécessaire et non comme le lui prescrivait le CC du PCY et le Gouvernement de la RFPY.

b) qu'il semait dans son entourage un manque de confiance en nos forces et en nos possibilités dans l'exécution du Plan quinquennal et dans l'édification du socialisme en Yougoslavie;

c) qu'il créa des difficultés lors de la planification de l'accumulation, tuant ainsi la confiance des gens dans la possibilité de réaliser l'accumulation prévue; qu'au début de l'année en cours, aux fins de désorienter le Gouvernement de la RFPY, il défendit à son adjoint de donner au camarade Kidritch les données du service d'enregistrement relatif à la réalisation de l'accumulation, celle-ci ayant largement dépassé les sommes prévues par le Plan, pour lesquelles il avait antérieurement certifié avec ténacité qu'elles étaient irréelles.

d) qu'il a empêché de créditer les coopératives et, au moyen de formalités bureaucratiques, a freiné l'établissement des crédits fixés pour le coopératisme.

e) qu'il a entravé et fait échec à l'établissement de relations commerciales normales entre la Yougoslavie et les autres pays, soulevant ainsi des difficultés dans l'édification capitale d'après le Plan quinquennal.

f) que, prétextant une insuffisance de préparatifs techniques, il a essayé pendant des mois, d'empêcher la construction de l'autostrade «Fraternité-Unité» Belgrade—Zagreb.

g) qu'il a pris une attitude chauvine dans toute une série de questions, particulièrement dans les questions et mesures économiques, et a fait preuve de nationalisme dans ses rapports avec les républiques.

3. — La Commission a constaté que la position préjudiciable prise par S. Jouyovitch dans les questions économiques est identique à celle de A. Hébrang.

Ceci a été établi sur la base des faits suivants:

a) Jouyovitch et Hébrang, chacun en particulier, n'ont cessé de manifester la même hostilité envers toutes les mesures économiques du CC du PCY et du Gouvernement de la RFPY, déclarant même devant d'autres personnes: «le voilà leur plan» dans quoi «leur» se rapporte au CC du PCY et au Gouvernement de la RFPY, et «le voilà», signifie, que le Plan quinquennal ne vaut rien et ne se réalise point.

b) Jouyovitch aussi bien que Hébrang ont affirmé fin 1946 que les sommes de l'accumulation prévues par le plan de 1947 étaient irréelles, et sous leur influence, les dirigeants responsables, dans leurs institutions, affirmaient que le plan de 1947 portant sur l'accumulation dans l'économie ne pouvait pas dépasser 12 milliards de dinars. Néanmoins, la pratique a démontré que cette somme prévue par eux a été triplée.

c) Hébrang aussi bien que Jouyovitch ont freiné de toutes les façons possibles l'initiative économique des républiques et des comités populaires au moyen de mesures bureaucratiques-centralistes, sous prétexte qu'il était nécessaire de planifier jusqu'aux plus petits détails et d'introduire l'épargne, ce qui n'était en réalité rien d'autre qu'un camouflage etc.. etc..

Cela prouve que, non seulement en «théories» mais aussi en pratique, Jouyovitch et Hébrang étaient étroitement liés dans leur travail nuisible.

4. — S. Jouyovitch, en tant que secrétaire du Comité exécutif du Comité central du Front populaire de Yougoslavie n'a cessé, dès le début, d'entraver l'activité du Comité central, travaillant en réalité à la neutraliser, et partant, à démobiliser le Parti dans la lutte pour la consolidation du Front et de son corps dirigeant. Il est également significatif que Jouyovitch a empêché l'exécution des décisions maintes fois réitérées des dirigeants de l'Etat portant sur une aide spéciale de quelques centaines de millions de dinars, prise sur le fonds d'accumulation, à accorder aux organisations syndicales en vue de l'édification culturelle de la classe ouvrière.

5. — La position prise par Sréten Jouyovitch au plénum du CC du PCY indiquait clairement que par ambition personnelle et pour des motifs fractionnaires et scissionnaires, il a formulé, devant l'Union soviétique, les plus basses calomnies contre les membres du Bureau politique du CC du PCY ainsi que contre notre Parti en altérant les faits.

Au plénum même, il a nié ce fait, mais plus tard, acculé par les preuves, il dut le reconnaître devant la Commission du Parti.

En vertu de ce qui précède, la Commission du Parti propose:

1. — que André Hébrang soit exclu du Parti comme élément hostile au Parti et nuisible, comme traître et comme instrument de l'ennemi de classe.

2. — que Sréten Jouyovitch soit exclu du Parti comme fractionnaire endurci, comme élément hostile au Parti, comme diffamateur et ennemi de notre Parti et de notre pays.

3. — Vu que André Hébrang et Sréten Jouyovitch ont lésé les intérêts de l'Etat populaire et du peuple laborieux, nous estimons que les organes compétents du pouvoir populaire sont tenus d'examiner leur activité.

Belgrade, le 8 mai 1948

Les membres de la Commission
Blagoïé Nechkovitch
Ivan Gochniak
Vida Tomchitch

Annexe II

Décision du Bureau politique du CC du PCY sur le cas de André Hébrang et Sréten Jouyovitch, du 19 avril 1946

Le Bureau politique du CC du PCY a reçu de la Commission du Parti, formée pour examiner le cas de A. Hébrang et de Sréten Jouyovitch, les propositions et le rapport suivants et les a adoptés intégralement:

Se référant à la décision du CC du PCY du 19-IV-1946 de former une Commission constituée par les camarades Rankovitch, Nechkovitch et Gochniak, et chargée de présenter au CC une proposition ayant trait à la lettre du camarade Hébrang, la Commission a apporté la conclusion suivante:

1. — Tant de par la façon dont elle est écrite que de par la manière d'y poser les choses, la lettre du camarade Hébrang est un cas unique dans les annales du Bureau du CC du PCY, depuis 1937, date de sa formation. Dans cette lettre, le camarade Hébrang, d'une façon malsaine et inadmissible dans le Parti, soupçonne le camarade Tito d'intolérance personnelle à son égard pour la raison que la dépêche de Moscou a été également adressée à son nom (Hébrang) et que par conséquent c'est là qu'il faut trouver l'origine du manque de confiance du camarade Tito dans la politique économique du camarade Hébrang. L'attitude du camarade Hébrang à la séance du CC du PCY du 19-IV de l'année en cours, témoigne d'une absence d'auto-critique et confirme le fait que dans sa lettre il ne s'agit point d'un conflit personnel quelconque avec le camarade Tito mais bien d'une tentative visant à rejeter sur le terrain personnel les divergences politiques entre le camarade Tito d'une part, en tant que porte-parole de la politique du CC, et le camarade Hébrang d'autre part, et à introduire dans le CC des relations incorrectes et une méthode de travail inadmissible. Ce qui est le mieux confirmé par les déclarations fausses et étrangères au CC, faites par le camarade Hébrang à la séance du CC du 19-IV de l'année en cours, où il est dit que dans le CC la liberté d'exprimer ses opinions, la liberté de critique et d'auto-critique font défaut.

2. — L'attitude du camarade Jouyovitch à la séance du CC du 19-IV de l'année en cours au sujet de la lettre du camarade Hébrang, fut non seulement conciliante, mais elle traduisait même un appui donné au camarade Hébrang dans ses rapports malsains envers le CC et le camarade Tito, tant au point de vue des relations intérieures dans le CC qu'en ce qui concerne la politique erronée dans le domaine économique et financier.

Se référant à ce qui précède, la Commission propose au CC du PCY que le camarade Hébrang soit démis de ses fonctions dans le Bureau politique du CC du PCY, pour la raison, parmi tant d'autres, qu'il faut assurer dans l'économie l'exécution judicieuse de la politique du Parti. Elle propose aussi que le Parti lui inflige la peine de »réprimande sévère«, et qu'il soit suspendu de ses fonctions de ministre de l'industrie dans le Gouvernement fédéral, et de président du Conseil économique. La Commission estime que le camarade Hébrang peut être maintenu au poste de président de la Commission du Plan.

19-IV-1946

Bureau Politique du CC du PCY

25X1A

REPONSE AUX CAMARADES BULGARES

L'organe central du Parti ouvrier (communiste) bulgare »Rabotnitchesko Delo« a publié, en même temps que la résolution du Bureau d'Information de certains partis communistes sur l'état des choses dans le Parti communiste de Yougoslavie, un communiqué de son Comité central, ainsi qu'un éditorial intitulé »Les forces communistes saines vaincront en Yougoslavie«. Le communiqué tout comme l'article montrent combien cette foi dans les »forces saines« de notre Parti et de notre pays, telle qu'elle est formulée dans ce communiqué et dans cet article, est déplacée et manque de sincérité.

Le communiqué du CC du POB(c) est en réalité le texte de la décision du plénum élargi qui a eu lieu sous la présidence de G. Dimitrov le 27 juin dernier avec la participation des secrétaires des comités d'arrondissements du Parti. Comme on le voit, ce plénum a été spécialement préparé et tenu deux jours avant que la résolution du Bureau d'Information eût été publiée pour la première fois dans le journal »Roudé Pravo« de Prague. Il ne faut pas oublier que cette résolution n'a été connue du CC du PCY qu'au moment où il l'a entendue par Radio-Prague. Tout a été préparé en secret, dans la conviction, dépourvue de sens, que notre Parti et notre peuple seraient confondus par la résolution du Bureau d'Information. C'est là donc un exemple de plus des méthodes dépourvues de principes, dissimulées, fractionnaires et autres dont on s'est servi au cours des derniers mois, dans certains pays de démocratie populaire et en dehors d'eux, dans la campagne menée contre les dirigeants de notre Parti, contre ce Parti lui-même et contre notre pays.

Le communiqué et l'article susmentionnés montrent que les dirigeants du POB(c) se sont fort empressés de mettre en branle — par des informations unilatérales — les membres de leur Parti et les masses du peuple bulgare contre le PCY, contre sa direction et contre les gouvernants de notre pays, de même que d'exercer ainsi une influence sur la Yougoslavie. Il faut ajouter que nos camarades bulgares ne se sont point donné la peine de se rendre nettement compte si les accusations dirigées contre notre Parti sont justes ou non. Ils ont tout accepté à la lettre, sans chercher à savoir si les assertions sont exactes ou non. Une telle méthode de travail entre les partis communistes est inadmissible et n'a rien de commun avec une honnête discussion dans l'esprit de camaraderie. Nous nous étonnons que les camarades bulgares aient pu prendre cette voie. Comment se fait-il qu'ils ne se soient pas demandé: est-ce possible et, si cela est possible, quels sont donc ces communistes, quel est donc ce peuple qui tolère tout cela? Cette façon d'accepter sans esprit critique les accusations dirigées contre notre Parti, montre que les dirigeants bulgares n'ont pas eu l'audace de demander à examiner les faits en Yougoslavie même, d'entendre la voix de notre Parti avant de prononcer le verdict. Tout cela est d'autant plus triste et plus indigne des hommes qui sont tenus de suivre un principe dans la critique, c'est-à-dire de la fonder sur des faits et non pas sur de pures inventions.

En rapport avec l'attitude actuelle des dirigeants bulgares nous devons ajouter que dans leur lettre adressée au sujet de la première lettre du Comité central du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS, ils ont dit qu'ils n'ont rien pu remarquer en ce qui concerne les fautes qui nous ont été attribuées.

Des deux affirmations laquelle est exacte, la dernière ou bien la première? Celle-ci — selon laquelle ils ne savaient rien — ne devait elle peut-être pas justifier le développement de rapports fraternels et cordiaux entre nos deux partis et nos deux pays?

Dans sa décision, le plénum du POB(c) déclare qu'il adopte à l'unanimité la résolution de la consultation du Bureau d'Information et l'attitude de la délégation bulgare

à cette consultation. Par ladite décision, le Bureau politique est chargé — en relation avec la résolution du Bureau d'Information — de »procéder immédiatement à l'organisation d'un travail d'explication au sein du Parti et parmi le peuple, de convoquer des réunions des actifs du Parti dans tous les centres d'arrondissements, en présence des rapporteurs du Comité central, et plus tard des réunions de toutes les organisations inférieures du Parti, qui se serviront à cet effet du rapport détaillé de Traïtcho Kostov»; de plus, ce »travail d'explication« doit »effectuer aussi sur la ligne du Conseil national dans les organisations du Front de la Patrie«. Un tel travail accéléré »d'explication n'a d'autre objectif que de souiller aux yeux des communistes et du peuple bulgares — sans nous donner aucune possibilité de défense — le prestige dont notre patrie et les dirigeants de notre Parti et de notre Etat jouissent dans la Bulgarie fraternelle. La décision sur une telle activité est enjolivée, en fin du communiqué, par l'expression d'une »profonde conviction que dans le Parti communiste de Yougoslavie et parmi les peuples de la Yougoslavie fraternelle, il se trouvera assez de forces fidèles aux principes du marxisme-léninisme pour vaincre la déviation antimarxiste et antisoviétique et assainir la direction yougoslave, forces qui non seulement ne permettront pas que la Yougoslavie se sépare du Front antiimpérialiste uni, de l'Union soviétique, des pays de démocratie populaire et des mouvements démocratiques dans le monde, mais renforceront plus encore les positions de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie dans les rangs de ce Front mondial salutaire pour les peuples«.

En relation avec ce qui précède, nous devons poser aux camarades bulgares la question suivante: Comment et avec qui en Yougoslavie comptent-ils créer des relations fraternelles, ainsi qu'il est souligné dans la déclaration du Gouvernement bulgare, déclaration que nous saluons? Les dirigeants bulgares s'imaginent-ils pouvoir réaliser la fraternité sans la coopération du Parti communiste de Yougoslavie que seules les personnes qui ne voient pas ou

ne veulent pas voir la réalité en Yougoslavie peuvent séparer des dirigeants? Pensent-ils qu'en menant cette campagne contre le PCY et le guide du peuple de Yougoslavie, ils pourront créer parmi le peuple bulgare les conditions devant assurer la fraternité avec les peuples de Yougoslavie? S'imaginent-ils que cette fraternité et cette coopération peuvent être obtenues par la destruction des fondements de la nouvelle Yougoslavie, et sur ses ruines? C'est là une étrange besogne que les dirigeants bulgares ont entreprise en voulant faire croire au peuple bulgare qu'en Yougoslavie règne un petit groupe de nationalistes, qui n'est soutenu par le PCY et le peuple que parce que ceux-ci ignorent les «critiques» en question. Les dirigeants bulgares se trompent lourdement et nous sommes d'ailleurs fermement convaincus qu'eux-mêmes ne croient pas au bien-fondé de leurs actes. Ceci aussi, paraît-il, explique la campagne précipitée qu'ils mènent contre notre Parti et partant contre notre pays, car chez nous le Parti, le pays, le peuple, le Front, Tito et le Comité central ne sont-en dernière ligne qu'une seule et même chose.

Nous avertissons en camarades les dirigeants bulgares de songer aussi à l'avenir de nos peuples et de nos deux pays, à la responsabilité qui leur incombe devant le passé comme devant l'avenir pour tout ce qui concerne l'oeuvre de rapprochement bulgare-yougoslave. Qu'ils se posent la question de savoir ce qu'ils feront demain, comment expliqueront-ils les choses à leur Parti et à leur peuple lorsque l'unité sans pareille de notre Parti et de nos peuples se sera manifestée, lorsqu'il sera assez tôt prouvé que les choses ne changeront pas «bientôt» en Yougoslavie comme ils l'affirment et comme ils l'espèrent? Avec qui et comment accompliront-ils se rapprochement? Comment oseront-ils, après leurs procédés actuels, se présenter devant nos peuples probes et héroïques auxquels on vient de faire un affront aussi immérité? Nos camarades bulgares ne devraient pas permettre que les ouvriers et les paysans bulgares, nos frères de sang et de classe, en rougissent demain.

Pour ce qui est de la victoire des forces saines à l'intérieur du Parti communiste de Yougoslavie, il y a longtemps

déjà qu'elles l'ont remportée. Si cette victoire n'avait pas eu lieu, il n'y aurait aujourd'hui ni de PCY avec le rôle qu'il a joué au cours de la guerre, ni d'édification d'après-guerre dans notre pays. Ces mêmes forces à l'intérieur du PCY tirent leur puissance de l'unité de ce Parti, de l'unité de la classe ouvrière yougoslave ainsi que de l'unité des peuples de Yougoslavie, puissance qui se base sur la sincérité et la camaraderie. Le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ne dissimule à ses membres rien de ce qui concerne les «critiques» mentionnées; toutefois, nous ne sommes pas certains que nos points de vue parviendront aussi facilement à la connaissance des membres des autres Partis frères. Les dirigeants bulgares devraient tenir compte de tout cela et ne pas se battre contre des moulins à vents, c'est-à-dire ne pas compter sur d'autres forces saines que celles qui existent effectivement, ni baser leurs conclusions et toute leur politique sur des énoncés erronés, selon lesquels lesdites «critiques» devraient miner le prestige du CC du PCY et l'unité de ce Parti, alors qu'en réalité ces critiques, de par leur inexactitude, leur manque de principes et leur caractère contradictoire, ne font que renforcer et ce prestige et cette unité.

Nos camarades bulgares devraient savoir que dans le mouvement ouvrier, le mensonge et les fausses accusations n'ont jamais eu le dessus et qu'aucun mouvement ni aucun Parti n'ont été anéantis par des mensonges et des calomnies — et moins qu'à tout autre, ceci ne pourra advenir au Parti communiste de Yougoslavie, car ce n'est pas la première épreuve qu'il traverse et ne sera probablement pas la dernière.

L'éditorial de «Rabotnitchesko Delo» développe et ressasse de sa façon «fraternelle» et de «camaraderie» toutes les fausses assertions contenues dans la résolution du Bureau d'Information, s'efforçant même d'en assaisonner quelques-unes en leur donnant une expression encore plus désobligeante. Rien n'a été retranché du texte de la résolution, et il y a même de l'ajouté. On y peut lire, en effet, qu'il y a cinq à six mois, des éléments nationalistes auraient pris les postes dirigeants du PCY, quoique nos camarades bulgares savent très bien qu'il y a longtemps qu'aucun

changement n'est intervenu dans la direction de notre Parti et que la majorité des membres de son Comité central ont été élus déjà en 1940, à la cinquième conférence du Parti. On y peut lire aussi la calomnie que nous contestons à l'Armée soviétique tout mérite dans la lutte pour la libération de la Yougoslavie. On ne comprend pas très bien la raison d'une telle affirmation, puisque la fameuse résolution elle-même n'en parle point, et que pas un fait, pas une citation provenant de Yougoslavie n'est donnée à l'appui, à moins qu'on ait voulu ainsi mettre sur le même pied la libération de la Yougoslavie et celle de la Bulgarie. A ce propos, nous répétons ce que nous avons toujours dit et ce qu'ont souligné, en son temps, les dirigeants soviétiques les plus haut placés: les peuples de Yougoslavie ont au cours de la guerre reçu de l'Armée soviétique la seule aide réelle et véritablement fraternelle; aucun peuple d'Europe, et partant les peuples yougoslaves non plus, n'aurait pu se libérer sans le concours de l'Armée soviétique; aucun peuple d'Europe n'aurait pu maintenir son indépendance dans les conditions de l'après-guerre sans ce concours et sans le rôle mondial joué par l'URSS. Mais, à la différence des autres peuples, ceux de Yougoslavie ont reçu le concours de l'Armée soviétique alors qu'ils se trouvaient déjà depuis 39 mois en pleine insurrection nationale qui avait déjà sapé les bases sur lesquelles reposait l'ancienne Yougoslavie, et qu'ils comptaient à leur actif une armée de 300.000 hommes et un immense territoire libéré. Ce n'est pas nous qui nions l'aide qui nous a été accordée par l'Armée soviétique, mais c'est la lutte de nos peuples elle-même qui est niée, ce qui donnerait l'impression que le résultat aurait été le même pour la Yougoslavie que si elle n'avait pas du tout pris les armes. Or, rien de plus faux. En nous imputant une prétendue sous-estimation du rôle de l'Armée soviétique et de l'URSS, on veut, en fait, escamoter la lutte des peuples de Yougoslavie.

De plus, le »Rabotnitchesko Delo« avance l'absurde accusation que nous suivons »une ligne erronée dans les problèmes fondamentaux de la politique étrangère«, que nous répandons des calomnies trotskystes sur le compte de l'Union soviétique, que nous avons effectivement transformé notre Parti en un Front populaire de sans-partis, que

notre attitude envers la »critique amicale« est telle qu'elle »n'a rien de commun avec le nom de communiste«, que nos dirigeants ont voulu »tromper les masses du Parti, leur dissimuler leurs erreurs et les critiques qu'elles entraînent« etc. etc.

Les dirigeants bulgares s'empressent d'inculquer en hâte aux masses des membres du Parti et du peuple de Bulgarie tous ces mensonges et calomnies, ainsi que d'autres semblables, soi-disant par crainte que nous transformions la Yougoslavie en un »Etat bourgeois des plus ordinaires« et qu'elle »devienne la proie des impérialistes«.

En même temps, les dirigeants bulgares s'attribuent une certaine mission relativement à »l'état des choses dans le PCY«. »Notre Parti — conclut l'article — croit fermement aux forces saines du PCY et fera tout ce qui dépendra de lui pour que la crise actuelle soit terminée au plus tôt, afin que non seulement ne soient point ébranlés les fondements sur lesquels repose la fraternité entre le peuple bulgare et les peuples de Yougoslavie, entre notre République Populaire et la RFPY, mais que cette fraternité s'édifie sur des principes plus solides encore.«

Cette mission est soulignée dans d'autres passages de l'éditorial.

Il n'est pas bien clair ce que les dirigeants bulgares entendent par »principes encore plus solides« lorsqu'ils parlent de l'édification de la fraternité. Pensent-ils à d'autres principes qu'à ceux de fraternité, d'unité et d'égalité en droits, observés jusqu'à présent dans notre activité? Nous ne connaissons pas de »principes encore plus solides«; le marxisme lui-même n'en a point eu connaissance jusqu'ici. Mais, notre remarque à ce sujet n'est pas extrêmement importante; il s'agit peut-être là d'une imprécision de style. Beaucoup plus important est le rôle imprécis de missionnaires que les dirigeants bulgares s'attribuent. A ce sujet, nous pouvons dire seulement que les missionnaires n'ont jamais été aimés dans quelque pays que ce soit, et que l'activité du PCY et de ses dirigeants, loin d'être basée sur le principe d'une aide d'on ne sait quelle mission, repose uniquement sur les principes suivants: observance conséquente de l'enseignement du marxisme-léninisme; lutte conséquente pour le socialisme et aide conséquente à toutes

les forces démocratiques. Ceux des Partis frères qui, sur cette base, veulent nous aider en camarades par leur conseil et leur critique — auront notre gratitude. Mais il nous semble que la mise en mouvement du peuple et de tout l'appareil de propagande en vue de briser le PCY ne révèle pas de bonnes intentions, que la mission mentionnée est par trop prétentieuse et que tout au moins elle poursuit des buts peu clairs.

Les camarades bulgares accusent notre CC de nationalisme. C'est là, il va sans dire, une accusation portée contre le Parti, car seule une plate démagogie qui veut détruire le Parti, peut séparer chez nous le Parti et le peuple, de leurs chefs. Comment peut-on accuser de nationalisme un Parti et une direction qui, dans leur Etat multinational, ont réglé la question nationale comme l'a fait notre Parti, et cela précisément sous cette direction et sous aucune autre? Comment les camarades bulgares peuvent-ils accuser notre CC de nationalisme, quand c'est lui, et particulièrement le camarade Tito, qui a fait preuve de tant d'esprit internationaliste à l'égard de la Bulgarie fraternelle pendant la guerre tout comme après, alors que les impérialistes voulaient châtier la Bulgarie nouvelle précisément parce qu'elle était nouvelle? Le règlement conséquent de la question nationale dans notre pays, qui a, entre autre, apporté l'unique solution judicieuse de la question macédonienne en donnant au peuple macédonien la possibilité de mener une vie nationale libre dans son propre Etat, n'a-t-il pas créé les plus solides fondements sur lesquels repose aujourd'hui la fraternité entre les peuples de Yougoslavie et le peuple bulgare? Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de citer d'autres faits aux dirigeants bulgares, parce que nous n'ignorons pas qu'ils les connaissent.

Jusqu'ici, nous avons appris dans le marxisme-léninisme que les déviations nationalistes dans un Parti signifient: se mettre à la remorque de la bourgeoisie nationale, ou, au cas où ce Parti serait au pouvoir — un retour au capitalisme national. Or, y a-t-il quelqu'un — et qui — parmi les dirigeants du PCY qui passe sur les positions de la bourgeoisie nationale? Et de quelle bourgeoisie nationale: panserbe, croate, slovène etc...? Ces dirigeants

entraîneraient-ils notre pays vers le capitalisme national? Evidemment non. Le nationalisme des dirigeants du PCY a été inventé au dernier moment, lorsque ceux-ci ont refusé de s'asseoir sur le banc des accusés du Bureau d'Information pour des actes construits et inventés de toutes pièces.

Nos camarades bulgares ne confondent-ils pas, par hasard, notre nationalisme avec le nouveau patriotisme yougoslave qui a comme contenu — la fraternité, l'égalité en droits des peuples et la lutte pour l'édification du socialisme? Les peuples de Yougoslavie, qui, la classe ouvrière en tête, ont renversé la bourgeoisie et dans la guerre de Libération ont abreuvé de leur sang chaque village et chaque ville, les montagnes, collines et champs de leur pays, n'ont-ils pas le droit d'aimer par dessus tout leur patrie et d'en être fiers? N'ont-ils pas aussi le droit de l'aimer parce qu'ils la relèvent de ses ruines pour en faire un pays heureux et magnifique en y édifiant le socialisme et en donnant ainsi leur contribution à la grande lutte menée contre le capitalisme par la classe ouvrière qui se trouve à la tête de l'humanité progressiste? Il est difficile de croire que celui qui veut donner à autrui des leçons sur les éléments du marxisme-léninisme ne saisit pas l'absurdité de l'affirmation qui identifie un tel patriotisme socialiste, unifiant plusieurs peuples, avec le nationalisme ne pouvant provenir que de la bourgeoisie, et cela — de la bourgeoisie d'une seule nation. Le pays socialiste qui ne serait pas aimé de son peuple travailleur ne saurait même pas être un pays vraiment socialiste, pas plus qu'il ne pourrait se développer ni édifier le socialisme comme il se doit.

Nous pourrions également demander aux dirigeants du POB(c): en quoi s'est-il donc avéré que nous poursuivons une ligne incorrecte dans les questions fondamentales de la politique étrangère? Sur la base de quoi s'arrogent-ils le droit de nous dire que nous sommes décidés à rompre avec le Front socialiste uni contre l'impérialisme, à trahir la grande oeuvre de la solidarité internationale des travailleurs du monde entier? La Yougoslavie actuelle, cette Yougoslavie qui fut créée par ce Parti et par cette direction, s'est-elle montrée inférieure sur quelque point que ce fût, serait-ce même le plus exposé, de la lutte des

forces démocratiques contre les impérialistes? Ne s'est-elle pas toujours trouvée dans les premiers rangs du combat? Où et par quel acte — public ou secret — avons nous trahi cette solidarité, ou bien, pour être encore plus précis, avons-nous refusé notre soutien à l'URSS? N'est-ce pas une honte de salir ainsi, sans fondements, sans preuves, un pays et ses peuples? Pourquoi, au nom de quels principes, les dirigeants bulgares le font-ils? Le peuple bulgare pourra-t-il le croire longtemps, même si notre voix ne parvient pas jusqu'à ses oreilles? Des affirmations aussi mensongères — et les impérialistes savent très bien qu'elles le sont — n'encouragent-elles pas ces derniers à l'égard de la Yougoslavie et n'attirent-elles pas sur ceux qui les avancent la responsabilité historique de l'isolement de la Yougoslavie?

Les camarades bulgares ne voient-ils pas l'absurdité qu'il y a de nous accuser d'une part, que nous devenons un parti de koulaks, et d'autre part, que nous voulons liquider prématurément les koulaks comme classe? Les camarades bulgares ne voient-ils pas l'absurdité qu'il y a aussi de nous accuser d'une part, que notre Parti est peu nombreux, semi-légal et partant sectaire, et d'autre part, que nous l'avons transformé en un Front populaire de sans-partis etc. etc.? Or, l'un est tout aussi faux que l'autre. Les dirigeants bulgares peuvent s'en convaincre quand bon leur semblera, mais il n'est même pas besoin! Ils doivent le savoir et ils le savent!

D'aucuns diront que nous sommes décidés à quitter le Front du socialisme et de la démocratie; une décision « officielle » ridicule pourra même être portée pour nous éloigner du Front; mais, au point de vue historique, personne ne peut en exclure ni notre Parti ni notre pays, même si on le voulait, parce que cela est tout simplement impossible pour des raisons objectives: la Yougoslavie existe comme un pays déterminé, elle poursuit une politique déterminée, elle vit, elle travaille, et personne ne peut l'effacer, même si l'on s'imaginait qu'elle n'existe pas, même si l'on se taisait comme un muet ou bien si on racontait sur elle les inventions les plus fantaisistes. Ceux qui ne tiennent pas compte de ce fait se trouveront dans la situation peu enviable d'être démentis par la réalité.

Les camarades bulgares devraient avoir honte d'avancer une affirmation pareille sur le compte de notre Parti et de sa direction, ainsi que de tous les peuples de Yougoslavie, qui, au cours de quatre années de guerre, ont non seulement persévéré mais aussi combattu sur le Front de la démocratie, sans égard aux sacrifices, et qui même après la guerre, n'ont jamais fléchi et ne se sont jamais laissé ébranler ou intimider.

Au lieu de se livrer à des accusations si dépourvues de principes et fondées sur des inventions, les dirigeants bulgares feraient mieux de se demander si leur attitude actuelle à l'égard de notre Parti facilite ou rend, au contraire, plus difficile au peuple bulgare son rapprochement avec les peuples de Yougoslavie. Le peuple bulgare peut-il se rapprocher des peuples de Yougoslavie alors que ses dirigeants en accusent les chefs et le Parti de choses les plus monstrueuses? N'y-a-t-il pas en cela de danger pour l'oeuvre ultérieure de rapprochement et de fraternité? Ce danger ne vient pas de notre côté, car nous ne faisons que nous défendre des injustices; il vient des positions prises actuellement par les dirigeants bulgares et des méthodes dont ils veulent se servir à présent. Ceci suscite inévitablement le manque de confiance du peuple bulgare, le fait dévier sur le mauvais chemin et offense la dignité des peuples de Yougoslavie.

»Borba« — 1 juillet 1948.

BULLETIN D'INFORMATION

PUBLIÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL
DU PARTI DES TRAVAILLEURS HONGROIS
SECTION DES RELATIONS ETRANGÈRES

BUDAPEST V. AKADEMIA-UTCA 17



N° 6.

AOUT

1948

LE MARXISME—LENINISME, LE SEUL CHEMIN CONDUISANT A LA VICTOIRE

DISCOURS PRONONCÉ PAR

MATHIAS RÁKOSI

LE 2 JUILLET 1948, à LA CONFÉRENCE DES RESPONSABLES
DU PARTI DU GRAND-BUDAPEST.

Chers camarades,

Nous avons convoqué les responsables du Parti des Travailleurs Hongrois du Grand-Budapest pour discuter avec eux la résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie. Nous avons considéré qu'il était important d'informer rapidement et directement les camarades, comme nous l'avons fait jusqu'ici, sur toutes les questions les plus importantes, afin de leur donner la possibilité de prendre position.

Je suppose que les camarades ont tous lu le communiqué publié par le „Szabad Nép“ sur la session du Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers. Aussi ne lirai-je que la partie récapitulative de la résolution. „Le Bureau d'Information est unanime à conclure que les dirigeants du parti communiste de Yougoslavie, par leurs vues anti-soviétiques et étrangères au Parti, incompatibles avec le marxisme-léninisme, par toute leur conduite et par leur refus de participer à la session du Bureau d'Information, se sont mis dans l'opposition vis à vis des partis communistes affiliés au Bureau d'Information; qu'ils se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et du passage aux positions du nationalisme...

... Le Bureau d'Information estime que toutes ces fautes des dirigeants du parti communiste yougoslave découlent du fait indiscutable que les éléments nationalistes qui existaient auparavant sous une forme voilée, ont pris le dessus au cours des 5 ou 6 derniers mois dans la direction du parti communiste de Yougoslavie.“ Les camarades se sont tout d'abord demandés, en lisant ce texte, comment le parti communiste de Yougoslavie en était arrivé là, alors que nous l'avions tant vanté — et nous pouvons ajouter, à juste

titre — pour sa lutte héroïque menée contre le fascisme allemand.

Permettez-moi, camarades, de répondre tout d'abord à cette question.

LA CLASSE OUVRIERE EST A LA TETE DES MASSES TRAVAILLEUSES.

La majeure partie des dirigeants du parti communiste de Yougoslavie n'a pas compris le rôle dirigeant du parti communiste et de la classe ouvrière, le caractère fondamental de l'alliance entre la classe ouvrière et paysanne. Lénine nous apprend que „le prolétariat, comme seule classe conséquemment révolutionnaire de la société moderne, doit être le guide, le dirigeant de la lutte de tout le peuple pour la réalisation d'une démocratie complète et se trouver aux côtés de tous les travailleurs et opprimés dans leur lutte contre les exploiters et les oppresseurs.“ Celui qui jette un coup d'oeil sur les luttes que la classe ouvrière a menées depuis la libération sous la direction du parti communiste voit que tous nos efforts ont tendu à travailler dans l'esprit des enseignements de Lénine. Si nous n'avons pas toujours réussi à mettre en pratique ces enseignements, cela est dû surtout à nos faiblesses et à notre manque d'expérience. Toutefois nous avons réussi dès les premiers jours de la libération à ce que les masses travailleuses hongroises considèrent la classe ouvrière et son parti comme leur guide. Notre situation a été facilitée non seulement par le fait que nous possédions un programme marxiste-léniniste, mais aussi par cette circonstance que la grande majorité de la classe ouvrière hongroise est concentrée dans le Grand-Budapest. Lorsque le besoin s'en est fait sentir, des centaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue pour faire valoir leurs vues politiques. Ils ont fait comprendre à qui de droit que dans notre patrie, il n'existait

pas d'autres forces qui pourraient se comparer par leur rôle politique, leur organisation, leur discipline et leur esprit de sacrifice au prolétariat et lui contester son rôle dirigeant.

L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

Ceci concerne également l'alliance de la classe ouvrière et paysanne. Ce n'est pas pour des raisons d'ordre théorique ou parce qu'elle y a été contrainte que la paysannerie a accepté le rôle dirigeant, primordial de la classe ouvrière au sein de l'alliance, mais parce qu'elle a pu se convaincre que la classe ouvrière est son alliée la plus fidèle, que la classe ouvrière lui apporte son appui pour faire aboutir toutes ses revendications légitimes et que la classe ouvrière défendait contre tout danger de rétablissement de l'ancien régime réactionnaire et féodal. La paysannerie laborieuse hongroise sait que si, dans les premières semaines qui ont suivi la libération, elle a pu prendre possession des terres des gros propriétaires fonciers, possession pour laquelle elle a lutté en vain des siècles durant, c'est uniquement grâce à l'appui de la classe ouvrière. Lorsqu'au printemps de l'année 1946 la réaction est passée à la contre-attaque et a tenté par les moyens les plus divers de reprendre la terre aux bénéficiaires de la réforme agraire, la paysannerie a aussitôt demandé de l'aide à son alliée, la classe ouvrière. Souvenons-nous des délégations paysannes qui, il y a 2 ans, sont venues trouver par centaines notre parti et ont demandé qu'on les protège contre la réaction qui relevait la tête à la campagne.

Nous avons encore à la mémoire la grandiose manifestation des travailleurs de Grand-Budapest au mois de mars 1946 qui a permis de repousser les attaques de la réaction. Les manifestants défilèrent aux cris de: „Nous ne rendrons pas la terre“ exprimant leur volonté de garantir à la paysannerie laborieuse, leur alliée, les résultats de la réforme agraire.

LE PARTI COMMUNISTE, CHEZ NOUS...

Le parti du prolétariat n'a pas seulement besoin d'une théorie marxiste-léniniste qui guide sa lutte mais aussi d'une organisation qui permette et favorise la réalisation de ces principes. L'organisation d'un parti marxiste-léniniste repose sur le principe du centralisme démocratique, ce qui signifie que la direction du parti, les instances supérieures du parti, sont élues *démocratiquement*, que les questions controversées sont débattues et que les résolutions adoptées à la suite de la discussion sont exécutées avec discipline par tous les membres du parti. De notre côté, nous nous sommes efforcés de nous conformer tout de suite à ces enseignements du

marxisme-léninisme. Les camarades doivent sans doute se rappeler que neuf jours après la libération de Budapest nous avons tenu notre première réunion de cadres et, à peine un mois et demi après la libération totale du pays, en mai 1945, la première Conférence Nationale du parti qui a élu la direction du Parti.

Ce sont là des faits qui semblent naturels aux yeux des communistes, des socialistes, bref des membres du parti des travailleurs hongrois et cet état de choses est manifeste également pour nos alliés démocratiques. Au Congrès du parti des travailleurs hongrois, j'ai pu indiquer que la coalition démocratique — je puis ajouter tout le peuple travailleur hongrois — reconnaît de plein gré sur la base des résultats et des expériences de ces trois années et demie le rôle dirigeant de la classe ouvrière hongroise et de son parti.

... ET EN YOUGOSLAVIE

Voyons maintenant quelle était la situation dans ce domaine en Yougoslavie. Les camarades doivent savoir que le parti communiste yougoslave se trouvait depuis 1920 dans la clandestinité. Il est manifeste pour tout le monde que le travail clandestin — et à plus forte raison s'il dure deux décades — influence d'une certaine manière le développement du parti. Cette longue clandestinité menace de transformer le parti en une secte étroite. Le parti communiste hongrois a été clandestin 25 années durant, et lorsque au début de 1945 nous avons pu reprendre notre activité légale, une de nos premières tâches a été de dévoiler les fautes qui étaient la conséquence inévitable d'une longue illégalité et d'insister sur la nécessité de nous débarrasser rapidement de ces tares si nous voulions approfondir et étendre l'influence du parti. La situation du parti communiste yougoslave au cours de la clandestinité a été aggravée du fait que des luttes acharnées entre fractions ont fait rage des années durant au sein du parti. Les camarades luttèrent même les uns contre les autres; et pour ainsi dire tous les membres du parti, de Tito jusqu'à la base, prenaient part à ces luttes. Le parti communiste hongrois, fort de sa propre expérience, sait à quel point ces luttes intestines rendent difficiles la fixation d'une juste ligne marxiste-léniniste, sait que ces luttes offrent maintes possibilités à ses ennemis de classe de s'infiltrer dans les rangs du parti communiste illégal et d'anéantir ses organisations par l'intermédiaire de mouchards et de provocateurs. Les camarades yougoslaves n'ont réussi à faire cesser ces luttes fractionnelles qu'en été 1940. A peine une année après, débuta la guerre des partisans contre les allemands et les italiens ainsi que contre leurs valets yougoslaves. La grande majorité des communistes yougoslaves avait rejoint les partisans, c. a. d. était en même

temps soldat et membre du parti. Les camarades yougoslaves se sont habitués durant près de quatre ans aux méthodes militaires. Les exigences des luttes des partisans ont naturellement marqué de leur sceau la vie du parti. Les conditions de la guérilla ne permettaient guère de résoudre les questions après des discussions approfondies et détaillées, ou de les débattre à une conférence. A leur place, on introduisit le système de commandement et les communistes yougoslaves prirent l'habitude de commander ou de recevoir des ordres. Il est également certain qu'au milieu des luttes acharnées, il restait peu de temps pour l'enseignement de la théorie communiste, pour l'application du marxisme-léninisme aux conditions particulières de la Yougoslavie. Cette lacune se fit d'autant plus sentir qu'après la libération, selon les estimations des camarades yougoslaves, leur parti ne comptait que 4000 adhérents inscrits dans le Parti avant 1941. Parmi les 400.000 membres du parti communiste yougoslave, un pour cent seulement a adhéré encore avant la guerre. Sur 100 membres, 99 sont de nouveaux adhérents.

Comme je l'ai déjà indiqué nous nous sommes mis à l'oeuvre tout de suite après la libération pour éliminer de la vie du parti les mauvaises habitudes provenant de l'illégalité. Les camarades doivent se rappeler certainement la lutte âpre que nous avons menée contre ceux qui travaillaient à l'intérieur avec les armes de l'autorité et de la menace et non avec celles de la persuasion. Ces „petits princes“ que nous avons réussi à évincer du parti, après un travail opiniâtre, étaient en partie les vestiges de l'illégalité.

LE PARTI COMMUNISTE YUGOSLAVE ET LE FRONT POPULAIRE.

Les camarades yougoslaves ne sont pas passés après la libération à une activité communiste ouverte. Durant les luttes des partisans les camarades yougoslaves, pensant que l'union nationale antifasciste donnerait de meilleurs résultats si le parti communiste ne se plaçait pas au premier plan, s'efforcèrent de mener leur travail sous une forme dissimulée, voilée. Selon nous, cette conception n'était pas juste. Après la libération cette façon d'agir était encore moins acceptable. Il aurait fallu rompre de suite avec cette méthode de travail. Il aurait fallu adopter le style dans le travail qui caractérise un parti marxiste-léniniste-staliniste et qui consiste à souligner devant tout le peuple travailleur le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti. En Yougoslavie cela ne s'est pas passé ainsi. Le parti, même après la libération est resté invisible, dans la clandestinité ou tout au moins dans une semi-légalité.

Il est probable que cette erreur est due en partie au fait que le nombre des ouvriers en Yougoslavie est peu élevé — en raison du faible développement de l'industrie yougoslave — par rapport à la paysannerie et que nombreux furent les paysans non communistes qui participèrent à la lutte des partisans et s'y distinguèrent. Il aurait fallu poursuivre un travail d'éclaircissement opiniâtre pour leur faire comprendre et admettre le rôle dirigeant du prolétariat. Pour éviter les malentendus je tiens à indiquer tout de suite que le rôle dirigeant du parti communiste ne dépend pas de ses effectifs, mais de sa conscience politique, de son organisation, de sa discipline et de sa qualité. C'est Lénine lui-même qui a insisté sur ce fait et il a considéré qu'un parti communiste de 200.000 membres était suffisant dans la république soviétique comptant 130 millions d'habitants, ceci dans les années de guerre civile exigeant des efforts immenses. Les camarades yougoslaves n'adoptèrent pas, même après la libération, les méthodes légales de travail du Parti communiste. Lorsque nous avons interrogé les camarades yougoslaves à ce propos durant nos passages en Yougoslavie en 1945 et après, ils nous répondirent qu'ils maintenaient leur parti dans une semi-légalité pour faciliter l'union nationale, pour éviter la rivalité des partis, car voyant qu'aux yeux des masses, ce n'est pas le parti communiste mais le Front populaire qui se trouve au premier plan, à ces partis il ne viendrait pas à l'esprit de s'organiser, d'entrer en lutte contre lui.

Aujourd'hui on peut déjà voir que cette théorie des camarades yougoslaves dont ils étaient très fiers et qu'ils considéraient comme un développement du marxisme-léninisme, était fautive. Ils concevaient d'une manière erronée, contraire à l'interprétation marxiste-léniniste, le rôle du parti et sa liaison avec les masses. C'est ce qui explique qu'à l'intérieur du parti des idées incompatibles avec les principes marxistes-léninistes commencèrent à se propager. Permettez-moi camarades, de vous lire deux citations à ce propos. Toutes deux sont de Tito. L'une a été prononcée il y a plus d'un an et demi à Zagreb avant les élections. Je cite: „Nous, nous ne disons pas aux paysans qu'ils constituent le fondement de notre État pour gagner leurs voix mais parce qu'il en est réellement ainsi“. Je ne crois pas camarades, que devant les militants responsables de Grand Budapest il me soit nécessaire d'expliquer longuement qu'un pays, proclamant qu'il édifie le socialisme, ne doit pas s'appuyer sur la paysannerie mais sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans, ni oublier que sa force dirigeante est le prolétariat industriel et non toute la paysannerie comme l'indique Tito, car celle-ci comprend également en son sein les koulaks, les gros paysans.

25X1A

MANQUE DE DÉMARCATIION ENTRE LE PARTI ET LE PEUPLE.

La seconde déclaration, Tito l'a prononcée à la fin du mois de février de cette année au II^e Congrès du Front Populaire. Il a dit: „Le parti communiste de Yougoslavie a-t-il un programme différent du programme du Front Populaire? Non, il n'en a pas. Le parti communiste ne possède pas un programme particulier. Le programme du Front Populaire est son programme“. Je puis indiquer aux camarades que lorsque nous avons pris connaissance de ce discours, nous avons dressé l'oreille.

Lorsque le camarade Tito a fait cette déclaration, le Front Populaire de Yougoslavie comptait 7,5 millions d'adhérents. Chez nous, toutes proportions gardées, une telle organisation devrait avoir 5 millions de membres, chiffre correspondant au nombre de nos électeurs, bref il équivaudrait au nombre de toute la population adulte. On y trouve les gros propriétaires, les industriels, les gros commerçants, les restes des anciens partis. Je n'ai pas besoin de démontrer devant les responsables de Grand-Budapest que le programme du parti communiste ne peut pas coïncider avec celui d'une organisation aussi large, englobant pour ainsi dire toute la population. Lorsque nous nous sommes rendus compte du gonflement malsain des partis ouvriers de chez nous, nous avons attiré l'attention des camarades sur ce phénomène et nous avons cité Lénine qui nous met en garde „contre l'idée désorganisatrice que parti et classe peuvent être confondus“. La déclaration de Tito prouve qu'il a confondu non seulement le parti et la classe mais, ce qui est encore plus grave, le parti et tout le peuple.

On peut imaginer les points de vue erronés qui ont du se propager dans les organisations de base du parti yougoslave si son secrétaire général commet de telles fautes théoriques.

Et ce n'est pas par hasard que les camarades yougoslaves commencèrent à oublier qu'ils devaient leur libération à l'Union Soviétique, à sous-estimer l'aide inestimable qu'elle a apporté dans l'établissement des démocraties populaires. On assista à la naissance et à la propagation d'une conception étrange à savoir qu'au fond la Yougoslavie s'est libérée par ses propres forces.

Lorsque nous nous rendîmes compte de ces fautes, nous nous efforçâmes de faire comprendre aux camarades yougoslaves leurs erreurs. C'est en premier lieu le parti communiste (bolchevik) de l'URSS et son sage dirigeant, le camarade Staline, qui tentèrent de faire revenir les camarades yougoslaves sur leurs erreurs. Le camarade Staline écrivit aux dirigeants du parti communiste de Yougoslavie: „L'égarement des camarades yougoslaves provient du fait qu'ils craignent

de rendre publiques les résolutions du parti et de montrer le parti lui-même. Cependant il faut le faire pour que le peuple sache que le parti est la force dirigeante, que le parti dirige le Front Populaire et que ce n'est pas l'inverse qui est vrai.“

LE CAMARADE STALINE SUR LES RUSES FACILES DES DIRIGEANTS YOGO-SLAVES

Selon la théorie marxiste-léniniste, écrit le camarade Staline, le Parti communiste est la forme suprême de l'organisation des travailleurs. Il se situe au dessus de toutes les autres organisations y compris les soviets en Union soviétique, le Front populaire en Yougoslavie. Le Parti se situe au dessus des autres organisations des travailleurs, non seulement parce qu'il est le point de ralliement de leurs meilleurs éléments, mais aussi parce qu'il possède son propre programme, sa propre politique, à partir de laquelle il dirige toutes les autres organisations des travailleurs. Mais le Bureau du Parti communiste de Yougoslavie craint de l'affirmer ouvertement, carrément, à voix haute devant la classe ouvrière et le peuple yougoslaves. Le Bureau politique du parti communiste yougoslave pense que s'il ne met pas en relief ce fait, les autres partis ne pourront pas alléguer des prétextes pour manifester, développer leurs forces et leur lutte. Il semble que les camarades Tito et Kardelj pensent pouvoir arrêter par cette ruse facile les lois du développement historique, duper leur classe, duper l'histoire. Mais tout cela est chimérique. Par là on se fait des illusions et on se trompe soi-même. Tant que les antagonismes de classe existent, la lutte des classes subsistera. Et tant que cette lutte subsiste, elle se reflète sous des formes légales ou illégales dans l'activité des différents groupes et partis.

Lénine a dit que le Parti était entre les mains de la classe ouvrière, l'arme la plus importante. La tâche des dirigeants est de la tenir toujours prête. Mais dans la mesure où les camarades yougoslaves dissimulent aux yeux du peuple le drapeau du Parti et renoncent à faire ressortir le rôle dirigeant du Parti, ils émoussent eux-mêmes cette arme, diminuent ce rôle, désarment la classe ouvrière. Il serait ridicule de penser que l'ennemi renoncera à la lutte à cause de la ruse facile des camarades yougoslaves. C'est pourquoi il faut maintenir le Parti toujours prêt à la lutte contre l'ennemi et non l'endormir, dissimuler son drapeau, l'assoupir sous le prétexte que l'ennemi cessera de lutter, d'organiser ses forces sous une forme légale ou illégale.

Et le camarade Staline ajoute encore: le fait que sur l'arène politique yougoslave seul le Front populaire est visible et que le Parti et ses organismes ne se présentent pas ouvertement et

en leur nom propre devant le peuple, n'a pas seulement pour conséquence de restreindre le rôle du Parti dans la vie politique du pays, mais encore de saper le Parti en tant que force politique indépendante dont la mission est de gagner la confiance du peuple et d'étendre son influence à des masses de plus en plus larges par une activité politique ouverte, en proclamant bien haut son programme et ses vues. Le camarade Staline a attiré l'attention des camarades sur ce que „le Parti se renforce et ne peut se renforcer que dans la lutte menée contre l'ennemi. Les ruses faciles et les machinations du Bureau Politique du parti communiste de Yougoslavie ne peuvent pas remplacer cette lutte, école de la formation des cadres du parti“.

QUELLES SONT LES VERITABLES CAUSES DE L'EXCLUSION DES CAMA- RADES ZSUJOVICS ET HEBRANG.

Ces conseils du camarade Staline ne furent pas écoutés par la plupart des dirigeants du parti communiste yougoslave. A ce moment là, la bureaucratie militaire régnait en maître à l'intérieur du parti. La résolution du Bureau d'information décrit comme suit cet état de choses. Dans le parti, dit la résolution, „il n'y a ni démocratie intérieure, ni éligibilité des organes dirigeants, ni critique et autocritique: En dépit des assertions sans fondement des camarades Tito et Kardelj, le Comité Central du Parti communiste de Yougoslavie se compose en majorité de membres cooptés et non élus. Le parti communiste se trouve en réalité dans une situation semi-légale. Les réunions du parti ne sont pas tenues, ou le sont dans le secret, ce qui nuit à l'influence du parti dans les masses.“

Les camarades yougoslaves ont repoussé avec arrogance la critique et l'aide du parti communiste de l'URSS et des autres partis frères. En proie à une ambition sans bornes, ils ont accueilli la critique avec animosité. Au lieu de reconnaître honnêtement la justesse de cette critique, ils ont simplement nié leurs fautes. Ils se sont attaqués à ceux qui osaient protester contre la situation injuste existant au sein du parti et approuver les critiques du parti communiste de l'URSS et du camarade Staline. On sait que deux membres du Comité Central, les camarades Zsujovics et Hebrang, qui se sont prononcés lors de la discussion de la lettre du camarade Staline en faveur du point de vue du parti communiste de l'URSS, ont été exclus sur le champ du Comité Central et furent arrêtés par la suite. Si on a pu arrêter un membre du Comité Central comme le camarade Zsujovics qui est membre du Bureau Politique, lieutenant-général, l'un des principaux dirigeants des partisans, qui était le secrétaire du Front populaire de Yougoslavie, rien que pour avoir exprimé son opinion, on

peut imaginer quel effet cela a dû avoir sur les membres du parti. Il n'est pas besoin d'expliquer que cette façon d'agir foule aux pieds les droits les plus élémentaires des membres du parti, terrorise naturellement ses membres et les retient d'apporter la moindre critique à la situation injuste existant au sein du parti s'ils voient que la moindre critique attire des représailles aussi sévères.

SUR LA PENTE DU NATIONALISME BOURGEOIS

En reléguant au second plan le parti communiste, la classe ouvrière et en plaçant au premier plan le Front populaire, en proclamant la paysannerie la base la plus sûre de l'Etat, les camarades yougoslaves ont été entraînés sur une pente dangereuse. La grande majorité des membres du Front populaire yougoslave sont des artisans, des paysans (paysans laborieux et koulaks tout ensemble). En 1921 Lénine a déclaré en parlant d'eux „la petite exploitation individuelle engendre constamment, à chaque heure, chaque jour, spontanément et à une grande échelle le capitalisme et la bourgeoisie.“ Et nous pouvons ajouter qu'elle engendre non seulement le capitalisme et la bourgeoisie mais aussi le nationalisme, l'orgueil racial, la sous-estimation des peuples voisins, et que ce sont là des phénomènes inhérents à l'esprit de la bourgeoisie. Comme les camarades yougoslaves ont donné libre cours, à la campagne, à la production capitaliste, l'esprit de la bourgeoisie s'est manifesté non seulement au sein du Front Populaire, mais aussi dans le parti, et ceci n'est pas resté sans effet sur l'attitude du parti communiste yougoslave à l'égard de l'Union soviétique et du front antiimpérialiste. Dans les pays où la classe ouvrière et son parti se trouvent à la tête du peuple travailleur, ce Parti considère que la sauvegarde des intérêts de la nation est intimement liée à l'Union soviétique et aux démocraties populaires; non parce qu'il est le „valet de Moscou“, comme le proclame la réaction occidentale, mais du fait qu'il reconnaît qu'il peut assurer au mieux la défense des intérêts nationaux, légitimes de son peuple, son développement, son progrès et sa liberté en les liant sans cesse au développement et à l'émancipation des autres pays, du monde entier.

Voici pourquoi les partis ouvriers marxistes-léninistes peuvent être à la fois nationaux et internationaux.

Et inversement, là où l'on relègue au second plan le parti ouvrier, où au lieu de souligner le rôle historique de la classe ouvrière on fait reposer l'Etat sur la paysannerie et j'ajoute, pas seulement sur la paysannerie laborieuse, où la conduite du peuple ne se trouve pas entre les mains d'un parti marxiste-léniniste conscient, voyant loin dans l'avenir, mais entre les mains

du Front populaire groupant principalement des petits bourgeois et des paysans, là ce n'est pas le patriotisme socialiste, le patriotisme conciliant les intérêts nationaux et internationaux des Partis se trouvant à la tête des démocraties populaires qui prévaut, mais le nationalisme bourgeois. Ce nationalisme bourgeois que nous connaissons bien de l'époque de Horthy, ce nationalisme qui s'oppose naturellement au progrès de l'humanité et qui a jeté notre pays dans un gouffre profond d'où la démocratie populaire est en train de le faire sortir au prix d'un travail plein d'abnégation. C'est ce nationalisme étroit de petit bourgeois qui a entraîné la Yougoslavie à la catastrophe en 1941 et qui l'y mènera de nouveau si les dirigeants du parti communiste persévèrent dans la voie suivie jusqu'ici. La démocratie hongroise, les travailleurs hongrois, forts de l'expérience terrible des années 1941—1944, ont appris que, pour assurer notre indépendance et notre développement ultérieur, ils doivent se ranger aux côtés de l'Union soviétique, notre libératrice, et des démocraties progressistes. Ils savent qu'il n'existe pas d'autre choix, que la politique de la troisième force jette inéluctablement la nation en pâture à l'impérialisme. Elle paye alors ses fautes par la perte de son indépendance et par des souffrances innombrables.

INFILTRATION D'ELEMENTS ENNEMIS DANS LE PARTI

A la suite de la politique anti-marxiste-léniniste des dirigeants communistes yougoslaves, le parti communiste et la classe ouvrière ont été relégués à l'arrière-plan. Parallèlement à ce processus on a commencé à perdre de vue que les intérêts nationaux sont intimement liés aux forces progressistes internationales. On a assisté par contrecoup à la prédominance du nationalisme bourgeois et à l'antisoviétisme qui va de pair avec lui.

Je n'oublierai jamais la conversation que j'eus avec Tito en 1945, au cours de laquelle il m'a expliqué que la conséquence des 20 années de régime semi-fasciste en Yougoslavie, était que la réaction avait laissé des traces très profondes chez eux et qu'elle avait engendré plus de Quisling, plus de traîtres, que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Il avait énuméré les noms de Nédics, de Pavelics, de Mihajlovics, du roi de Yougoslavie et des autres. Nous, nous avouons que des éléments ennemis se sont infiltrés en assez grand nombre dans le parti des travailleurs hongrois et nous invitons nos membres à redoubler de vigilance, à lutter contre ces éléments. On peut imaginer que nombreux doivent être les Quisling yougoslaves parmi les 7,5 millions d'adhérents du Front populaire. Et les

événements yougoslaves prouvent précisément à quel point ils ont pu se servir avec succès de leur influence.

LA REPOSE DES CAMARADES YOUGOSLAVES

A notre avis, voilà les causes qui ont poussé le parti communiste de Yougoslavie sur cette pente. Voyons maintenant ce que les camarades yougoslaves allèguent pour leur défense officielle? La réponse à la critique du parti communiste de l'URSS et du Bureau d'information est tout simplement la suivante: „les accusations reposent sur des calomnies, des informations non fondées et sur une méconnaissance de la situation en Yougoslavie.“ Leur point de vue est que nous sommes mal informés et que nos accusations sont sans fondement, mensongères. Devant les responsables de Grand-Budapest je ne dois pas beaucoup insister pour démontrer à quel point il est peu probable que le parti communiste de l'URSS, que le camarade Staline lui-même, que tous les partis ouvriers des démocraties populaires voisines de la Yougoslavie, les partis français et polonais, soient mal informés ou qu'ils voudraient porter des accusations sans fondement contre le parti yougoslave. Celui qui, comme moi, participe depuis des dizaines d'années au mouvement ouvrier, sait bien ce que signifie la façon de tourner les critiques en invoquant pour sa défense la formule: „vous êtes mal informés.“ Les camarades yougoslaves ont rejeté tout simplement nos critiques et accusations, je dois ajouter, avec insolence. Selon eux aucune d'elles n'est valable.

Permettez moi d'en référer à ma propre expérience. Nous nous sommes rendus assez souvent en Yougoslavie, nous avons regardé autour de nous et nous nous sommes convaincus en personne de la justesse des critiques adressées par le Bureau d'information à l'adresse du parti communiste yougoslave. Nous avons été étonnés de constater que dans une aussi grande ville que Szobotica ou Novisrad, les gens ne savaient pas où se trouve le secrétariat du parti. Même cela, ils le tiennent secret et nulle inscription n'indique qu'un certain édifice en abrite le siège. Lorsque nous avons demandé à nos interprètes s'ils étaient communistes, ils nous ont indiqué qu'en Yougoslavie on n'avait pas l'habitude de poser de telles questions car on ne rend pas public les noms des membres du parti; et chose plus étrange encore: lorsqu'au mois mars de cette année, quelques membres du Bureau Politique sont allés à Belgrade, ils ont parlé avec la direction d'un arrondissement du Front Populaire, comprenant une vingtaine de membres et ils leur ont demandé quels étaient parmi eux les communistes. Personne n'a répondu. Et lorsqu'ils

insistèrent en leur disant qu'ils devaient certainement savoir qui était communiste, une des personnes présentes indiqua, en paraissant gênée, qu'ils savaient à peu près qu'un tel et un tel était communiste. Vous pouvez déduire de tout cela, camarades à quel point on dissimule le parti communiste. Depuis la parution de la résolution du Bureau d'information des dizaines et des dizaines de camarades viennent trouver nos secrétaires en leur disant que durant leur séjour en Yougoslavie ils ont observé eux-mêmes ce que nous objectons. Les camarades yougoslaves disent à présent: si dans certains organismes du parti on n'a pas encore procédé à des élections, on ne peut pas affirmer que la démocratie n'existe pas dans le parti. Ces faits sont encore des vestiges des vicissitudes de la guerre.

APRES LA LETTRE DU CAMARADE STALINE

Camarades, nous savons que chez nous aussi il y eut la guerre. Et tous nous en ressentons les effets. Mais cela ne nous a pas empêché de tenir depuis la libération deux congrès et trois conférences nationales. Le parti socialdémocrate a agi comme nous. En avril, les camarades yougoslaves nous ont informé qu'ils voulaient tenir un Congrès soigneusement préparé. Cependant ils se sont ravisés entre temps. Ils ont convoqué à la hâte un Congrès, ont fabriqué un programme et c'est ainsi qu'ils ont voulu affaiblir après coup nos accusations légitimes. D'ailleurs c'est cette tactique qu'ils emploient sur toute la ligne. Accusés de fouler aux pieds les droits élémentaires des membres du parti communiste, de les terroriser, ils ont répondu que des accusations très graves ont été produites contre les camarades Zsujovics et Hebrang. J'ai eu l'occasion de parler à ce sujet, il y a deux mois, avec un membre dirigeant du parti communiste croate. Lui aussi souligna alors que des présomptions graves avaient pesé sur ces deux camarades avant leur arrestation. A quoi je répondis: si on avait arrêté les camarades Zsujovics et Hebrang une heure avant la discussion de la lettre de Staline, alors la chose ne serait pas suspecte. Mais si on les a arrêtés tout de suite après qu'ils aient approuvé et reconnu la justesse des critiques de Staline à la réunion du Comité central, alors le parti communiste yougoslave trouvera difficilement des gens sensés qui verraient dans cette façon d'agir autre chose qu'une terreur ignoble.

LE DEVOIR DES COMMUNISTES

Les camarades yougoslaves prétendent que la résolution du Bureau d'information invite les adhérents à la révolte et à la destruction de l'unité du parti yougoslave. La résolution indi-

que tout simplement que „la tâche actuelle des éléments sains et fidèles au marxisme-léninisme consiste à obliger leurs dirigeants actuels à reconnaître ouvertement et honnêtement leurs fautes et à les corriger, à rompre avec le nationalisme, à revenir à l'internationalisme et à renforcer par tous les moyens le front socialiste unique contre l'impérialisme; ou bien, si les dirigeants actuels du parti communiste de Yougoslavie s'en montrent incapables, de les changer et de promouvoir une nouvelle direction internationaliste du parti communiste de Yougoslavie.“ Ceci n'est pas une invitation à la rébellion mais un devoir communiste.

C'est en effet le devoir de tout communiste d'être contre une ligne politique dont le véritable caractère est démontré de façon éclatante par les cris de joie qu'ont poussés les ennemis du progrès et du socialisme, soit tout le camp impérialiste, devant l'attitude prise par les dirigeants actuels du parti communiste yougoslave, que l'on ne peut pas condamner avec assez d'énergie. Bebel, le vieux socialiste, avait l'habitude de dire lorsque ses ennemis lui adressaient des louanges: „si mes ennemis me félicitent c'est que j'ai dû faire une grande bêtise“. Que les camarades yougoslaves honnêtes se rappellent ces paroles lorsqu'ils voient que la réaction internationale chante les louanges de Tito et de ses amis et qu'elle les incite à marcher sur la voie conduisant le peuple yougoslave à la catastrophe.

Depuis la publication de la résolution du Bureau d'information, des camarades sont venus nous trouver en grand nombre pour nous demander si nous avions employé tous les arguments de la persuasion pour faire revenir les camarades yougoslaves sur leurs erreurs avant de rendre publique toute l'affaire. A ce propos je puis déclarer, camarades, que des mois durant, nous leur avons envoyé des lettres, nous avons parlé avec eux, nous nous sommes efforcés de les convaincre. Le parti communiste de l'Union Soviétique et le camarade Staline lui-même, ont été à la pointe de cette action. Mais les camarades yougoslaves, en proie à une ambition sans bornes, à l'arrogance et à la présomption, se sont montrés incapables de pratiquer la moindre autocritique vis à vis de leurs fautes. Ils ont repoussé toutes nos tentatives, tout comme ils ont repoussé notre invitation à la session du Bureau d'information. Je crois que je n'ai pas besoin de démontrer avec force détails que ce n'est pas d'un coeur léger que nous nous sommes engagés sur cette voie. Nous nous sommes décidés à rendre publique l'affaire yougoslave étant convaincus qu'attendre plus longtemps ne ferait que favoriser „le double jeu“, l'attitude anti-parti des dirigeants yougoslaves et leur offrirait la possibilité de continuer

SECRET

à tromper leur propre peuple et les forces progressistes sur leur activité véritable.

D'autres camarades ont demandé si l'on ne considérera pas comme un signe de faiblesse la publication de notre résolution. Nous pensons que notre acte est un signe de force et non de faiblesse. Nous avons pu faire ce pas, car nous connaissions nos forces et savions que ce que nous faisons était juste, que tôt ou tard le peuple travailleur yougoslave et le parti communiste de Yougoslavie se convaincraient que la route que nous leur proposons est juste.

LE MANQUE D'AUTOCRITIQUE A ÉTÉ LA PLUS GRANDE FAUTE DES CAMARADES YUGOSLAVES

D'autres camarades nous ont posé la question suivante: comment expliquions-nous que des camarades, dont nous vantions nous-mêmes les anciens mérites, aient commis des fautes aussi graves? Nous avons effectivement salué chaleureusement la lutte de libération nationale de l'héroïque peuple yougoslave et de ses dirigeants. Nous n'avons pas à nous rétracter d'une seule des paroles que nous avons dites ou prononcées à ce sujet; et aujourd'hui encore nous continuons à souligner les mérites acquis par le peuple yougoslave dans sa lutte contre le fascisme; mais nous savons que d'avoir acquis dans le passé des mérites n'empêche pas qu'on puisse commettre des erreurs grossières dans le présent. L'expérience montre que ce sont précisément les camarades et les partis qui dans le passé ont acquis des mérites qui sont le plus exposés à commettre des fautes et des bévues graves. La gloire leur est montée à la tête et ils se sont habitués à ce qu'on les flatte, à ne pas être critiqués, à voir approuver toute leur action. Lorsque ces habitudes se sont ancrées profondément en eux, ils finissent par se persuader eux-mêmes de leur infaillibilité et repoussent avec une indignation présomptueuse toute critique légitime. Ils considèrent comme un affront personnel, toute critique qui leur est adressée. Il y a déjà presque 30 ans que LENINE a dit à ce sujet:

„Tous les partis révolutionnaires qui ont péri jusqu'ici, ont péri parce qu'ils se laissaient aller à la présomption, ne savaient pas voir ce qui faisait leur force et craignaient de parler de leurs faiblesses. Mais nous, nous ne périrons pas, parce que nous ne craignons pas de parler de nos faiblesses, parce que nous apprendrons à les surmonter.“

Maintenant, camarades, vous pouvez voir, d'après l'exemple yougoslave, les conséquences que peut avoir la présomption chez un dirigeant du parti qui craint d'avouer ses propres

faiblesses. Le manque total d'autocritique est l'une des plus graves fautes des camarades yougoslaves.

LES ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR LE PARTI DES TRAVAILLEURS HONGROIS.

D'autres camarades soulèvent la question suivante: un danger semblable ne menace-t-il pas également notre parti? Ne peut-il pas nous arriver la même chose qu'au parti yougoslave?

N'agirions-nous pas comme celui qui conseille aux autres de boire de l'eau quand lui-même boit du vin? La réponse à cette question ne peut être qu'affirmative. Nous aussi, nous serions menacés de tels dangers si nous abandonnions la voie du marxisme-léninisme. Il y a 3 mois, lorsque le Bureau Politique a défini pour la première fois dans une résolution son attitude à propos de la question yougoslave, nous avons invité nos membres à la vigilance, à étouffer dans l'oeuf toute tentative visant à sous-estimer ou à minimiser le rôle de l'Union Soviétique, libératrice des peuples, ou bien toute manœuvre qui troublerait et altérerait les relations sincères et intimes qui lient notre parti et notre pays à notre libératrice l'Union Soviétique, à son grand parti Communiste et à son chef estimé, le camarade Staline. Nous avons indiqué que „chez nous on peut observer peut-être, sous une forme embryonnaire, des vues erronées sur les rapports du parti et du Front Populaire: la sous-estimation du danger que comporte le gonflement excessif du parti, la rélegation au second plan du rôle dirigeant du parti dans certains secteurs de l'appareil étatique sous direction communiste ainsi que l'illusion de l'intégration des éléments capitalistes dans le socialisme, dans le cadre de la démocratie populaire.“

NOUS AVONS TIRÉ LES ENSEIGNEMENTS DU CAS YUGOSLAVE.

Comme les camarades peuvent s'en rendre compte, nous avons appliqué à notre parti, par une autocritique communiste, les enseignements yougoslaves, alors que leur importance n'était pas aussi manifeste qu'aujourd'hui. Ceci se reflète dans notre programme, ainsi que dans la ligne de notre congrès, où nous avons souligné, sans ambiguïté, le rôle dirigeant, primordial du parti. Nous avons condamné avec vigueur la conception selon laquelle les éléments capitalistes, les exploités, les koulaks, peuvent s'intégrer pacifiquement au socialisme, comme le croient les camarades yougoslaves. Nous avons insisté sur le fait que ces éléments ne laisseront jamais le socialisme s'édifier pacifiquement, mais

qu'au contraire ils s'y opposeront avec toujours plus d'acharnement. Nous avons souligné une fois de plus l'importance incalculable de la théorie marxiste-léniniste et depuis nous avons pris une série de mesures dans le but d'assurer systématiquement l'élévation du niveau idéologique du parti des travailleurs hongrois. Nous avons attiré l'attention des camarades sur le fait que chez nous également existait le danger du nationalisme bourgeois. Nous ne devons pas oublier que la libération a été précédée de 25 années de régime hortyste qui a versé le poison chauviniste, irrédentiste dans les esprits. De plus avant ce régime, des générations entières ont été contaminées par le mythe de la supériorité de la race hongroise, de la suprématie hongroise. On se duperait soi-même si l'on pensait que ce chauvinisme n'a pas laissé de vestiges et qu'on n'a plus besoin de s'y opposer.

Pensons seulement au cas de Mindszenty, le grand ami des fascistes et des Souabes du „Volksbund“, qui essaie, avec combien d'opiniâtreté d'utiliser les sentiments chauvins en faveur de la réaction. C'est pourquoi nous devons être vigilants, là aussi.

LES COMMUNISTES NE CACHENT NI LEURS POINTS DE VUE, NI LEURS OBJECTIFS.

Beaucoup de camarades ont demandé, en rapport avec la résolution du Bureau d'information, si notre parti n'a pas mis à l'ordre du jour le problème des kolkhoses. Cette question est d'autant plus justifiée que l'ennemi, comme je l'ai appris, en a déjà fait une arme de propagande. Il dit que les communistes ont montré le bout de l'oreille et qu'ils dévoilent enfin leur jeu. Mais n'est-ce pas cette année que nous avons fêté le 100^e anniversaire du Manifeste Communiste: ce manifeste, il y a déjà 100 ans, a proclamé que les communistes ne dissimulent ni leur point de vue, ni leurs objectifs! Moi-même personnellement, j'aurais du mal à faire oublier qui je suis; on me connaît bien depuis 30 ans, on sait que mes opinions n'ont pas changé et qu'aujourd'hui comme en 1918 je me réclame de la doctrine marxiste-léniniste. Au moment de l'élaboration de notre programme et de la tenue de notre congrès — qui fixe pour une longue période la voie à suivre — nous connaissions déjà la question yougoslave. Or, ni le programme, ni le congrès, n'ont réclamé la modification de notre politique agraire. Celui qui, à présent, proclame que les communistes soulèveront à l'improviste, d'un jour à l'autre, la question des kolkhoses, veut troubler les esprits, induire en erreur la paysannerie. La résolution du Bureau d'information ne signifie pas que les partis communistes doivent maintenant mettre à leur ordre

du jour la question de la collectivisation des terres, mais cela signifie qu'il faut attirer de temps en temps l'attention des partis sur ce fait que les camarades yougoslaves ont oublié, à savoir, qu'il ne suffit pas d'édifier le socialisme à la ville, mais qu'il est impossible de réaliser le socialisme sans le construire également à la campagne.

N'OUBLIONS PAS LA CAMPAGNE EN EDIFIANT LE SOCIALISME.

Cet avertissement n'est pas superflu; tout le monde doit en être pénétré. La résolution, tirant les enseignements de l'attitude irresponsable et irréfléchie des dirigeants yougoslaves, indique qu'on ne peut construire le socialisme à la campagne tant que les éléments exploités peuvent s'y développer librement, que les spéculateurs koulaks sucent le sang de la paysannerie pauvre, que la majorité des paysans travailleurs ne s'est pas convaincue qu'elle ne peut s'assurer une vie humaine en continuant à exploiter avec les méthodes actuelles ses 8, 10, 15 arpents de terre, et qu'elle ne cherchera pas elle-même la voie qui pourra la faire sortir de sa condition misérable.

Nous autres communistes hongrois, nous ne devons pas oublier que si la paysannerie, en général, s'est développée et renforcée considérablement au cours de ces 3 années et demie, les koulaks, les gros propriétaires se sont développés et renforcés encore plus vite, bien que l'Etat populaire hongrois se soit efforcé par tous les moyens de soutenir la paysannerie laborieuse. De plus, nous ne devons pas oublier, à la veille de la récolte qui s'avère bonne que petit à petit, le temps où la population urbaine affamée achetait à n'importe quel prix, n'importe quelle quantité de produits de la terre, va disparaître. Si nous voulons vraiment avoir un rôle prédominant dans l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, il nous faut prévoir que d'ici 1 à 2 ans nous n'arriverons plus à améliorer, avec les méthodes actuelles, le niveau de vie de notre alliée, la paysannerie travailleuse. Nous ne sommes pas les seuls à y penser: les paysans qui se rappellent leur sort misérable d'avant la libération, notamment après 1930 où les granges regorgeaient de blé et où ils végétaient dans une misère noire, s'en préoccupent toujours davantage. Non, nous ne sommes pas seuls à y penser: les paysans travailleurs prévoyants s'attachent aussi à ce problème et ils attendent, avec juste raison, que nous les aidions à le résoudre. Les camarades savent que nous sommes déjà en train de préparer un plan quinquennal et en outre, un plan décennal d'irrigation des contrées les plus arides, notamment de la région située au delà de la Tisza. Nous voulons introduire l'électricité dans les villages les plus isolés. En établissant des coopératives et des stations

de machines agricoles, nous voulons démontrer à la paysannerie travailleuse, qu'elle trouve en nous des alliés fidèles, prévoyants sur qui elle peut compter, des alliés qui la défendront contre la rapacité des koulaks. La résolution du Bureau d'information est instructive pour nous, car elle nous permet de ne pas oublier dans l'édification du socialisme, la campagne, et nous incite à convaincre par un travail patient et de longue haleine notre alliée, la paysannerie travailleuse, qu'elle agit selon ses intérêts en acceptant pour guide la classe ouvrière. Pour terminer, chers camarades, je voudrais dire quelques mots sur la manière dont notre parti a accueilli la résolution du Bureau d'information sur la situation dans le parti communiste de Yougoslavie.

APRES LA STUPEFACTION, UNE COMPREHENSION PLUS JUSTE DES CHOSSES.

La première réaction de l'immense majorité des camarades a été la stupéfaction et l'indignation. Nous ne nous en étonnons pas, et je puis indiquer que la résolution de notre bureau politique adoptée à ce propos il y a près de 3 mois débutait ainsi: „C'est avec une profonde stupéfaction que le Bureau Politique a appris...“

Le premier mouvement de stupéfaction passé, la plupart des camarades ont compris la situation. Nous avons reçu des entreprises et des sections du parti des dizaines et des dizaines de rapports indiquant que la première pensée des ouvriers a été que celui qui se retourne contre Staline et l'Union Soviétique ne peut faire que fausse route. Cette opinion n'a pas été partagée seulement par les ouvriers des usines. Un des camarades m'a indiqué qu'à Kapuvar les paysans communistes ont dit: Quoi qu'il en soit nous avons confiance en Staline et dans l'Union Soviétique. De beaucoup d'endroits nous avons reçu des lettres dans lesquelles les camarades déclarent qu'ils voient dans la critique exercée à l'encontre du parti yougoslave, une manifestation de force du front de la paix, des démocraties populaires et des partis communistes: „Il n'y a pas un autre régime au monde qui oserait discuter ouvertement et avec autant de courage des problèmes intérieurs“ disent les ouvriers du 7^e arrondissement. Il est très caractéristique que des ouvriers sans parti de l'usine Manfred Weiss aient été impressionnés favorablement par le fait que les communistes ne ménagent pas ceux qui commettent des fautes, même s'ils sont placés à des postes dirigeants.

En résumé: notre parti a montré sa conscience et son unité en prenant connaissance de la résolution sur la situation dans le parti communiste

yougoslave. Nous ferons tout pour qu'à l'avenir cette unanimité devienne de plus en plus profonde. Nous considérons qu'il est naturel qu'il y ait encore dans nos rangs, dans la classe ouvrière, dans le peuple travailleur des éléments incertains, des esprits confus, qu'il faut éclairer. Il faut veiller à ce que dans les rangs du parti des travailleurs hongrois il n'y ait pas de place pour des hésitations.

UN NOUVEAU RENFORCEMENT DU SOCIALISME.

En ce qui concerne notre ennemie, la réaction, il est naturel qu'elle espère que les événements yougoslaves vont affaiblir le front des démocraties populaires et y ouvrir une brèche. Ils voient avec une grande joie des différends se produire, et ils exultent en parlant de „dissensions entre communistes“. Ces messieurs ne connaissent pas le mot très dur de Lénine à propos de ceux qui crient à la défaite du socialisme chaque fois qu'une critique se fait entendre et qu'un différend éclate: „Ils ne savent pas que de telles luttes ont pour effet de renforcer le socialisme“. Depuis 30 ans, je connais l'air qui consiste à annoncer la défaite des communistes chaque fois qu'une discussion se produit; et chaque fois j'ai vu que les principes et l'idéal communiste sortent renforcés et enrichis en expérience de ces crises.

C'est ce qui se passera encore cette fois-ci. Contre les réactionnaires qui reprennent espoir, je conseille la méthode employée avant-hier par des camarades de Budapest contre un directeur: Ce directeur qui jusqu'ici n'osait pas élever la voix, avait déclaré avec arrogance avant-hier au cours d'un entretien, à nos camarades, que „le vent avait tourné“. Alors les camarades répondirent: „Nous avons passé l'éponge jusqu'ici sur vos histoires de 1945 dans l'espoir que vous deviendriez raisonnable et que vous serviriez honnêtement la démocratie. Cependant il apparaît, d'après votre attitude actuelle, que nous nous sommes trompés et, par conséquent nous allons engager des poursuites contre vous“. Ils ont désigné sur le champ une commission de 3 membres qui examinera l'affaire et veillera à ce que le directeur soit chassé.

NOUS FRAPPERONS LA REACTION AVEC UNE POIGNE DE FER.

La réaction, à la suite des succès remportés par la démocratie, s'est faite toute petite; si maintenant elle pense que, sous l'effet des événements yougoslaves, elle pourra enfin respirer et redresser la tête, nous nous chargerons de la remettre à sa place et de lui faire comprendre que sa joie est trop prématurée.

C'est pourquoi le peuple travailleur hongrois doit redoubler de vigilance et frapper avec une poigne de fer ceux qui espèrent pouvoir reprendre ouvertement la lutte contre la démocratie. Quelques sanctions exemplaires produiront un effet salutaire et feront comprendre à tout le monde que la démocratie hongroise, avec, à sa tête, le parti des travailleurs hongrois, progresse avec fermeté, implacablement, dans la voie sur laquelle elle s'est engagée.

Les événements yougoslaves vont préoccuper durant des semaines et des mois l'opinion publique. C'est pourquoi nous ne devons pas perdre de vue cette question, nous devons nous en occuper. Il faut s'attendre à ce que la réaction n'engage l'offensive que plus tard, pour semer le trouble dans nos rangs. Nous devons donc être dans ce secteur également sur nos gardes. Mais parallèlement, n'oublions pas les succès immenses de la démocratie hongroise, son développement sain et le renforcement que représente l'unification des deux partis ouvriers, la réalisation de l'unité ouvrière. C'est l'événement le plus important dans notre démocratie populaire. Il représente une source de force dont les effets et les résultats ne se feront sentir que par la suite.

COMME UN SEUL HOMME DERRIERE L'UNION SOVIETIQUE.

C'est pourquoi nous poursuivons notre route d'un pas sûr et vigilant, c'est pourquoi nous nous plaçons aux côtés de notre libératrice, la grande Union Soviétique, et nous luttons épaule contre épaule pour la victoire de notre cause. Nous sommes convaincus que la réaction apprendra une fois de plus qu'elle s'est trompée dans ses calculs, comme tant de fois au cours de ces trois dernières années. De même, nous sommes persuadés que le peuple yougoslave, qui a tant souffert, rejoindra la seule voie praticable pour les démocraties populaires et les forces progressistes internationales.

L'esprit marxiste-léniniste-staliniste est sorti victorieux de cette crise et en sortiront également victorieux les partis qui sont guidés par cet esprit. Que ce soit pour nous, pour le parti des travailleurs hongrois, la première épreuve de force manifestant notre puissance, notre unité, notre fermeté, et prouvant que dans toutes les situations, nous serons à la hauteur de notre tâche, que nous y apporterons une solution, comme l'exigent de nous à juste titre le peuple travailleur hongrois, la démocratie hongroise et l'avenir de notre nation.



4802. -- IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE, BUDAPEST. (DIR. : RICHARD TIRAL)
EDITEUR RESPONSABLE : PETER RENVYI



INFORMATIONS ROUMAINES

BULLETIN ÉDITÉ PAR LE BUREAU DE
PRESSE DE LA LÉGATION DE ROUMANIE

17, Rue Brémontier, 17
- PARIS - 17 -

Téléphone CARNOT 07-60
CARNOT 82-09

No 165

REPRODUCTION AUTORISÉE

7 Décembre 1948

"LES RAISONS DU RETOUR DES GRECO-CATHOLIQUES AU SEIN DE L'EGLISE ORTHODOXE ROUMAINE".

Tel est le titre de l'article publié, dans le quotidien bucarestois UNIVERSUL, par le Père Petre Nemes Roman, ancien conférencier militaire de l'Eglise greco-catholique du Nord de la Transylvanie.

Après avoir démontré que "les greco-catholiques étaient restés au fond d'eux-mêmes orthodoxes, comme étaient restés inchangés leurs messe, moeurs, langage et vêtements", le Père Nemes Roman souligne que "l'identité entre greco-catholiques et orthodoxes était parfaite, la seule différence étant dans l'emblème que le Vatican avait imposé aux premiers".

"Au sein de l'Eglise greco-catholique - poursuit l'auteur - il y avait deux couches différentes : les dirigeants, asservis au Vatican, et les simples prêtres vivant près du peuple. Les dirigeants exploitaient et le peuple et les prêtres, en leur imposant une dime. Les riches pouvaient acheter des dirigeants de l'Eglise greco-catholique n'importe quelle dispense, tandis que le peuple ne pouvait même pas bénéficier des lois de l'Eglise. Les dirigeants possédaient des palais et des voitures de luxe, mais les paroisses n'étaient même pas visitées, une fois en dix ans."

"A présent les fidèles et le clergé greco-catholiques ont choisi librement de rejoindre leurs frères orthodoxes et de rompre avec la direction malsaine et corrompue."

"N'haissons personne - conclut le Père Nemes Roman - pardonnons les fautes des dirigeants qui nous ont maudits ; ne les jugeons pas ; l'histoire les condamnera s'ils refusent de fraterniser avec tous les Roumains qui luttent et travaillent pour le bonheur du peuple entier."

LE RECENSEMENT DES ATELIERS ARTISANAUX EST TERMINE.

La Confédération Nationale de l'Artisanat a terminé le recensement de la capacité de production des ateliers artisanaux, employant une force motrice de moins de 10 C.V. Les données du recensement ont été

remises par le Ministère de l'Industrie à la Commission d'Etat pour la Planification qui pourra, à l'aide de ces données, incorporer l'artisanat dans le plan économique général.

La contribution de la C.G.T. roumaine
au relèvement du niveau culturel des travailleurs.

La Confédération Générale du Travail de Roumanie apporte une appréciable contribution au relèvement du niveau culturel des travailleurs. Par ses soins, 3.840 bibliothèques ont été ouvertes, avec plus de 1.400.000 volumes. Des dizaines de milliers d'ouvriers et intellectuels fréquentent ces bibliothèques.

Plus de 1.180.000 volumes ont été édités par la C.G.T. roumaine depuis 1945. Cependant qu'en 1945 la moyenne des tirages de chaque livre était d'environ 5.000 unités et au total de 100.000 unités, en 1948 le tirage est monté à 30.000 pour chaque livre et à 556.000 au total.

La C.G.T. publie cette année un almanach culturel en 500.000 exemplaires, dont 100.000 en langue hongroise.

UNE EXPOSITION ANNUELLE D'ART S'OUVRE DEMAIN A BUCAREST.

La première exposition annuelle d'art, organisée par l'Etat, sera inaugurée demain à Bucarest dans le Palais de la République (ancien Palais Royal). Cent cinquante peintres et sculpteurs et douze centres culturels exposent 340 oeuvres reflétant la vie, les luttes et les efforts constructifs des travailleurs.

Parmi les exposants on compte un grand nombre de jeunes artistes très doués issus de la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse.

UN CONCOURS DE LITTERATURE ORGANISE PAR L'ASSOCIATION DES ECRIVAINS.

Cet été l'Association des Ecrivains de la R.P.R. a organisé un concours littéraire. Un grand nombre de manuscrits de romans, nouvelles, essais, poésies, drames etc ont été présentés.

Un certain nombre de personnes qui aborde pour la première fois le travail littéraire ayant demandé de nouveaux délais, l'Association a remis la clôture du concours au 31 décembre.

LA CAMPAGNE AGRICOLE DE PRINTEMPS DOIT COMMENCER DES MAINTENANT
écrit l'organe du Parti Ouvrier Roumain, SCANTEIA.

Dans son éditorial du 4 décembre, SCANTEIA, après avoir rappelé le succès de la campagne des ensemencements d'automne, "succès dus aux efforts conjugués de la paysannerie laborieuse et de la classe ouvrière", écrit : "Ces efforts doivent être continués pour remporter les mêmes succès dans la campagne agricole de printemps. Tout doit être préparé à temps pour sa réussite. Les stations de tracteurs et machines agricoles ayant un rôle important à jouer, il faut que les mois d'hiver soient mis à profit pour réparer tout l'outillage agricole. Une autre tâche impor-

- 3 -

tante est l'élaboration des plans d'ensemencements pour chaque village et à l'échelle départementale et nationale.

UNE CONFERENCE DES CHEFS DES SERVICES AGRICOLES.

Une conférence réunissant, à l'Institut de Recherches Agronomiques, les chefs inspecteurs agricoles, les dirigeants des fermes d'Etat et des stations de machines agricoles, les directeurs agricoles de districts et les chefs des services agricoles, zootechniques et vétérinaires, a discuté des résultats de la campagne des ensemencements d'automne dont le plan a été dépassé et a distribué les tâches en vue de bien préparer la campagne agricole de printemps.

La conférence était présidée par M. Vasile Vaïda, Ministro de l'Agriculture.

UN NOUVEAU PIPE-LINE DE GAZ METHANE

La Centrale Industrielle du Gaz Méthane a élaboré les plans de la pose d'une nouvelle pipe-line qui reliera Bucarest au centre Mancsti. Son débit quotidien sera de 300.000 mètres cubes.

NOUVELLES DIVERSES.

— M. Hay Laszlo, Ministre Adjoint au Commerce de la République Hongroise a eu plusieurs entretiens avec les autorités compétentes du Ministère du Commerce Extérieur de la R.P.R., sur les problèmes relatifs à l'actuel accord économique roumano-hongrois. Différents détails de l'accord ont été mis au point.

M. Hay Laszlo a quitté hier soir Bucarest pour Budapest.

— Les bénéfices réalisés par les administrations commerciales et les monopoles d'Etat pendant l'exercice 1947-1948 se montent à près de deux milliards de lei.

Cette somme sera employée, en partie pour de nouveaux investissements productifs, et en partie pour subventionner la Maison des Invalides, Orphelins et Veuves de Guerre et d'autres fonds d'assistance.

— La construction de la digue de Bârnod-Crisul Negru, en Transylvanie, grâce à laquelle une superficie de 3.000 hectares de terre arable sera soustraite aux inondations, est réalisée à 80 %. 280.000 mètres cubes de terre ont été déjà déplacés.

Les 3.000 hectares font partie d'un total de 15.000 ha. qui, selon le plan, doivent servir à la culture du riz.

— Tenant compte de la bonne récolte de betteraves à sucre de cette année, le Ministère du Commerce et de l'Alimentation a publié une décision prévoyant l'amélioration de la qualité des sucreries. Le pourcentage de sucre dans la fabrication des bonbons, sirops, etc. sera sensiblement accru.



BULLETIN D'INFORMATION

**PUBLIÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DES
TRAVAILLEURS HONGROIS
SECTION DES RELATIONS ETRANGÈRES**

BUDAPEST. V., AKADÉMIA-UTCA 17



N° 3. * JUILLET * 1948

AVEC LE PARTI DES TRAVAILLEURS HONGROIS POUR UNE HONGRIE FORTE ET PROSPERE

*Rapport du camarade Rákosi, présenté au Congrès d'unification
du Parti Communiste et du Parti Social-démocrate Hongrois,
le 13 juin 1948.*

Chers camarades!

Les Congrès des deux partis ouvriers, celui du Parti Communiste Hongrois et celui du Parti social-démocrate, ont décidé hier la fusion avec un enthousiasme plein de joie. Cet enthousiasme est partagé non seulement par le peuple travailleur hongrois, mais aussi dans le monde entier par tous les partisans du progrès démocratique.

En vertu de cette décision, qui ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de notre pays, nous poursuivons aujourd'hui déjà nos délibérations en commun, afin de prononcer ensemble la fusion des deux partis frères, de discuter les problèmes du nouveau parti, la déclaration de programme présentée devant le congrès et les statuts du parti.

Lorsque nous considérons ces questions, nous devons tenir compte de la situation internationale, de la situation économique de la démocratie hongroise, de la situation politique en Hongrie et en fonction de celle-ci, des questions intéressant directement notre Parti, le Parti des Travailleurs Hongrois et des tâches qui se présentent à nous.

I. LE FRONT DE PAIX DES FORCES DÉMOCRATIQUES CONTRE LES IMPÉRIALISTES

Après la deuxième guerre mondiale, deux camps se formèrent dans l'arène de la politique internationale: d'une part le camp démocratique ayant à sa tête l'Union Soviétique, comprenant les démocraties populaires et les partisans du progrès, de l'indépendance nationale et de la paix dans le monde entier. Face à ce camp se trouve le camp impérialiste anti-démocratique, ayant à sa tête l'impérialisme américain visant à l'hégémonie mondiale et comprenant les impérialistes anglais et français ainsi que les ennemis de la démocratie et du progrès social.

LES „BIENFAITS” DU PLAN MARSHALL

Pour réaliser ses visées d'hégémonie mondiale, l'impérialisme américain veut tirer profit de l'affaiblissement et de la ruine de ses concurrents, survenus à la suite de la deuxième guerre mondiale.

Le plan Marshall dont on parle tant, sert les buts de l'impérialisme américain visant à la suprématie mondiale. Ce plan — selon la propagande américaine — n'est qu'une action de bienfaisance ayant pour but d'aider les États se débattant dans des difficultés économiques. C'est le contraire qui est vrai. Le plan Marshall sert l'expansion du capital américain. Au premier plan des conditions de l'aide à l'Europe figure le transport d'au moins 50% des marchandises livrées par des bateaux américains, ce qui donne la possibilité aux compagnies de navigation américaines d'exploiter cette situation monopoliste, d'augmenter les tarifs de transports, et en même temps d'évincer leurs concurrents anglais et autres. En contre-partie de l'aide, les États participant au plan Marshall sont tenus de permettre à l'Amérique de s'initier aux secrets de fabrication et de mise en valeur. L'aide peut à tout moment être retirée, c'est à dire peut servir d'instrument de chantage. Les marchandises et les matières premières du plan Marshall ne peuvent s'exporter que dans les pays autorisés par les États-Unis. Il est interdit aux États participant au plan Marshall de procéder à de nouvelles nationalisations. Parmi les conditions du plan figurent des restrictions concernant le développement de certaines branches d'industrie. Par exemple, en vertu du plan, l'Angleterre est obligée de restreindre une des plus importantes branches de son industrie, celle de la construction de bateaux, afin de permettre à la flotte marchande américaine d'augmenter encore sa suprématie.

L'Italie, par exemple, doit limiter sa production de soie artificielle.

Le plan Marshall fournit en premier lieu aux États bénéficiant de l'aide, des articles de consommation ou objets manufacturés qui ruinent l'industrie des pays „secourus” ou bien, que personne n'achète aux États-Unis. Suivant ces principes, les États secourus ne peuvent recevoir, par exemple, au lieu de viande de boeuf, que des conserves américaines de viande de cheval ou du café qu'au Brésil on brûlerait. Nous avons appris récemment que l'Autriche avait reçu une grande quantité de moustiquaires, de soutien-gorge et d'autres articles de ce genre. Par suite de ce qui précède, les États bénéficiant des „bienfaits” du plan Marshall manifestent un mécontentement et une déception de plus en plus grands.

QUELS SONT LES INTÉRÊTS QUI SE CACHENT DERRIÈRE L'EXCITATION A LA GUERRE?

En premier lieu ce sont les grands capitalistes et grands propriétaires américains qui se trouvent derrière les fomentateurs de guerre, eux qui ont soutiré des bénéfices énormes se chiffrant par des milliards de dollars, du fleuve de sang versé durant la deuxième guerre mondiale.

C'est grâce à leur influence que le Sénat américain vote les uns après les autres nouvelles subventions de guerre et crédits militaires, ces nouvelles dépenses constituant de nouveaux bénéfices de guerre pour les chefs des trusts. L'industrie d'aviation est arrivée ainsi à tripler pour l'année prochaine les livraisons d'avions à l'armée. Naturellement, ces mesures rencontrent une certaine résistance de la part des ouvriers, paysans et femmes américains, d'autant plus que l'équipement de l'armée se fait évidemment aux dépens du niveau de vie de la population et entraîne l'inflation et l'augmentation des prix.

Naturellement les forces démocratiques américaines ne regardent pas les bras croisés les sévices de la réaction, les attaques en série contre les syndicats, le parti communiste et les organisations démocratiques. L'attitude de Wallace, sa lutte courageuse et les échos puissants qui l'accompagnent, ainsi que les attaques féroces de la réaction prouvent que face aux forces anti-populaires, un mouvement démocratique s'organise et grandit aux États-Unis.

Les ouvriers répondent par des grèves à la hausse des prix, c'est pourquoi les grandes grèves se succèdent aux États-Unis. Ceux

qui, lisent des journaux américains sont surpris d'y voir quotidiennement des photos représentant des policiers frappant et piétinant des ouvriers, cognant sur eux à coups de matraque et lançant des bombes lacrymogènes sur les grévistes, fonçant à cheval parmi les ouvriers. C'est avec de telles méthodes que la démocratie américaine, tant vantée par nos réactionnaires, essaie de briser les grèves.

LES ANTAGONISMES AU SEIN DU CAMP IMPÉRIALISTE.

Les visées de l'Amérique pour établir l'hégémonie mondiale provoquent une vive réaction même de la part des pays affaiblis tels que la France et l'Angleterre, qui ont besoin économiquement des États-Unis. L'Angleterre considère avec une inquiétude grandissante comment son concurrent américain l'évince des marchés mondiaux, comment il s'introduit et se fixe dans ses sphères d'influence aussi anciennes que la Grèce, l'Égypte et l'Inde. Les antagonismes se manifestent déjà ouvertement. Le fait que les États-Unis ont reconnu dès sa création l'État d'Israël, alors que la France et l'Angleterre ne se décidaient pas à l'imiter, manifeste l'antagonisme existant principalement en ce qui concerne les puits de pétrole du Proche-Orient. Pour montrer les contradictions que renferme la crise palestinienne, permettez-moi de citer le numéro du 29 mai du journal économique anglais le plus considéré, „The Economist”:

„N'ayons aucun doute relativement aux conséquences de la crise actuelle. Si cette situation se développe sans entraves et si l'Amérique lève l'interdiction sur l'exportation des armes pour en pourvoir les Juifs, si l'Angleterre observe ses accords avec les Arabes et maintient ses rapports spéciaux avec les forces militaires du roi Abdullah, alors l'Angleterre et l'Amérique bien qu'en réalité par voie intermédiaire, se battent dans le Proche-Orient”.

L'opinion publique française considère avec une inquiétude croissante le plan américain, qui vise à remettre sur pieds sur une base neofasciste, l'Allemagne de l'Ouest pour s'en servir comme tremplin contre l'Union Soviétique. Les Français n'ont pas encore oublié qu'à l'époque, l'Allemagne hitlérienne commença son réarmement en invoquant des arguments antisoviétiques. Les Français se sentent particulièrement touchés du fait qu'en contrepartie de l'aide du plan Marshall, ils doivent renoncer aux réparations allemandes. Un fait significatif montre à quel point l'impérialisme

américain se sert du plan Marshall comme instrument de chantage; à la mauvaise humeur prudemment exprimée par les Anglais et les Français, il répondit en réduisant sans manières de 25% le montant de l'aide, sur quoi le lion britannique et le coq gaulois firent pénitence.

Les sociaux-démocrates de droite sont les fidèles serviteurs des prétentions américaines à l'hégémonie, tels Bevin, Blum, Saragat et chez nous ceux qui ont été exclus du parti frère social-démocrate et dont le rôle consiste à disloquer l'unité de la classe ouvrière, force principale de la démocratie, à corrompre sa conscience et à troubler sa clairvoyance en propageant l'idée trompeuse de la troisième force.

Ce n'est pas par hasard que dans les pays où l'influence de l'impérialisme américain domine, l'incertitude constante, le pessimisme, le découragement règnent en maîtres, les crises se succèdent, la production et le développement économique restent bas, stagnent ou même régressent.

Dans la mesure où dans ces pays, l'incertitude est plus grande et plus durable, les possibilités de l'impérialisme américain pour accroître sa puissance économique et militaire et faire la conquête de nouveaux marchés augmentent.

L'UNION SOVIÉTIQUE, A LA TÊTE DU FRONT DE PAIX DÉMOCRATIQUE.

Face au camp impérialiste belliqueux visant à la domination mondiale, menaçant de provoquer une guerre atomique, se trouve le camp de la démocratie ayant à sa tête l'Union Soviétique. Ce camp défend le progrès démocratique, le développement pacifique et l'indépendance nationale; il s'oppose à toute fomentation de guerre et concentre tous ses efforts à assurer le bien-être des peuples qui y sont groupés.

Dans ce combat pour la paix, l'Union Soviétique marchée en tête, et pour prouver ses intentions pacifiques, elle réduisit les effectifs de son armée, juste au moment où les impérialistes américains réclamaient avec la plus grande insistance le réarmement. L'Union Soviétique se remet rapidement des blessures causées par la guerre mondiale et en réalisant en quatre ans le plan quinquennal, elle dépassera la production d'avant-guerre. Ce qui montre aussi sa consolidation économique, c'est qu'elle fut la première à supprimer les cartes de rationnement et qu'elle est en mesure de donner une aide toujours plus importante non seu-

lement politique, mais aussi économique aux démocraties populaires.

C'est pourquoi l'impérialisme américain concentre tout sa haine contre l'Union Soviétique. Il sent que toutes ses visées de banditisme se brisent contre ce bastion solide. Par contre, les démocraties populaires et toute l'humanité progressiste la soutiennent et se rangent derrière elle, car elles savent qui aujourd'hui comme lors de la lutte contre la barbarie fasciste, l'Union Soviétique est la digue infranchissable contre laquelle viennent se briser les plans de domination mondiale des impérialistes.

Les démocraties populaires, avec l'aide désintéressée de l'Union Soviétique, présentent un redressement rapide; elles développent en planifiant leur économie. Entretenant des rapports pacifiques entre elles, et s'appuyant sur l'Union Soviétique, elles se tiennent fermes, face aux prétentions impérialistes. De ce point de vue, le monde se trouve réellement partagé en deux camps: d'une part le camp des démocraties populaires luttant pour le progrès, où le développement est sain, où règnent la paix et la confiance dans l'avenir, d'autre part le camp des impérialistes américains, où règnent le mécontentement, la peur, les crises et l'incertitude.

L'offensive de paix du généralissime Staline porta un rude coup aux plans des fomentateurs de guerre américains, car il a non seulement dévoilé les projets de domination mondiale de la réaction américaine, mais a montré aussi la voie et les moyens menant à la sauvegarde de la paix.

Les progressistes du monde entier, aspirant à la paix, saluèrent avec allégresse et joie l'attitude de Staline. Cela s'est particulièrement manifesté aux États-Unis, où cette attitude enthousiasma les ennemis des impérialistes, dévoila et dérangoa les plans de la réaction. Bien que les milieux officiels américains aient tenté de minimiser son importance, son effet s'est fait sentir dans le monde entier et partout il amené une diminution de la tension. L'effet produit par les déclarations de Staline prouve que l'influence politique des forces américaines est loin d'être aussi solide et inébranlable que certains chez nous voudraient le faire croire.

LES FORCES DU CAMP DÉMOCRATIQUE SONT PUISSANTES

Les combats armés pour l'indépendance, menés par les peuples opprimés, sous la direction de leur parti communiste, contre les impérialistes en Grèce, aux Indes, en Chine et

ailleurs sont autant de preuves de l'essor des forces démocratiques.

Malgré l'aide américaine aux fascistes, l'armée libératrice du peuple chinois libère des territoires de jour en jour plus étendus. Malgré l'intervention américaine, les partisans grecs, sous la direction du général Markos, luttent avec toujours plus de succès contre les monarcho-fascistes. Même en Espagne, les combats des partisans, la lutte d'autodéfense du peuple travailleur pour sa liberté se ralument.

En France, le Parti Communiste a derrière lui la majorité des ouvriers industriels, les 30 pour cent du peuple français. Face aux attaques de la réaction, il défend résolument les intérêts du peuple travailleur. Les élections italiennes ont montré qu'en l'espace de deux ans, le Parti Communiste a augmenté ses voix de 50 pour cent.

En Finlande où juste avant les élections, la réaction voulait écarter le Parti Communiste du gouvernement, les masses ouvrières se sont levées et ont repoussé avec succès cette attaque.

Le rassemblement des neuf partis communistes prouve le renforcement des démocraties. En échangeant leurs expériences, en coordonnant leur activité, ces partis poursuivent avec des résultats de plus en plus importants la lutte pour défendre la paix, pour sauvegarder l'indépendance et l'autonomie de leurs peuples.

Le Parti Communiste Hongrois est fier d'avoir été invité parmi les neuf partis, en résultat de ses trois années et demie de lutte et en reconnaissance des résultats acquis.

L'appartenance au groupe des neuf partis augmente naturellement notre responsabilité internationale, dans la lutte menée pour la paix et le progrès de l'humanité, et conscients de cette responsabilité nous ferons tout pour bien accomplir les tâches qui nous incombent. Nous savons que si les forces du camp démocratique s'unissent, elles seront plus puissantes que les impérialistes. Nous savons aussi que notre paix, notre démocratie, notre indépendance et notre bien-être sont inséparables de l'alliance et de la victoire des forces anti-impérialistes et progressistes du monde. C'est pourquoi nous mettrons en oeuvre toutes les forces du peuple travailleur hongrois pour mener victorieusement cette lutte.

LA DEMOCRATIE HONGROISE POUR LA DÉFENSE DE LA PAIX.

Suivant ces principes, les buts de la politique étrangère de la démocratie hongroise sont la défense et la sauvegarde de l'indé-

pendance nationale, de la paix et des conquêtes de la démocratie populaire.

C'est pourquoi nous avons conclu des alliances avec nos voisins démocratiques, en premier lieu avec l'Union Soviétique gardienne de l'indépendance nationale et du progrès social. C'est pourquoi nous tendons à entretenir des relations d'amitié et de collaboration de plus en plus étroites avec les démocraties populaires et nous faisons tout notre possible pour régler avec la démocratie populaire tchécoslovaque consolidée, la question de la minorité hongroise en Slovaquie, suivant les principes de la politique des nationalités de Lénine et de Staline.

En même temps la démocratie hongroise estime nécessaire des rapports ordonnés et pacifiques dans le domaine économique et politique avec tous les pays, à condition que ces derniers ne s'immiscent pas dans nos affaires intérieures et ne soutiennent pas les ennemis de notre ordre démocratique. Pour prouver cela je me rapporte à nos relations avec les États-Unis.

Il y a quelques semaines, les États-Unis exprimèrent le désir de régler les problèmes en suspens entre les deux pays. Un ou deux gestes conciliants furent faits pour appuyer ce désir. Evidemment nous sommes prêts à discuter, mais nous devons dire ouvertement que la valeur de ces propositions est affaiblie dans une mesure considérable par le fait que les États-Unis entravent notre reconstruction par tous les moyens, qu'ils retiennent les biens hongrois emportés par les Allemands en zone américaine et soutiennent, même officiellement, les ennemis réactionnaires et fascistes de la démocratie hongroise.

II. LE PAYS T'APPARTIENT, C'EST POUR TOI QUE TU LE BATIS

Notre production industrielle et agricole approche du niveau d'avant-guerre.

Permettez qu'après avoir fait un exposé de la situation internationale, je dresse le tableau de la situation économique de notre pays. Nous pouvons établir que dans ses grandes lignes, notre production agricole et industrielle atteindra au cours de l'été, celle d'avant-guerre.

Enfin, après trois années de sécheresse, nous espérons une bonne récolte. Cette année la surface ensemencée est plus grande qu'elle ne le fut jamais dans la Hongrie de Trianon. A peine un demi pourcent des terres est resté en friche. L'importance de la surface ense-

mencée est encore accrue par le fait que les terres sont bien cultivées et que les cultures demandant un travail et des soins particuliers augmentent sans cesse, ainsi la betterave sucrière, le riz, le tabac etc... La surface occupée par la betterave sucrière est de 170.000 arpents, chiffre jamais atteint dans ce pays, et une récolte moyenne permettra d'attribuer 20 kgs de sucre par tête d'habitant. Cette quantité représente 50% de plus que la meilleure année de récolte d'avant guerre. La consommation de cigarettes par exemple est significative pour apprécier notre développement économique. Dans la dernière année de paix, on a vendu 2,2 milliards de cigarettes. Durant l'année se terminant le premier août, deux fois et demie autant, c'est à dire 5,8 milliards de cigarettes. La situation de notre agriculture trois ans après la distribution des terres, prouve d'une façon éclatante à quel point les calamités répandues, disant que la terre n'était pas en bonnes mains, étaient fausses et prouve en même temps l'ardeur au travail et les capacités professionnelles de nos nouveaux propriétaires.

Notre production industrielle atteignait en avril les 97 pour cent de la dernière année de paix. Dans certaines branches de l'industrie, comme le charbon, l'acier, le fer, l'aluminium, les machines, le papier, les produits chimiques, les chaussures et les textiles, le niveau du mois dernier atteint, bien plus, dépasse celui d'avant guerre. Les mines par exemple dans les premiers cinq mois de cette année, ont produit 15 pour cent de plus que dans la dernière année de paix. Ceci montre que nos braves mineurs, qui depuis la libération ont toujours été à la tête de la production, accomplissent aujourd'hui aussi leur devoir. La production d'acier dépasse de 12 pour cent, celle du fer de 5 pour cent, la production d'avant-guerre, et, ce qui n'est pas moins important, la productivité individuelle et la discipline dans le travail vont en croissant.

L'émulation a donné un nouvel essor à la production.

Un esprit nouveau règne dans les usines et nous pouvons ajouter que nouveaux aussi sont les directeurs-ouvriers et qu'ils n'ont pas déçu l'espoir mis en eux.

La situation financière de l'Etat est en bon ordre. Le bilan des premiers 10 mois de l'année présentait un excédent de 100 millions de florins et l'on peut déjà être certain que le budget de la deuxième année, établi sur la monnaie stable sera également clôturé par un excédent. Notre budget d'Etat se caractérise par le fait, que déjà, les dépenses dans le

domaine culturel et social dépassent de loin celles d'avant-guerre. Au cours de l'année 1937/38, les dépenses affectées à des fins sociales et culturelles représentaient les 19% du budget. Cette année elles ont déjà atteint les 26%, bien que le politique des impôts de l'Etat se fasse dans un esprit tout à fait différent de celui du passé. J'ai consulté les statistiques des ventes aux enchères des années de paix. De 1931 à 1933, on a procédé à 31.000 ventes aux enchères dues aux charges, c'est-à-dire au impôts non payés. La démocratie populaire est fière, de ce que sous le régime de Horthy rien que pour les impositions, chaque année on battait le tambour devant 10.000 maisons tandis que maintenant l'huissier est devenu un phénomène rare. Et nous ferons en sorte qu'il le reste.

Nous éliminons méthodiquement les dommages de guerre. Nos chemins de fer et nos ponts — grâce aux magnifiques efforts de notre camarade Gerő et de ses collaborateurs — sont rapidement remis en état. Cela est notoirement reconnu de tous. Ce qu'on sait moins, c'est que nous avons réparé les trois quarts des dommages causés aux maisons et aux appartements, et en même temps que nous évaluons à peu près à 50.000 le nombre des maisons nouvellement bâties. Ceux qui voyagent en province, peuvent constater avec plaisir, avec quelle rapidité et en quel nombre on construit des maisons aux abords des villages. Pourtant la construction méthodique et sur une grande échelle des appartements, aussi bien à Budapest qu'en province ne commence en réalité que cette année et ne fait que prendre de l'essor.

Le niveau de vie des travailleurs industriels atteint en fait celui d'avant-guerre.

La réalisation du plan triennal se poursuit avec succès et il est déjà certain, que nous le terminerons pour fin décembre de l'année prochaine. Les résultats de la première année du plan dépassent de 2 p. c. les prévisions. Le résultat eut été encore bien meilleur si la sécheresse de l'année dernière n'avait pas enrayé la mise en marche du plan. Si nous prenons en considération ce fait, nous pouvons être satisfaits à tous les points de vue du développement du plan triennal.

Le geste magnanime par lequel l'Union Soviétique et son dirigeant plein de sagesse, le généralissime Staline, ont réduit de moitié les réparations encore dues, a donné une poussée énorme à notre plan triennal et à tout le développement de la vie économique hongroise.

Ce fut la preuve, un fois de plus depuis la libération, que le peuple hongrois, en eas de

difficultés, peut toujours compter avec certitude sur l'aide et la compréhension de l'Union Soviétique. Les fonds ainsi libérés pourront incontestablement donner un nouvel essor puissant au développement de toute notre économie.

Par suite du développement économique, le niveau de vie des travailleurs industriels atteignit en mai, à 2 ou 3 pourcent près, le niveau d'avant-guerre. Bien plus, dans certaines professions — telles les mines, l'industrie lourde, les textiles, etc — il le dépassa.

Le salaire des mineurs dépasse de presque 30 p. c. celui de 1938. La seule chose regrettable est que ce développement ne se manifeste pas uniformément, et que certaines catégories d'ouvriers sont encore assez loin du niveau de vie d'avant-guerre. Ceci concerne aussi, d'une façon particulière, les fonctionnaires publics, qui sont restés très en arrière et dont nous augmenterons maintenant le niveau de vie. Nous pouvons déclarer avec fierté que dans ce domaine, nous avons dépassé le plan et le niveau de vie des ouvriers industriels atteindra cette année déjà celui prévu pour l'année prochaine, troisième année du plan.

Je crois que les travailleurs hongrois sont satisfaits de ce qui a été accompli et qu'ils continueront à améliorer le rendement de leur travail, afin d'améliorer encore leur niveau de vie.

Le niveau de vie se serait élevé encore plus rapidement, si nos organisations de Parti avaient mieux compris et s'étaient occupées d'une façon plus concrète des questions de la production. Dans ce domaine, nous avons souvent commis l'erreur de considérer les problèmes de la production comme une question de propagande. Nous parlions d'une façon trop générale de la nécessité d'augmenter la production, et du bien-fondé de l'émulation dans le travail. Nous avons souvent touché à ces problèmes sans prendre en considération la situation locale des usines, des entreprises et des travailleurs. Ces temps derniers, on peut constater un changement dans ce domaine, mais seulement parmi nos organisations d'entreprises. La plus grande partie de nos autres organisations continue toujours à s'occuper de la question importante de notre développement et de l'augmentation de notre niveau de vie, non pas d'une manière concrète mais sous forme de propagande générale.

Pour faire comprendre ce que signifie l'essor hongrois, permettez-moi de rappeler qu'après la fin de la première guerre mondiale, alors que le pays avait incomparablement moins

souffert dans son économie que lors de la deuxième guerre mondiale, et avait été moins endommagé, ces résultats n'ont été obtenus que sept à huit ans après la fin des hostilités, et encore grâce à une aide importante de l'étranger. Et qu'on me permette de citer en guise de comparaison, que le niveau de vie des travailleurs dans des pays vainqueurs, qui sont parait-il si généreusement aidés par l'Amérique, tels que l'Angleterre ou la France, est encore loin du niveau d'avant-guerre.

Nous défendons méthodiquement les intérêts du peuple travailleur.

Dans ce que je viens de dire, chers camarades, se reflète la supériorité du système de la démocratie populaire dans le domaine économique.

Nous n'aurions pas pu atteindre ces résultats, si nous n'avions pas prévu en temps opportun, et organisé systématiquement le partage des grandes propriétés, endigué l'exploitation capitaliste et sa course au profit, créé une monnaie stable, renforcé la discipline dans le travail, introduit l'émulation dans la production et ce qui fut décisif, nationalisé la grande industrie, afin qu'avec la nationalisation chaque travailleur sente que le pays lui appartient, qu'il le reconstruit pour lui-même.

En trois ans et demi, la démocratie hongroise, ayant à sa tête les partis ouvriers, a radicalement transformé notre système économique.

Elle introduisit la planification dans notre vie économique. Le principe directeur de ce système — que nous avons tâché de faire prévaloir partout — consiste à défendre les intérêts du peuple travailleur, à diminuer les chances du profit individuel. Nous avons d'une façon méthodique, enfermé dans des limites toujours plus étroites l'exploitation capitaliste. La conséquence de cette transformation, c'est que la plus grande partie de l'industrie hongroise, les mines et les moyens de communication, a passé aux mains de l'État et de la collectivité, qu'elle sert dorénavant l'intérêt de la communauté et non pas l'exploitation capitaliste.

Le capitalisme a subi une défaite et le socialisme a remporté une victoire sur un front très important de la vie économique hongroise.

Ceci s'exprime en chiffres comme suit: sur les 550.000 travailleurs de la grande industrie, des mines et des transports, 472.000 c'est à dire les 86 pourcent travaillent dans des entreprises nationalisées ou le bénéficiaire n'est plus un capitaliste. C'est le secret

des succès économiques de la démocratie hongroise. Ces chiffres démontrent en même temps, que dans la démocratie populaire le peuple travailleur a pris le chemin de la construction socialiste.

Accentuons le développement des forces productives du pays.

Quelles sont les tâches ultérieures? Afin de poursuivre d'une façon régulière et continue la progression du niveau de vie du peuple travailleur, il faut accentuer le développement des forces productives du pays, augmenter la productivité du travail, la production industrielle et agricole et continuer à réduire le profit provenant de l'exploitation. Dans ce but, il faut continuer à développer l'économie planifiée et la coordonner avec les plans des pays voisins amis, il faut élaborer le nouveau plan quinquennal ainsi que le plan décennal d'électrification et d'irrigation du pays.

Ces plans auront un caractère tout différent du plan triennal. Il ne s'agira plus de réparer les dommages de guerre et d'atteindre la production d'avant-guerre, mais de poser toute notre vie économique sur de nouvelles bases, de la réorganiser, d'accentuer et d'assurer son essor, il s'agira d'élever le niveau économique et culturel du peuple travailleur hongrois, dans une mesure et avec un élan dignes de la démocratie.

Le plan décennal d'irrigation va sauver du fléau presque permanent de la sécheresse la paysannerie laborieuse de la région située au delà du Tisza, paysannerie pénétrée de traditions démocratiques.

La modernisation de la production agricole est inséparablement liée à ces réalisations. Il faut assurer à l'agriculture s'édifiant sur la petite propriété, l'aide de la technique et de la science. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra éliminer la disproportion existant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles.

C'est dans ce but qu'il faut accélérer l'établissement d'un vaste réseau de stations de machines agricoles. Il faut accroître par tous les moyens le développement des coopératives de production, de vente et d'achat dans tous les villages.

DÉVELOPPER SUR UNE VASTE ECHELLE NOTRE POLITIQUE SOCIALE.

Parallèlement au développement économique de la démocratie, nous devons travailler à élever progressivement le niveau de vie des travailleurs. Le développement de notre po-

litique sociale sur une grande échelle, la défense de la santé et de la sécurité sociale des travailleurs industriels font partie de l'augmentation du niveau de vie des travailleurs. Nous avons réussi jusqu'à présent à réaliser une part importante des revendications sociales des ouvriers industriels, revendications qui remontent à des dizaines d'années. Mais maintenant il faut aller plus loin.

Il faut par exemple, organiser sur une échelle beaucoup plus vaste, avec l'aide de l'Etat, les séjours de vacances des travailleurs et les colonies de vacances pour leurs enfants; les centres de villégiature du lac Balaton, ceux des montagnes de Matra et de Mecsek de même que ceux des monts de Buda, ainsi que les autres stations de cure et de repos doivent servir en premier lieu à cet effet. Il faut réaliser une amélioration profonde dans les conditions de logement des travailleurs, afin que disparaissent les quartiers misérables et il faut assurer les moyens matériels nécessaires pour entreprendre la construction de maisons d'habitation communales et d'Etat. Enfin, en développant les forces productives, par l'économie planifiée et l'évincement des éléments capitalistes, il faut liquider entièrement le chômage existant encore.

UNE ARMÉE FORTE, DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE.

Il faut mettre à l'ordre du jour la formation et l'équipement moderne d'une armée démocratique populaire. Naturellement, il faut détruire dans la nouvelle armée hongroise, l'esprit antipopulaire de l'ancienne. Il faut lier l'instruction militaire à celle des devoirs et droits civiques. Il faut faire de l'armée nationale l'école de la démocratie hongroise. L'armée nationale doit recruter avant tout ses cadres d'officiers parmi les éléments démocratiques d'origine ouvrière et paysanne.

IL FAUT DONNER AUX TRAVAILLEURS LES MOYENS DE S'INSTRUIRE.

La consolidation de la démocratie hongroise rend possible de progresser à plus grands pas dans le domaine de l'instruction publique. Il faut mettre un terme au monopole de culture des classes possédantes, et rendre accessible aux couches les plus étendues des masses travailleuses la culture générale, la formation professionnelle, et tous les trésors de la culture nationale et humaine. Il faut particulièrement s'efforcer de donner la possibilité aux travailleurs de continuer leurs études secondaires et supérieures sans qu'ils

soient obligés d'interrompre leur travail productif et dans ce but, il faut établir un réseau scolaire à l'intention des travailleurs.

A BAS LA REACTION NOIRE (REACTION CLÉRICALE).

En rapport avec ce qui précède, permettez-moi d'exposer le problème de la nationalisation des écoles et la question qui s'y rattache: le règlement des rapports entre la démocratie et l'Eglise.

Le socialiste lutte non pas contre la religion, mais contre le capitalisme.

En leur temps, Marx et Engels prirent nettement position contre le chancelier allemand Bismarck à propos de son prétendu conflit politico-culturel avec l'Eglise catholique. Ils démontrèrent que toute cette lutte n'était qu'une manoeuvre pour détourner du socialisme l'attention de masses travailleuses allemandes, dont la conscience de classe s'affirmait. Il y a quarante ans, Lénine disait des ouvriers croyants:

„Nous devons non seulement permettre, mais accentuer nos efforts pour faire entrer dans le Parti social-démocrate tous les ouvriers qui ont gardé leur foi en Dieu. Nous désapprouvons énergiquement que ces ouvriers soient, même dans la plus petite mesure, blessés dans leur sentiment religieux. Nous devons faire adhérer ces hommes au Parti pour les éduquer dans l'esprit de notre programme.”

Lénine s'exprima de façon semblable sur les prêtres adhérant au Parti. C'est conformément à cet esprit marxiste-léniniste, que depuis les premiers moments de la libération, nous avons traité les problèmes religieux.

Tout homme objectif conviendra, qu'au printemps de 1945, nous aurions pu sans qu'on nous oppose la moindre résistance, procéder à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et prendre les mesures que les démocraties occidentales ont réalisé depuis des dizaines d'années, ou depuis un ou deux siècles. Nous n'avons pas voulu tirer profit de cette occasion à cette époque, car nous avons prévu qu'à la suite du développement sain et de la consolidation de la démocratie, le temps viendrait où la majorité du peuple, mûrie politiquement, exigerait d'elle-même le règlement de ce problème. En attendant, nous avons non seulement pris toutes les précautions pour ne pas blesser le sentiment religieux du peuple, mais encore nous avons partout tendu une main secourable pour la reconstruction des églises.

Bien que des centaines de milliers d'arpents appartenant à l'Eglise aient été distribués, cette mesure n'était pas dirigée contre l'Eglise, mais contre la grande propriété. Cela a été prouvé par la mesure prise en faveur des curés pauvres, pour qu'ils reçoivent aussi leur part au cours de la réforme agraire, ce qui dans les trois quarts des communes touchées par la réforme agraire s'est réalisé. C'est le Parti Communiste qui a commencé à reconstruire les églises en ruines. La première lettre de remerciement que nous avons reçue relativement à ces actions provenait du vicaire Drahos, à l'occasion des réparations effectuées à la basilique d'Esztergom. La démocratie a généreusement accepté de subvenir aux besoins des évêques et des chanoines dont la situation, par suite du partage des terres, était devenue plus difficile.

Pas une seule institution religieuse n'a été obligée de fermer ses portes en raison du manque de subventions. Et nous avons jusqu'à ce jour toujours mené cette même politique, sans rien y changer.

Pour le premier mai, nous avons fait distribuer à plus de 270 paroisses du bronze pour les cloches. Il n'y a pas plus d'un mois, j'intervins personnellement en faveur de la réparation de l'église de l'ordre de St. Paul. De même, on s'est adressé à moi pour la reconstruction de la Basilique, et il ne se passe pas de semaine sans qu'une paroisse ne sollicite l'aide de notre Parti.

C'est le résultat de cette juste politique qui fait que les couches religieuses du peuple hongrois se tournent avec toujours plus de compréhension vers la démocratie. Elles accordent de moins en moins de crédit aux calomnies répandues sur notre Parti durant les 25 années du régime de Horthy. Le nombre de ceux qui se rendent compte que le chemin de la démocratie est le bon, qu'il mène au relèvement, au bonheur du peuple, augmente sans cesse. En reconnaissance de ce fait, une saine évolution s'est manifestée dans les églises protestantes, exigeant que l'Eglise protestante se range aux côtés des forces constructives de la démocratie. Pourquoi chez nous les Eglises ont-elles adopté une attitude hostile à l'égard de la démocratie? Permettez-moi de citer à ce sujet Ladislav Ravasz, évêque protestant, compétent en la matière.

L'Eglise au cours de son développement séculaire — dit Ladislav Ravasz — a fusionné avec la classe sociale dominante. Par contre, la révolution sociale a surgi en dehors des cadres de la classe dominante. Par suite, l'Eglise et la révolu-

tion sociale se considéraient réciproquement comme ennemies. La grande révolution sociale, qui transforme actuellement la Hongrie et aussi progressivement le monde entier, a balayé le système d'Etat précédent et en même temps la domination de la classe sur laquelle ce système était bâti; bien plus, elle balaya aussi cette classe elle-même. Pour cette raison, l'Eglise est tentée de se considérer comme atteinte personnellement par l'anéantissement de cette domination et de voir par conséquent un ennemi dans le nouveau système d'Etat...

Si l'Eglise se laissait gagner par cette tentation, elle pourrait en arriver à jouer le rôle funeste de parti politique illégal.

Elle rassemblera dans son camp les insatisfaits du régime et les éléments oppositionnels. Le fait de lui appartenir n'indiquera pas la foi, mais une attitude politique...

Je crois que nous pourrions, sans plus, souscrire aux constatations de l'évêque Ladislas Ravasz. Durant les 25 ans du régime Horthy, et nous pouvons ajouter: aussi avant, les Eglises et la classe dominante ne faisaient qu'un et l'Eglise qui aujourd'hui, s'oppose à la démocratie est menacée du danger de se transformer en un parti illégal, le parti politique de l'ancien régime réactionnaire. La solution de ce problème se poursuit d'une façon saine avec l'Eglise protestante, et la démocratie a proposé également à l'Eglise catholique d'entamer des conversations pour le résoudre. Il est un fait certain, c'est que les conditions nécessaires à la solution de cette question sont arrivées à maturité. Il est hors de doute que les masses catholiques, et avec elles les membres du bas-clergé en contact étroit avec les fidèles, exigent avec toujours plus d'impatience le solutionnement de cette question. Il faut constater cependant qu'au même moment, la plus grande partie du haut clergé de l'Eglise catholique se dresse de toutes ses forces contre la solution, contre l'entente avec l'Etat.

NOTRE LUTTE CONTRE LA REACTION CLERICALE N'EST PAS D'ORDRE RELIGIEUX, MAIS POLITIQUE.

Ce ne sont pas des causes religieuses, mais bien politiques qui déterminent cette résistance.

Nos différends avec Mindszenty et sa clique consistent en ceci: nous avons distribué à 700.000 paysans sans terres, les propriétés des évêques et des comtes. Mais eux vou-

draient les leur reprendre, faire d'eux à nouveau des serfs et des journaliers. Nous avons remis les banques et les mines à l'Etat, eux voudraient les rendre aux anciens capitalistes.

Alors que nous défendons la république populaire, eux languissent après les Habsbourg. Au temps de Horthy, Mindszenty était raciste et soutenait les croix fléchées; aujourd'hui, il défend les fascistes souabes. Il intervint dans leur intérêt, même auprès des Anglais et des Américains et remua ciel et terre pour que ces Allemands puissent rester en Hongrie et que leurs terres ne passent pas aux mains des paysans pauvres hongrois. Mindszenty, Shvoy, et les autres faisaient l'apologie de Hitler, de Mussolini, de Horthy, tressaient une auréole de gloire autour d'Imrédy ou d'Homan, mais pour la démocratie, pour le travail plein de sacrifice et d'héroïsme que les ouvriers, les paysans et les intellectuels ont accompli pour la reconstruction de notre pays, ils n'ont pas une bonne parole.

Maintenant ils manifestent, ils font appel à la résistance, ils menacent d'excommunication, mais lorsque les Allemands et les fascistes pillaient le pays, quand ils massacraient des centaines de milliers de personnes dans les brigades punitives et les camps de travail et dans d'autres lieux d'exécution mobiles, quand par dizaines de milliers ils entraînaient les enfants à la préparation militaire, ces messieurs approuvaient ou s'inclinaient. Mindszenty aussi approuva et s'inclina et par la suite, ce personnage ne s'est pas fait scrupule de faire passer pour de la résistance, une querelle personnelle qu'il eut avec un membre des croix fléchées. Et il approuva la nationalisation des écoles il y a dix ans à l'époque où il était curé et se nommait Joseph Pehm — quand à la place des écoles confessionnelles, il fonda des écoles d'Etat à Zalaegerszeg. Evidemment, il s'agissait alors de l'Etat réactionnaire de Horthy et non pas de l'Etat démocratique populaire d'aujourd'hui.

Voilà les divergences entre la démocratie hongroise et la réaction cléricale: elle ne sont pas d'ordre religieux, mais politique.

La réaction se dissimulant derrière le manteau de l'Eglise, — je cite à nouveau les paroles de l'évêque Ladislas Ravasz — rallie dans son camp les insatisfaits et les éléments oppositionnels, et l'appartenance à ce camp n'est pas le signe de la foi, mais une attitude politique". Et nous pouvons ajouter que c'est une attitude politique réactionnaire et anti-populaire. Que tous les catholiques de bonne foi s'en souviennent.

La démocratie hongroise a fait preuve d'une grande modération envers les méfaits

des Mindszenty, elle a patienté dans l'espoir que le bon travail accompli dans l'intérêt du peuple travailleur ferait mûrir-lentement mais sûrement — les conditions d'une entente avec les fidèles catholiques, entente qui rendrait impossible l'activité de la réaction et déclencherait la démocratisation qui, bien que lentement, a déjà commencé dans l'Eglise protestante, et dont les signes précurseurs se manifestent de plus en plus parmi les fidèles catholiques.

Nous voulons continuer cette politique de patience également dans l'avenir, car nous sommes certains que les résultats de cette politique ne manqueront pas de se faire sentir, que le peuple hongrois nous suivra, nous qui oeuvrons pour son bonheur et non pas ceux qui voudraient le retour des propriétaires de milliers d'arpents, des fonctionnaires tout puissants et des gendarmes. Mais nous devons ajouter que même la patience de la démocratie connaît des limites et ceux qui dépassent cette limite et prennent la modération de la démocratie pour de la faiblesse, ceux-là se rendront très vite compte, et pas seulement à Pocspetri, que ceux qui oeuvrent contre les intérêts du peuple travailleur seront frappés par la démocratie hongroise même s'ils portent l'habit ecclésiastique.

Par suite de la politique réactionnaire de Mindszenty la situation est devenue intenable dans les écoles confessionnelles. Nous avons reçu les uns après les autres des rapports se plaignant que dans les écoles confessionnelles on brimait non seulement les instituteurs, les professeurs ou les prêtres à cause de leurs convictions démocratiques, mais aussi les étudiants d'origine populaire, les élèves des collèges populaires, les enfants des ouvriers et des paysans auxquels la démocratie a enfin pu rendre la culture accessible. La situation est aujourd'hui déjà telle que dans la plupart des écoles de l'Eglise catholique on préfère se passer des manuels scolaires, ou on se sert des livres rétrogrades, anti-populaires de l'ancien régime de Horthy plutôt que d'utiliser les manuels scolaires de l'Etat. C'est pourquoi les instituteurs, les professeurs des écoles confessionnelles exigent eux-mêmes que la république démocratique — qui couvre tous les frais des écoles confessionnelles — les défende contre la réaction de Mindszenty. En conséquence, la démocratie hongroise a mis à l'ordre du jour la nationalisation des écoles. Nous voulons exécuter cette mesure — comme nous l'avons fait pour la plupart des mesures prises par la démocratie — en écoutant l'avis des intéressés et si possible dans un esprit compréhensif et de

concessions réciproques. C'est pourquoi le gouvernement a entamé des pourparlers avec les Eglises. Le premier principe fondamental des pourparlers c'est que l'enseignement religieux reste obligatoire dans les écoles nationalisées. Il faut souligner cela, car la réaction prétend, particulièrement dans les villages arriérés, que dans les écoles nationalisées il n'y aura pas d'enseignement religieux. Certaines écoles ayant un passé historique, comme les collèges protestants de Papa, Debrecen et Sárospatak font exception à la nationalisation. Pour permettre aux Eglises de se stabiliser économiquement, l'Etat se charge de les aider économiquement durant 20 ans. Ces clauses sont les points principaux de l'accord et elles prouvent que la démocratie hongroise veut réellement agir dans un esprit de compréhension et de concessions réciproques.

Nous pouvons ajouter qu'un accord semblable est intervenu ces jours derniers entre la république tchécoslovaque et l'Eglise catholique de ce pays. Il faut souligner cet événement, car si l'Eglise catholique de Tchécoslovaquie a signé l'accord cela prouve qu'un tel arrangement n'est pas contraire à la religion. Donc, sachez nous les dirigeants de l'Eglise catholique ne veulent rien entendre d'un accord satisfaisant les deux parties, ce n'est pas pour des raisons religieuses, mais bien politiques et réactionnaires.

Dans la question des écoles nous n'acceptons ni hésitation, ni compromis.

Dans cette question, la démocratie doit rester ferme. Le temps est venu en cette, quatrième année après la libération, où nous ne devons plus admettre dans les écoles de la démocratie le règne de l'esprit réactionnaire, anti-populaire, languissant après la domination des Habsbourg, mais l'esprit sain, nouveau de la démocratie, un esprit préparant l'avènement du peuple travailleur.

L'esprit de Kossuth, de Petöfi, de Tancsics, qui les premiers ont proclamé la nationalisation des écoles doit prévaloir, cet esprit que nous, leurs successeurs fidèles, avons mis en pratique.

Voilà en substance le problème de la nationalisation des écoles. Du haut de cette tribune du congrès, je fais appel à tous les travailleurs hongrois, à tous les démocrates conscients — particulièrement au peuple des campagnes et aux femmes — pour qu'ils ne soient pas dupes des fausses nouvelles, des discours réactionnaires et qu'ils ne laissent pas exploiter leurs sentiments religieux. Qu'ils considé-

rent la nationalisation des écoles comme faisant partie intégrante de la politique, qui donna la terre aux paysans travailleurs, qui nationalisa les usines des magnats de l'industrie et qui défend dans tous les domaines, honnêtement et avec succès, les intérêts de notre peuple travailleur qui a tant souffert.

J'en appelle particulièrement aux communistes, aux sociaux-démocrates, à tous les membres du parti des travailleurs hongrois pour, que dans cette question ils n'acceptent aucun compromis, qu'ils ne connaissent aucune hésitation. Ils doivent se mettre à la tête de cette lutte, ils doivent aider à battre les ennemis du peuple travailleur, dans ce domaine aussi. Ceux qui dans cette question sont chancelants, ou rentrent les épaules, ceux qui n'osent pas prendre ouvertement position, ceux-là n'ont pas leur place dans nos rangs.

UN NOUVEAU FRONT D'INDEPENDANCE HONGROIS

En dehors du problème de la nationalisation des écoles, une autre préoccupation de la démocratie hongroise est la réorganisation et l'édification sur des bases populaires très larges du Front National d'Indépendance Hongrois. Il est hors de doute que la démocratie populaire s'est développée et s'est consolidée, mais la lutte contre la réaction cléricale, contre la grande propriété et contre le grand capitalisme, de même que la lutte contre les vestiges du fascisme et la défense de l'indépendance hongroise exigent l'union toujours plus étroite des forces démocratiques. Ceci s'impose aussi en raison du travail de sape de la réaction internationale. Dans les premiers temps de la libération, c'est dans le Front National d'Indépendance Hongrois que nous avons vu l'union des forces démocratiques. Les trois ans et demi qui viennent de s'écouler ont démontré, que la coalition, plus ou moins solide des partis démocratiques ne convenait pas à la réalisation des tâches fixées, et que la formation d'une nouvelle organisation basée sur l'unité populaire était nécessaire. Ces trois années et demie ont prouvé que la coalition plus ou moins saine de partis concurrents, est favorable aux forces anti-populaires qui se sont servies de la rivalité des partis pour s'infiltrer dans certains partis démocratiques et ont ainsi entravé la coopération démocratique et le travail constructif.

Les trois années et demie d'expériences de notre démocratie, ont fait mûrir les conditions nécessaires à la réorganisation du Front

d'Indépendance comme organisation de masse unique.

Le nouveau Front d'Indépendance sera l'organisation de masse unique de l'alliance combattive des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des petites gens. Pour cette raison, non seulement les partis politiques démocratiques, mais aussi les grandes organisations sociales du peuple hongrois, les syndicats, les coopératives, les organisations des femmes et de la jeunesse doivent trouver leur place en son sein.

UNE CLASSE OUVRIERE, UNE PAYSANNERIE, UNE COUCHE INTELLECTUELLE NOUVELLES.

Si nous passons en revue les résultats et les échecs des trois années et demie écoulées, nous devons constater que dans la structure économique, politique et sociale de notre pays, des transformations fondamentales sont survenues. En résultat de ces transformations, une classe ouvrière, une paysannerie et une couche intellectuelle nouvelles sont en voie de formation. La classe ouvrière n'est plus une classe opprimée et sa majorité qui travaille dans les usines de l'Etat n'est plus exploitée. C'est pourquoi ses rapports avec l'Etat et la production ont changé. Elle considère le travail, de plus en plus, comme une affaire d'honneur envers l'Etat démocratique, comme une condition de l'augmentation de son niveau de vie. Par l'intermédiaire des directeurs-ouvriers, des comités d'entreprises, des syndicats et du Parti des travailleurs Hongrois, elle participe dans une mesure toujours plus grande à la direction de la vie économique. Elle prend de plus en plus conscience de son rôle dirigeant, en même temps que des ses responsabilités accrues dans la vie économique et politique, dans le développement et la destinée de toute la nation.

Le visage de notre paysannerie s'est également modifié. La réforme agraire a fait disparaître la masse des paysans sans terres, qui sont devenus des propriétaires petits et moyens.

La conviction s'enracine toujours plus profondément dans la paysannerie que la démocratie est non seulement le système d'Etat qui lui est propre, mais que la démocratie et ses conquêtes, la réforme agraire, la nationalisation, la république, ne sont pas des phénomènes passagers, mais solides, durables, inébranlables. Parallèlement à cette idée, la paysannerie prend conscience qu'en alliance avec la classe ouvrière, elle participe au pou-

voir politique. L'afflux des paysans moyens dans notre parti, ces mois derniers, prouve leur prise de conscience de ces faits. Le Parti des Travailleurs Hongrois doit aider ce processus sain, en procédant à une sélection convenable.

Grâce aux succès de la démocratie, on sent enfin un mouvement dans la masse des intellectuels. L'attentisme critique commence à cesser dans leurs rangs, et nous constatons que de plus en plus nombreux sont ceux qui prennent le chemin de la collaboration avec les ouvriers et les paysans. Ils veulent aider la démocratie, ils veulent participer à l'édification de la Hongrie nouvelle, ils veulent servir la nation. Des éléments nouveaux d'origine ouvrière et paysanne assainissent les rangs des intellectuels, favorisant et accélérant ce processus.

III. AVEC LE PARTI DES TRAVAILLEURS HONGROIS POUR UNE HONGRIE FORTE ET PROSPERE.

A présent, permettez-moi d'examiner les problèmes, se rapportant aux partis ouvriers. Je vais résumer d'une façon succincte le chemin déjà parcouru. Avec la libération du pays et la victoire de la démocratie, le système de domination de classe des grands propriétaires et du grand capital fit faillite. Le front unique du parti communiste et du parti social-démocrate permit à la classe ouvrière, à toute la paysannerie, ainsi qu'à la partie de la bourgeoisie qui prit position contre l'impérialisme allemand et se trouva prête à collaborer avec nous pour liquider dans une certaine mesure les restes du féodalisme et réaliser les institutions démocratiques, de conquérir le pouvoir. Dans les premiers temps de la libération toutes ces classes et toutes ces couches étaient présentes dans le Front National d'Indépendance Hongrois, car notre parti a jugé nécessaire — ce qui était très juste à ce stade de développement — que tous ceux qui étaient prêts à lutter contre les Allemands, prennent place sans exception dans la coalition nationale. A cette époque, même dans notre camp, parmi les communistes, on était incertain, on se demandait si une coalition nationale aussi large était juste, s'il était bon de marcher côte à côte avec des alliés aussi peu sûrs que l'étaient par exemple les généraux de Horthy ou le ministre de l'éducation nationale, le comte Teleki, qui avaient pris place dans le premier gouvernement national. Ces camarades avaient oublié ou peut-être même ignoraient cet enseignement de Lénine:

Faire la guerre... et renoncer d'avance à l'ouïer, à exploiter les anta-

gonismes d'intérêts (fussent-ils momentanés) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés possibles (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels) n'est-ce pas d'un ridicule achevé?

Nous, nous n'avons pas renoncé à ces alliés temporaires, peu sûrs et chancelants. Nous leur avons donné la possibilité de prendre part à la reconstruction de notre pays. Ce n'est pas de notre faute si ces éléments sont restés en arrière, lorsque le danger allemand passa au deuxième plan, et que la lutte pour liquider les vestiges du féodalisme et avant tout la réalisation de la réforme agraire, la lutte contre le grand capital passa au premier plan. Nous avons solutionné ces tâches, les unes après les autres, et au cours de la lutte contre la réaction, les représentants de la classe capitaliste, de même qu'une bonne partie des représentants des exploités à la campagne, des koulaks, furent évincés du pouvoir et du gouvernement.

Lorsque les généraux de Horthy, le comte Teleki, ou le ministre des finances Vásári sortirent du gouvernement, l'influence des capitalistes et de la bourgeoisie anti-démocratique diminua. L'éloignement des Béla Varga, la fuite de Sulyok, l'évincement de Szabó de la coalition signifiaient la défaite de la réaction cléricale et des koulaks. La liquidation des Pfeiffériens couronna cette défaite.

LA STRATEGIE ET LA TACTIQUE LÉNINISTE—STALINISTE.

Au cours de ces luttes, le Parti Communiste essaya d'appliquer partout la stratégie de Lénine et de Staline. Le but de sa stratégie fut de liquider l'exploitation du grand capital et de la grande propriété, et par la réalisation de la démocratie populaire, d'entreprendre l'édification du socialisme. Pour mettre en pratique cette stratégie, nous avons choisi avec soin les tâches les plus importantes, nous avons élaboré la tactique à suivre pour les solutionner et ensuite nous les avons réalisées avec ténacité et en connaissance de cause.

Notre tactique consistait avant tout à trancher le problème décisif: liquider les restes du féodalisme moyenageux, mener à bien le partage des terres. Ceci renforça l'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière. Pour neutraliser la classe des koulaks — facilitant ainsi notre tâche primordiale — nous n'avons pas touché aux propriétés de moins de 100 hectares. La terre attribuée aux ecclé-

siastiques servait le même but. Lorsque la reconstruction vint à l'ordre du jour, nous n'avons pas craint de conclure un accord tacite avec les capitalistes, leur donnant non seulement la possibilité de participer à la reconstruction, mais encore leur accordant une aide considérable. Beaucoup de nos camarades désapprouvèrent cette politique, cependant si nous regardons aujourd'hui en arrière, nous constatons que nos intentions étaient justes, ce n'est pas de notre faute si les capitalistes n'ont pas profité de cette situation.

De même, nous avons travaillé dans l'esprit de la tactique de Lénine et de Staline, lorsque nous avons minutieusement recherchée, profondément élaborée la tâche primordiale de chaque période, lorsque nous avons su saisir le moment propice.

Aussitôt après le partage des terres, nous avons pris en mains la reconstruction. Ensuite nous avons travaillé à l'organisation des institutions de la République, puis nous avons mis de l'ordre dans le domaine monétaire, et après avoir liquidé les conspirateurs sapant la république, nous avons aussitôt mis en train le plan triennal. Au lendemain des élections, nous avons consolidé les bases de la démocratie, ensuite nous avons anéanti l'organisme politique le plus important de la réaction: le Parti de Pfeiffer, et nous avons liquidé la dangereuse armée auxiliaire de l'impérialisme international et de la réaction hongroise: l'aile droite du parti social-démocrate.

Lorsque nous nous sommes fixés une tâche à réaliser, nous avons pris garde de ne pas dévier du chemin menant au but. Nous avons lutté avec conséquence et ténacité pour l'atteindre et nous n'avons pas permis à l'ennemi de détourner notre attention. Nous avons poursuivi énergiquement et sans répit l'ennemi battu, sans lui laisser le temps de reprendre haleine, de réorganiser ses forces. Le complot dévoilé a été rapidement suivi des élections, sans laisser le temps à l'ennemi de remettre de l'ordre dans ses rangs. La défaite électorale de la réaction fut suivie au bout de six semaines par la liquidation du parti de Pfeiffer. Nous avons aussitôt mis en valeur dans le domaine économique cette victoire politique en nationalisant les grandes banques. Au bout de dix nouvelles semaines, l'aile droite du parti social-démocrate fut anéantie et cet événement fut aussitôt suivi par la nationalisation des entreprises occupant plus de 100 ouvriers. Nous avons suivi la même tactique, en mars 1946 par exemple lorsque, par la mobilisation des masses, nous avons non seulement repoussé les tentatives de la réaction relevant la tête, mais encore, aussitôt

après, obtenu la nationalisation des mines et la gérance par l'Etat des grandes entreprises de l'industrie lourde, ainsi que la consolidation des conquêtes de la réforme agraire.

LE CHEMIN DES COMMUNISTES ÉTAIT LE BON CHEMIN.

Nous avons veillé dans toutes les circonstances sur les intérêts notre plus fidèle allié, la paysannerie travailleuse et nous n'avons pas oublié cet enseignement de Lénine, qu'en dehors des problèmes d'ordre national il faut fournir autant que possible de travail simple, quotidien, il faut consacrer une grande attention aux faits les plus simples, mais vivants, de l'édification communiste.

Nous n'avons pas oublié un seul instant de solutioner les petits problèmes de la vie courante de tous les jours, qui demandent beaucoup de constance et de patience, et dépendent étroitement des grandes tâches nationales. Au cours de la lutte, notre Parti s'est renforcé, ses cadres se sont développés, nous avons acquis de l'expérience, nous nous sommes fortifiés et notre confiance en nous a grandi. Le peuple travailleur hongrois se basant sur sa propre expérience, nous soutenait et nous suivait avec toujours plus de confiance. Ce que notre grand maître Staline, a dit du développement du parti bolchévique est valable pour nous aussi:

„Tandis que les chefs militaires commencent la guerre quand ils disposent d'une armée prête, le Parti crée son armée au cours de la lutte, au cours des combats de classes, dans la mesure où les masses, par leurs propres expériences, se convainquent de la justesse des mots d'ordre et de la politique du Parti...”

Les trois années et demie de lutte conséquente et exténuante, le travail exemplaire, plein de sacrifice, ont convaincu non seulement les ouvriers industriels hongrois, mais tout le peuple hongrois, que la voie montrée par les partis ouvriers est juste et que non seulement nous connaissons les buts, mais nous pouvons tracer le chemin qui y mènera. Le résultat de la lutte de ces trois années et demie, c'est qu'en Hongrie la classe ouvrière et son allié la paysannerie, sont aujourd'hui au pouvoir.

La classe ouvrière — avant à sa tête notre parti — a prouvé au milieu de difficultés inouïes, sa capacité de gouverner, elle est devenue une force dirigeante et décisive, reconnue par la grande majorité du peuple.

Notre parti fut la force motrice du développement qui amena au pouvoir dans notre

pays, la classe ouvrière, luttant dans le front uni, et son alliée, la paysannerie travailleuse. Les masses ouvrières et paysannes, les intellectuels progressistes, le peuple tout entier se sont rendus compte par leur propre expérience, par notre travail quotidien, de la justesse de nos mots d'ordre et de notre politique. C'est en reconnaissant ce fait, qu'au printemps dernier les ouvriers sociaux-démocrates affluèrent chez nous par dizaines de milliers, et le camarade Arpad Szakasits a souligné ce fait au cours du XXXVI^e congrès du parti social-démocrate, lorsqu'il constata:

„Ne craignons pas de reconnaître, et encore moins de dire, que le chemin des communistes était le bon. Ils ont fait une bonne politique, ils ont bien travaillé.”

C'est la bonne politique et le bon travail qui nous permirent d'évincer progressivement les ennemis du peuple de leur position, c'est ce qui isola les sociaux-démocrates de droite, c'est ce qui leur fit perdre du terrain, c'est ce qui fit naître les conditions saines de la fusion des deux partis ouvriers, les conditions de l'unité ouvrière organique.

C'est la bonne politique et le bon travail qui ont favorisé au cours de la lutte, la formation de l'armée du Parti, de ses cadres, de ce corps d'officiers qui en l'espace de trois années et demie, a organisé et a porté à presque un million le nombre des soldats de notre parti; de ces cadres, à qui nous pouvons tranquillement confier la reconstruction et l'avenir de notre pays.

Ces cadres ont prouvé qu'ils ont su résoudre les tâches qui se sont posées au cours du développement, tâches destinées à assurer le relèvement et le bien-être du peuple hongrois. Notre Démocratie doit ses conquêtes, en premier lieu, à ces cadres de grande valeur.

NE NOUS LAISSONS PAS GRISER PAR LE SUCCÈS.

Lorsque nous constatons tous ces succès, nous devons en même temps, souligner par une autocritique communiste, que nous avons aussi commis pas mal d'erreurs. Notre plus grande erreur consista généralement à ne pas estimer à leur juste valeur les rapports de forces des classes.

Nous avons sous-estimé la force, les profondes racines et la ténacité de la réaction hongroise.

Nous avons sous-estimé l'ennemi avant les élections de 1945, et cela ne nous sert guère de consolation que l'aile droite du parti social-démocrate ait commis dans ce domaine des

erreurs encore plus graves, et par suite, risqué plus d'une fois de mettre la démocratie dans une situation critique. Maintenant que les forces de la démocratie hongroise sont accrues d'une façon prodigieuse par suite de la fusion des deux partis ouvriers, nous devons prendre garde, que les succès ne nous montent pas à la tête, et que nous ne croyions pas que l'affaire est dans le sac et l'ennemi définitivement vaincu.

A ce sujet nous constatons, que nos camarades se comportent quelquefois en tyrans, au lieu de se servir des armes de la persuasion, et dans plus d'un cas nous constatons une indéniable présomption. Pourtant l'ennemi est encore fort, et justement maintenant avec la nationalisation des écoles, nous pouvons constater que nous avons en perspective des combats sérieux à livrer. C'est pourquoi nous devons énergiquement combattre chez nos camarades la présomption ou l'esprit de suffisance et ne pas permettre que les succès nous aveuglent.

LES MÉRITES HISTORIQUES DES SOCIAUX-DÉMOCRATES DE GAUCHE.

Je voudrais m'adresser spécialement aux camarades communistes, dont certains n'apprécient pas toujours suffisamment le rôle joué par le parti social-démocrate et le front unique dans les succès de la démocratie. Nos difficultés au sein du front unique augmentèrent dans la mesure où dans le Parti social-démocrate, l'aile droite gagnait du terrain. Malgré cela nous devons au front-uni, ce que nous avons obtenu dans la plupart des questions importantes avec nos camarades sociaux-démocrates.

Lorsque le front unique ne fonctionnait pas, c'est toujours l'aile droite du parti social-démocrate qui en était responsable, comme dans la question de la liste unique aux élections ou dans la formation d'organisations uniques pour les femmes et la jeunesse. A cause de ce manque d'unité, les organisations de femmes et de jeunesse n'ont pas su jouer leur rôle d'interprètes, auprès des masses, ils n'ont pas su faire pénétrer la politique socialiste dans les masses féminines et de la jeunesse. Un grand travail nous sera nécessaire pour réparer les dommages causés dans ce domaine, et pour faire en sorte que les buts du Parti des Travailleurs Hongrois deviennent ceux des masses, grâce au rôle des organisations de masse uniques: organisation ouvrière, de jeunesse, et autres.

Aujourd'hui chacun voit clairement que les activités de l'aile droite ont causé de graves

dommages à la démocratie hongroise, mais cependant, le Parti social-démocrate hongrois a accompli sa mission historique dans le Front unique. Nous devons une reconnaissance particulière aux camarades sociaux-démocrates de gauche, en premier lieu aux camarades Árpád Szakasits, Georges Marosan, Alexandre Rónai et autres, qui plus d'une fois dans une situation très difficile, pris entre leur propre aile droite et les sociaux-démocrates occidentaux au service des impérialistes, ne lâchèrent pas pied, vainquirent en fin de compte les traîtres à la classe ouvrière se trouvant dans leurs rangs et trouvèrent une solution aux problèmes qui se posaient à eux dans la tâche historique de la réalisation de l'unité ouvrière organique.

Ce faisant, ils ont acquis des mérites inoubliables, et je saisis avec joie l'occasion de reconnaître dans toute leur ampleur ces mérites, devant ce congrès, et pour souligner et ajouter que ces mérites sont d'autant plus considérables que plus d'une fois l'impatience ou l'intransigeance des camarades communistes ne facilitèrent pas leur lutte.

En résumé, seule l'unité ouvrière a permis à la démocratie hongroise d'évoluer dans ce sens et d'obtenir de tels résultats.

LE DEVELOPPEMENT ET LA FORCE DU PARTI COMMUNISTE.

Qu'on me permette maintenant, de citer quelques chiffres devant le congrès de fusion, sur le développement du parti communiste et sur sa force. Aussitôt après la libération, nous n'étions que quelques milliers. Fin février 1945, le Parti Communiste avait 30.000 membres. Ce chiffre monta fin mai à 150.000 et continua ensuite à s'accroître à un rythme égal et sain. Cette année nous avons terminé la remise des nouvelles cartes du parti, juste avant le congrès de fusion.

Au début du mois de mai de cette année, nous avons 6.242 organisations de base avec 884.000 adhérents. Il faut savoir qu'avec l'échange des cartes du parti, nous avons laissé de côté par dizaines de milliers ceux que nous n'avons pas jugé dignes d'être membres de notre Parti. Il est caractéristique du développement de notre parti que durant les quatre premiers mois de cette année, plus de 200.000 nouveaux membres ont adhéré à notre Parti. Plus d'un tiers de ce chiffre concerne Budapest. Avant la fusion, la majorité absolue des ouvriers des plus grandes entreprises de Budapest — les 60% à peu près — étaient membres de notre parti. Plus de la moitié des

nouveaux adhérents, venait du parti social-démocrate, le reste se composait surtout de paysans et d'intellectuels. Notre presse est diffusée, rien qu'à Budapest seulement, les jours ouvrables à 340.000 et le dimanche à 500.000 exemplaires. Notre maison d'édition „Szikra” a édité depuis la libération plus de 2.000.000 exemplaires. Notre maison d'édition „Szikra” du parti a pris un nouvel essor. Au printemps, 38.000 camarades à la fois, suivaient soit une école du parti, soit des cours du parti.

La composition sociale de notre parti se répartit comme suit: ouvriers industriels 45%, paysans 32%, le reste, intellectuels ou autres.

Le nombre des femmes s'élève à 30%. Voilà, chers amis, cette armée communiste qui a fusionné avec la Parti frère social-démocrate et dont la fusion doit être à présent sanctionnée par ce Congrès.

Le Programme du Parti des Travailleurs Hongrois, c'est le triomphe des principes marxistes-léninistes.

Hier, au congrès du Parti Communiste Hongrois, j'ai fait un compte rendu détaillé de tout ce que nous avons fait en commun avec les camarades sociaux-démocrates dans l'intérêt de la fusion. Permettez-moi de parler de notre travail commun le plus important: l'élaboration du programme du parti.

La condition primordiale de la fusion était l'adoption par les camarades sociaux-démocrates des principes marxistes-léninistes, en somme l'adoption de la base idéologique du parti communiste.

Nous retrouvons ces principes dans la déclaration de programme, qui analyse notre politique extérieure suivant la méthode marxiste-léniniste, fait l'historique du développement des dernières décades et des activités des partis ouvriers durant cette période. Cette déclaration constate les transformations fondamentales survenues dans le domaine économique et politique depuis la libération. Elle élabore minutieusement les principes de base et les objectifs à atteindre grâce auxquels il sera possible d'assurer la consolidation économique et politique de la démocratie, l'augmentation du niveau de vie des travailleurs et la progression sur le chemin du socialisme. Enfin elle détermine la place et le rôle historiques du Parti des Travailleurs Hongrois dans la lutte menée pour la démocratie populaire et pour le socialisme. Ce programme était depuis des semaines à la disposition des camarades et dans les organisations, il a été

discuté. C'est pourquoi je n'en traiterai qu'une seule question. C'est celle de la démocratie populaire. Le programme définit suivant la méthode marxiste-léniniste la notion et les caractéristiques de la démocratie populaire hongroise et aboutit aux conclusions suivantes:

„Le Parti des Travailleurs Hongrois considère la démocratie populaire hongroise comme une période de transition particulière relativement paisible aboutissant au socialisme. En même temps, le Parti a conscience que l'intégration au socialisme des éléments capitalistes est chose impossible, qu'en imposant des limites aux exploités, en les évinçant et en les liquidant progressivement, on suscite et on accroît d'une façon infaillible leur résistance et qu'ainsi la lutte des classes s'accroît.

Dans la mesure où les grands propriétaires et les grands capitalistes perdent de plus en plus leurs ressources économiques, leurs bases sociales et politiques, ils emploient davantage les méthodes de sabotage, d'espionnage, de conspiration et d'intervention armée contre la démocratie. Le peuple travailleur, sous la conduite de la classe ouvrière, peut engager cette lutte en ayant entre ses mains le pouvoir de l'Etat.

Le Parti des Travailleurs Hongrois a conscience que l'issue de la lutte entre les forces de la démocratie populaire allant vers le socialisme et les forces de la réaction visant à rétablir le système capitaliste, ne doit pas être considérée comme certaine tant que la liquidation des éléments capitalistes ne s'est pas effectuée dans le domaine économique et politique et tant que les forces de l'impérialisme international peuvent aider la réaction intérieure.

C'est pourquoi l'intérêt de la sécurité de la démocratie populaire, exige le renforcement de l'appareil défensif de l'Etat et la vigilance de tous les instants ainsi que la mobilisation permanente du peuple de la classe ouvrière et du Parti.”

Nous devons prendre à coeur chaque mot de ce qui précède. Il faut surtout nous garder de simplifier les choses en considérant le passage au socialisme comme une opération paisible qui va de soi.

Les classes exploiteuses ne vont jamais, dans aucune circonstance s'adapter au socialisme et mèneront contre nous une âpre lutte jusqu'à leur dernier souffle.

Et dans cette lutte la réaction est aidée par l'attachement au passé, l'état arriéré de

la campagne, la réaction cléricale, sans oublier l'impérialisme international. Le Parti des Travailleurs Hongrois ne doit pas, pour une seule minute, perdre de vue ces f

La réalisation de l'unité ouvrière sur la base de ce programme signifie la victoire des théories léninistes-stalinistes dans le mouvement ouvrier hongrois, et la faillite idéologique totale de la socialdémocratie de droite.

Les conditions préalables de la fusion.

Nous autres marxistes, nous savons bien que tout programme ne vaut que par ce qu'il en réalise. La tâche décisive du Parti unifié sera de réaliser ce programme. Que chaque membre du parti fasse sien son esprit, l'esprit de la doctrine de Marx, de Lénine et de Staline. Ceci concerne aussi les camarades communistes, dont nous avons plus d'une fois, par une franche autorité, montré le retard dans le domaine de la théorie. Mais naturellement ceci concerne encore davantage les camarades sociaux-démocrates.

La condition indispensable de la fusion fut que les camarades sociaux-démocrates chassent de leurs rangs les éléments qui ont prouvé dans le passé, dans le présent et par toute leur activité qu'ils étaient les ennemis de l'unité ouvrière, du Parti Communiste et de l'Union Soviétique. Les camarades sociaux-démocrates ont accompli ce travail en commun avec nous.

Nous avons tout fait pour empêcher, que des éléments dont on pouvait prévoir qu'ils ne feraient que nuire, puissent s'infiltrer dans le parti unifié. Par contre, nous intervenons dans certains cas, où nous constatons que nos camarades par excès de zèle voulaient exclure des membres qui, après une rééducation convenable, étaient susceptibles de devenir des membres utiles du parti unifié. La déclaration de programme est complétée par les Statuts du Parti qui se trouvent également entre les mains des camarades et dont de soutenir et de renforcer les buts théoriques du programme par une structure correspondante du nouveau parti.

Pourquoi avons-nous dénommé notre Parti „Parti des Travailleurs Hongrois”.

Avant de traiter des problèmes du parti unifié, permettez-moi de dire quelques mots au sujet du nom du parti. C'est après de mûres réflexions que nous avons arrêté notre choix sur le nom de „Parti des Travailleurs Hongrois”. Certains auraient aimé que nous appe-

lions le Parti unifié tout simplement: Parti Ouvrier Hongrois. Ce nom en effet aurait mis en relief le rôle dirigeant, l'hégémonie de la classe ouvrière, mais il aurait trop évincé la paysannerie travailleuse et les intellectuels progressistes.

C'est pourquoi nous n'avons pas accepté ce nom. On a proposé aussi d'appeler le Parti unifié: Parti des ouvriers et paysans Hongrois. Ce nom se rapporte déjà à des masses travailleuses beaucoup plus larges, mais il place trop sur le même plan le rôle des ouvriers et celui des paysans, il ne souligne pas le caractère dirigeant des ouvriers. C'est pourquoi nous avons choisi le nom de Parti des Travailleurs Hongrois, car ce nom comprend tout le peuple travailleur hongrois, les ouvriers, les paysans, les intellectuels progressistes, toutes les couches de travailleurs. Depuis, nous avons constaté que ce nom a gagné la sympathie des travailleurs hongrois et facilite la progression du Parti unifié également parmi les masses de la paysannerie moyenne. Je crois que le congrès de fusion acceptera ce nom et que l'organisation unifiée du parti communiste et du parti social-démocrate portera dans l'avenir avec fierté le nom de Parti des Travailleurs Hongrois et dans sa marche triomphale lèvera bien haut le drapeau du Parti aux couleurs nationales, avec l'étoile rouge et l'épi d'or.

Avec la fusion des deux partis ouvriers une nouvelle force puissante apparaît dans la démocratie hongroise, dans le peuple travailleur. Tout le monde doit comprendre que la réalisation de l'unité organique de la classe ouvrière, la fusion des deux partis ne se réduit pas à une simple opération d'addition. Ce n'est pas l'addition des forces des deux partis, mais leur multiplication d'une façon prodigieuse. Le parti unifié sera incomparablement plus fort que ne l'étaient chacun à part les deux partis. Et cette force résultant de l'augmentation quantitative des forces des deux partis, transformée en qualité, fera sentir ses effets sous peu dans tous les domaines de la démocratie et du développement du peuple hongrois.

Les bases de la démocratie hongroise se sont considérablement consolidées grâce à la fusion. Il y aura moins d'hésitations, le développement sera plus certain, la reconstruction et l'épanouissement de notre pays plus rapides.

Nous rendrons plus sévères les conditions d'admission au parti.

Permettez-moi de faire ressortir quelques problèmes du Parti des Travailleurs Hongrois. Nous ignorons encore quel sera le nombre des

membres du Parti des Travailleurs Hongrois, mais on peut déjà prévoir qu'il dépassera le million. Il faut immédiatement constater que dans le parti unifié, des éléments indésirables se sont déjà infiltrés par milliers. Ceci s'augmente du danger que si nous continuons à accepter les nouvelles adhésions sans sélection, les rangs du Parti s'enfleraient démesurément à tel point que ses limites vont se confondre avec toute la classe ouvrière, avec le peuple travailleur. Cependant cette confusion l'empêchera d'être à la hauteur des tâches qui se posent à un parti marxiste-léniniste.

Le Parti des Travailleurs Hongrois fait partie intégrante du peuple travailleur, il est son détachement d'avant-garde, mais il ne doit pas se dissoudre dans son sein. C'est pourquoi nous avons trouvé nécessaire de rendre plus difficile l'admission au Parti, nous introduirons le système des candidats, si la nécessité s'en fait sentir, nous transformerons certains membres en candidats. Nous pourrions assurer de cette façon au Parti des Travailleurs Hongrois une croissance plus saine. Le Parti des Travailleurs Hongrois ne pourra remplir sa mission historique qu'à la condition de rester le détachement d'avant-garde du peuple travailleur.

Pratiquer une autocritique communiste.

La structure du „Parti des Travailleurs Hongrois” repose sur le centralisme démocratique. Ce centralisme assure à l'intérieur du Parti la démocratie et la discipline, mais en même temps il exclut tout militarisme, tout autoritarisme et toute atteinte aux droits démocratiques des membres.

Le centralisme démocratique assure à toute critique constructive la possibilité de se faire entendre. Et nous pratiquerons à l'avenir tout comme nous l'avons fait jusqu'ici cette autocritique bolchévique, dont Lénine a dit:

„L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et envers les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui lui a donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la classe et puis les masses.”

Ne nous endormons pas sur nos lauriers.

Un des secrets des résultats obtenus par notre parti est que les succès ne nous ont jamais tourné la tête et que nous n'avons jamais permis qu'à la suite d'un échec l'abattement ou la panique s'emparent de nos rangs. Nous sommes fiers des résultats que la démocratie hongroise a obtenus durant ces trois années et demie sous la direction de notre parti, au milieu de difficultés innombrables. Mais en même temps nous n'oublions pas pour un seul instant que tous ces résultats ont eu pour base et pour point de départ notre libération du joug fasciste par l'armée de l'Union Soviétique, que c'est grâce à l'action libératrice de l'Union Soviétique que la force armée et l'appareil d'Etat de la réaction hongroise ont été broyés et que l'Union Soviétique a posé pour nous les bases de nos succès et de notre développement en accomplissant à notre place ce travail dur, sanglant et âpre.

De même, l'aide et le soutien économiques de l'Union Soviétique ont rendu un service inappréciable à la démocratie hongroise, lors de ces mois difficiles où nous faisons nos premiers pas de novice pour organiser le nouveau système d'Etat. C'est pourquoi, nous veillons à ne pas surestimer nos succès, à ce que les résultats ne nous fassent pas tourner la tête, et à ne pas oublier le point de départ de notre développement.

Mais nous ne nous reposons pas sur nos lauriers, pour la bonne raison aussi, qu'il y a encore devant nous un travail considérable, dur, nécessitant un esprit plein d'abnégation. Il faudra encore livrer d'innombrables batailles, faire un travail de longue haleine pendant des années et des dizaines d'années pour pouvoir dire: nous avons atteint le but. Ceux qui pensent que j'exagère doivent se rappeler, que chaque fois, que nous sommes préoccupés par une question politique difficile à résoudre, la réaction réussit à aggraver notre situation économique, et à relever la tête.

Même aujourd'hui, nous ne sommes pas suffisamment forts pour nous battre sur tous les fronts simultanément. C'est ainsi, que par suite des spéculations de la réaction, et de notre propre faiblesse, la classe ouvrière, au cours de ces derniers mois, a été de nouveau mise au régime végétarien, grâce à la hausse des prix de la viande et des matières grasses. C'est pourquoi je répète:

Ne nous reposons pas sur nos lauriers, mais continuons à travailler d'arrache pied.

Les communistes et les socialistes doivent se fondre en un seul bloc.

La tâche la plus urgente pour nous, consiste à fondre en un seul bloc, au sein du Parti des Travailleurs Hongrois, les camarades socialistes et communistes. Il faut que les camarades sociaux-démocrates acquièrent rapidement la connaissance de la théorie marxiste-léniniste, qu'ils apprennent et appliquent cette discipline de fer à laquelle les partis communistes doivent leurs succès.

Nous pourrions entreprendre avec d'autant plus de succès la solution des tâches qui se posent devant nous, que notre fusion organique se fera avec plus de rapidité. Les camarades communistes peuvent contribuer de leur côté à accélérer cette fusion organique indispensable, en faisant preuve de compréhension à l'égard des camarades socialistes et en les aidant sans réserves. Il ne faut pas prendre des airs de supériorité, vis-à-vis des camarades sociaux-démocrates, et les évincer des postes responsables, mais au contraire il faut tâcher de les initier à tous les problèmes, les aider là où le terrain ou la tâche leur sont encore nouveaux et inconnus, et par tous les moyens leur donner la possibilité, de s'habituer dans le nouveau Parti à l'atmosphère, de s'approprier le style dans le travail et les méthodes marxistes-léninistes, qui sont ceux du parti communiste.

S'ils travaillent bien, alors le Parti des Travailleurs Hongrois, enrichi des cadres sociaux-démocrates, pourra solutionner plus vite les tâches qui n'ont pu l'être à cause du manque de cadres. Par contre nous demandons aux camarades sociaux-démocrates de s'adapter rapidement aux méthodes de travail communistes, de ne pas se considérer comme des membres de second rang, de ne pas bouder, de ne pas se vexer s'ils ne retrouvent pas immédiatement un poste semblable à celui qu'ils occupaient dans le Parti social-démocrate. Qu'ils s'approprient rapidement la théorie marxiste-léniniste, qu'ils se défassent de la méthode de travail, un peu irrégulière, imprécise du parti social-démocrate, qu'ils ne considèrent pas le Parti des Travailleurs Hongrois comme un parti où l'on discute mais comme un parti où l'on agit.

Sans aucun doute la grande majorité des camarades venant du parti social-démocrate s'appropriera rapidement et avec de bons résultats ces qualités et les différences qui se manifesteront inévitablement dans les premières semaines et les premiers mois entre les membres des deux partis s'effaceront rapidement.

Il faut donner un plus grand rôle aux femmes et à la jeunesse.

Qu'on me permette d'attirer l'attention du congrès sur le fait que malgré trois années et demie d'insistance et d'efforts, les femmes ne jouent toujours pas le rôle qui leur revient de droit. 30 pour cent des membres du parti communiste sont des femmes. Ce chiffre prouve par lui-même, que les femmes, en particulier les ouvrières et les paysannes, manifestent un intérêt accru pour la politique et pour le développement de la démocratie.

Il est donc d'autant plus regrettable que lorsque nous avons examiné les statistiques du parti, il s'est avéré que 3,1 pour cent seulement de nos 6000 différents secrétaires de parti, étaient des femmes, ce qui prouve, que les camarades hommes n'ont pas encore compris l'importance de cette question. A l'occasion de l'échange des cartes du Parti, on constata d'une façon générale dans tout le pays, que les militantes femmes accomplissaient ce travail avec beaucoup plus de conscience et de succès que les hommes. Les conférences et les réunions ont prouvé que les interventions des camarades femmes étaient plus sensées, mieux préparées et visaient plus juste que celles des hommes, et malgré cela dans ce domaine, dans la question de l'activation des femmes, nous n'arrivons pas à faire prévaloir dans le parti le sain esprit communiste. Nous espérons que le Parti des Travailleurs Hongrois apportera un changement dans ce domaine aussi. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'après trois années et demie de morcellement des forces, l'unité des femmes s'est réalisée, et que par la voie de l'Union Démocratique des Femmes Hongroises, notre démocratie aura enfin l'occasion de mettre l'énergie, l'ardeur et la joie au travail des femmes au service de la reconstruction, et du bien-être du pays.

A certains points de vue la situation est la même parmi la jeunesse dont nous avons réussi à rassembler les organisations concurrentes, grâce aux victoires de la démocratie. La jeunesse se trouve loin d'avoir reçu dans notre parti le rôle que nous devons lui réserver si nous voulons avoir une réserve toute prête et saine.

Il est évident que nous reconstruisons encore de la résistance dans ce domaine; des jeunes ouvriers et paysans doués sont évincés à cause de leur âge et ceci retarde le développement de notre Parti et de la démocratie. Ici aussi un changement doit se produire et ce changement est d'autant plus néces-

saire, que grâce à l'unité de la jeunesse, les conditions de ce changement sont données. Il est évident que si le Parti des Travailleurs Hongrois prend énergiquement en mains ce problème, alors la jeunesse hongroise pourra égaler celle des autres démocraties populaires.

Les possibilités des syndicats ont augmenté d'une façon prodigieuse.

Avec la fusion des deux partis ouvriers, les possibilités des syndicats ont augmenté d'une façon prodigieuse. De même que la rivalité des partis ouvriers absorbait une grande quantité d'énergie des forces constructrices de la démocratie, à l'intérieur des syndicats, une partie considérable du travail consistait à parer aux intrigues des sociaux-démocrates de droite. Il suffit de rappeler que l'année dernière, alors que nous menions une lutte acharnée contre les conspirateurs, les dirigeants syndicalistes appartenant à l'aile droite socialiste réussirent à provoquer les élections des comités d'entreprises. Actuellement, ces combats sont terminés, cependant je dois ajouter tout de suite que les sociaux-démocrates de droite ont encore suffisamment de racines dans les syndicats, et ailleurs aussi, et qu'il faut continuer à être très vigilants pour qu'ils ne puissent pas devenir nuisibles, si pour une raison quelconque notre démocratie, où les masses ouvrières traversaient une crise.

En prenant en considération ce qui précède, on peut cependant constater que maintenant, après la fusion des deux partis ouvriers des perspectives très grandes s'ouvrent aussi devant les syndicats.

Ce n'est que maintenant que les ouvriers pourront déployer toutes leurs forces dans l'intérêt de la reconstruction, de l'émulation dans la production, et ce n'est que maintenant qu'ils pourront jouer sans restrictions le rôle qui fait des syndicats ouvriers un facteur directeur dans la vie politique de notre pays.

Le rôle dirigeant, l'hégémonie de la classe ouvrière ont été reconnus par nos alliés honnêtes, et, ce qui est plus important, ils l'ont reconnu d'eux-mêmes. Je cite à ce sujet un extrait du discours de Monsieur Zoltán Tildy, président de la République, prononcé en décembre dernier:

„Bien que des couches importantes de la paysannerie hongroise soient plus avancées que celles de beaucoup d'autres pays, c'est tout de même la classe ouvrière qui est appelée à jouer le rôle dirigeant dans la vie de la démocratie, grâce

à sa lutte consciente, sa formation, son activité et son organisation."

Après cette constatation, M. Zoltan Tildy déclara: „Dans notre pays, la balance a définitivement penché en faveur de la démocratie, et aucune puissance du monde ne pourra rien y changer.

Dans la voie de Kossuth, Petöfi et Tánacsics.

Pour terminer, permettez-moi de souligner le caractère national du Parti des Travailleurs Hongrois.

Dans ce Parti se continueront non seulement les anciennes traditions de luttes révolutionnaires du Parti Communiste, et toutes les bonnes expériences accumulées par le parti social-démocrate durant soixante quinze années, mais seront aussi poursuivis et réalisés les buts des meilleurs fils de la Hongrie, des anciens combattants de l'indépendance, de Kossuth, Petöfi et Tánacsics.

Deux fois cette année, nous avons pu constater à quel point la nation et les partis ouvriers ne font qu'un. La première fois pour le 15 mars, lorsque tout le peuple travailleur, sans distinction de parti et de religion, fêta, enthousiaste et fraternel, le centenaire de la révolution de 1848, et démontra qu'il considère notre jeune démocratie populaire comme l'héritière, la réalisatrice et la continuatrice de cette noble tradition. La deuxième fois, lors

de la fête du 1er Mai, lorsque pour chacun il devint évident, que cette vieille fête des ouvriers était considérée par tout le peuple travailleur, par la paysannerie, comme la leur aussi, et qu'ils y participaient avec une joie, un enthousiasme débordants.

En avant vers le socialisme par la voie de la démocratie populaire

Nous pouvons déclarer, la tête haute, que tout ce que nous avons fait depuis la libération et ce que nous comptons faire dans l'avenir, peut être souscrit et accepté par tout Hongrois honnête, démocratique et aimant son pays. Chacun de nos actes a été dicté par le désir de relever notre pays, de servir notre peuple, c'est cela qui fait notre force et c'est ce qui garantira également nos succès dans l'avenir.

Nos résultats ont encore un secret: c'est que nous tenons nos promesses.

Qu'il en sera de même à l'avenir, c'est ce que garantit ce congrès, de même que le garantit la fusion des deux partis ouvriers, qui représente dans la vie du peuple hongrois une force nouvelle, prodigieusement accrue et constitue une base solide nous permettant de progresser sans détours, infailliblement et victorieusement par la voie de la démocratie populaire vers le socialisme.

Discours de cloture

Chers Camarades,

Nous avons convenu avec le camarade Szakasits, que je répondrai aux interventions sur nos deux rapports. Etant donné que les interventions ne faisaient aucune différence entre les deux rapports, on peut en déduire que ce congrès de fusion avait également fusionné spirituellement. Ceux qui ignoraient que les orateurs appartenaient avant à des partis différents, ne pouvaient que difficilement s'en rendre compte en les entendant.

Dans ce domaine le congrès a reflété une unité marxiste-léniniste complète et la maturité politique qui résulte des trois années et demie de liberté.

C'est pourquoi je n'aurai pas à discuter longuement avec ceux qui me précédèrent, je ne ferai que m'arrêter à certaines interventions. Avant tout je veux insister sur le rapport du camarade Szakasits, qui fournit des informations très précieuses en dévoilant les intrigues internationales des sociaux-démocrates de droite, non seulement à la démocratie et à la classe ouvrière hongroise, mais au mouvement ouvrier et à la démocratie du monde entier.

En apparence, ces messieurs semblent enseigner — très superficiellement d'ailleurs — les premiers éléments de base de la démocratie, particulièrement aux démocraties populaires de l'Europe orientale. En même temps, dans les coulisses, ils se présentent sans dissimulation comme les agents de l'impérialisme international. Ils ont par exemple exigé des camarades sociaux-démocrates hongrois de s'allier à la réaction hongroise, contre les communistes, et s'il le faut, avec Mindszenty en personne. Je pense que ces révélations rencontreront un écho correspondant en Angleterre et dans le monde entier.

A ce propos, permettez-moi d'indiquer que nous autres qui avons appris la lutte contre le réformisme et la trahison dans le combat contre Bernstein, — nous commettons quelquefois l'erreur d'identifier Bernstein avec les Attlee, les Blum et les Bevin d'aujourd'hui, or il me semble que c'est leur faire trop d'honneur. Bernstein était un socialiste réformiste qui employait des arguments marxistes, tout en faisant dévier du bon chemin le mouvement ouvrier allemand et international. C'est justement Staline qui a indiqué, que cette forme de la social-démocratie réformiste cessa d'exister en 1917 lorsque après la victoire du prolétariat russe et l'avènement de l'Union

Soviétique, la question du chemin à prendre devint si brûlante, qu'aucune phraséologie marxiste ne pouvait plus l'échapper. Les traîtres d'aujourd'hui, Attlee et Bevin, n'accordent plus aucune importance à ce qu'on les appelle socialistes ou marxistes, bien au contraire, ces derniers temps ils se vantent avec fierté et ils insistent qu'ils n'ont rien de commun avec le socialisme. Ils sont maintenant sans dissimulation aucune les simples agents de l'impérialisme, et il faut les traiter comme tels.

Le camarade Marosan a indiqué les dangers qui auraient menacé tout le mouvement ouvrier et toute la démocratie hongroise si l'on n'avait pas réussi à dévoiler et liquider à temps, le danger que représentait la droite. Alors qu'il parlait, moi-même, je pensais à la perte que nous aurions subie, si nous n'avions pas fait un travail sérieux dans ce domaine. C'est pourquoi je remercie encore une fois les camarades sociaux-démocrates de gauche de l'aide précieuse qu'ils nous ont fournie, de même qu'à la démocratie hongroise et à tout l'avenir hongrois par l'exécution de cette tâche importante.

Je suis entièrement de l'avis de notre camarade Révai pour dire, que si cela ne dépendait que de nous, nous ferions la reconstruction en saisissant un marteau ou un outil dans chacune de nos mains. Malheureusement la réaction hongroise nous oblige à ne tenir d'outil constructeur que dans une main et dans l'autre une épée ou une autre arme défensive — et si c'est nécessaire une arme offensive — contre la réaction hongroise. Il est très juste à ce point de vue, que de nombreux camarades, en parlant de Rajk, aient souligné l'importance de la police démocratique dans la construction de la démocratie.

Maintenant que nous constatons quelle résistance la réaction essaie d'opposer aux revendications les plus élémentaires de la démocratie, dans la question des écoles, nous avons le sentiment que nous avons trop lâché les brides à ces messieurs. Ils ont été gâtés par la démocratie et nous leur avons fait oublier que la démocratie hongroise a des dents, des poings et s'il le faut, des mitrailleuses.

L'intervention du camarade Gerő fut particulièrement significative, montrant par des chiffres concrets les réserves immenses de la démocratie hongroise dans le domaine économique. Nous ferons tout pour mobiliser entièrement ces réserves pour le bien-être de notre peuple.

En même temps, il indiqua aussi nos faiblesses, avec l'objectivité propre aux communistes. Nous devons liquider ces faiblesses aussi rapidement que possible. La thèse suivant laquelle les éléments capitalistes ne peuvent pas s'assimiler pacifiquement au socialisme, est très importante. Nous devons sans cesse avoir ce fait à l'esprit, autrement on est tenté d'oublier que le loup reste loup, même quand il se fait brebis.

Si nous l'oublions et ne sommes pas vigilants, il pourrait en résulter de grands maux, car l'ennemi est constamment prêt à l'attaque et il profitera de notre manque de vigilance.

À côté de la police démocratique, il faut naturellement, développer notre armée. En ce qui concerne le développement de l'armée nationale, je souscris à l'esprit et aux projets développés d'une façon très juste, par le camarade Palfy.

Je considère que les interventions de camarades — entre autres celles de Benkovich de l'usine Ganz et Dusek de l'usine de Diósgyőr — indiquant comment ils appliquent la ligne de la démocratie et du Parti dans leurs usines, sont d'une grande valeur. Je suis très heureux d'entendre des idées et des propositions aussi originales que celle par exemple, consistant à confectionner avec des déchets un colis d'échantillon et à le renvoyer, accompagné d'une „lettre d'amour” à l'usine en question, afin qu'on se rende compte de ce que les déchets signifient au point de vue de la production. Ces correspondances et ces envois de colis vont certainement accroître le sentiment de responsabilité de certaines usines envers l'économie du pays. Ils vont montrer le rapport existant entre le travail de certaines usines et les problèmes de la production du pays, et ils vont certainement avoir un effet stimulant sur la production.

De nombreux camarades, ainsi la camarade Balogh, du département de Nógrád, le camarade Molnár de Somogy, ont fait ressortir que parmi les masses paysannes, parmi les simples gens du village, se manifeste de plus en plus une opinion contre la rivalité, contre les querelles des partis. Ils revendiquent avec véhémence la création d'une organisation populaire unique, puissante et indissoluble. À ce sujet, ils reconnaissent eux mêmes et insistent sur le fait que c'est notre parti qui sait le mieux diriger une telle organisation. Par douzaines, nous avons reçu des informations dans ce sens, montrant que les conditions préalables pour la formation du Front National d'Indépendance Hongrois arrivent à maturité dans les couches profondes du peuple: il est hors de doute, que notre tâche essentielle en automne consistera à faire naître, à former

le nouveau Front National d'Indépendance Hongrois, basé sur de larges couches populaires.

Ce que le camarade Dusek a dit relativement à la liquidation des sociaux-démocrates de droite: „C'est avec un réel sentiment de délivrance que nous avons appris la fin de la lutte fratricide” nous l'avons maintes fois entendu dans différentes usines. De même nous avons souvent entendu la constatation que „la foi des travailleurs dans la démocratie s'est raffermie”. Il est vrai que de ce point de vue, un changement énorme s'est produit en 3 ou 4 mois. Ce n'est que maintenant que l'ouvrier commence à considérer l'usine comme sienne, et le travail comme travail accompli pour la communauté. L'ouvrier conscient se considère toujours davantage comme représentant de la communauté. Par suite ses rapports avec le travail changent, ce que prouve le cas cité relativement aux travailleurs d'élite.

Il y a quelques semaines, comme j'étais à Diósgyőr, les travailleurs d'élite vinrent me dire, qu'on les considérait comme des arrivistes, des gardes-chiourmes et se plaignirent de leur manque de popularité. Il a suffi de quatre mois pour que l'atmosphère change totalement parmi les ouvriers et que les ouvriers eux-mêmes, par contacts volontaires, récompensent les meilleurs travailleurs d'élite. Je pense que ce fait dans toute sa simplicité, suffit pour montrer la transformation profonde qui s'est effectuée dans l'esprit des ouvriers.

Il n'est pas moins heureux que l'émulation dans la production se poursuive pas seulement dans les usines et dans les entreprises, mais qu'elle ait aussi pris racine dans les villages. Dans la région de Borsod 2.500 propriétaires concourent, bien plus, même les paysannes s'en mêlent et rivalisent à qui élèvera le plus de volaille, qui engraissera mieux son cochon. Relativement aux paysannes, permettez-moi de revenir encore une fois sur la question de l'activation des femmes. J'ai dit dans mon rapport, que nous constatons d'une façon générale, que les camarades militantes femmes surpassent en moyenne, les hommes. Je crois que ceci s'est vérifié aussi par les interventions faites ici par nos camarades femmes. En m'appuyant sur ce que la camarade Berki et les autres ont déclaré, j'insiste sur ce que j'ai dit. Donnons davantage de place aux femmes dans le Parti, dans la vie politique et je puis ajouter, dans la vie économique aussi.

Le symptôme le plus encourageant de la démocratie hongroise est sa pénétration parmi les paysannes. Nous devons aider et accentuer par tous nos efforts cette pénétration et ce développement.

En résumé, l'atmosphère générale a changé dans tous les domaines.

Le peuple travailleur considère la démocratie comme sienne et l'affectionne, l'apprécie et la défend toujours davantage. Il approuve le travail de cette démocratie dans les questions de la politique intérieure et aussi dans celles de la politique extérieure. Ceci est justifié par l'affection profonde et sincère qui s'exprime en chaque occasion pour l'Union Soviétique libératrice et son grand chef, le camarade Staline. Le peuple travailleur hongrois ne commence que maintenant à comprendre l'aide inappréciable, que l'Union Soviétique lui a apportée.

On peut voir quelquefois par des événements insignifiants à quel point la situation a changé. Il n'y a pas longtemps, au Conseil Economique Suprême — que l'opinion publique reconnaît enfin comme un organisme très important, quasi indispensable pour la démocratie hongroise — nous discutons sur le prélèvement des céréales. La discussion se tenait dans la salle de l'ancienne Chambre des Pairs. Tout en présidant, — mon attention fut attirée par une vive discussion; trois ou quatre participants parlaient à la fois. Au cours de la discussion on entendait les arguments suivants: „Vous me dites cela, à moi qui ai tant de fois fait le moissonneur en participations”. L'autre lui répliquait: „Lorsque j'étais égréneur à la batteuse...” Si cette discussion avait eu lieu il y a cinq ou dix années dans cette même salle, alors les arguments auraient été les suivants: „vous le dites, à moi, qui possède 26.000 arpents?” et l'autre lui aurait répliqué: „Moi qui dans une seule de mes fermes occupe 300 journaliers...” En écoutant la discussion, j'ai aussi pensé que l'alliance ouvrière et paysanne n'est pas un mot vide de sens, puisque maintenant les ouvriers et les paysans discutent ensemble, élaborent ensemble les solutions des problèmes qui se posent, pour renforcer et soutenir la démocratie et le peuple hongrois.

En l'espace de trois ans et demi la démocratie hongroise a accompli un grand travail, mais, bien entendu, il en reste encore suffisamment. Ce qui maintenant est nécessaire, c'est qu'en premier lieu nous renforçons de tous nos efforts, nous consolidons et nous fassions un bloc sans fissures de la démocratie hongroise, et du moteur du développement hongrois, du Parti des Travailleurs Hongrois, sur la base des glorieux principes marxistes-léninistes. Ensuite, nous solutionnerons rapidement et catégoriquement la nationalisation des écoles et nous réglerons les rapports de la démocratie avec l'Eglise. Puis, posant sur de nouvelles bases populaires le Front National d'Indépendance Hongrois, nous en ferons un des fondements de la jeune démocratie hongroise et nous entamerons la réorganisation économique du pays, comme l'intérêt des travailleurs l'exige. Nous élaborerons le plan quinquennal et le plan décennal d'électrification et d'irrigation et tous les plans par lesquels nous voulons réaliser le relèvement et le bonheur de notre pays.

Le peuple hongrois à la veille de la moisson est optimiste et attend une bonne récolte.

Après trois ans de difficultés, il sent enfin que l'horizon s'éclaircit. Ne permettons donc pas à la réaction de troubler cet optimisme, ce sain développement, cette tranquillité et cet ordre démocratique qui sont des conditions indispensables pour le travail créateur. Je cite ici la constatation du camarade Révai, suivant laquelle non seulement nous avons raison, mais que nous avons aussi la force de réaliser nos projets sensés.

Conscients de la justesse de notre cause et de notre force, continuons notre lutte avec la nouvelle énergie et l'enthousiasme résultant de la fusion, pour que la nation hongroise ne soit pas seulement forte, libre et indépendante, mais aussi, heureuse, afin d'avancer à pas sûrs et fermes sur le bon chemin, sur le chemin de la démocratie populaire et de la victoire du socialisme.

Felelős kiadó: Rényi Péter.

Székra Irodalmi és Lapkiadóvállalat, Nyomda Rt.,
Budapest, V., Honvéd-utca 10. — Felelős vezető: Nedeczky László.

FEDERATION DEMOCRATIQUE
INTERNATIONALE DES FEMMES
FEDERACION DEMOCRATICA
INTERNACIONAL DE MUJERES
= WOMEN'S INTERNATIONAL
DEMOCRATIC FEDERATION =

МЕЖДУНАРОДНАЯ
ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ
ФЕДЕРАЦИЯ ЖЕНЩИН

SECRETARIAT
37, rue Jouvenet, PARIS (XVI)
Téléphone : JAS 85-04

BULLETTIN D'INFORMATION

N° 31 (3^e année)

SEPTEMBRE-OCTOBRE 1948

1^{er} Décembre - Budapest - 2^{me} Congrès Mondial des Femmes

NOUS GAGNERONS LA PAIX



La Fédération Démocratique Internationale des Femmes prépare son second Congrès, qui aura lieu le 1^{er} décembre à Budapest.

Le dernier Comité exécutif, tenu au mois de mai, à Rome, avait choisi cette date anniversaire pour commémorer la naissance de notre Fédération et marquer mieux, ainsi, le chemin parcouru.

Le rapport d'activité présenté au Congrès montrera combien, en trois ans, la Fédération s'est développée en nombre et en force. De nouvelles sections nationales vont demander au Congrès de ratifier leur adhésion.

Aujourd'hui, les organisations féminines de 51 nations sont représentées dans notre Fédération et dans chaque pays nos sections nationales n'ont cessé de grandir. Un nombre toujours plus important de femmes vient rejoindre nos rangs afin « de lutter sans trêve pour assurer au monde une paix durable, seule garantie du bonheur de nos foyers et de l'épanouissement de nos enfants », selon la belle formule de notre serment.

Durant la deuxième guerre mondiale, d'incalculables sacrifices ont été consentis pour vaincre le fascisme : 40 millions d'êtres humains sont morts. A la victoire, des millions de femmes restaient veuves, des millions d'enfants orphelins, des centaines de milliers de villes et de villages étaient détruits. Mais la guerre était finie. La vie reprenait ses droits, et avec cette merveilleuse énergie qui fait accomplir des miracles, chacun ne pensait qu'à se mettre au travail pour panser les blessures et reconstruire tout ce qui avait été anéanti. A nouveau les mères se penchaient en souriant sur les berceaux. Elles ne voulaient plus jamais trembler pour la vie de leurs petits. Elles rêvaient de les élever dans la joie, de leur assurer un avenir radieux, qu'aucune guerre ne puisse à nouveau menacer. Par un irrésistible besoin de s'unir pour bâtir la paix, elles se sont retrouvées à Paris en un Congrès international, et c'est ainsi qu'est née la Fédération Démocratique Internationale des Femmes.

par
Marie-Claude
VAILLANT-COUTURIER
Secrétaire générale

Se pourrait-il que tant d'espoirs soient déçus? D'où viennent depuis trois ans les nombreux foyers de guerre? Comment se fait-il que des noyaux fascistes continuent d'exister, et parfois même se soient développés?

Les gouvernements américains et à leur suite ceux de Grande-Bretagne, de France, entre autres, qui déclaraient s'être battus pour la démocratie, contre le fascisme et pour le droit des peuples, pour l'établissement d'une paix durable, ne respectent pas leurs engagements.

Par peur que le développement de la démocratie ne leur fasse perdre leurs privilèges et leurs profits, ils refusent d'accorder une indépendance réelle aux peuples coloniaux qui se sont battus à leurs côtés contre le fascisme allemand et italien ou contre le Japon impérial. Ils soutiennent les ennemis d'hier : ils maintiennent Franco, le bourreau de l'Espagne et préparent avec lui une alliance militaire ; ils permettent aux nazis d'occuper d'importantes postes de commandement dans l'Allemagne occidentale ; ils sont responsables des massacres en Grèce parce qu'ils ont aidé à la formation du gouvernement monarcho-fasciste qu'ils arment contre le peuple grec, de même qu'ils arment Tchiang Kai Cheik contre le peuple chinois. Sans eux, le sang ne coulerait pas au Viet-Nam, en Indonésie, en Malaisie, en Birmanie, en Palestine. Ils voudraient réduire le monde entier à l'état d'esclaves ne vivant que pour grossir leurs profits.

Mais les peuples veulent être libres et ils se battent pour cela. Les guerres de libération qui se développent actuellement dans toute l'Asie sont une preuve de la faiblesse des impérialistes. Ne pouvant plus soumettre les peuples par leurs habituelles méthodes d'oppression, ils sont forcés de recourir aux armes. Même quand ils tentent, avec une soi-disant indépendance, d'établir un gouvernement fantoche à leur dévotion, ils ne peuvent plus trom-

per personne. Malgré leur puissance matérielle, ce sont eux qui reculent et ce sont les peuples qui avancent.

A ce II^e Congrès de la F.D.I.F., des femmes des pays en lutte viendront dire comment, aux côtés de leur compagnon, elles participent au grand combat pour la conquête de leur indépendance nationale. Elles diront aussi ce que leur apporte à elles, femmes, un gouvernement du peuple, là où il s'est instauré.

Pour essayer d'arrêter ce grand courant libérateur chez eux et dans le monde, les Etats-Unis, violant les accords de Potsdam, réarment l'Allemagne de l'Ouest non dénazifiée et préparent fébrilement la guerre contre l'Union Soviétique. Ils savent bien que son existence même est depuis trente-deux ans un encouragement pour les peuples.

Lorsque, en Italie ou en France, une mère de famille ne peut plus nourrir ses enfants parce que le salaire de son mari est trop bas, et qu'elle ne trouve pas de travail, le fait qu'il existe un pays qui ne connaît pas de crise économique lui prouve que les crises économiques et le chômage peuvent être évités.

Lorsque les femmes américaines ou anglaises réclament un salaire égal pour un travail égal, le fait qu'il y ait un pays où aucune différence politique, économique ou sociale n'existe entre les femmes et les hommes leur prouve que c'est possible.

Les femmes savent qu'il n'y a pas de vraie démocratie là où il n'y a pas d'égalité complète entre les hommes et les femmes et qu'il ne saurait y avoir de paix durable là où il n'y a pas de démocratie.

C'est par peur du développement de la démocratie que les impérialistes veulent essayer de détruire l'Union Soviétique et les pays des nouvelles démocraties. Ils parlent de menace contre la civilisation..., mais les peuples ne les croient plus.

Les femmes voient bien que ce n'est pas de l'Union Soviétique que partent ces appels de plus en plus hystériques à la guerre. Ce n'est pas elle qui augmente sans cesse son budget militaire. Elle propose au contraire, par la voix de son représentant à l'O.N.U., de diminuer d'un tiers ses forces armées,

POUR QUE NOS ENFANTS CONNAISSENT DES LENDEMAINS QUI CHANTENT, Femmes du monde entier, unissons-nous !

A la suite de la dernière guerre, qui a coûté tant de larmes et de sang, des millions de femmes ont fait le serment solennel de lutter inlassablement pour les droits des femmes et des enfants, pour le développement de la démocratie, contre toutes les formes de fascisme et pour la sauvegarde de la paix, sans laquelle il n'est pas de bonheur possible. C'est pourquoi est née la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, qui groupe 80 millions de femmes de 51 nations.

Aujourd'hui, trois ans à peine après l'armistice, des peuples sont maintenus dans la servitude et la misère; la terreur et la guerre règnent sur plusieurs points du globe. Des milliers de femmes pleurent chaque jour la mort d'un être cher. Des millions d'autres recommencent à trembler pour les leurs, car ceux pour qui la guerre n'est qu'une source de profits fabuleux en préparent une nouvelle. Ils cherchent à faire croire que la guerre est naturelle et qu'elle est inévitable contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

Ce n'est pas vrai, la guerre n'est ni naturelle ni inévitable ! Les criminels qui en profitent ne sont qu'une poignée et ne peuvent rien sans les peuples. C'est pourquoi les forces de liberté et de paix sont innombrables et qu'elles triompheront si elles sont unies.

Dans ce front de lutte nous sommes les plus ardentes, les plus combattives parce que, notre mission étant de donner la vie, nous avons, plus que quiconque, le devoir sacré de défendre la paix.

Le 1^{er} décembre, se tiendra à Budapest (Hongrie) notre II^e Congrès international. La voix des millions de femmes qui y seront représentées doit être entendue de partout.

Femmes, mères de tous les pays, qui ne voulez plus vivre dans l'angoisse mais dans la joie ! Nous vous appelons à appuyer de toutes vos forces, de toute votre âme notre action pour la démocratie, la justice sociale et la paix. La solidarité indestructible qui unit toutes les femmes, tous les peuples, en assurera le triomphe.

(Appel lancé par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes pour le II^e Congrès.)

(SUITE DE L'ARTICLE DE MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER)

ainsi que les forces armées des autres grandes puissances : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Chine. Elle demande l'interdiction de l'emploi de l'arme atomique et simultanément le contrôle international de l'énergie atomique. Depuis sa fondation, notre Fédération n'a cessé de réclamer l'interdiction de l'arme atomique ; aussi appuiera-t-elle, de toute la force de ses 80 millions d'adhérentes de 51 nations, la proposition du délégué soviétique conforme aux vœux des femmes de tous les pays.

Ce n'est pas l'Union Soviétique qui est une cause de guerre, les guerres existaient avant elle. Ce n'est pas elle non plus qui est la cause des troubles sociaux, ni des révoltes. C'est, d'un côté, la soif du profit et de l'autre, la misère et l'oppression.

Mais les fauteurs de guerre, eux-

mêmes, ne peuvent pas arrêter l'histoire. Ils ne peuvent pas empêcher les peuples d'aller vers toujours plus de justice et de liberté.

Les femmes, qui sont à la fois les plus exploitées parmi les exploités et aussi les plus meurtries par les guerres, puisqu'elles le sont dans ce qu'elles ont de plus précieux, les femmes doivent être à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie et pour la paix. C'est ce qu'elles vont venir dire au II^e Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. Chaque déléguée des organisations nationales dira la bataille qu'elles mènent dans leur pays, ce qu'elles ont réalisé et les tâches qu'elles s'assignent pour l'avenir immédiat. Elles diront cette force exaltante que donne à chacune d'elles le sentiment de solidarité qui les lie aux femmes du monde

SERMENT PRETE PAR LES DELEGUEES AU 1^{er} CONGRES CONSTITUTIF DE PARIS, EN 1945

Avant de regagner nos patries et nos foyers, nous faisons le serment solennel d'aider au développement de cette puissante organisation féminine, née au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Nous faisons le serment solennel de défendre les droits économiques, politiques, juridiques et sociaux des femmes.

Nous faisons le serment solennel de lutter pour que soient créées les conditions indispensables au développement harmonieux et heureux de nos enfants et des générations futures.

Nous faisons le serment solennel de lutter inlassablement pour que soit, à jamais et sous toutes ses formes, anéanti le fascisme et pour que s'établisse dans le monde entier une véritable démocratie.

Nous faisons le serment solennel de lutter sans trêve pour assurer au monde une paix durable, seule garantie du bonheur de nos foyers et de l'épanouissement de nos enfants.

VIVE LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES !

entier. De l'Amérique à l'Australie, en passant par l'Europe, l'Afrique et l'Asie, elles se sentent unies dans la même volonté de justice et de paix. Elles savent que les femmes chinoises

ou les femmes grecques, comme toutes les femmes qui se battent actuellement pour défendre la vie de leurs enfants se battent pour le droit à la vie de

tous les enfants du monde. Elles savent que, quelle que soit la place qu'elles occupent dans la lutte, la victoire sera le résultat de l'union dans l'effort commun. C'est cette certitude qui rend les forces de paix si puissantes. Notre tâche à la F.D.I.F. et le rôle que doit jouer notre II^e Congrès est de faire partager cette certitude à toutes celles qui, comme nous, veulent la paix, mais ne savent pas toujours comment la défendre. Ainsi nous ferons disparaître à jamais les causes de guerre.

BUDAPEST SERA PENDANT DIX JOURS LA CAPITALE DES FEMMES DU MONDE ENTIER

par LISE RICOL

C'EST Budapest, la perle du Danube, qui sera l'hôte des centaines de déléguées qui viendront de tous les points cardinaux. Nous pouvons être certaines, par avance, de l'accueil enthousiaste, de la sollicitude que rencontrera le Congrès dans cette ville hospitalière.

Les vœux de nos amies hongroises de l'Union Démocratique des Femmes sont comblés. Elles vont pouvoir monter à leurs sœurs du monde entier ce que, en un peu plus de trois ans, une jeune Démocratie peut réaliser, tant dans les domaines économique, politique que social.

Et pourtant, dans ce pays qui fut pendant vingt ans sous la botte d'un Horty fasciste, qui resta le dernier allié de Hitler, la tâche ne semblait pas facile aux lendemains de la victoire. Rappelons-nous ce que disait, en 1945, à notre I^{er} Congrès de Paris, la déléguée hongroise :

— Les généraux nazis, voulant épargner les territoires allemands, transformèrent pendant six mois notre pays en champ de bataille. Ils emportèrent tout ce qui était transportable, détruisant tout le reste. La détresse était immense. La mortalité des nouveau-nés atteignait 50 %. Sur les routes nationales, plus de 50.000 orphelins ou enfants abandonnés et affamés vagabondaient. Les femmes pleuraient leurs maris. Les foyers étaient noirs et froids, les écuries vides. La famine et l'épidémie régnaient en maîtresses.

Les destructions étaient innombrables : 1.037 villes et communes subirent les attaques aériennes, plus de 1.400.000 foyers étaient détruits. Rien qu'à Budapest, sur 35.677 immeubles, 29.987 étaient démolis ou endommagés, pas un seul de ses ponts ne fut épargné. L'industrie et l'agriculture avaient perdu 60 % de leur capacité de production. A cette situation terrible vinrent s'ajouter deux années de famine.

Et pourtant, malgré tout cela, la Hongrie est devenue un des pays les plus heureux du monde.

Ecoutez comment parlent aujourd'hui les femmes de la nouvelle Hongrie :

— La vie est devenue plus belle à l'atelier et à la maison... Les terres

labourées verdissent dans la lumière du soleil printanier ; de nouveaux ponts franchissent les rivières ; dans la profondeur des mines, dans les usines qui dépassent leurs plans, dans les rues lumineuses des villes, dans les devantures des magasins bondés de marchandises, sur les marchés garnis de légumes, de viande, de beurre, de fruits, d'œufs, la vie qui renait bourdonne, bat, pétille...

La production a rattrapé dans son ensemble celle de 1938. Du milieu des ruines surgissent des milliers de maisons neuves ou reconstruites (en deux ans plus de 50.000). Le niveau de vie des travailleurs a atteint et même dépassé, dans les industries lourdes, les mines et le textile, les normes d'avant guerre. L'abondance est revenue. La vue des ménagères revenant des marchés et plantant sous le poids du filet bien rempli fait plaisir à voir.

Cela tient du miracle, direz-vous ! Mais ce miracle a une explication très simple. Le gouvernement démocratique qui est à la tête du pays jouit de la confiance de tout le peuple. S'appuyant sur lui, il réalise systématiquement les plans de reconstruction et de production qu'il s'est fixés et aug-

mente au fur et à mesure le niveau de vie des masses laborieuses. Le travail, là-bas, n'est pas considéré comme une corvée, mais comme un honneur. Il faut voir dans les usines l'atmosphère d'enthousiasme que nous rencontrons. Chacun a à cœur d'accomplir et même de dépasser les normes fixées par le plan.

L'exemple de la Hongrie prouve qu'il est possible de reconstruire et d'aller de l'avant sans sacrifier son indépendance, mais en comptant avant tout sur soi-même.

Le peuple hongrois veut maintenant poursuivre dans la paix sa marche en avant vers le bonheur. Il sait qu'il doit sa liberté au grand peuple soviétique, pour lequel il n'a qu'admiration et confiance. Il sait la grande force de paix que représente l'U.R.S.S. et fonde sa politique extérieure d'abord sur l'amitié avec sa grande alliée, à qui le lie un pacte d'assistance mutuelle et d'amitié signé en 1948.

Les femmes hongroises, direz-vous, quel rôle jouent-elles dans tout cela ? Laissons-leur encore la parole :

— ...Aujourd'hui, partout dans le pays, les sous-préfets, les préfets, les ministres soulignent qu'ils auraient été incapables de mener à bien leurs tâches sans l'Union Démocratique des Femmes Hongroises.

Les femmes hongroises travaillent, apprennent et enseignent, pour leur propre compte, pour le compte de leurs voisins, de leur village et de la grande communauté, la Hongrie démocratique populaire.

...Dans les foyers, dans les crèches, dans les jardins d'enfants, cent yeux veillent à ces promesses d'avenir, cent mains les peignent, les lavent, les nourrissent. Des écoles s'ouvrent pour eux, pendant que leurs mères, le cœur plus léger, se tiennent près des leviers du gouvernement...

Et maintenant, renforçons dans chaque pays notre travail pour populariser le II^e Congrès, pour collecter l'argent nécessaire à l'envoi de nombreuses déléguées qui, toutes, seront heureuses d'aller constater par elles-mêmes que seul le chemin de la vraie démocratie peut conduire les peuples au bonheur, à la fraternité, à la paix.

ORDRE DU JOUR

du II^e Congrès International

1. Compte rendu d'activité de la Fédération ;
2. Tâches du Mouvement Démocratique International des Femmes dans la lutte pour la paix et la démocratie ;
3. Défense des droits politiques et économiques des femmes, ouvrières, paysannes, professions libérales, ménagères, etc. ;
4. Développement du mouvement féminin démocratique dans les pays d'Asie et d'Afrique ;
5. Situation de l'enfance ;
6. Rapport de la Commission de vérification ;
7. Ratification des adhésions faites depuis le 1^{er} Congrès.

Représentation des Pays au 2^e Congrès

Les organisations féminines ont la représentation suivante au Congrès :

Organisations des pays comptant :

- Moins d'un million d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix ;
- De 1 à 5 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par million ;
- De 5 à 15 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 2 millions pour les millions au-dessus du 5^e ;
- De 15 à 30 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 3 millions pour les millions au-dessus du 15^e ;

- De 30 à 50 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 4 millions pour les millions au-dessus du 30^e ;
- De 50 à 75 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 5 millions pour les millions au-dessus du 50^e ;
- De 75 à 105 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 6 millions pour les millions au-dessus du 75^e ;
- De 105 à 140 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 7 millions pour les millions au-dessus du 105^e ;
- De 140 à 180 millions d'habitants : 1 déléguée ou 1 voix par 8 millions pour les millions au-dessus du 140^e ;
- Au-dessus de 180 millions d'habi-

tants : 1 déléguée ou 1 voix par 10 millions pour les millions au-dessus du 180^e.

Un million en plus restant en sus donne droit à 1 déléguée ou 1 voix. 500.000 habitants comptent pour 1 million, moins de 500.000 ne sont pas pris en considération.

Au cas où dans tel ou tel pays il y a deux ou plusieurs organisations membres de la Fédération, la répartition de voix entre elles se fait d'un commun accord.

(Extrait des statuts adoptés au 1^{er} Congrès.)

Bientôt, la Conférence des femmes d'Asie

La Commission qui a visité l'Asie du Sud-Est a permis à la F.D.I.F., à ses sections nationales et, par leur voix, aux femmes démocrates du monde entier, d'être renseignées exactement sur la situation tragique de populations qu'elles connaissaient mal. Elle leur a fait apprécier la lutte persévérante et difficile des femmes d'Asie et leur profonde aspiration à un avenir libre, heureux, dans la démocratie et la paix.

Chaque jour, de nouveaux échos nous parviennent sur le rôle formidable joué par les femmes des pays opprimés, dans la lutte contre les bastions de l'impérialisme... De nombreuses lettres nous apportent des détails sur les femmes arrêtées aux Indes en raison de leur activité progressiste, sur celles de Madagascar en lutte contre la répression, sur les femmes de l'Irak prenant la tête des manifestations contre le traité anglo-irakien qui eût aggravé le joug des colonisateurs ; sur cette jeune mère de deux enfants, la première femme arrêtée comme prisonnière politique au Liban ; sur l'héroïsme des « partisans » chinoises, vietnamiennes, indonésiennes, birmanes, malaises, sur d'autres encore.

Aux femmes des Indes, de la Birmanie, de la Malaisie, la Commission a transmis l'affection et l'appui solidaire de leurs sœurs des autres parties du monde. En revanche, elle a reçu d'elles une grande marque de confiance : la proposition faite au Comité exécutif de la F.D.I.F. d'organiser une conférence où les femmes d'Asie puissent se réunir pour discuter de leurs problèmes communs. Au Comité exécutif, à Rome, ce projet fut accepté avec enthousiasme, de même que le lieu proposé : Calcutta, et la date : fin octobre.

Et partout l'on se mit au travail.

Aux Indes, les femmes ont commencé avec ardeur leur campagne au milieu d'énormes difficultés. Depuis huit mois, une vague de répression s'abat sur le pays. Dans une lettre récente, nos amies écrivaient :

« Tous les éléments progressifs et démocratiques qui travaillent pour le relèvement des masses travailleuses souffrent actuellement des restrictions sévères imposées à l'exercice des libertés civiques. On a procédé à des arrestations en masse, à de nombreuses détentions sans procès, à des fusillades. On restreint la liberté de la presse ; les réunions publiques ont été dispersées à coups de matraques ou de bombes lacrymogènes. Nos bureaux ont été perquisitionnés. Plusieurs de nos dirigeantes les plus actives sont emprisonnées ; des mandats d'arrêt ont été lancés contre d'autres, qui ont dû se réfugier dans la clandestinité.

« Nous nous rendons très bien compte de la très grande importance d'une telle conférence, car non seulement elle nous mettra en contact avec toutes les femmes asiatiques, avec le mouvement féminin du monde entier, mais elle aidera aussi, sans aucun doute, à la marche en avant des femmes de notre propre pays. »

par

Simone BERTRAND

L'appel pour la Conférence d'Asie a été également très bien accueilli et a soulevé un grand espoir chez les femmes des régions où la vie tout entière est soumise à la seule volonté des intérêts pétroliers : les femmes d'Irak, d'Iran, du Liban, les femmes de l'Etat d'Israël en guerre.

Faut-il souligner, par ailleurs, l'importance de la participation des femmes de la Mongolie, des Républiques Asiatiques de l'Union Soviétique à une telle conférence ? Ces femmes sont passées de l'échelon le plus bas d'une existence coloniale à une forme de vie qui leur permet de réaliser, dans les principes comme dans les faits, l'exercice de ces droits fondamentaux auxquels aspirent leurs sœurs du reste de l'Asie.

Lettre ouverte aux gouvernements d'Asie

Après le refus du gouvernement des Indes d'autoriser la tenue de la Conférence des Femmes d'Asie à Calcutta, la Fédération a écrit aux chefs des gouvernements des pays d'Asie suivants :

Afghanistan, Iran, Irak, Liban, Syrie, Turquie, Pakistan, Népal, Siam, Viet-Nam, Indonésie, Birmanie, Corée du Nord, Chine, Mongolie, Japon.

Après avoir rappelé la naissance et les buts de la F.D.I.F. le voyage de la délégation conduite par Simone Bertrand dans les Indes, la Birmanie et la Malaisie, la lettre signée par Mme Cotton, présidente, se termine ainsi :

Comme résultat des contacts établis par les membres de la délégation au cours de leur voyage, la session du Comité exécutif de la F.D.I.F. du 15 mai 1948, a envisagé la tenue d'une Conférence des Femmes d'Asie. L'idée fut suggérée par les femmes de l'Indonésie et appuyée par celles du Bengale et de différentes régions de l'Inde que la délégation a rencontrées. Des femmes de tous les pays d'Asie y assisteront.

Nous sommes convaincues que vous comprendrez pleinement la valeur d'une telle conférence et la contribution qu'elle pourra apporter à l'édification d'un avenir heureux dans chacun des pays.

En conséquence, nous voudrions vous demander d'examiner favorablement notre projet d'organiser cette conférence et d'accorder les facilités nécessaires aux participantes et à la tenue de la conférence envisagée des femmes d'Asie dans votre pays.

Dans l'espoir que vous donnerez une réponse favorable à notre requête, daignez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

E. COTTON,
Présidente.

Pour le Viet-Nam, pour la Chine, pour l'Indonésie, où la guerre fait rage, pour les mouvements de libération en Birmanie et en Malaisie, cette conférence prend une acuité considérable.

Tout récemment, la presse annonçait, en même temps que le bombardement des villes et villages malais et le massacre de femmes et d'enfants par les avions Spitfire britanniques, que trois bateaux de guerre américains s'étaient joints à la flotte britannique pour réprimer le mouvement de libération et d'indépendance du peuple de la Malaisie.

Une belle initiative a été prise par l'Union des Femmes Françaises pour aider les femmes du Viet-Nam à se rendre à la Conférence : une campagne nationale destinée à leur fournir les fonds nécessaires au voyage a été lancée ; un fonds permanent, destiné à soutenir les actions des femmes des pays de l'Union Française, a été créé. Cette décision des Femmes Françaises n'est qu'une façon — parmi tant d'autres — d'exprimer leur solidarité avec leurs sœurs opprimées par les colonialistes et le gouvernement français. La Conférence n'aura pas lieu à Calcutta !

Le Gouvernement de l'Inde a refusé l'autorisation nécessaire et ne délivre pas les visas d'entrée aux déléguées. Sans doute ne veut-il pas que soit connu l'état de misère et de famine dans lequel vit la grande masse des Hindous, ni la répression sauvage dont est victime le mouvement démocratique de ce pays.

Mais la Conférence des Femmes d'Asie aura lieu quand même.

Le Secrétariat a écrit à tous les gouvernements des pays d'Asie en leur demandant l'autorisation de réunir dans leur pays cette conférence. Nous sommes persuadées que plusieurs d'entre eux accepteront et que nous pourrions la tenir dans les premiers mois de 1949.

En attendant, une réunion préparatoire se réunira le 20 novembre, à Budapest, dix jours avant le II^e Congrès de la Fédération.

Il y sera discuté essentiellement des points suivants :

— Rapport de notre Commission d'enquête dans le Sud-Est asiatique ;
— Préparation de la Conférence d'Asie ;

— Examen du rapport à présenter au 2^e Congrès sur la lutte des organisations féminines démocratiques dans les pays d'Asie et d'Afrique.

Tout l'enthousiasme et l'émotion suscités d'abord par le voyage et le compte rendu de la Commission, puis par la préparation de la Conférence, la prise de contact vivant entre les femmes du monde entier, leur attention attirée sur les problèmes des pays coloniaux et dépendants d'Asie et d'Afrique, seront d'un énorme profit.

Le Congrès, en donnant aux conclusions de la réunion préparatoire une tribune mondiale, aidera au rassemblement des femmes du monde entier en lutte pour le pain de leurs enfants, la liberté de leur pays et la paix du monde.

Les Femmes des pays opprimés luttent pour le pain de leurs enfants, la Liberté et la Paix

INDES

Une Conférence Nationale des Femmes des Indes se réunit, du 3 au 6 novembre, à Calcutta. Des déléguées de toutes les régions et des organisations locales, paysannes, ouvrières, étudiantes étudieront comment développer les mouvements féminins démocratiques, et établiront un programme pour la défense des droits des femmes et des enfants. Elles éliront leurs déléguées à la réunion préparatoire de Budapest, et discuteront leur participation au II^e Congrès.

Vous connaissez déjà, d'après le rapport et la brochure de Mme Bertrand, quelles sont les souffrances des femmes des pays du Sud-Est asiatique et, en particulier, des Indes. Le Gouvernement des Indes persécute feroce-ment les tentatives des femmes d'unir leurs forces dans la lutte pour leurs droits essentiels, pour la vie de leurs enfants.

Dans une lettre datée du mois d'août 1948, les femmes de Calcutta nous informent que le Gouvernement du Bengale de l'Ouest a délivré un mandat d'arrêt contre M^{me} Renon Chakraverty — une des dirigeantes et militantes de l'organisation des femmes du Bengale — et cela seulement pour son activité dans cette organisation.

A Calcutta, le 26 mai, 80 femmes se sont rendues chez le ministre de l'Intérieur, en demandant la libération des prisonniers politiques et le rétablissement des libertés civiles. Le ministre appela la police montée qui, armée de fusils et de mitrailleuses, se précipita sur les femmes et la foule massée sur le trottoir. Un homme qui voulait porter secours à une femme blessée fut aussitôt arrêté.

Une autre fois, la police, sous les yeux du Premier, Roy, a tiré contre une manifestation de femmes qui protestaient contre l'arrestation de fonctionnaires détenus pour faits de grève.

Dans la province de Bombay, dans une usine de textile, plusieurs ouvriers ont été arbitrairement licenciés. Trois mille ouvriers et ouvrières déclenchèrent la grève pour protester contre cette injustice. Les grévistes ont été féroce-ment matraqués par la police et jetés en prison.

Le 2 avril 1948, tous les fonctionnaires qui ont fait la grève ont été arrêtés. Parmi les détenus, il y avait 90 femmes et 20 enfants. Une femme, bien qu'ayant accouché en prison, n'a pas été relâchée.

Le 1^{er} juillet, la police a tiré contre une manifestation de grévistes. Une femme de 70 ans, qui se trouvait à la terrasse de sa maison, a été tuée sur place et sa petite fille, âgée de 13 ans, blessée au bras.

Dans la province d'Orissa, le 24 mai 1948, la police, qui traquait des dirigeants du mouvement paysan, a perquisitionné dans un village. Il y eut pillages et viols. Une vieille femme a été battue à coups de crosse ; quinze personnes ont été arrêtées. La police a tiré contre des femmes et des enfants qui ont manifesté en demandant la libération des détenus. Cinq mille hommes, femmes et enfants ont pris part à cette manifestation de protestation. Deux hommes — un vieillard de 60 ans et son fils — trois femmes, dont l'une d'elles âgée de 70 ans, et une fillette qui mendiait pour sa grand-mère, ont été tués sur place. Il y eut de nombreux blessés.

Dans la province de Madras, dans le village Amondal, les perquisitions, les pillages et les viols sont devenus choses courantes.

La police a interdit la Conférence annuelle de l'Association des Femmes de Madras, qui devait se tenir les 24-25 avril, et a perquisitionné au journal de cette association. Deux cents femmes, représentant différentes couches sociales, ont organisé une manifestation de protestation. Un détachement de 400 policiers fut envoyé pour arrêter 21 d'entre elles.

Dans la province du Bengale de l'Ouest, Mmes Manikuntala Sen, dirigeante du mouvement féminin, et Gita Mukerji, membre de l'organisation des étudiantes, ont été arrêtées.

MAROC

Le 13 juillet, le Secrétariat du Comité Marocain nous informait qu'il avait adressé le télégramme ci-dessous :

- au Président de la République française, à Paris ;
- au Ministre des Affaires étrangères, à Paris ;
- au Président de l'Assemblée de l'Union Française ;
- et à la Résidence générale de Rabat :

« A la veille de l'anniversaire de la promulgation de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le Comité Marocain de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes s'élève contre le régime d'oppression exercé par la haute administration envers les classes laborieuses. Il proteste contre les déportations de syndicalistes et de démocrates, les violations de domiciles exercées contre les organisations démocratiques. Il demande l'application de la Constitution, le respect de la personne humaine, la mise en liberté de tous les démocrates emprisonnés, la réintégration des déportés, le droit d'asile pour les syndicalistes sanctionnés de la zone de Tanger. »

Pour le Comité Marocain :

Geneviève POEYADE,
Lucette MAZZELLA.

LA GRANDE MISÈRE DES ENFANTS D'EXTRÊME-ORIENT

Voici quelques extraits intéressants concernant la question des enfants de l'Extrême-Orient, tirés du rapport du docteur Thomas Parran, à l'O.N.U. (Bulletin des Nations Unies, 10 octobre 1948) :

« Les conditions d'hygiène dans ces régions, nous dit-on dès l'abord, ont toujours été bien inférieures aux standards occidentaux. Mais ce que, personnellement, j'ignorais, c'était à quel point elles s'étaient aggravées pendant la guerre, particulièrement dans les pays sous l'occupation japonaise. Dans plusieurs endroits, durant l'occupation, la pénurie de denrées alimentaires était aiguë et la famine avait même fait son apparition. Il y a eu un arrêt complet de toute instruction médicale ou scientifique et de tout le système d'éducation en général.

« La sous-alimentation à l'état permanent y est la règle, non pas l'exception. La plupart des familles souffrent continuellement de la faim. Les cas de famine presque totale ne sont pas rares.

« Que les mères soient décidées à faire la queue, littéralement, pendant des heures, pour obtenir une petite boîte de lait condensé ou même un peu de levure en poudre, prouve à quel point ces denrées sont précieuses. Manquant de lait, les mères qui habitent les régions de rizières mâchent le riz et le donnent ensuite aux bébés, comme un oiseau nourrirait sa nichée.

« Le mauvais état de santé de la majorité de la population est dû à la pénurie d'aliments et au niveau de vie, qui est très bas en général. Dans certaines régions, plus d'un tiers des bébés meurent la première année et une bonne moitié d'entre eux avant l'âge de six ans.

« La tuberculose est, de même, extrêmement répandue, en particulier dans les villes, à cause de la surpopulation et des conditions générales de sous-alimentation. Les taux de la mortalité sont de six à huit fois ceux des Etats-Unis. Aucun de ces pays n'a plus qu'un rudiment de sanatoriums ou de facilités d'isolement. »

“NOUS VOULONS LA LIBERTÉ ET LA PAIX” disent les Femmes du Viet Nam

Extraits d'une lettre de Mme Pham Thie Nhiem, de l'Union des Femmes Vietnamiennes aux Femmes françaises

Toutes, nous avons déployé une activité passionnée, ardente dans la Résistance. Epaule contre épaule, nous avons marché avec nos émules masculins, avons versé beaucoup de notre sang dans la lutte; nous avons lutté depuis plus de deux ans. Nous luttons encore et toujours de toutes nos forces.

Le but que nous nous fixons est simple, n'a rien d'exagéré et peut facilement se réaliser. Nous souhaitons de tout notre cœur que notre pays soit indépendant au sein de l'Union Française, que tous nos compatriotes connaissent enfin la liberté et la paix. Contrairement à la propagande mensongère des colonialistes, nous désirons que les Français restent en Indochine, mais seulement en qualité d'amis, et non plus, comme jusqu'à présent, en qualité d'opresseurs barbares. Notre peuple aime la paix. Il tend la main à celui de France pour ne pas rester isolé. Ce à quoi nous nous opposons, c'est l'oppression, la brutalité, le régime des monopoles économiques, la réaction. Nous sommes fermement résolues à briser le joug des colonialistes qui provoquent inhumainement la guerre, qui tuent tant de nos compatriotes et accumulent malheurs sur malheurs. Ils veulent détruire l'existence magnifique que nous avons su nous créer, après tant d'années de souffrances et de larmes versées. En un mot, nous nous opposons contre tout ce qui est contraire à la justice et à la fraternité humaine. Nous voulons l'indépendance, car elle seule permettra à la démocratie de se réaliser pleinement dans notre pays.

Nous voulons une vie lumineuse

Notre Constitution nous reconnaît des droits égaux à ceux des hommes. Dans la période de reconstruction nationale, nous aurons notre part d'efforts et de peines. Au point de vue économique, nous contribuerons à activer la production, et à mesure que notre pays se modernisera par son développement technique, nous aurons chacune un métier bien en main et ne dépendrons plus des hommes. Politiquement, nous participerons au pouvoir, la loi nous autorisant à être électrices et candidates. Socialement, nous serons protégées en cas de grossesse et d'accouchement, de même que dans notre travail quotidien. Nous mettrons tout notre talent au service de la patrie. Nous fonderons des nurseries, des écoles maternelles, des asiles pour vieillards et infirmes.

Quant à la culture, il nous sera permis de jouir de toutes les richesses spirituelles du monde moderne, des nobles plaisirs littéraires et artistiques réservés jusqu'ici à une rare élite. Tant de satisfactions ne nous feront pas oublier nos tâches domestiques.

Conscientes de nos droits, nous le sommes également de nos devoirs. Tout en nous dépensant pour la patrie et la société, nous tiendrons à honneur de nous acquitter de nos obligations familiales, nous nous préoccupons du bonheur de notre famille, de nos proches qui nous sont les plus chers. Ouvrant les yeux et regardant le monde et l'avenir, nous ferons tout pour que la vie dans la famille, aussi bien que dans la société, soit fraîche, exaltante, souriante et lumineuse.

A nos chères amies de France

Pour réaliser toutes nos aspirations, une part en sera due à nos luttes, une autre, non moins importante, au soutien de nos sœurs de France. Donc, chères compagnes, chères amies, après certaines hésitations au début, qui étaient compréhensives, maintenant que vous avez saisi clairement notre situation et que vous nous avez mieux comprises, aidez-nous à réaliser notre indépendance.

Vous expliquerez au peuple de France que l'ambition des colonialistes est sans bornes et notre lutte conforme à la justice. Vous direz clairement que les colonialistes, usant de ruse, ont fait venir de force ici vos époux et vos enfants, vos pères, vos oncles, vos frères et vos amis, pour qu'ils servent de cibles, de chair à canons devant un peuple unanime qui se dresse et fait le serment d'être libre ou de mourir. Vous démasquerez les colonialistes, vous dénoncerez leur propagande mensongère : vous affirmez que les vôtres, maltraités par eux, vivent ici dans des forêts épaisses, au bord des eaux malsaines, guettés par le danger, hantés par l'angoisse. Beaucoup, révoltés et ayant appris à nous connaître, sont passés dans nos rangs et luttent à nos côtés pour la paix.

Exigez du Gouvernement français qu'il mette fin à cette guerre coloniale, inhumaine, dévastatrice, contraire à la justice, indigne d'un pays civilisé et allant en sens inverse de l'histoire et de l'évolution du monde. Qu'elle cesse tout de suite, sans tarder, car plus elle se prolonge, plus sûrement elle fera perdre à la France un pays ami qui, avec sincérité, cherche à collaborer avec elle.

Faites que toutes les femmes de France, d'un même mouvement, se lèvent et réclament le rapatriement de leurs époux et de leurs enfants. Vraiment, notre cœur se serre de compassion et de mélancolie en pensant qu'au-delà de l'horizon, à chaque tombée du soir où les lumières s'allument, tout le long de la nuit où la neige, en fondant, s'égoutte du toit, des milliers de familles, assises à la fenêtre ou devant la cheminée, attendent, dans le

doute et l'inquiétude perpétuelle, ceux qui sont partis.

Faites, par tous les moyens, qu'ils vous reviennent pour reconstruire la France, qui a besoin de tous ces bras, après les dures épreuves de la guerre, pour asseoir l'Union Française sur des bases solides et fraternelles. Empêchez qu'ils détruisent votre bonheur, de même que le nôtre, en servant de valets à une poignée de colonialistes sanguinaires et voraces.

Quel bonheur a-t-on de massacrer un peuple faible, qui veut, qui tient à vivre libre? Quelle fierté éprouveriez-vous à abattre brutalement des gens qui vous tendent une main amie? Si, par votre action efficace jointe à notre lutte et à nos sacrifices, notre pays obtient l'indépendance, la gloire en rejaillira sur vous. Alors vous aurez des amies sincères, affectueuses, qui marcheront avec vous sur la route de l'avenir, radieuse et pleine de promesses, comme à travers des fleurs fraîches et belles sous la jubilation du ciel printanier.

LES FEMMES FRANÇAISES CONTRE LE COLONIALISME

Une belle initiative a été prise par l'Union des Femmes Françaises pour aider les femmes à se rendre à Calcutta : une campagne nationale a été lancée pour leur fournir les fonds nécessaires au voyage. Un fonds permanent, destiné à soutenir les actions des pays de l'Union Française, a été créé; 100.000 francs ont été remis aux femmes vietnamiennes.

Le Bureau directeur de l'Union des Femmes Françaises a fait, le 5 octobre 1948, une déclaration dans laquelle il « estime que l'unité de l'Union Française ne peut être que dans une atmosphère de paix et de collaboration fraternelle ». « Il dénonce l'attitude du Gouvernement français qui, au mépris de la Constitution et des droits humains proclamés par la Charte de San-Francisco, se met au service des intérêts capitalistes, colonialistes et développe un régime d'oppression qui se traduit par une terrible répression à Madagascar et une guerre atroce contre la République du Viet-Nam. »



TUNISIE

Les 22 et 23 mai s'est tenu le IV^e Congrès de l'Union des Femmes de Tunisie, Tunisiennes et Européennes ont travaillé d'un même cœur; Mme Habeba Baien brossa un tableau saisissant de la tragique situation des femmes et des enfants de son pays, opprimés par les colonisateurs français et leurs alliés.

Mme Marie Emmanuelli apporta à ce Congrès la solidarité de l'Union des Femmes Françaises.



HOLLANDE

Carte postale que les femmes hollandaises adressent à l'ambassadeur grec, au dos de laquelle on lit : « Par milliers, des hommes et des femmes sont torturés et assassinés. Des enfants meurent de misère et de faim. Nous protestons contre la terreur que le gouvernement fait peser sur le peuple grec qui lutte pour la liberté et la démocratie. »

HONGRIE

Les femmes de Hongrie ont recueilli de nombreux camions de vêtements, des vivres, des médicaments, pour venir au secours des patriotes grecs.

FRANCE

Les représentantes de l'Union des Femmes Françaises ont remis au Comité français d'Aide à la Grèce, lors d'une visite à l'Exposition sur la Grèce, organisée à Paris, 40.000 francs. C'est leur troisième versement en argent qui s'ajoute aux 2 tonnes de médicaments et de vêtements collectés par leurs Comités.

Pétitions, délégations, demande le Comité Français dans un communiqué de presse :

« Le Comité Français d'Aide à la Grèce Démocratique, fidèle interprète des sentiments de colère du peuple de France, proteste contre la présence de Tsaldaris sur notre sol.

Il invite le peuple de Paris à manifester sa volonté de voir cesser les massacres de patriotes hellènes et l'intervention américaine qui en est responsable, de voir respecter les droits de la personne humaine et ceux des peuples à disposer d'eux-mêmes. Adresser les textes à M. Trygve Lie, Secrétaire général de l'O.N.U., Palais de Chaillot, Paris. »

La Grèce devant l'O.N.U.

La question grecque figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Toutes les consciences honnêtes crient leur indignation contre les bourreaux, contre les horreurs de la répression des patriotes grecs.

La voix des peuples du monde entier s'élève en faveur de la Grèce démocratique ; elle doit parvenir jusqu'à la salle des séances de l'Assemblée générale.

Une américaine accuse :

« Ce que j'ai vu en Grèce est le fascisme sous sa forme la plus violente », dit Mme Dorothy Bushnell Cole, déléguée américaine à la Conférence internationale d'aide à la Grèce démocratique, dans un article du « Chicago Star », qui relate le court voyage qu'elle fit à Athènes pour intervenir en faveur d'une patriote, Mme Kitsikis.

...Dorothy B. Cole n'était pas sans appréhension. Les rues d'Athènes grouillaient de soldats américains, anglais et grecs. A moins de 100 mille de la ville, la bataille entre partisans grecs et l'armée royaliste faisait rage.

A l'ambassade, elle fut reçue par « un expert américain de la situation en Grèce » du nom de Marcy, qui s'étonna fort et s'enquit de « ce que venait faire une Américaine, seule, à Athènes ». « Je le lui ai dit — raconte Mme Cole — et lui parlai de l'emprisonnement de Mme Kitsikis, de son exécution imminente... Il ne peut savoir ce que j'éprouvai quand il me répondit qu'il était impossible de changer la justice grecque... »

« M. Marcy, « expert style », me soutint que l'ambassade des Etats-Unis ne pouvait intervenir, ajoutant : « Nous ne sommes ici que pour prêter un peu d'argent. » D'ailleurs, à son avis, les exécutions massives de démocrates grecs étaient amplement justifiées, car « ils sont tous des instruments de Moscou et, pour cette raison, il faut les supprimer. »

« Il dit encore que le Gouverne-

ment grec avait décrété que toute activité, en vue de protester contre l'occupation (britannique et américaine) était considérée comme un acte de trahison. et que Mme Kitsikis, elle-même, ayant travaillé avec les andartès, était passible de la peine de mort... »

...Dorothy Cole n'est restée en Grèce que trente-six heures, car les autorités américaines ne lui ont pas permis de rester plus longtemps. Avant son départ, un jury composé de cinq juges vota par 3 voix contre 2, l'exécution de Mme Kitsikis. Depuis son retour, rentrée aux Etats-Unis, elle a appris que la vague de terreur a encore grandi en Grèce. Le 6 mai, le gouvernement a donné l'ordre de fusiller 1.000 anciens combattants de la résistance contre l'Allemagne, en guise de représailles pour l'assassinat du ministre de la Justice, Christos Ladas. Or, Ladas, qui avait appliqué des lois répressives, y compris la peine capitale, contre les grévistes, avait fait exécuter antérieurement 125 patriotes. Dans une seule journée, 154 personnes furent exécutées sur ordre du Gouvernement d'Athènes, dont une sur cinq était des femmes.

« L'Amérique doit se soulever et protester contre ces meurtres odieux, au nom de la démocratie, dit Mme Cole. Ce que j'ai vu en Grèce est le fascisme sous sa forme la plus violente. Nous protestons contre le Plan Marshall et l'occupation des pays étrangers. »

GRANDE-BRETAGNE

Le Conseil annuel de « The Association of Scientific Workers » (organisation adhérente à la F.D.I.F.) a adopté la résolution suivante :

« Le Conseil exprime son horreur des exécutions massives qui ont déjà eu lieu sur l'ordre du Gouvernement grec et ses inquiétudes concernant l'intention de ce gouvernement de continuer à assassiner des centaines d'hommes et de femmes.

« Il note que le Gouvernement britannique a exprimé son avis au sujet de ces outrages et lui demande d'exercer la plus forte pression possible sur le Gouvernement grec de mettre un terme aux exécutions qui heurtent la conscience des peuples à travers le monde. »

NIGERIA

« Avant tout, je dois vous dire que les membres de l'Union des Femmes de Nigéria ont été bouleversées et indignées en apprenant les actes terribles, atroces et criminels commis en Grèce », écrit Mme Ransome Kuti, présidente.

« Au nom de notre Union, je vous prie de bien vouloir transmettre notre plus profonde sympathie à nos amis frappés par cette terreur et, en même temps, assurer les dirigeantes et membres de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes que tous les membres de notre Union des Femmes de Nigéria sont disposés et prêts à appuyer toute mesure nécessaire que la Fédération pourrait prendre en vue de défendre la cause de ces malheureuses victimes d'actes les plus barbares. »

LA GUERRE OU LA PAIX

par **Françoise LECLERCQ**

GUERRE OU PAIX, TEL SEMBLE ETRE LE THEME DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

Mais il est une question qu'il faut immédiatement poser : « Qui veut la paix ? Qui veut la guerre ? »

Il est beaucoup question de psychose de guerre. M. Spaak, qui préside aux destinées du Benelux, parle aux Nations Unies « d'une atmosphère de lourde inquiétude ». Le délégué de l'Equateur parle du retour d'une nouvelle guerre comme d'une menace prochaine, et la Bolivie orchestre avec « une atmosphère de malaise et d'inquiétude ».

C'est le délégué du Chili qui met les pieds dans le plat en disant : « Nous défendrons toujours les nations qui se lèvent pour défendre la civilisation chrétienne et occidentale. »

Nous voilà à l'enrôlement pour la croisade !

Mais attention ! Pour faire et gagner une guerre, des bombes atomiques ne suffisent pas. Il faut des soldats. On ne peut faire la guerre sans les peuples.

Le 8 mars dernier, à New-York, devant une assemblée de femmes américaines, j'affirmai, aux applaudissements de toutes, que le peuple français n'accepterait jamais de se laisser enrôler dans une croisade antisoviétique.

Au temps d'Hitler, Pétain nous prêchait une croisade antibolchevique, mais à leur croisade les Français avaient préféré la lutte, les camps de concentration et la mort.

Je sais qu'avec le peuple français, ni le peuple italien, ni aucun de ces peuples « occidentaux » sur lesquels Washington et Wall Street misent pour leur croisade, ne se laisseront enrôler.

M. Vychinsky, le délégué de l'U.R.S.S., a demandé l'interdiction de l'arme atomique et l'établissement d'un contrôle international efficace et sévère dans le cadre du Conseil de Sécurité parce que l'arme atomique est une « arme d'agression destinée à l'attaque, à la destruction des villes et à l'extermination en masse de populations pacifiques ».

Mais, aux Nations Unies, la résolution prise par la dernière assemblée générale de condamner les fauteurs de guerre est bien oubliée.

M. Bevin, M. Spaak et d'autres tentent de mettre les responsabilités d'une nouvelle guerre sur le dos de l'Union Soviétique.

Mais M. Manouïlsky, le délégué de l'Ukraine, répond à ce'a en parlant d'une « tension créée d'une façon toute artificielle dans les relations internationales » :

« Les masses populaires, aujourd'hui, ne sont plus désarmées et ignorantes. N'oublions pas que, pendant la guerre, on exaltait les défenseurs de Léninegrad et de Stalingrad et qu'on les présente maintenant comme désireux de faire la guerre contre le reste

du monde. Il est impossible d'effacer de la conscience des peuples ce fait qui consiste dans l'impossibilité d'oublier la contribution des peuples de l'Union Soviétique dans la libération de l'humanité au moment où elle se trouvait dans un danger mortel : celui d'être placée définitivement sous le joug hitlérien et fasciste. Aucune propagande ne réussira à faire passer dans le camp des fauteurs de guerre la majorité des habitants paisibles d'un pays, car les gens ont appris à penser ; ils ont appris à faire appel à leur jugement personnel, à évaluer les événements qui se déroulent et à arri-

nature même de l'Etat soviétique, Etat socialiste des ouvriers et des paysans, intéressé profondément à l'établissement des conditions les plus favorables pour le travail pacifique et créateur de l'édification de la société socialiste ». (Vychinsky.)

Nous voilà donc renseignés sur ceux qui veulent la paix.

Il faut dire aussi qui veut la guerre. Les peuples ne veulent pas la guerre. Les peuples ont intérêt à ce que soit allégé le lourd fardeau économique qui « leur est imposé en raison des dépenses excessivement élevées et toujours croissantes destinées aux armements dans certains pays ». (Vychinsky.)

Les femmes, les mères réclament des crèches, des écoles, des hôpitaux, des habitations convenables ; elles réclament pour les leurs des conditions économiques meilleures, des salaires décents, moins d'impôts. Un gouvernement ne peut concilier la course aux armements avec de meilleures conditions de vie pour les travailleurs et leurs familles.

Les peuples ont tout à perdre avec la guerre et la préparation à la guerre.

A qui profite la guerre ?

Nous savons que la puissance de production des Etats-Unis d'Amérique a augmenté de façon considérable pendant la guerre. Actuellement, la crise économique est évitée à l'industrie américaine grâce aux commandes de guerre du gouvernement. L'économie des Etats-Unis d'Amérique est basée sur le profit de quelques-uns, non sur l'amélioration du sort de tous. Le peuple américain ne veut pas, lui non plus, la guerre. Mais l'Amérique entière, et avec elle ce qu'on appelle l'Europe occidentale, disons « l'Europe marshallisée », sont soumises à une campagne de presse et de radio intense dont les chefs d'orchestre sont à Washington et à Wall Street. Il s'agit de créer une psychose de guerre telle que, le moment venu, les peuples ne réagiraient plus.

Mais c'est là que nous avons, nous les femmes, nous les mères, notre mot à dire. Nous sommes conscientes de notre force. La F.D.I.F. est parmi les forces de paix qui comptent dans le monde. Le 1^{er} décembre, les déléguées de 80 millions de femmes vont tenir à Budapest leur Congrès. Le II^e Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes dira au monde, à tous les peuples, à tous les gouvernements et à ceux que ces gouvernements ont délégués à l'Assemblée générale des Nations Unies : « Nous, femmes, nous, mères, nous avons vécu le drame le plus affreux : la guerre. Nous avons accepté les plus durs, les plus cruels sacrifices ; nous avons donné nos maris, nos fils, et nous avons combattu nous-mêmes le fascisme. Nous toutes, que ce combat a unies et qui luttons toujours pour la paix et la démocratie, jamais nous ne donnerons nos fils ni nos maris pour combattre l'Union Soviétique, qui,

Les femmes du monde entier écrivent à l'O. N. U.

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes considérant qu'il n'y a aucune femme, aucune mère, dans aucun pays, qui n'approuve entièrement les propositions de paix formulées par l'Union Soviétique à l'O. N. U.

A son Congrès constitutif, déjà, la F.D.I.F. avait demandé que « l'énergie atomique ne serve qu'au progrès et à la paix ». Depuis, à chaque session de son Comité Exécutif, notre Fédération n'a cessé de réclamer « l'interdiction de l'arme atomique, et de tous les autres types d'armes destinées à exterminer en masse ».

C'est pourquoi, nous vous demandons de commencer immédiatement une grande campagne et d'envoyer sans délai, par centaines, par milliers, puis par millions, des signatures à l'O.N.U., demandant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique.

Afin de prouver que les femmes sont toujours à la pointe du combat pour la paix et que les forces de paix sont infiniment plus nombreuses et plus puissantes que les forces de guerre.

(Extraits de la circulaire envoyée le 20 octobre à toutes les sections de la F.D.I.F.)

ver par eux-mêmes à leurs propres conclusions...

...Les Etats-Unis d'Amérique disposent de 480 bases militaires placées dans tous les points du monde... dans tous les pays, l'homme de la rue est à même de voir qui défend la cause de la paix et qui la menace. »

En effet, et cette fois, je cite M. Vychinsky, délégué de l'U.R.S.S. : « Le peuple soviétique s'est entièrement consacré au travail pacifique, à la consolidation et au développement ultérieur de la construction socialiste dans son pays, en montant inébranlablement la garde de la paix et de la sécurité des peuples... »

Que l'U.R.S.S. soit le premier défenseur de la paix, « cela découle de la

Les problèmes de l'Égalité des femmes devant l'O.N.U.

par Zinaïda GOURINA

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes est classée dans les organisations non-gouvernementales, avec le statut consultatif « B » ; elle prend part, par l'intermédiaire de ses représentantes, à toutes les réunions de l'O.N.U., auxquelles elle a le droit et la possibilité de participer.

C'est ainsi que Mme Duchêne, représentante de la F.D.I.F., a pris part aux séances de la Commission des Droits de l'Homme et du Comité sur les questions de discrimination raciale, qui eurent lieu, à Genève, en décembre dernier.

Mme Leclercq, représentante de la F.D.I.F. à la Commission de la Condition de la Femme du Conseil Economique et Social, a participé aux travaux de la deuxième session de cette commission à Lake-Success, en janvier 1948. (Les lectrices de notre bulletin se souviennent des difficultés rencontrées par Mme Leclercq pour se rendre à Lake-Success, les autorités américaines ayant retardé son visa d'entrée aux Etats-Unis, quoique elle fut déléguée à une Commission de l'O.N.U.)

Au mois de mai, le Comité des Organisations non-gouvernementales de l'O.N.U. convoquait à Genève une conférence. La F.D.I.F. y était représentée par Mmes Sekaninova (Tchécoslovaquie), Duchême (France), Kormanova (Pologne), Vincent (Suisse).

En juillet 1948, Mmes Sekaninova et Duchêne assistaient, comme observatrices de la F.D.I.F., à la VII^e Session du Conseil économique et social de l'O.N.U. qui se tenait à Genève.

Il est naturel que la F.D.I.F. s'intéresse à la manière dont les problèmes sur la situation et l'égalité des femmes sont posés et résolus à l'O.N.U.

On se souvient que l'Assemblée générale de l'O.N.U. du 11 décembre 1948 avait recommandé aux Etats membres d'assurer aux femmes l'éga-

lité des droits politiques. Mais il y a loin des paroles aux réalités. Les femmes, dans la plupart des pays, n'ont pas les droits égaux à ceux des hommes. Dans trente pays, les femmes n'ont aucun droit politique.

La Commission de la Condition de la Femme avait élaboré des recommandations et présenté son rapport à la VI^e Session du Conseil Economique et Social de l'O.N.U. La discussion des points les plus importants de ces recommandations, concernant l'égalité pour les femmes, tant du point de vue politique, économique que social, leur droit à l'instruction, fut reportée à la prochaine session du Conseil.

Les délégations de certains pays — Etats-Unis, Grande-Bretagne, Brésil, Chine, Canada, Turquie, entre autres — tentèrent, en Comité des Droits de l'Homme à la VII^e Session du Conseil Economique et Social, d'empêcher toute discussion sur ces questions, qui intéressent pourtant la moitié de la population mondiale. La plus acharnée était la délégation des Etats-Unis.

Il semble incroyable et monstrueux que Mme Moller, sa représentante au Comité des Droits de l'Homme, puisse en tant que femme s'opposer à la discussion des problèmes concernant les droits des femmes.

La délégation américaine, pour faire écarter les propositions et la résolution sur les droits des femmes présentée par la Commission, élaborait un contre-projet de résolution annulant toutes les propositions pratiques.

Sur la proposition de la délégation du Canada, la majorité du Comité des Droits de l'Homme rejetait, malgré les directives du Conseil, le rapport de la Commission de la Condition de la Femme et prit comme base de discussion le projet de la résolution américaine.

Heureusement que les délégations de l'Union Soviétique et de la Biélor-

Russie, appuyées par les délégations de la France et de la Pologne, ont présenté comme leur, le projet de la résolution de la Commission de la Condition de la Femme.

Après une lutte acharnée de deux positions politiques opposées sur la question de l'égalité des femmes, c'est le préambule proposé par les délégations soviétique et française qui fut accepté. Ce préambule dit que « toute limitation dans l'égalité des femmes est un attentat aux droits essentiels de l'être humain et est incompatible avec les statuts de l'O.N.U. ».

Rejetant les projets de résolution des Etats-Unis, la Session a adopté les résolutions sur les problèmes des droits politiques des femmes, sur la participation des femmes dans la production, sur leur participation à l'activité de l'O.N.U., sur la liberté du mariage et du divorce, sur les droits des femmes à l'éducation, sur les Droits de l'Homme basés sur les décisions de la Commission de la Condition de la Femme, qui ont été défendues par les délégations de l'Union Soviétique, de la Biélorussie, de la Pologne.

Le Comité des Droits de l'Homme a adopté la proposition de la délégation française, coïncidant avec la proposition soviétique de publier une brochure informant dans quels pays et dans quelles mesures les femmes ont l'égalité des droits politiques. Les délégations de Grande-Bretagne et du Canada ont voté contre cette proposition pour « raison d'ordre financier ».

Nous espérons que ces informations seront utiles à nos lectrices. Elles permettront aux sections de la F.D.I.F. de connaître la position des représentants de leur gouvernement à l'O.N.U. sur ces questions importantes et de lutter avec plus d'énergie pour que les décisions de l'O.N.U. sur les droits des femmes soient réalisées par chaque pays membre de l'O.N.U.

(SUITE DE L'ARTICLE DE FRANÇOISE LECLERCQ)

pour nous, est le premier défenseur de la paix. »

C'est notre devoir, à nous toutes de la F.D.I.F., d'appuyer partout, tout de suite, de toutes nos forces, les propositions faites par M. Vychinsky au nom du gouvernement soviétique, à l'Assemblée générale des Nations Unies :

« Reconnaisant comme une tâche primordiale l'interdiction de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique dans des buts militaires ;

« Tenant compte de ce que les Grandes Puissances, membres permanents du Conseil de Sécurité, possèdent une écrasante proportion des forces armées et des armements et portent la responsabilité principale pour le maintien de la paix et de la sécurité générale ;

« Dans le but de concilier la cause de la paix et d'écartier la menace d'une nouvelle guerre, fomentée par les expansionnistes et autres éléments réactionnaires ;

« L'Assemblée générale recommande aux membres permanents du Conseil de Sécurité, aux Etats-Unis d'Amérique, à la Grande-Bretagne, à l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, à la France et à la Chine, en tant que premier pas dans la voie de la réduction des armements et des forces armées, de réduire d'un tiers pendant une année toutes leurs forces terrestres, navales et aériennes disponibles ;

« L'Assemblée générale recommande d'interdire l'arme

atomique en tant qu'arme destinée à des fins d'agression et non à des buts de défense ;

« L'Assemblée générale recommande, afin de surveiller et de contrôler l'application des mesures ayant trait à la réduction des armements et des forces armées et à l'interdiction de l'arme atomique, d'instituer, dans le cadre du Conseil de Sécurité, un organisme de contrôle international. »

Le combat pour la paix, nous le gagnons, à condition de le mener toujours plus nombreuses, de façon toujours plus active. Il y va de la vie de nos foyers, de la vie de nos enfants ; c'est pourquoi nous sommes décidées à mener ce combat sans relâche au sein de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes.

La direction du Front Antifasciste des Femmes yougoslaves a adressé aux membres du Comité exécutif de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, la déclaration du Comité central du Parti Communiste de Yougoslavie à propos de la résolution du Bureau d'information des Partis Communistes, sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie, ainsi qu'un résumé du discours de Tito au « Congrès » du Parti Communiste de Yougoslavie.

Il est possible que cet envoi ait été fait 1° parce que les dirigeantes, ou tout au moins une partie des dirigeantes du Front Antifasciste des Femmes yougoslaves, approuvaient ces textes.

2° Parce que ces dirigeantes désiraient connaître notre avis sur les problèmes posés par la situation en Yougoslavie.

L'étude attentive des documents adressés par les dirigeantes yougoslaves ainsi que de la résolution du Bureau d'information des Partis Communistes permet de constater combien sont justifiées les critiques sévères du Bureau d'information.

Dans le résumé du rapport de Tito, ce dernier rappelle qu'au moment de l'attaque des armées hitlériennes contre l'Union Soviétique, il s'adressait aux Yougoslaves en leur disant : « N'oubliez pas que les yeux des travailleurs du monde entier sont fixés, avec espoir, sur vous. » Plus loin, Tito déclare qu'« à l'appel du camarade Staline à la lutte contre les conquérants fascistes adressé en 1941, seuls, les peuples de Yougoslavie ont répondu, mais même avant cet appel, ils sont entrés dans la lutte, considérant que cela était leur devoir. Autrement dit, — poursuit Tito — le Parti Communiste Yougoslave a acquitté sa dette... »

CONTRE-VERITE

Quelle présomption ! Quelle fatuité !
Et quelle contre-vérité !

Si héroïque qu'aient pu être les peuples de Yougoslavie, c'est vers l'Union Soviétique que tous les peuples tournaient leurs regards. C'est vers la puissante Armée soviétique que montaient la ferveur, la confiance des peuples. Tous les peuples savent que sans les 257 divisions de soldats soviétiques, sans les sacrifices, le courage, l'abnégation de ces soldats et des peuples de l'U.R.S.S., sans le Maréchal Staline, il n'y aurait aujourd'hui sur le monde entier que ruines, deuils, misère, esclavage. La libération de la Yougoslavie est l'œuvre de l'Armée soviétique en premier lieu, c'est la lutte gigantesque de cette dernière qui a permis à d'autres peuples de lutter. Quoi qu'en dise Tito, la dette que les démocrates ont contracté envers les peuples de l'U.R.S.S., ne pourra s'éteindre que lorsque la démocratie et la paix seront assurées dans le monde, que lorsque par leur union et leur action, les peuples auront fait disparaître à jamais l'impérialisme, fauteur de guerre.

Il n'est pas vrai, que les peuples yougoslaves seuls aient lutté comme le prétend Tito. C'est une injure envers les autres peuples.

A PROPOS DE LA

LE PEUPLE DE FRANCE A LUTTE

Chez nous, en France, le peuple a lutté. Et pour cette lutte, dès 1939, le Parti Communiste, les Syndicats, l'Union des Jeunes Filles de France que dirigeait Danielle Casanova et d'autres organisations démocratiques étaient dissoutes, leurs journaux interdits. Tous contribuèrent à la lutte dans la clandestinité. Ces hommes, ces femmes rassemblèrent petit à petit autour d'eux tous ceux qui voulaient lutter contre l'invasisseur. Les 27 massacrés à Châteaubriant, dont le jeune Guy Moquet de 17 ans, avaient été arrêtés dès 1940.

Tous menaient une bataille difficile, cruelle, avec, c'est vrai, de nombreuses faiblesses, mais ils la menaient. Dans cette bataille, 150.000 Français, dont 75.000 communistes, furent fusillés, pendus, exterminés. Et les morts sont morts en criant « Vive la France, vive l'Union Soviétique », comprenant que leur sacrifice assurerait la victoire, parce qu'il y avait la grande et solide Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Et les vivants, chez nous, en France, gardent au cœur et à l'esprit, ce que le peuple de France doit aux peuples de l'U.R.S.S. pour ses efforts de guerre dans le passé ; pour ses efforts afin d'assurer la démocratie et la paix dans le présent et le futur.

Ceux qui ont oublié, comme de Gaulle et ses amis, comme les socialistes de droite et tous les réactionnaires, ce

par

Jeannette VERMEERSCH

Membre

du Comité Exécutif

sont les ennemis du peuple, les ennemis de la démocratie, ceux qui sacrifient, par anti-soviétisme, l'indépendance de leur pays, à la réaction et à la guerre.

En réalité, ils n'ont rien oublié, mais l'intérêt de ceux-là est tout autre que celui du peuple et de la France.

« LE GRAND HOMME MECONNU »

Tito fait de grandes déclarations d'amour en général, pour l'U.R.S.S. et pour les peuples, mais tous ses écrits et ceux de son équipe sont remplis d'injures à l'égard de l'Union Soviétique et de la classe ouvrière des autres pays.

Tous, selon lui, mentiraient, calomniaient, inventeraient. Mais Tito serait un grand homme méconnu ! Or, Tito s'est attiré ces derniers temps, la bienveillance de tous les ennemis de l'U.R.S.S., des démocraties populaires et des peuples en lutte pour la démocratie. Il prend de plus en plus figure de grand homme pour les réactionnaires, les fauteurs de guerres impérialistes, qui ne tarissent pas d'éloges à son

En marge du
Congrès de
WROCLAW

L'HOMMAGE DES

TEMOIGNAGE DE M^{me} COTTON

Les intellectuels du monde entier se sont réunis en Pologne pour défendre la Paix. C'est du 25 au 28 août, à Wrocław, que s'est tenu ce Congrès dont les travaux ont eu un retentissement énorme.

M^{me} Cotton, directrice honoraire de l'Ecole Normale de Sèvres, présidente de l'Union des Femmes Françaises, présidente de la F.D.I.F., a participé à ses travaux. Dans une lettre adressée au Conseil National de l'Union des Femmes Françaises, M^{me} Cotton écrit : « Les meetings et, en particulier, celui de Wrocław qui a réuni près de 20.000 personnes ont été d'inoubliables spectacles. Un certain nombre d'intellectuels congressistes ont vu à Wrocław l'appui que la Fédération Démocratique Internationale des Femmes apporte à la cause de la paix. Quand je suis entrée sous la coupole, une grande vague lumineuse faite de milliers de robes de toutes nuances et d'étendards aux couleurs éclatantes s'est soulevée

pour acclamer la Fédération et la Paix.

J'étais bien émue. On m'avait ménagé pour finir une surprise féérique. Un lent défilé de femmes de toutes les provinces polonaises, sont venues offrir à la présidente de la Fédération toutes sortes d'objets qu'elles avaient faits elles-mêmes et qui étaient la marque de la diversité de leurs aptitudes et de leurs travaux. Quel spectacle ! Femmes de tous âges portant sur les bras des épis et des fleurs, de petits dômes de mousses et de verdure et de céréales abritant le pain et le sel, des objets brillants tournés à l'usine, des statues de mineurs sculptés dans le charbon dur et lisse, une jupe rouge de paysanne, de la toile et de la laine et des poupées de toutes les provinces et encore des fleurs nouées avec de longs rubans rouges et blanc, des fleurs polonaises. Il m'a fallu deux taxis pour regagner l'hôtel. »



Y O U G O S L A V I E

égard. Cela seul suffirait à prouver que Tito s'est engagé sur le chemin de la trahison.

Des dirigeants yougoslaves éduqués, préparent-ils leurs peuples à lutter pour la démocratie, pour la paix ?

Il faut constater malheureusement, qu'il n'y a pas un mot dans le discours de Tito, pour dénoncer ceux qui menacent l'indépendance de la Yougoslavie et des autres peuples. Pas un mot contre ceux qui complotent à nouveau contre la paix. J'ai relu à ce sujet le « Bulletin d'Information » du Front Antifasciste des femmes de Yougoslavie (numéro 7, janvier-février 1948). Il y a là, un discours que Tito a prononcé devant les femmes yougoslaves. Avec 23 « je », Tito attribue à la Yougoslavie tous les mérites de la victoire sur les forces hitlériennes. Quand aux perspectives qu'il trace aux femmes, c'est : « permettez-moi », dit-il, de vous faire prendre à cœur la tâche très importante des soins à donner à l'enfance ».

Il n'est pas une femme, pas une mère qui puisse penser que la question des soins à l'enfance, ne soit importante, mais cette enfance est menacée par les fauteurs de guerre impérialistes américains, anglais, français et autres serviteurs de l'impérialisme sanglant. Sur cela Tito reste muet. Peut-être, sans doute, ne veut-il pas froisser ceux vers lesquels il penche. Malheureusement, tout le contenu du bulletin est à l'avenant, sauf les salutations des délégations étrangères qui ont souligné la

responsabilité des fauteurs de guerre impérialistes.

Pas un mot pour les admirables mères soviétiques dont les cœurs portent des plaies qui ne se cicatrissent jamais, pour ces femmes qui ont serré les dents, ravalé leurs larmes et qui ont consenti les plus lourds sacrifices et pour lesquelles le pouvoir soviétique est aujourd'hui plein de sollicitude. Pas un mot pour montrer qu'il n'y a pas de Yougoslavie indépendante et heureuse possible sans l'union de tous les peuples et en premier lieu sans l'appui de la grande, forte Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Rien non plus pour dénoncer ceux qui aujourd'hui continuent à opprimer, à affamer des centaines de millions de femmes, d'enfants, contre les instigateurs de guerre américains.

LE MONDE EST DIVISÉ EN DEUX CAMPS

« La Yougoslavie seule », prétendent Tito et ses amis. Or, pas plus qu'elle ne pouvait se libérer sans les armées et les peuples soviétiques, la Yougoslavie ne peut assurer son indépendance et la paix seule.

Dans la période présente, il n'est pas possible de prétendre rester seul, le monde est divisé en deux camps. Le camp des impérialistes, d'un système de domination sur les peuples par la force, le camp de profits pour les uns et de misère pour la plupart, le camp des bâtisseurs de prisons, de camps de

concentration, du racisme et du lynchage, le camp de la guerre, avec à sa tête l'impérialisme américain. Ce camp signifie pour les femmes, les bas salaires, le pain trop cher, l'esclavage, les enfants sans pain, sans vêtements, sans écoles, pour finir en chair à canon. Ce camp a des partisans dans tous les pays capitalistes. Il a probablement encore des partisans cachés dans les démocraties populaires. Tito prend parti pour ce camp contrairement aux intérêts des peuples de Yougoslavie.

L'autre camp, ce sont les pays de démocratie populaire et les démocrates des pays capitalistes qui prennent toujours plus conscience de la force que les peuples unis représentent, surtout quand à leur tête se trouve le grand pays du socialisme, qui garantit par son exemple, que là est la bonne voie, que là est l'avenir, que sur le chemin de la démocratie, dans la lutte pour le socialisme il y aura, au bout « du pain et des roses ».

Au lieu d'engager les femmes dans le combat commun à tous les démocrates, pour la démocratie et pour la paix, Tito dans son discours aux femmes, après des lamentations petites bourgeoises, qui prouvent qu'il n'a pas foi dans les peuples de Yougoslavie, berce, trompe les femmes, en leur laissant croire qu'avec un petit effort de travail tout ira bien. Alors qu'il sait qu'à la campagne, des femmes, des mères peinent, souffrent, tandis que d'autres sont propriétaires, achètent, vendent de la terre, spéculent, s'enrichissent, parce que les éléments capitalistes subsistent, qu'il faut, par conséquent, éclairer les paysans pauvres. Tito sait également que les éléments capitalistes ne sont pas disparus dans les villes, que les industriels et autres existent, qu'il faut donc éclairer le peuple, l'éduquer, éveiller sa vigilance, ne pas ralentir le combat pour la démocratie et pour le socialisme.

LES FEMMES YUGOSLAVES LUTTERONT POUR LA PAIX

Mais nous avons eu l'occasion de rencontrer des femmes admirables de Yougoslavie au premier Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. De vieilles montagnardes, le visage ridé, mais énergique, entouré d'un mouchoir noir, nous disaient leurs luttes, leurs souffrances, leurs deuils, leur volonté d'assurer un avenir heureux à leur pays. Des ouvrières, des intellectuelles, toutes ces femmes magnifiques ont droit à l'affection, à la fraternité de toutes les femmes démocrates. Elles sauront, c'est certain, réfléchir, et comprendre que la vote préconisée par Tito, anti-soviétique, étroitement nationaliste, ne peut mener la Yougoslavie que sous l'emprise de l'impérialisme américain, par conséquent à la perte de l'indépendance de la Yougoslavie, à la misère, à la réaction, à la guerre.

Nous avons l'assurance que les femmes yougoslaves lutteront pour faire progresser dans leur pays et sur le plan international, la lutte pour la démocratie et pour la paix.

POLONAISES A LA FÉDÉRATION

UNE LETTRE DE NOS AMIES DE POLOGNE

« Le 27 août eut lieu à Wrocław le grand meeting des délégations de la Ligue des Femmes. Plus de 15.000 femmes y sont arrivées de toutes les parties de notre pays pour manifester, à côté du Congrès des Intellectuels pour la Paix, la volonté inébranlable de toutes les femmes polonaises d'assurer au monde entier une paix stable et durable. En même temps, nous avons voulu saluer la Présidente de la F.D.I.F., Mme Eugénie Cotton, ainsi que les autres femmes illustres qui assistaient au Congrès.

La manifestation eut lieu dans l'immense Halle Populaire, située dans l'emplacement de l'Exposition des Territoires Récupérés.

Le spectacle était vraiment beau : sur l'estrade, le cercle coloré des déléguées de la Ligue, vêtues de riches costumes régionaux, formait un joli cadre pour la table présidentielle.

La Présidente du Comité directeur de la Ligue des Femmes Polonaises, Mme la doctoresse Irena Sztachelska, a ouvert le meeting et accueilli les personnalités qui ont bien voulu y participer. Derrière la table présidentielle siégeaient les membres de la présidence du Comité directeur de la Ligue ainsi que les personnes suivantes :

Mme Eugénie Cotton, présidente de la F.D.I.F. ; Mme Irène Joliot-Curie, célèbre savante, fille de notre illustre compatriote, Marie Sklodowska-Curie ; Mme Motyleva, grand écrivain soviétique ; Mme Leah Manning, députée au Parlement britannique ; Mme Pujmanova, romancière tchèque ; Mme Virginia Durr et Mme Winter, journalistes américaines ; l'avocat Alexis, défenseur de la Grèce démocratique ; Mme de Silva, architecte de Ceylan, et d'autres représentants des pays de l'Europe et hors d'Europe.

LA SEMAINE DE L'ESPAGNE LIBRE

Le « Spanish Refugee Appeal » du Joint Anti-Fasciste Refugee Committee de New-York a eu l'heureuse initiative d'organiser une démonstration mondiale anti-franquiste contre la terreur qui règne en Espagne. Voici les buts que se propose cette mobilisation :

- 1° Que la semaine du 1^{er} au 8 décembre soit désignée dans le monde entier comme « Semaine de l'Espagne Libre »;
- 2° Que pendant la dite semaine, on organise des réunions et des manifestations de masses dans tous les pays, pour l'isolement et la rupture des relations diplomatiques et économiques avec l'Espagne franquiste;
- 3° La formation d'une Délégation Internationale qui viendrait à Paris présenter ces demandes à l'honorable Trygve Lie, Secrétaire général des Nations Unies. Chaque pays enverrait un ou deux délégués pour siéger à Paris;
- 4° Demander que la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies intervienne pour que la terreur cesse en Espagne.

La F.D.I.F. a répondu à l'invitation que le Spanish Refugee Appeal lui a adressé, lui envoyant son adhésion chaleureuse. Au moment où la question d'Espagne va être posée à nouveau devant l'Assemblée de l'O.N.U., l'importance de la manifestation que propose le S.R.A. sera bien comprise par tous les démocrates.

Tandis que les Etats-Unis poursuivent leur emprise sur toutes les richesses de l'Espagne, qu'ils construisent à un rythme accéléré des aérodromes et des bases militaires sur tout le territoire espagnol en vue de la préparation de la guerre, et que Franco essaie de briser la lutte grandissante du peuple espagnol par une terreur sans limite, chaque homme et chaque démocrate se fera un devoir de collaborer dans son pays au plus grand éclat de la Semaine.

Toutes les sections de la F.D.I.F. qui mènent une action ardente pour sauver la vie de l'institutrice Carmen Orozco et des 23 derniers condamnés à mort par les bourreaux franquistes et qui savent les infinies souffrances des 20.000 emprisonnés, s'engageront avec tout leur dévouement à la cause de l'Espagne républicaine pour que la Semaine de l'Espagne Libre ait le plus grand retentissement.

POUR SAUVER DE LA MORT LES PATRIOTES ESPAGNOLS

Une délégation se rend à l'O.N.U.

José Gomez Gayoso, instituteur ; Carmen Orozco, institutrice ; Antonio Sevane, ouvrier ; Juan Romero Ramos, ouvrier ; José Bartrina, docteur en médecine, tels sont les noms des cinq patriotes condamnés par les franquistes, vendredi, à la Corogne.

A ces noms s'ajoutent ceux de onze antifranquistes condamnés à Barcelone, et de sept de la prison d'Ocagne, sur qui pèse la menace de l'exécution.

La protestation des démocrates peut arrêter le bourreau franquiste.

Le 23 octobre, une délégation, composée de M. René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, président de l'Association internationale des juristes démocrates ; Mme Eugénie Cotton, pré-

sidente de la Fédération démocratique internationale des femmes ; Marie-Claude Vaillant-Couturier, député, secrétaire générale ; Madeleine Braun, présidente du groupe parlementaire d'amitié franco-espagnole, et M. Joe Nordmann, secrétaire général de l'Association internationale des juristes démocrates, a été reçue, au Palais de Chaillot, par M. Cordier, secrétaire général adjoint de l'O.N.U.

La délégation a demandé l'intervention de l'O.N.U. pour empêcher les exécutions et pour assurer les garanties de justice aux Résistants d'Espagne, conformément aux principes posés par la Déclaration internationale des droits de l'homme.

UN APPEL DE LA F.D.I.F. A SES SECTIONS

« Vingt-trois nouvelles condamnations à mort ont été prononcées par les tribunaux franquistes.

« Nous insistons sur la nécessité impérieuse d'opposer, à chaque nouvelle vague de crimes franquistes, une mobilisation toujours plus puissante. Il faut surtout agir de toute urgence. Démontrer au peuple espagnol notre sentiment profond de solidarité envers sa lutte héroïque, et prouver ainsi à Franco et aux impérialistes qui le soutiennent que toutes les forces démocratiques sont vigilantes et maintiennent leur réprobation contre son ré-

gime de terreur. C'est un devoir qui exige de notre part une attention de tous les instants. »

« Une occasion exceptionnelle de renforcer cette action nous est offerte par la « Semaine de l'Espagne Libre », qui aura lieu, dans tous les pays, du 1^{er} au 8 décembre. Nous pensons que, si vous approuvez cette idée, vous pouvez envoyer directement votre adhésion au « Spanish Refugee Appeal ».

(Extraits de la circulaire du 28 octobre.)

LES RANGS DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE FEMMIN S'AGRANDISSENT L'UNITE SE CONSOLIDE

La sixième session du Comité exécutif de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, qui doit avoir lieu juste avant le deuxième Congrès International, examinera les demandes d'adhésion à la F.D.I.F. de nouvelles organisations démocratiques de femmes.

AUTRICHE

Le Secrétariat de la F.D.I.F. a reçu la demande d'adhésion de l'Union des Femmes Démocrates d'Autriche. La présidente de cette organisation est M^{me} Greta Schutte-Lihotzky, la secrétaire générale M^{me} Lisbeth Lichber.

La représentante de l'Union Démocratique des Femmes d'Autriche a participé au Congrès constitutif de notre Fédération, mais diverses circonstances n'ont pas permis aux femmes démocrates d'Autriche d'adhérer plus tôt à la F.D.I.F., l'obstacle principal étant l'activité scissionniste des socialistes de droite en Autriche.

Dans sa demande d'adhésion, l'Union des Femmes Démocrates d'Autriche écrit :

« Votre combat pour la démocratie et la paix, pour les droits de la femme et le bien-être de la famille nous remplit d'admiration. Nous nous efforcerons de nous montrer dignes des associations féminines qui forment votre Fédération. »

L'Union des Femmes Démocrates d'Autriche a pris part à l'Exposition Internationale de la Femme, organisée par la F.D.I.F. à Paris en juin-juillet derniers. M^{me} Greta Schutte-Lihotzky, présidente de l'Union, architecte, a fait le projet du stand de l'Autriche à l'Exposition.

AUSTRALIE

D'autre part, le Secrétariat de la F.D.I.F. a reçu la demande d'adhésion d'une organisation féminine de l'Australie — New Housewives' Association. C'est une jeune organisation qui est née en 1946, à Sydney. Actuellement elle a des sections dans beaucoup de régions industrielles et minières d'Australie. L'activité principale de l'Association est consacrée à la lutte contre la vie chère, ainsi qu'à l'appui de la lutte des syndicats pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. La lettre indique que :

« La situation actuelle en Australie présente toutes les indications d'une période de prospérité qui précède une crise économique. Le coût de vie augmente rapidement et beaucoup de familles australiennes ont de grandes difficultés à vivre. La crise du logement est aiguë ! »

C'est avec les grands syndicats que l'Association organise les manifestations et les meetings contre l'augmentation des prix. Le 8 mars dernier, elle a organisé à Sydney, avec les syndicats des dockers, la plus grande manifestation qui ait jamais eu lieu dans cette ville.

Le premier numéro de la revue de cette Association (Housewife) a paru en septembre dernier.

NOUVELLES DE NOS SECTIONS

ARGENTINE

Les 13, 14 et 15 août s'est déroulé à Avellana (Dép. de Buenos-Aires) le Congrès de l'Union des Femmes Argentines (U.M.A.).

A la fin de la discussion sur le quatrième point à l'ordre du jour « Les femmes et la défense de la Paix », une importante résolution a été votée à l'unanimité, dont nous vous donnons les extraits les plus essentiels.

Après un message à l'adresse des femmes du monde entier, envoyé à M^{me} Cotton, Dolorès Ibarruri et Marie-Claude Vaillant-Couturier, le Congrès interprétant les sentiments unanimes de toutes les délégations, ratifie dans l'enthousiasme son adhésion à la Fédération Démocratique Internationale des Femmes.

Considérant toute l'importance du deuxième Congrès International, le Congrès décide encore qu'une importante délégation de femmes argentines devra y participer afin de faire connaître la vérité sur la situation des femmes dans leur pays et pour profiter de l'expérience des femmes qui ont acquis de meilleures conditions de vie au cours de la lutte contre le fascisme et pour leurs revendications.

Constatant l'immense désir de paix des femmes argentines, le Congrès repousse « les prétentions des impérialistes américains et anglais de s'infiltrer au moyen des plans Truman, Marshall et Clayton, dans l'économie de notre pays, de faire de notre armée un instrument pour servir leur plan monstrueux de déclenchement d'une troisième guerre mondiale, de transformer notre patrie en un pays colonial et dépendant ».

Il s'engage à lutter inlassablement pour la consolidation de la paix, pour l'amitié entre tous les peuples, pour que « nos enfants grandissent sans la menace d'être transformés un jour, en chair à canon pour la défense des dollars américains ».

Le Congrès décide de demander la nationalisation et l'expropriation — en leur payant leur dû — de toutes les entreprises étrangères impérialistes, véritables sangsues des énergies et des richesses argentines, qui étouffent l'industrie nationale : les trusts du pétrole, les frigos, le CADE, etc... Notre indépendance économique sera ainsi assurée, de même que le travail pour tous les habitants de la nation.

Le Congrès répudie les manœuvres de l'impérialisme anglais qui prétend s'approprier les îles Malvina et l'Antartida qui sont et ont toujours été argentines.

Pour que la paix soit une réalité dans le monde, il faut en finir avec les provocateurs de guerres et les foyers du fascisme qui persistent en Grèce, en Espagne, en Chine et sur notre continent. Le Congrès demande la plus large solidarité envers les courageuses femmes espagnoles, envers les héroïques partisans grecques et chiliennes, envers les Chiliennes enfermées

dans les terribles camps de concentration, les Paraguayennes torturées jusqu'à la mort dans les terribles bagnes et envers les peuples coloniaux.

Le Congrès de l'U.M.A. décide d'envoyer un télégramme à son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères, Atilio Bramuglia, afin qu'il intervienne en faveur des patriotes, hommes et femmes torturés dans les bagnes du Paraguay.

Le Congrès décide également d'envoyer un autre télégramme à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères pour lui demander d'intervenir en faveur de nos sœurs chiliennes internées dans des camps de concentration.

Le Congrès décide d'envoyer des télégrammes au Ministre des Affaires Etrangères et à l'Evêque d'Espagne, en demandant que cessent la terreur et les exécutions capitales dans ce pays.

Le Congrès décide d'envoyer un télégramme au Président de la République en demandant la mise en liberté immédiate de 7 bûcherons auxquels on veut appliquer l'horrible loi 4144, loi qui a été créée par l'oligarchie pour la défense de ses intérêts. Et, pour la stabilité de la famille argentine, que soit abolie la loi 4144, afin que les ouvriers étrangers qui arrivent dans le pays puissent fonder un foyer et élever leurs enfants argentins, sans la menace de la déportation.

Le Congrès fait un appel à toutes les femmes de notre pays, à toutes celles qui travaillent pour l'enrichir, à toutes celles qui donnent leurs enfants pour la patrie libre, souveraine et prospère, pour qu'elles se joignent à cette grande croisade lancée par l'U.M.A. afin de conquérir les droits de la femme, le bien-être des foyers, le salut et l'éducation des enfants, pour demander par tous les moyens, un climat favorable à l'accomplissement de leurs justes revendications.



CHILI

Les nouvelles reçues du Chili confirment que le dictateur Gonzalez Videla poursuit la violente répression commencée en octobre 1947.

« Actuellement, huit provinces se trouvent en état de siège. Les garanties constitutionnelles ont été suspendues. Des camps de concentration ont été créés dans le nord du pays. Les mineurs et les travailleurs des gisements de nitrate ont été évacués en masse et on a arrêté des hommes, des femmes et des enfants. 2.000 membres des syndicats sont détenus. Plus de 1.000 mineurs ont été congédiés, et l'on dresse des listes noires pour les empêcher de travailler. Les organisations de solidarité sont poursuivies avec acharnement. »

Cette politique de répression, dictée par l'impérialisme américain auquel s'est soumis Gonzalez Videla et avec lui la réaction chilienne, a déjà soulevé la protestation de certains groupes politiques. Ceux-ci manifestent leur position anti-impérialiste et ne veulent pas être complices de l'action répressive qui affecte en premier lieu la classe ouvrière. Ainsi, un Front National Démocratique vient d'être formé.

Il est très intéressant de faire connaître l'attitude des organisations féminines du Chili devant cette situation. La Fédération chilienne des Institutions Féminines, qui était parvenue à grouper diverses organisations de femmes, venait de tenir son deuxième Congrès, lorsque commença la répression. Au cours de ce Congrès, le président Gonzalez Videla provoqua lui-même les incidents dont nous avons parlé dans notre Bulletin de janvier dernier. Plusieurs femmes, membres du Comité directeur, montrèrent leur collusion avec Gonzalez Videla, et dans une réunion convoquée par surprise, la majorité décida l'expulsion de la Fédération Chilienne des Institutions Féminines des adhérentes qui avaient appartenu à la Confédération du Travail du Chili et au Parti Communiste. A la suite de cette décision, quelques membres du Comité, dont Elena Cafairna, et le Mouvement pour l'Emancipation des Femmes du Chili (MENCH), organisation fondatrice de la Fédération chilienne des Institutions Féminines, donnèrent leur démission.

Après cette honteuse trahison des principes qui étaient à la base de sa constitution, trahison consommée au moment où la répression s'acharnait sur tant de femmes, après le départ des organisations représentant réellement les masses féminines du Chili, la Fédération Chilienne des Institutions Féminines, est devenue un groupe insignifiant qui agit pour des intérêts étrangers à ceux qui inspirent les mouvements de femmes démocrates de tous les pays.

Après leur expulsion, femmes de la Confédération du Travail du Chili, communistes, socialistes, indépendantes, ménagères, ont créé un Comité Féminin d'Unité qui se propose de coordonner les efforts et d'amplifier le mouvement pour l'Union de toutes les femmes. Il a déjà commencé un travail d'aide aux persécutés politiques.

Il faut souligner que parmi les victimes de la répression on compte plusieurs dizaines de femmes, dont deux conseillères municipales : Blanca Sanchez, directrice d'un groupe scolaire et conseillère municipale de Lota, internée, après six jours d'un pénible voyage, dans la zone de Pisagua, et, comme nous l'avons déjà dit dans le Bulletin précité, Julieta Campuzano, dirigeante très connue, conseillère municipale de Santiago. Elle est condamnée à la réclusion dans son domicile. Il lui est même interdit de sortir promener ses deux petites filles pour leur faire prendre l'air.

14

UN TELEGRAMME A L'O.N.U.

Le Secrétariat de la F.D.I.F. a adressé à l'O.N.U. et au Président González Videla une protestation énergique contre la répression, réclamant la liberté des détenues.

Nous sommes sûres que toutes nos sections seconderont cette action en envoyant des demandes dans le même sens au Secrétaire Général de l'O.N.U. et au délégué du Chili à cette organisation.

DE NOUVELLES AMIES SE FONT CONNAITRE

Nous avons reçu d'une association féminine de Wellington (Nouvelle-Zélande), non adhérente à la Fédération, la copie d'une lettre qu'elle a adressée au premier ministre de Nouvelle-Zélande, siégeant actuellement à l'O.N.U. :

« La Wellington Women's Charter Association pense que l'introduction du service militaire obligatoire en temps de paix n'est pas un moyen pour conserver la paix. Nous confirmons notre résolution du 23 février.

« Nous nous opposons à la requête de Paul Hoffman que l'industrie allemande ne soit pas démantelée.

« Nous insistons auprès de vous en votre qualité de Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande et notre représentant à la Conférence des Nations Unies, de demander aux Etats-Unis de détruire toutes les bombes atomiques stockées et d'interdire leur production.

« Nous demandons avec insistance d'appuyer la politique soviétique qui préconise le désarmement progressif (politique si fortement soutenue par M. Jordan ensemble avec l'Union Soviétique, à la S.D.N.). La politique de soutien en faveur de l'Union Soviétique a trouvé sa justification complète par les résultats obtenus par ce pays dans la récente guerre contre le fascisme.

« Sincèrement à vous. »

B.C. HUNTER,
Secrétaire.

Le Secrétariat a répondu à nos amies en les invitant cordialement à se joindre à nous et à envoyer une délégation à Budapest.

NIGERIA

L'Union des Femmes d'Abonemma a dernièrement présenté une pétition suivie par une délégation demandant au gouverneur général du District Calabari, Nigéria, que les femmes participent à la direction de l'Administration indigène d'Abonemma.

La pétition a été, bien entendu, rejetée. Il a été rapporté que M. Newn, le gouverneur britannique du District, en renvoyant ces femmes, disait : « L'objectif principal de la Constitution est de ne pas modifier l'ancienne loi. »

Si cela est exact, le moins que l'on puisse dire c'est que la déclaration de ce fonctionnaire manque de logique, car toute nouvelle constitution implique, par définition, la modification des anciennes lois. Aussi, les milieux plus éclairés en Nigéria appuient-ils la demande de l'Association des Femmes d'Abonemma qui doivent avoir leur

place à la direction des affaires locales.

Les Femmes du Nigéria luttent pour leurs droits

Les protestations de la population féminine d'Ebba et les manifestations qui se sont déroulées à Abeokuta contre l'arbitraire imposition des femmes, ont donné lieu, le mois dernier, à des incidents violents. Environ 150 hommes de la police administrative indigène furent dépêchés pour battre les femmes dont plusieurs ont été blessées. On mande que le fonctionnaire régional qui assistait à cette scène, fut également blessé et dut être transporté à l'hôpital. Mme Ransome Kuti, secrétaire de l'Union des Femmes, est inculpée.

**NOUS RECEVONS UNE LETTRE DU CONGRES DES FEMMES AMERICAINES
New-York, 1^{er} octobre 1948
ETATS-UNIS**

Je voudrais attirer votre attention sur un sujet de grande importance. Nous nous sommes émues de la menace de plus en plus alarmante suspendue sur les libertés civiles dans ce pays. Chaque jour, des gens sont arrêtés, risquant la prison ou la déportation pour leur opinion politique. Des membres de syndicats soi-disant « de gauche » sont inculpés pour avoir refusé de répondre aux questions concernant leur affiliation politique. L'énumération des violations des droits civils serait trop longue pour tenir dans cette lettre, mais nous allons établir une liste dont nous vous enverrons un exemplaire.

Pour le lancement d'une grande campagne au sujet des droits civils, le Congrès des Femmes Américaines a publié un appel pour une « Journée Nationale de Riposte des Femmes », fixée au 25 octobre prochain. Toutes nos sous-divisions sont alertées pour protester et elles coopèrent avec beaucoup d'autres organisations pour rassembler les femmes américaines contre la menace fasciste dans ce pays.

A New-York City, nous envisageons un grand rassemblement de masse à Manhattan Centre, 34th Street et 2th Avenue. Nous nous appliquons à ce que le plus grand nombre possible de femmes ayant été victimes puissent assister à ce meeting. Le mouvement « Women for Wallace » participe avec nous et d'autres organisations, à ce meeting.

Les actions entreprises contre les éléments progressistes sont étroitement liées à la candidature de Wallace. L'administration de Truman (et, bien entendu, le Parti Républicain) font tout ce qui est en leur pouvoir pour entraver le vote des progressistes en novembre. Ils essaient de le faire par des menaces, par l'intimidation, par des arrestations et en attisant les haines. Beaucoup de victimes sont des femmes.

En Amérique, nous commençons à sentir, dans notre for intérieur, la nécessité d'une solidarité internationale.

* *

De nombreuses sections nationales ont envoyé des messages de sympathie

au Congrès des Femmes Américaines. Le Secrétariat a également écrit à l'occasion du meeting une lettre aux femmes américaines dont nous détachons le passage suivant :

« Les femmes américaines ont raison de riposter à ces mesures, qui mettent en péril l'avenir de leur foyer et de leur pays. Il n'est pas de bonheur possible sans démocratie, et c'est la démocratie qui est attaquée ; il n'est pas de bonheur possible sans la paix, et c'est la paix qui en péril, ces mesures iniques entrent dans le cadre de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

Amies américaines, dans votre lutte pour la défense des droits fondamentaux de l'individu, vous n'êtes pas seules. Toutes les femmes du monde qui savent que la lutte pour la paix et la démocratie est indivisible sont de cœur avec vous. »

LES FEMMES DE GRANDE-BRETAGNE DES U.S.A. ET DE FRANCE PROTESTENT CONTRE L'INTERDICTION DE L'UNION DEMOCRATIQUE DES FEMMES ALLEMANDES

Le Comité britannique de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes a protesté auprès du Foreign Office contre l'interdiction de l'Union Démocratique des Femmes Allemandes dans la Zone britannique et contre les difficultés que rencontrent les déléguées de l'U.D.F.A. lorsqu'elles veulent se déplacer, participer à des conférences inter-zones, etc...

L'Union des Femmes Françaises a mené une campagne dans son journal « Femmes Françaises » pour la reconnaissance de l'Union démocratique des Femmes allemandes et envoyé une délégation auprès du Président du Conseil pour appuyer cette revendication.

De son côté, le Congrès des Femmes Américaines a écrit le 17 août au Secrétaire d'Etat Marshall, afin de protester contre les restrictions imposées par le Gouvernement militaire américain sur les activités de la Demokratischen Frauenbund ; leur organisation-sœur en Allemagne.

La lettre au Général Marshall était signée par la présidente du C.F.A., le professeur Gene Weltfish, déclare :

« Elles (les femmes allemandes) nous avisent qu'elles se trouvent en face de difficultés considérables. Les autorités américaines font obstacle aux efforts qu'elles fournissent en vue de construire une organisation démocratique, unie de toutes les femmes allemandes. Elles se plaignent notamment que les autorités américaines militaires refusent d'accorder des permis aux groupes féminins non-politiques de la zone américaine d'occupation qui avaient exprimé le désir de coopérer avec la Demokratischen Frauenbund Deutschlands ; ainsi que des règlements restrictifs qui rendent à peu près impossibles les communications entre les zones.

« Nous ne pouvons pas comprendre qu'il puisse y avoir une objection quelconque contre une coopération de toutes les femmes allemandes en vue d'assurer le développement des idéaux et la pratique de la démocratie ainsi que la lutte pour une paix durable. »

LES FEMMES BRITANNIQUES MANIFESTENT EN FAVEUR DE LA PAIX!

Le désir de paix des femmes anglaises, leurs préoccupations de plus en plus grandes devant la menace d'une nouvelle guerre, se sont exprimées dimanche 5 septembre au cours d'un grand rassemblement des femmes pour la paix.

Ce rassemblement, organisé à Londres, à Trafalgar Square, par le Comité pour la célébration de la Journée Internationale des Femmes, et qui a groupé près de 10.000 personnes, a ouvert la grande campagne pour la paix. Des meetings et rassemblements similaires auront lieu dans trente autres localités à travers le pays.

La base de tous ces meetings est le manifeste pour la paix qui a été signé par plus de 250 femmes occupant des postes dirigeants dans les diverses sphères de la vie l'ont signé. Cet appel réclame :

La vie et non pas la mort !

Le droit d'élever les enfants dans un monde exempt de crainte, de misère, de guerre ;

La défense et le maintien de la paix en s'appuyant sur la puissante volonté de paix des peuples du monde ;

La coopération la plus complète entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest et les Etats-Unis, entre les peuples de Grande-Bretagne et des pays coloniaux, entre les hommes simples de tous les pays ;

Des conventions internationales pour le contrôle des armements, l'interdiction de la production de bombes atomiques et la mise hors la loi de toute activité susceptible d'attiser la haine des races et travaillant pour la guerre.

Le rassemblement de Londres était présidé par Mme Leah Manning, membre du Parlement.

Mlle Patricia Burke, actrice de théâtre et de cinéma bien connue, fut chaleureusement acclamée lorsqu'elle souleva : « Si nous n'avions pas à nous acquitter de nos dettes de guerre et à supporter les frais pour le maintien des forces armées, plus de maisons, plus d'écoles et plus d'hôpitaux pourraient être construits ; des usines, des fermes pourraient être équipées. Au lieu de cela, il est question d'une troisième guerre mondiale et les bases aériennes américaines en Grande-Bretagne ont été remises en service. »

Mme Pat Grandjean, ménagère et mère d'un garçon de 10 ans, déclara :

« Les femmes ont fait des sacrifices pendant la guerre, et lorsque le fardeau semblait trop lourd à supporter elles se tournaient vers l'avenir, pensant aux nouvelles écoles, aux cliniques, aux centres sanitaires qu'on leur avait promis de construire. Et maintenant nos jeunes gens sont envoyés en Malaisie. Mieux vaudrait que cette belle jeunesse reste ici pour bâtir les maisons et les écoles dont nous avons besoin. Je n'aime pas que nos garçons se battent contre ces peuples qui se sont battus avec nous contre les Japonais, qui ont été nos alliés dans la guerre contre le fascisme et qui ont défilé à nos côtés le jour de

UNE MISE AU POINT

de Madame Jeannette VERMEERSCH

Secrétariat de la Fédération
Démocratique Internationale
des Femmes

Chères amies,

Dans le numéro 29 du Bulletin de la Fédération j'ai lu le compte rendu à la V^e Session du Comité Exécutif, de la Commission d'enquête dans les pays du Sud-Est asiatique.

Je suis étonnée des choses qu'on me fait dire dans cette discussion et je serais heureuse si la direction du Bulletin publiait une rectification.

Il est en effet impossible de croire que j'aurais pu prononcer les paroles suivantes qui me sont attribuées :

« Les fauteurs de guerre... veulent étendre l'impérialisme à l'Europe. »

L'impérialisme existe en Europe. La France est un pays impérialiste, et les gouvernants actuels de la France mènent une guerre impérialiste de rapine, contre les peuples du Viet-Nam, dans le but de conserver leur mainmise sur les richesses, les biens des peuples du Viet-Nam (riz, caoutchouc et autres ressources), dans le but de livrer aux impérialistes des esclaves par millions, dans le but de briser la volonté d'indépendance manifestée par les peuples du Viet-Nam sous la direction du dirigeant du gouvernement régulier des Vietnamiens, le Président Ho Chi Minh.

Le Gouvernement de l'impérialisme français mène une lutte sanglante contre les populations de Madagascar qui désiraient vivre en bonne entente avec le peuple français.

Des dizaines de milliers de Malgaches sont persécutés, assassinés par l'impérialisme français, parce que ces Malgaches veulent une vie digne pour eux, pour leurs enfants, pour leurs frères.

Dans les pays d'Afrique du Nord ou les colons impérialistes sont les maîtres, les populations indigènes souffrent la faim, sont mal vêtus, leurs droits sont limités et les moyens policiers, corrupteurs, terroristes employés pour empêcher ces droits limités de s'exprimer, sont tels qu'il vaut autant dire

la victoire. Il faut réveiller le peuple, lui montrer le danger ; il faut qu'il sache que la seule voie menant à la paix est la lutte pour une véritable politique de paix. »

D'autres oratrices ont pris la parole, dont Mme Kathleen Lonsdale, éminente femme de science, une des peu nombreuses femmes membres de la Société Royale ; Mlle Winnie Richardson, ouvrière d'usine, qui travaille dans une grande usine mécanique employant 5.000 femmes ; Mlle Vivian Imber, une infirmière, qui évoqua ses expériences en soignant les maïades et blessés pendant les raids aériens.

que les populations musulmanes de l'Afrique du Nord n'ont qu'un droit, celui de travailler et de mourir pour les colonialistes.

On pourrait allonger la liste des méfaits de l'impérialisme français, dans les colonies, ainsi que ses méfaits contre le peuple de France lui-même. C'est pourquoi je n'ai pas pu prononcer au Comité exécutif les paroles qui me sont attribuées. L'impérialisme français est malheureusement un fait.

Ce que j'ai dit au Comité exécutif (j'ai malheureusement parlé sans avoir écrit mon intervention), c'est que l'impérialisme américain veut étendre sa domination à l'Europe, aliéner l'indépendance des peuples et qu'il trouve des complices dans les pays capitalistes. C'est le cas pour la France. L'impérialisme français est sorti considérablement affaibli de la dernière guerre, affaibli économiquement, militairement, politiquement.

Les réactionnaires français doivent faire face à un mouvement démocratique puissant qui se développe en France en liaison avec le développement des forces démocratiques dans le monde, comme il se développe dans les colonies et les pays dépendants. Et pour cela les impérialistes français qui hier misaient sur Hitler pour écraser le mouvement ouvrier en France et dans le monde, afin de préserver leurs privilèges, s'appuient aujourd'hui sur l'impérialisme le plus fort, l'impérialisme américain.

De là la nécessité de la lutte commune de tous les peuples contre l'impérialisme américain et en ce qui nous concerne nous, Françaises en particulier, contre leurs valets en France, les impérialistes français et leurs soutiens : de Gaulle, la prétendue troisième force avec Blum-Gaulle-Schuman.

Je crois que cette mise au point était nécessaire. Je pense d'autre part, que pour des textes dont la rédaction n'est pas absolument sûre, il serait bon de consulter les personnes intéressées, d'autant plus quand elles se trouvent à Paris même.

Bien cordialement à vous.

Jeannette VERMEERSCH.

A la fin du meeting, le Manifeste de Paix fut unanimement adopté. Une délégation conduite par Mme Leah Manning, membre du Parlement, fut désignée pour soumettre ce manifeste au chef de la délégation britannique à l'O.N.U. Elles porteront en même temps les milliers de signatures des femmes londoniennes qui ont approuvé le manifeste et se sont engagées à appuyer de toutes leurs forces la réalisation des cinq points. Des délégations semblables se rendront auprès des parlementaires dans les trente villes où des meetings auront lieu, ainsi que dans beaucoup de circonscriptions électorales de Londres.

Le II^e Congrès se prépare dans l'enthousiasme

Chaque section nationale possède des formes de travail et de propagande qui lui sont propres, mais ce que toutes ont de commun, c'est leur désir de faire connaître à toutes les femmes de chez elles et au monde entier la volonté de mettre un terme à la préparation d'une troisième guerre mondiale, le désir de voir heureuses les générations qui nous continuent. C'est pour cela que toutes s'emploient dès maintenant à faire connaître partout la tenue du II^e Congrès, ses mots d'ordre et ses travaux.

HONGRIE

Dans une lettre enthousiaste, les Femmes hongroises nous parlent de tous leurs préparatifs afin de donner au II^e Congrès une ampleur et un rayonnement extraordinaires.

Dans vingt-six départements, des meetings ou conférences sont organisés pour populariser parmi toutes les Hongroises la tenue du II^e Congrès et sa signification.

Une lettre a été adressée au corps enseignant demandant aux maîtres et professeurs de parler aux enfants de la Paix, ainsi que de la signification du II^e Congrès. Une délégation de l'Union Démocratique des Femmes Hongroises demandera au Ministre de l'Education d'appuyer cette initiative.

C'est le vieux Parlement, que baigne le Danube, qui abritera notre Congrès. A sa clôture, trois grands meetings seront organisés à Budapest.

D'autre part, des réunions et des conférences auront lieu dans cinquante villes différentes, avec la participation de toutes les délégations, ce qui leur permettra de connaître mieux la Hongrie et les différents aspects du travail de l'Union Démocratique des Femmes Hongroises.

De grands efforts sont entrepris pour la propagande du Congrès.

Des affiches seront apposées dans tous les lieux publics et moyens de transport, ainsi que les photos des membres les plus éminents des délégations.

La publication de brochures sur le Congrès, sur le travail de la F.D.I.F. et sur les différentes personnalités qui participeront au Congrès, ainsi que des reportages écrits, radiodiffusés et filmés sont prévus.

La salle sera décorée avec les insignes de toutes les sections nationales.

Les membres du secrétariat sont les invitées de la M.N.D.S.Z., ainsi que les délégations grecques et espagnoles.

Le Congrès est préparé dans le plus grand enthousiasme par les femmes hongroises, dont les plus importantes organisations ont adhéré à l'Union depuis le 2^e Congrès national.

La lettre se termine enfin sur le vœu que le succès du Congrès soit complet et sur l'assurance que les déléguées trouveront le meilleur accueil auprès de leurs amies hongroises.



Ce dessin émouvant illustre la carte éditée par l'Union des Femmes Françaises à l'occasion du II^e Congrès.

ITALIE

Les femmes de chez nous sauront qu'il y a un Congrès pour la paix et qu'elles doivent y envoyer leurs représentantes...

Nous avons l'intention de donner un grand relief dans la presse et de populariser au maximum, au sein de notre organisation et des autres associations démocratiques, les buts de ce grand Congrès, qui revêt, étant donnée la gravité de la situation internationale, une importance extraordinaire. Une brochure qui doit paraître incessamment sur les travaux du 5^e Comité exécutif servira aussi à faire mieux connaître chez nous la F.D.I.F. ainsi que les tâches et l'activité des femmes démocratiques de tous les pays dans la lutte pour la paix et la démocratie.

Nous mobiliserons toutes nos organisations et nous demanderons à toutes les femmes 1 lira symbolique. Cette initiative nous paraît bonne, non seulement pour recueillir les fonds nécessaires, mais pour populariser parmi un très grand nombre de femmes notre Congrès.

Nous pensons faire un grand travail en profondeur, en recherchant les femmes qui avaient signé pour la paix et contre la bombe atomique lors de nos « Assises de la Paix ».

Nous irons à Paris le 5 novembre pour remettre à l'O.N.U. les trois millions de signatures recueillies à cette occasion.

FRANCE

La France fait un gros effort pour assurer au II^e Congrès un grand éclat. L'Union des Femmes Françaises a édité une carte pour la paix à 100.000 exemplaires, dont la vente servira à financer l'envoi des délégués, et qui doit être expédiée au secrétaire général de l'O.N.U.

L'appel lancé pour le II^e Congrès a déjà été distribué à 40.000 exemplaires dans la région parisienne.

Dans tout le pays, des rassemblements ont lieu. Le 27 octobre, au Vélodrome d'Hiver, sous la présidence de Mme Cotton, 35.000 Parisiennes acclamèrent, dans un enthousiasme indescriptible, les représentants de diverses organisations démocratiques venues proclamer leur opposition à une politique de misère et de guerre.

Mmes Françoise Leclercq, de l'Union des Femmes Françaises; Angèle Saleyrette, de la C.G.T.; Mme Eliane Brault, du Parti Socialiste Unitaire; Mme Dupuis, des Chrétiens progressistes; Mme Mathilde Péri, des Familles de Fusillés; Denise Cahuet, des Jeunes Filles de France, et Mme Jeannette Vermeersch, du Parti Communiste, déclarèrent que « jamais les femmes françaises ne consentiraient à donner leurs fils pour faire la guerre à l'Union Soviétique. »

Des représentantes de la Belgique, de la Hollande, des Etats-Unis apporteront leur solidarité. Des milliers de signatures recueillies sur des pétitions ont été portées par une délégation à l'O.N.U.

BULLETIN D'INFORMATION

**PUBLIÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DES
TRAVAILLEURS HONGROIS
SECTION DES RELATIONS ETRANGÈRES**

BUDAPEST, V., AKADEMIA-UTCA 17



N° 4. * AUGUST * 1948

EN LUTTE CONTRE LES TRAITRES A LA CLASSE OUVRIERE POUR L'UNITE OUVRIERE

*Rapport du camarade Árpád Szakasits au Congrès d'unification
du parti communiste hongrois et du parti social-démocrate,
le 13 juin 1948.*

Camarades.

Après les critiques judicieuses et profondes du camarade Rákosi nous montrant la voie à suivre, le but à atteindre, nous présentant un programme; après son exposé avant tout constructif, il me reste bien peu de choses à vous dire, d'autant plus que nous deux nous nous sommes toujours compris. Mais il me semble, chers camarades, que le mieux qui me reste à faire dans cet instant sans doute historique est d'écouter une fois de plus LENINE: „Moins, de phrases pompeuses... Moins, de caquetage politique.” — Ce congrès parle pour lui-même et les plus belles phrases ne pourraient en dire davantage: ici communistes et socialistes sont assis côte à côte au congrès du grand parti ouvrier unifié, au congrès du Parti des Travailleurs Hongrois. Quels discours pourraient exprimer la portée incalculable de ce fait. Mais moi camarades je veux non seulement éviter la grandiloquence, je me garde aussi de tomber dans l'exagération. J'ai réfléchi à deux fois avant de prononcer le mot „incalculable”. Ce congrès a-t-il vraiment une portée incalculable? Certainement que oui. Et c'est ce que ressentent et comprennent tous ceux qui ont pris place dans cette salle. Nous tous en effet avons énormément souffert à cause de la scission. Combien de fois ne nous sommes nous pas demandés: unis, que de choses n'aurions nous réalisées? Combien de valeurs aurions-nous pu accumuler en groupant nos forces, en reliant nos efforts. Combien haut serait le niveau idéologique de la classe ouvrière si le réformisme, l'opportunisme n'avaient pas déversé leur poison dans les esprits, si ce poison n'avait pas vicié et falsifié l'esprit marxiste, si le grand souffle libérateur de la révolution d'octobre avait également gagné les sociaux-démocrates.

Sans sentimentalisme contre l'opportunisme.

J'avais fait part, avant notre 36^{ème} congrès de mars au camarade Rákosi, au cours d'un entretien, que l'idée de la fusion avait mûri en moi. Depuis je me suis senti comme libéré d'un grand poids, je me sens plus libre que jamais. Depuis je me suis reproché maintes fois avec un sentiment de culpabilité intense de n'avoir pas su déchirer plus tôt les liens sentimentaux et les fausses illusions qui entravaient ma volonté, de n'avoir pas pris position d'une manière plus résolue et plus décidée contre le réformisme, contre l'opportunisme et la trahison qui se blotissaient dans le parti. Pourquoi ne me suis-je pas rappelé les paroles de Lénine disant qu'il fallait placer les intérêts, les objectifs du mouvement ouvrier au-dessus des sentiments d'amitié les plus profonds, au-dessus des relations personnelles les plus étroites; que l'on devait liquider impitoyablement et sans sentimentalisme tous ceux qui agissent contre les intérêts du prolétariat, tous ceux qui perdent de vue ce but, car des éléments chancelants, des arrivistes, des bureaucrates, des formalistes, des réformistes et des traîtres peuvent mener le parti à sa ruine. Tout comme l'a dit Staline on ne peut pas vaincre ces éléments à l'intérieur du parti en menant contre eux une lutte idéologique. Il avait également raison lorsqu'il affirme que „de vouloir lutter contre ces éléments à l'intérieur du parti était une théorie pourrie et dangereuse qui menace de vouer le parti à la paralysie et à un malaise chronique; elle menace de donner le parti en pâture à l'opportunisme.” Oui, nous aurions dû le faire avant et un sentiment de culpabilité m'étreint chaque fois que je m'imagine les pertes inestimables que nous avons subies en raison de la scission, chaque fois que je pense que depuis la libé-

ration nous n'avons pas été assez durs et impitoyables à l'égard des tendances de droite, des esprits indécis, des traîtres. Oui, je me suis reproché d'avoir toléré le sabotage de la coopération, d'avoir permis les luttes intestines dans le parti, d'avoir laissé dans certains cas le parti fluctuant. Certes, d'autres circonstances ont encore joué dans ce qui c'est passé. Sans doute, il ne faut pas nous contenter de nous frapper la poitrine en signe de désolation. Cependant je me devais de faire ces confessions maintenant qu'après tant de déchirements, de tourments, de luttes nous avons enfin réalisé l'unité organique de la classe ouvrière et que s'ouvrent devant nous les perspectives d'un développement puissant.

L'UNITE, C'EST L'ARME DE LA VICTOIRE

et cette arme — Camarades — personne ne pourra nous l'arracher des mains. Nous nous sommes engagés sur la puissante voie de Lénine et de Staline et plus jamais nous ne nous écarterons de ce chemin.

Nous ne nous en écarterons pas car nous sommes persuadés que cette voie est celle de la vérité et que tôt ou tard les travailleurs de tous les pays vont reconnaître cette vérité, vont l'adopter et qu'elle sera entre leurs mains également une arme tout aussi puissante et victorieuse qu'elle l'a été pour les prolétaires russes qui ont réussi grâce à elle à percer le front de l'impérialisme international, grâce à laquelle les peuples de l'Union Soviétique ont vaincu le monstre hitlérien dans la grande guerre de libération nationale. Et à présent les peuples des démocraties populaires savent manier cette arme au profit de leur liberté, de leur indépendance et de leur bien-être.

Nous sommes convaincus que ce temps est proche: car s'il était vrai en 1917 que le capitalisme ne pourrait plus jamais regagner cet „équilibre”, cette „stabilité” qu'il possédait avant octobre, cette „tranquillité” et cette „sécurité” dont il se vantait auparavant, alors cela est mille fois plus vrai aujourd'hui. Et si lors du 10e anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre, Staline pouvait affirmer que la Révolution d'Octobre avait donné une vigueur nouvelle aux classes opprimées du monde entier, qu'elle avait accru leur courage et leur combattivité, combien cela est encore plus vrai aujourd'hui lorsque la puissance de l'Union Soviétique surpasse celle de n'importe quel pays et que la stabilité du pouvoir soviétique est devenue à présent sans égale dans le monde. Et si cette constatation de Staline était vraie, et certes elle est vraie, que l'on ne pouvait plus considérer les masses travailleu-

ses du monde comme des masses aveugles sans perspectives, trébuchant dans l'obscurité car pour elles la révolution d'octobre est comme un phare qui éclaire leur route, aujourd'hui cette constatation est encore bien plus valable. Et si il y a plus de 20 ans Staline a pu dire qu'avant la grande révolution d'octobre il n'y avait pas une tribune libre où les masses opprimées eussent pu exprimer leurs espoirs et leurs efforts, maintenant que cette tribune existe combien cette constatation de Staline prend une valeur plus éclatante et plus profonde. Si il y a 20 ans il était déjà indéniable que le simple fait de l'existence de l'Union Soviétique bridait les forces de la réaction et facilitait la lutte d'émancipation des classes opprimées, combien ceci est aujourd'hui plus indiscutable lorsque des milliers de faits en confirment la véracité. Et même si nous passions sous silence le fait — et naturellement nous ne pouvons pas le faire — qu'à présent ce sont les démocraties populaires qui entourent l'Union Soviétique, que dans ces pays la scission entre les partis ouvriers a été éliminée ou est en voie d'élimination et que dans ces conditions la classe ouvrière unifiée, bien plus le peuple uni de toute une série de pays se range derrière les travailleurs de l'Union Soviétique, même dans ce cas, de la tribune ouverte de l'U. R. S. S. la parole porte plus loin. Et cela ne manque pas d'influencer les travailleurs du monde entier.

Aujourd'hui on ne peut plus parler de l'Union Soviétique comme on en a parlé par exemple il y a un quart de siècle. On ne peut plus discuter les enseignements du léninisme-stalinisme comme il y a des dizaines d'années. Les thèses sont devenues des faits. Personne ne peut plus mettre en doute que l'Union Soviétique ne soit vraiment le pays du socialisme, que les travailleurs de l'Union Soviétique ne vivent plus sous le joug de l'oppression, de l'exploitation, que la démocratie soviétique ne surpasse de loin les soi-disant démocraties bourgeoises de l'Ouest, que l'Union Soviétique ne soit le pays du progrès, que ce soit seulement en Union Soviétique que la question des nationalités ait été résolue définitivement, que l'Union Soviétique soit l'unique état qui soit exempt des crises bouleversant le monde impérialiste et qui ne connaisse plus le chômage, où l'harmonie entre la théorie et la pratique soit réalisée dans la conduite des affaires du fait même que c'est un état socialiste.

Et certes, tout cela est vrai. Mais alors pourquoi la lumière du phare de la révolution d'octobre n'a-t-elle pu pénétrer dans tous les

coins du globe? Quelles forces, quelles puissances de l'obscurantisme agissent pour empêcher cette lumière de pénétrer partout afin qu'elle puisse montrer aux travailleurs de tous les pays l'unique voie qui soit juste, celle du progrès et du développement, la seule voie possible de l'émancipation sociale. Il ne fait pas de doute comme je l'ai déjà dit, que tôt ou tard tous les travailleurs du monde s'engagent sur ce chemin. Mais quelle erreur grossière serait de croire que cela va se réaliser automatiquement, spontanément. N'en parlons même pas! Ici en Hongrie l'unité ouvrière et plus tard, mais non trop tard l'unité organique de la classe ouvrière n'aurait pu être réalisée sans des luttes dures et sans merci. Pour que la fusion ait pu avoir lieu, pour que le peuple hongrois ait pu s'engager sur la voie de la démocratie populaire, pour que l'édification du socialisme ait pu être entreprise trois choses ont été nécessaires.

Premièrement que la doctrine de Lénine et de Staline pénètre dans la classe ouvrière hongroise, dans le mouvement ouvrier hongrois, que cette doctrine ait pu faire sentir ses effets et qu'un parti d'avant-garde ait pu se constituer. Deuxièmement que cette avant-garde démasque au cours de combats incessants les dirigeants traîtres et réformistes, qu'elle incite et même oblige à la lutte les socialistes de gauche pour pouvoir anéantir en commun le réformisme, l'opportunisme, l'influence de l'aile droite dans le mouvement. Et troisièmement il a fallu pour cela les faits et ces faits étaient là heureusement à la suite d'un travail acharné de 3 ans et demi du Parti Communiste Hongrois. Ils étaient si probants qu'ils ont ouvert les yeux et conquis la majorité des travailleurs. Oui, ce sont les faits qui sont venus confirmer la justesse de la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline. Et ces faits nous ont été produits en quantité par l'Union Soviétique. Mais depuis la libération le développement de la jeune démocratie hongroise a démontré aussi avec pas mal d'éloquence que le marxisme est la boussole la plus sûre dans l'ère impérialiste, que la coopération était sensée, que la politique du Parti Communiste Hongrois était juste, car il a vu loin et juste dans l'élaboration de son programme et a réalisé avec un esprit de suite remarquable et hardiesse ses projets, car il a su utiliser rationnellement ses forces et il a pris en considération et soutenu, encouragé et aidé l'aile gauche du parti social-démocrate, car il a sauvagardé en toutes circonstances l'unité de la théorie et de la pratique révolutionnaires.

Avant moi le camarade Rakosi a retracé cette voie et indiqué les résultats obtenus. Il a

montré comment nous sommes parvenus à obtenir ces résultats. Les masses travailleuses l'ont constaté également et c'est pourquoi elles ne doutent pas que la voie de la démocratie hongroise est juste, que les communistes et les socialistes de gauche ont travaillé pour elles.

Jamais je ne serai enclin à diminuer les mérites historiques du parti social-démocrate, jamais je ne permettrai qu'on ternisse les traditions glorieuses et grandioses de ce parti qui des dizaines d'années durant a lutté contre l'injustice et l'exploitation sous le régime féodal hongrois. En effet ces traditions révolutionnaires sont devenues notre trésor commun. Mais comment pourrions nous aller de l'avant, si nous ne séparions pas les traditions révolutionnaires des traditions du réformisme et de la trahison, si nous ne séparions pas l'esprit marxiste révolutionnaire du mouvement ouvrier hongrois, de l'esprit de routine petit-bourgeois, de la lâcheté intellectuelle et de l'esprit pourri de compromis.

Pour quelle raison ce bel élan révolutionnaire s'est-il brisé? Si nous en recherchions uniquement et exclusivement la raison dans l'attitude des dirigeants, si nous ne prenions pas en considération la situation du pays, le rapport des forces politiques et économiques, la nature des rapports de production, le niveau culturel des masses ouvrières nous n'agirions pas en marxistes, de même nous commettrions une erreur en invoquant uniquement les causes énumérées ci-dessus. Car alors comment expliquerions nous que les socialistes des pays capitalistes occidentaux bien plus développés que le nôtre aient présenté dans une certaine phase de leur développement historique les mêmes signes de réformisme, d'opportunisme, de flétrissement que nous avons observé également dans le parti social-démocrate hongrois?

Et poser cette question sous cette forme est d'autant plus motivé qu'à l'encontre du caractère féodal du pays, de la disproportion entre les rapports de propriété et de pouvoir, de l'état arriéré de notre agriculture, le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière hongroise a été important, en tous cas beaucoup plus important que ne le concevaient les faux prophètes et prédicateurs du marxisme dogmatique et vulgaire. Au contraire, en Hongrie toutes les conditions étaient données pour le développement d'un mouvement ouvrier révolutionnaire, car chez nous (la Hongrie faisant partie de la monarchie austro-hongroise) en dehors des antagonismes de classes, les antagonismes nationaux et de na-

tionalité favoriseraient le développement révolutionnaire.

D'ailleurs Lénine et Staline nous ont appris il y a déjà des dizaines d'années qu'une analyse des conditions objectives de la révolution qui n'engloberait pas tout le système impérialiste, qui se bornerait uniquement à chercher et à examiner ces conditions entre les frontières d'un seul pays et non comme le dit Staline dans tout le système de l'économie impérialiste où se trouvent présentes ces conditions, serait une analyse à courte vue, fautive.

La monarchie austro-hongroise portait dans son sein les conditions objectives de la révolution et la chaîne du front impérialiste aurait pu être rompue ici aussi si les partis socialistes des pays de la monarchie — entre autres le parti social-démocrate hongrois — avaient reconnu la faiblesse et le relâchement de la chaîne impérialiste dans le secteur de la monarchie et s'ils avaient utilisé des méthodes et des moyens aptes à rompre cette chaîne et à organiser les forces révolutionnaires.

Cependant la révolution a éclaté, la monarchie s'est démembrée mais cette révolution a été une révolution nationale qui a donné naissance à des états nationaux. Ils sont tout juste parvenus à la révolution bourgeoise qui n'a pu être transformée en révolution sociale. La révolution prolétarienne n'a pas eu lieu et l'une des principales causes de ce fait fut que la théorie révolutionnaire d'avant-garde n'avait fructifié aucun des partis socialistes de la monarchie. Et sans théorie révolutionnaire, ils n'ont pu devenir des partis d'avant-garde de la révolution. Voici la raison pour laquelle la courbe de la révolution s'est brisée.

Ne croyez pas camarades que j'ai perdu le souvenir du 21 mars, du jour anniversaire de la révolution prolétarienne hongroise et de ce qui s'est passé après. Non, nous ne devons pas oublier cette période. Mais cette tentative courageuse, magnanime et enthousiaste n'infirmait pas la véracité de mes constatations antérieures. Si les révolutions nationales avaient pu être transformées en révolutions sociales — et cela n'aurait été possible que si les partis socialistes avaient été armés pour développer la révolution dans ce sens — alors les événements auraient suivi un autre cours. Mais ils n'étaient pas armés pour cela, car le réformisme qui a conduit à des erreurs historiques aussi monstrueuses que l'a été la République de Weimar et qui a produit des traîtres aussi misérables que Scheidemann et Noske, avait gagné tous ces partis. Le bureaucratisme syndical, le train-train petit-bourgeois et avant tout la sclérose spirituelle ont pris le dessus non seulement dans les partis socialistes de la

monarchie, non seulement dans le mouvement ouvrier allemand, mais en général dans toute la social-démocratie d'Europe. De partis révolutionnaires ils sont devenus des partis se contentant de résolutions. Ils ont perdu toutes perspectives révolutionnaires, car ils avaient perdu leur dynamisme intellectuel et ils ont cru bêtement qu'à la suite de réformes consécutives le socialisme se réaliserait tout doucement, automatiquement et comble d'horreur, par voie parlementaire, par scrutin majoritaire. Ils se laissaient aller à ces illusions, comme s'ils n'avaient jamais entendu parler du matérialisme dialectique, comme s'ils étaient aveugles devant la réalité brutale du capital monopoliste. Ces partis sont tombés, bien plus se sont précipités dans le crétinisme parlementaire, dans les marais de l'opportunisme. Engagés sur cette pente il n'y avait plus moyen de s'arrêter. Ils se sont enfoncés de plus en plus dans ce marécage. Et comme ils n'ont pu assurer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, ils sont devenus les agents de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Au lieu de mobiliser la paysannerie, au lieu de chercher dans la paysannerie une alliée, ils se sont appuyés sur la bourgeoisie et ils ont fait front commun avec les partis bourgeois conservateurs. Ils ont complètement oublié ce conseil d'Engels: „Pour conquérir le pouvoir politique, il faut que le parti commence par aller de la ville au village et devienne une force à la campagne”.

Lénine et Staline n'ont pas oublié cette thèse d'Engels: ils sont allés au village, ils sont devenus une force à la campagne et par là ils ont créé la base indestructible, stable du régime soviétique.

Mais vous pourriez dire: les dirigeants peuvent s'avilir, se tromper, accumuler crimes sur crimes, trahir mais tout cela reste sans effet sur le sain instinct de classe du prolétariat. Il y a quelque chose de vrai là dedans, mais ce n'est pas la vérité toute entière. Le prolétariat est une classe véritablement révolutionnaire, le seul terrain propice à la fécondation de la théorie révolutionnaire, l'unique dépositaire de la lutte des classes révolutionnaires, mais cela ne prévaut pas automatiquement. La conception mécaniste du marxisme est parmi tous les dangers qui menacent le mouvement ouvrier la plus dangereuse. Certes, il est vrai que l'impérialisme accentue les contradictions du système capitaliste et les pousse jusqu'au dernier degré. Mais il s'agit de savoir comment le prolétariat réagit à ces contradictions ainsi qu'aux conflits sociaux et économiques auxquels elles donnent naissance. Selon Staline „l'impérialisme c'est la toute-puissance des trusts et des consortiums monopolisateurs

des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Dans la lutte menée contre cette toute-puissance, les méthodes habituelles de la classe ouvrière — syndicats et coopératives, partis parlementaires et luttes parlementaires — se sont révélées absolument insuffisantes.

Ou bien livre-toi à la merci du Capital, végète comme par le passé et descends toujours plus bas, ou bien saisis-toi d'une arme nouvelle; c'est ainsi que l'impérialisme pose la question devant les masses innombrables du prolétariat. Voilà ce qu'a dit notre camarade Staline. Et il en est vraiment ainsi.

L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution. Ceci est exact. Il est néanmoins vrai qu'à l'exception des pays orientaux partout en Europe les prolétaires en marche vers la révolution traînent après eux le boulet des compromis petit-bourgeois, du réformisme, de la trahison. Et tant qu'ils ne se libéreront pas de ce boulet, ce n'est que péniblement et lentement, à tâtons et en trébuchant qu'ils parviendront jusqu'à la révolution, et encore à quelle révolution? C'est pourquoi la déclaration de guerre de Staline contre l'opportunisme, le réformisme et les socialistes traîtres nous paraît justifiée. C'est pourquoi la lutte sans merci du parti communiste hongrois contre les socialistes de droite et les traîtres hongrois se justifie à nos yeux.

Il faut libérer le mouvement ouvrier des entraves de l'hégémonie bourgeoise, de la démocratie formelle, de la théorie pourrie si préjudiciable de la spontanéité. Partout il faut rétablir l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière, partout il faut éliminer les traîtres.

Ce n'est qu'ainsi que le prolétariat révolutionnaire pourra devenir révolutionnaire dans la pratique, qu'il se retrouvera, et ce n'est qu'ainsi que la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme s'intensifiera, que le mouvement ouvrier pourra s'engager d'un pas ferme sur la voie du développement socialiste.

Camarades, on pourrait demander: sommes-nous injustes à l'égard de la social-démocratie et en particulier à l'égard des socialistes occidentaux, des Bevin, des Blum, des Saragat et de leurs tristes prédécesseurs.

Si je prononce seulement ce mot: guerre d'Espagne le sang ne monte-t-il pas à la tête de nous tous, qui sommes assis dans cette salle? Et si je prononce ce mot: Grèce, ne serons-nous pas les poings? Et que de choses il y a eu entre les deux. Même si nous ne regardons pas plus en arrière, que de trahisons, que d'ignominies n'avons-nous pas vues? Même si nous oublions les Mac-Donald, que l'on a reconstruits dans les partis socialistes de tous les pays et que l'on trouve encore aujourd'hui.

Chez nous il s'appellait Károly Peyer, chez les Belges Hendrich De Man, chez les Allemands Scheidemann. Qu'est-ce qui, a caractérisé les partis socialistes entre les deux guerres:

Les compromis avec la bourgeoisie et l'impérialisme, la lutte sans merci contre les communistes.

Naturellement l'un ne va pas sans l'autre. Le capitalisme pourrissant a pour compagnon de route le réformisme pourrissant. Le relâchement idéologique entraîne le relâchement de la lutte des classes. C'est ainsi que la social-démocratie de droite a préparé en commun avec la petite-bourgeoisie et l'impérialisme, le lit du fascisme.

Et de là jusqu'à la seconde guerre mondiale il n'y a qu'un pas. On pourrait trouver des excuses pour bien des choses, mais rien n'excuse la lutte odieuse et acharnée des socialistes de droite contre le communisme.

Pourquoi ne peut-on trouver une excuse à cette attitude? Parce qu'en luttant contre les communistes, la social-démocratie de droite s'est retrouvée dans le camp capitaliste, impérialiste. Dans cette lutte elle a perdu tout bon sens, elle a été incapable de s'orienter correctement. Pourquoi a-t-elle été poussée à combattre les communistes. Les communistes ont-ils poursuivi une politique anti-ouvrière, contraire aux intérêts de la classe ouvrière et à l'esprit du marxisme. Que craignaient donc les socialistes de droite de la part des communistes. Ils ont eu peur pour leur quiétude petite-bourgeoise. Ils se sont agrippés à leur marxisme figé, à leurs idées surannées. Ils ont opté pour le réformisme qui leur ouvrait un chemin sans péril. Malheureusement nous ne trouvons pas des points vue plus élevés, des motifs plus raisonnables, des idéaux supérieurs. Ils ont l'habitude de dire — ils le répètent assez souvent même aujourd'hui — qu'ils défendent la démocratie. Mais quel genre de démocratie défendent-ils? Quelle est leur démocratie? Et qu'ont à voir les prolétaires avec leur démocratie à eux? Peut-être qu'au lendemain de la grande révolution d'octobre on aurait pu trouver des excuses à l'attitude des socialistes de droite. Ils auraient pu dire: nous attendons la fin de cette grandiose tentative. Mais la tentative a réussi et ils ne purent plus douter de sa réussite après l'anéantissement des handits contre-révolutionnaires et des troupes interventionnistes et encore moins après le succès éclatant du premier plan quinquennal. Et pourtant leur lutte contre le communisme se fit de plus en plus violente. En combattant les communistes ils luttèrent indirectement contre l'Union Soviétique, contre leur propre prolétariat. La fureur fasciste a décimé le mouvement ouvrier dans tous les pays.

Et même si nous pouvions oublier ce qui s'est passé entre les deux guerres, pourrions-nous fermer les yeux sur ce qui s'est produit après la fin des hostilités dans les pays de la social-démocratie de droite?

Qui nierait, qui oserait nier que sans la glorieuse armée de l'Union Soviétique les peuples d'Europe auraient à endurer la plus noire des barbaries?

L'Armée Soviétique n'a pas seulement terminé victorieusement la grande guerre de libération nationale de sa patrie, mais c'est elle qui a contribué le plus efficacement à libérer l'Europe de la tyrannie la plus odieuse et la plus cruelle de l'histoire. Qu'a-t-on fait avec cette liberté reconquise? Cette liberté on l'a vendue à l'impérialisme avec la complicité des socialistes de droite qui dans leur stupidité veulent défendre la liberté des peuples d'Europe contre cette Union Soviétique qui a apporté pour la liberté des peuples plus de sacrifices qu'aucun autre pays.

Qu'est-ce qui a poussé les socialistes de droite à suivre cette voie criminelle et ignoble, cette voie de l'erreur et de la trahison? Est-ce leur aveuglement, leur esprit borné, leur lâcheté intellectuelle, leur ignorance, leur haine de l'Union Soviétique, des communistes, de la révolution, est-ce leur mentalité petite-bourgeoise ou bien leur barbarisme? Qu'importe! Le fait est qu'après la seconde guerre mondiale, alors que chacun voyait clairement que les contradictions du capital monopoliste et les luttes d'intérêts internationaux menaçaient d'éclater en nouveaux conflits, que le capital américain pour échapper aux crises qui menacent son existence créait une atmosphère de guerre et s'efforçait à tout prix de placer l'Europe sous sa coupe, d'accaparer toutes les ressources de matières premières et les marchés de produits manufacturés du monde. Et que font les socialistes de droite? Ils se retournent non contre le capitalisme en putréfaction, mais contre l'Union Soviétique socialiste débordant de vitalité.

Ils ne se sont pas mis à la tête des peuples aspirant à la paix à la liberté et à la sécurité, ils n'ont pas organisé les forces démocratiques dans un front unique contre les impérialistes menaçant la paix, mais ils ont inscrit sur leur drapeau souillé par les trahisons le plan Marshall destiné à sauver le capitalisme, ce plan anti-européen, anti-populaire, ce plan insensé condamné à l'avance à l'insuccès. Ils ont tourné leur regard vers cet impérialisme américain qui a recours de plus en plus aux méthodes fascistes, qui s'arme contre la liberté des peuples; ils sont devenus ses agents au lieu de se tourner vers l'Union Soviétique et

d'organiser sous la direction de celle-ci le front démocratique de la paix, l'unité de la classe ouvrière pour que l'Europe puisse se redresser. Mais ces socialistes de droite haïssent plus l'Union Soviétique qu'ils n'aiment leur peuple.

Ils ont tourné le dos, par haine, à la politique de paix de l'Union Soviétique et se sont jetés dans les bras de l'impérialisme, prolongeant par là la putréfaction du capitalisme et la souffrance des peuples. Ainsi ils favorisent la déchéance économique de l'Europe.

Est-ce-là une vision d'horreur, ou une peinture trop noire de la situation? Non, camarades. Je vous ai présenté des faits objectifs, contrôlables. Dois-je vous fournir d'autres preuves encore? Vous pouvez-en trouver chaque jour dans les journaux. Mais permettez-moi d'en énumérer quelques uns. Commençons par la Grèce dont le peuple poursuit une lutte à vie et à mort contre les monarcho-fascistes, contre les envahisseurs étrangers, pour la démocratie et la liberté. Et quelle est l'attitude du gouvernement travailliste anglais et en général des socialistes de droite à l'égard de cette lutte d'indépendance héroïque. C'est en vain que le peuple combattant de cette presque insanglantée attend le moindre signe de solidarité fraternelle de la part des socialistes occidentaux de droite, car ils ne se sont pas rangés aux côtés du peuple grec, mais soutiennent les impérialistes apportant leur aide aux monarcho-fascistes. Après la reconnaissance du gouvernement Markos, la commission exécutive du Socinform s'est réunie et là notre camarade Ries a été interloqué lorsqu'on lui a demandé si le gouvernement hongrois envoyait une aide militaire à l'armée de Markos, si les communistes et socialistes envoyaient des volontaires, du matériel de guerre à l'armée grecque luttant pour sa liberté. Rien que de poser cette question était chose ignominieuse. Mais continuons. Qu'a fait la social-démocratie de droite pour le peuple espagnol subissant la dictature de Franco? Qu'a-t-elle fait pour les partisans espagnols?

Grâce à la complicité de Léon Blum, on a ouvert la frontière franco-espagnole, on a conclu un accord commercial avec Franco. Et nous avons appris depuis peu que dans les milieux gouvernementaux travaillistes on regrette profondément le manque de relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Espagne de Franco?

J'ai déjà parlé du plan Marshall; aussi me bornerai-je à mentionner que les socialistes de droite n'ont trouvé rien de mieux que de convoquer une conférence internationale

pour soutenir le plan Marshall et par là d'apposer le cachet socialiste sur le document du plan Marshall qui n'est au fond qu'un traité d'asservissement. Mais il semble qu'à cette conférence on a parlé encore d'autres choses car après, la lutte contre les communistes, la persécution des communistes a redoublé de violence démontrant que l'une des conditions et certainement pas la moindre du plan Marshall est l'anticommunisme. L'hypothèse que la social-démocratie de droite n'aspire pas seulement après les crédits de Marshall, mais souhaiterait également avoir sa part du fonds secret américain destiné à financer la campagne anticommuniste et antisoviétique ne paraît pas tellement invraisemblable.

Dois-je parler, camarades, des Etats du Benelux dont le président du Conseil de l'un d'eux — le social-démocrate Spaak — à qui au moins on ne peut pas reprocher de ne pas avoir condamné ouvertement le marxisme, s'est rendu aux Etats-Unis pour y mendier une aide militaire au profit des Etats du Benelux.

Et s'ils reçoivent cette aide militaire et ces armes qu'ils ont implorées, nous savons très bien contre qui, contre quel pays ils veulent s'en servir. Ce n'est qu'un tel esprit qui peut engendrer les calomnies et les accusations sans fondement que les partis de droite du Socinform déversent avec une si grande insolence sur les communistes et les socialistes de gauche coopérant avec eux. Ce n'est qu'un tel esprit qui a pu engendrer le discours de Bévin dans lequel il déclare la guerre aux communistes et aux démocraties populaires. Il a osé dire: „Nous ne sommes pas disposés à rester sans rien faire et à regarder les bras croisés la façon dont ils réalisent ce processus (entendez par là le progrès vers la démocratie populaire) dans une Europe affaiblie, troublée, désunie“. Vous voyez camarades, les Bevin ne sont pas disposés à souffrir la marche en avant du socialisme, eux tolèrent seulement la progression de l'impérialisme, eux tolèrent seulement le processus que les monopoles américains ont mis en marche pour désorganiser l'Europe. Eux, ne tolèrent que les massacres perpétrés par les monarcho-fascistes en Grèce, l'assassinat de milliers de patriotes grecs. A cela M. Bevin ne trouve rien d'autre à dire que „les pendaisons et les fusillades sont à l'ordre du jour dans d'autres pays également et qu'il ne peut pas fermer les yeux devant le fait qu'aujourd'hui 500 mille grecs sont apatrides à cause, des rebelles instruments du parti communiste“. M. Bévin appelle les partisans grecs des rebel-

les et n'approuvent pas ce „processus“. Lui est enclin à tolérer seulement le régime de terreur de Franco, la pénétration américaine, mais non l'activité communiste visant à renforcer le front de la paix en Europe. Bevin ne trouve rien à redire contre ce qui se passe en Palestine, en Indochine, en Indonésie, en Chine. Mais les événements de Tchécoslovaquie lui ont fait pousser de hauts cris, tout comme aux autres renégats du Sociform. Avec un entêtement malveillant, ils ont calomnié les démocraties populaires, les communistes constructeurs, les socialistes de gauche. Ils n'ont rien eu à dire contre le débarquement des Américains en Italie au moment des élections. Au contraire, ils ont encouragé l'impérialisme américain et tout le Socinform s'est rangé derrière le traître Saragat. Le Socinform a violemment attaqué Nenni le socialiste de gauche que Max Buset, le président du parti socialiste belge a stigmatisé de communiste camouflé dans une lettre qu'il a adressée à Saragat. Cette lettre est d'ailleurs un document éclatant de la goujaterie actuelle des socialistes de droite. Il ressort de cette lettre que les dirigeants du Socinform ont tramé un complot avec Saragat, le scissionniste, le traître, l'homme vendu aux Américains contre le parti de Nenni. Dans sa lettre Max Buset avoue qu'il maintient des relations avec les socialistes de droite de l'Allemagne orientate, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne.

Mais ils ont déclaré la guerre aux socialistes collaborant avec les communistes et naturellement aux communistes. Les événements de Tchécoslovaquie au cours desquels la république tchécoslovaque a réussi à se préserver du sort que lui réservait l'impérialisme, à savoir d'être une base d'opération de l'impérialisme, Buset dans sa lettre en parle comme qu' à Rome cela ne se passera pas ainsi. Cette lettre reflète admirablement la bassesse des socialistes de droite. Ils ne veulent pas „d'un coup d'état à Rome, ils ne le toléreraient pas. Mais leurs nuits ne sont pas agitées à cause des événements de Palestine, et pourtant ils en ont lourd sur la conscience. Car Bevin et ses compères sont responsables de l'effusion de sang en Palestine et leurs mains sont rouges du sang des Juifs, des Arabes et des Grecs également, comme le constate avec raison le „Daily Worker“.

Je ne m'étendrais pas sur la politique des socialistes de droite français qui en sont arrivés à un état de décomposition complète, qui accumulent trahisons sur trahisons et font le jeu de l'impérialisme américain, du général de Gaulle.

Maintenant je voudrais donner un bref aperçu sur l'activité du Socinform, de l'Internationale socialiste à la Marshall.

Le Bureau socialiste International a été appelé à la vie par le Labour Party avec l'intention d'occuper dans le mouvement socialiste international la même place qu'occupait le parti allemand dans la IIe Internationale. Il apparut dès la première réunion que les partis socialistes occidentaux n'avaient tiré aucun enseignement de la guerre la plus sanglante et la plus horrible de l'histoire mondiale, guerre qui avait été déclenchée par l'impérialisme fasciste.

Ils caressaient le projet de faire de Londres ce que Moscou représentait pour les communistes. Mais dès le début-je pense à la conférence tenue en mai 1946 à Clacton- on ne pouvait pas encore opposer la social-démocratie internationale à L'URSS, aux communistes et aux socialistes coopérant avec les communistes car en ces temps là, les masses avaient trop conscience des sacrifices immenses apportés par l'Union Soviétique pour la victoire.

Ce retournement, il fallait le préparer par une propagande habile, par des falsifications et des intrigues répugnantes. Il fallait tout d'abord rétablir la liaison avec les éléments de droite pour pouvoir ensuite commencer les machinations.

La conférence de Clacton fut suivie par celle de Bournemouth. Au mois de juillet de l'année suivante se réunit une conférence à Zurich, au mois de novembre de l'année dernière eut lieu celle d'Anvers et tout dernièrement on a assisté à la réunion honteuse de Vienne qui a fait comprendre à tout socialiste honnête que le Bureau International socialiste n'était qu'une agence de l'impérialisme. Les deux premières conférences ont eu plutôt un caractère d'information et ont servi à tâter le terrain. La question de la coopération avec les communistes n'a pas été placée au premier plan. On en était encore à la période où l'on cherchait des satellites. C'est après que commencèrent les déplacements à l'étranger des députés travaillistes. Morgan Phillips a fait une tournée dans les pays d'Europe orientale entre autres en Hongrie. Il marqua dès ce moment des appréhensions quant à notre coopération avec le parti communiste. Au cours d'un fort long entretien qui se prolongea tard dans la nuit nous essayâmes de lui expliquer en invoquant des raisons idéologiques et politiques, la nécessité historique de la coopération. Nous lui fîmes connaître le rôle qu'assumait alors le parti des petits propriétaires, le travail de

sape de la réaction camouflée et il semblait qu'il reconnaissait la justesse de notre point de vue. Mais quelques mois après, lorsque notre police dévoilà le complot de Nagy Ferenc, le gouvernement travailliste britannique se rallia à la note américaine remise à propos de l'affaire Béla Kovács. Lorsque nous eûmes l'occasion de demander des comptes au parti travailliste pour son geste hostile il répondit d'une façon évasive. Nous eûmes beaucoup de visiteurs anglais et des socialistes d'autres pays vinrent également nous voir. Nous leur avons réitéré ce que nous avons déjà dit à Morgan Phillips. Ils firent semblant d'accepter nos arguments, mais ils cherchaient à prendre contact avec des socialistes de droite, ainsi Dennis Healey entra en relation avec Peyer. Ce que ces socialistes de droite promirent et dirent aux nôtres nous ne pouvons que le soupçonner. Mais une chose est certaine, c'est qu'au cours de ces visites l'aile droite du parti social-démocrate hongrois devint de plus en plus agressive. A la conférence de Zurich une nette polarisation se manifesta tant au sein des partis socialistes que dans la social-démocratie internationale. Il n'y avait pas encore six mois que Saragat avait quitté le parti de gauche de Nenni et que d'autres groupes scissionnistes s'étaient formés ailleurs ainsi en Roumanie avec Titel Petrescu, en Bulgarie avec Lulcsev et derrière nous était déjà l'ignoble mémorandum de Peyer.

A ce moment-là, la polarisation dans la politique internationale était chose faite et il semble que cet état de choses ait encouragé le bureau du Socinform à Londres, car il présenta devant la conférence de Zurich la question de l'admission du parti allemand de Schuhmacher. Aujourd'hui on peut se rendre compte beaucoup plus clairement qu'alors, pourquoi le parti travailliste anglais activait avec tant d'ardeur l'admission du social-chauvin Schuhmacher, extrémiste de droite et ennemi juré de l'Union Soviétique. On avait besoin du parti de Schuhmacher comme base politique dans l'Allemagne occidentale se trouvant sous le contrôle de l'impérialisme anglo-saxon. Maintenant que la politique extérieure de Bevin apparaît sous son véritable jour on n'a pas besoin de beaucoup d'explications pour comprendre pourquoi la reconnaissance du parti de Schuhmacher était si important pour le parti travailliste anglais. Que l'attitude d'alors des socialistes de gauche ait empêchée une décision immédiate ne présente plus beaucoup d'intérêt.

A Anvers, on réussit à faire admettre le parti de Schuhmacher avec la complicité des

satellites du parti travailliste, et il n'y a pas lieu de s'en étonner, car alors le Socinform se trouvait déjà dans le sillage du plan Marshall. Entre Zurich et Anvers le parti travailliste anglais a tenté de noyauter les partis socialiste en soutenant les socialistes de droite. Morgan Phillips se rendit en personne en Roumanie et au nom sacré de la démocratie encouragea les éléments de droite anticommunistes. Chez nous également ses envoyés sont venus à plusieurs reprises: Healey, Gedye, et autres mais ils renoncèrent à nous à cause de notre attitude intransigeante.

A Anvers, Morgan Phillips m'a signifié qu'il considérait ma politique comme dangereuse et m'a fait observer que si le parti social-démocrate hongrois suivait l'exemple roumain et s'il ne relâchait pas ses rapports avec le parti communiste cela pourrait avoir des conséquences graves. Morgan Phillips m'indiqua également que plusieurs leaders socialistes s'étaient adressés au parti travailliste anglais pour obtenir un visa d'entrée. Je lui avais demandé alors leur nom, mais il ne m'en remit pas la liste. On peut comprendre pourquoi.

A Anvers, on en vint presque à la rupture ouverte. Les socialistes de gauche différèrent la rupture pour des raisons politiques bien déterminées, mais ils votèrent contre la proposition de résolution officielle. Ils déposèrent sur le bureau de la conférence une résolution d'une tendance nettement gauche, condamnant le plan Marshall. Il est caractéristique de l'objectivité du Socinform que contrairement à l'accord adopté il n'a pas fait parvenir la proposition de résolution de la gauche aux partis du Socinform. D'ailleurs, l'atmosphère qui a présidé à la conférence d'Anvers était tout simplement révoltante. Elle était lourde d'un anticommunisme virulent. On y a entendu des interventions si odieuses qu'il en a fallu de peu pour que les socialistes de gauche ne quittent la salle des délibérations.

Aux conférences socialistes internationales on a soulevé à plusieurs reprises la question de la résurrection de la deuxième internationale. On connaît la position du parti socialiste hongrois. Notre 35ème congrès, tenu en 1947 avait clairement défini notre point de vue: nous ne voulions pas de la deuxième Internationale, d'une Internationale social-démocrate. Nous voulions une Internationale ouvrière, unique. Il est intéressant de constater que les partis de droite étaient partisans de la résurrection de la seconde Internationale. La position du Labour Party était que la discussion de la question de l'Internationale n'était pas d'actualité. En adoptant cette attitude il voulait se montrer

modéré aux yeux des partis de gauche, mais en même temps il voulait indiquer qu'il tenait entre ses mains la décision dans cette question. Cette modération il pouvait l'utiliser comme une menace envers les socialistes désireux de coopérer avec les communistes. Au fond la raison de cette attitude ne résidait pas seulement dans la possibilité de manoeuvrer entre la gauche et la droite, mais bien plus dans le fait qu'il ne voulait pas se trouver en face d'une situation pénible au cas où certaines résolutions de l'Internationale ressuscitée incommoderaient le gouvernement travailliste dans sa politique extérieure. Le Labour Party voulait avoir les mains libres.

La formation du Kominform et sa déclaration d'une grande portée ont certainement accentué la tension de la conférence d'Anvers. Avant la conférence Morgan Phillips avait publié une déclaration incendiaire et stupide sur l'entrevue communiste de Varsovie. Je n'en lirai qu'un passage des plus modérés: „De telles idées présentées sous cette forme (ceci se rapporte à la déclaration) peuvent entraver dans une grande mesure la reconstruction de l'Europe. Elles peuvent encore être les signes précurseurs d'une tentative communiste coordonnée destinée à saboter le plan Marshall et à intimider, timorer les peuples européens soutenant ce plan. Leurs effets menacent catastrophiquement l'unité de l'Europe." Voilà ce qu'a dit ce soi-disant socialiste.

Camarades, vous me permettez, je n'en doute pas de me passer de commentaires. Au lendemain de cette déclaration et immédiatement avant la conférence d'Anvers se déroula le congrès du parti social-démocrate de Tchécoslovaquie à Brünn, dont l'issue fut si malencontreuse. C'est Healey qui y prononça un discours de salutation dont certains passages rappelait l'impertinence de la déclaration de Morgan Phillips. A la conférence de Brünn nous eûmes l'occasion de délibérer et de nous entretenir avec les délégués des partis socialistes de droite de l'Ouest, ainsi qu'avec des socialistes de gauche. C'était le feu et l'eau. P. e. l'un des socialistes de droite lorsque nous lui exposâmes l'activité antidémocratique du prince Primat Mindszenty, n'eut pas honte de déclarer que l'ennemi No 1 ce n'était pas la réaction cléricale mais les communistes. Le représentant du parti travailliste anglais Healey dit devant plusieurs personnes que certes, il reconnaissait le danger fasciste mais la dictature communiste était un danger plus grand et plus imminent. J'ai pu apprendre par hasard que le parti travailliste anglais maintenait avec les socialistes hongrois de droite des

rapports suivis. Il recevait d'eux des rapports, leur donnait des conseils, les incitait à s'organiser à écarter du parti les éléments de gauche afin que le parti social-démocrate hongrois devienne une base orientale du Labour Party. Nos socialistes tentèrent en septembre de réaliser ces dessins. Dans un rapport confidentiel de Healey dont je pus prendre connaissance, il était clairement indiqué que la Hongrie était un pays extrêmement important au point de vue de l'Empire britannique. C'est précisément pour cette raison qu'il était d'une grande importance que le parti social-démocrate conserve son indépendance. Le rapport insiste encore sur la nécessité pour l'Angleterre d'intervenir en faveur de l'octroi d'un crédit de 150 millions de dollars. Naturellement cette intervention n'a pas eu lieu. Le parti travailliste anglais est intervenu dans un tout autre sens. Et ce que Healey avait prédit dans son rapport, à savoir qu'une crise économique très dure surviendra en Hongrie dans un an ne s'est non plus réalisé. Le rapport est daté du début de 1947, maintenant nous sommes au milieu de l'année 1948 et pas le moindre signe de crise. La crise ne nous menace pas et nous réaliserons le plan triennal même sans crédit américain. Il ne serait pas sans intérêt de parler du congrès extraordinaire d'avril du parti social-démocrate suisse dont les résolutions pitoyables proclament les effets salutaires de la politique de la troisième force. Mais je ne puis m'étendre sur ce problème car le temps me presse. L'échange de notes américano-soviétiques de même que la lettre de Wallace et la réponse de Staline à cette lettre mériteraient également un examen plus étendu. Je me bornerai à indiquer que le monde aspirant à la paix, les peuples opprimés par la menace d'une nouvelle guerre ont accueilli la note du ministre soviétique des Affaires Etrangères M. Molotov et la déclaration de Staline avec un sentiment de joie et de délivrance comme s'ils avaient été libérés d'un cauchemar effrayant.

Il n'y a que dans les journaux socialistes de droite qu'on en ait parlé avec scepticisme, ce n'est que dans ces journaux qu'on a mis en doute la volonté de paix sincère de l'Union Soviétique, que l'on a minimisé l'importance des efforts de Staline pour sauvegarder la paix. Et avec cela, j'ai fini de m'occuper du rôle international de la social-démocratie de droite. Je suis convaincu que malgré tout l'unité ouvrière se réalisera partout, que l'unité de l'Europe se fera, que la vérité percera, que la lumière dissipera les ténèbres, que la volonté de paix de l'URSS vaincra et que les forces de droite vont être partout anéanties. Le processus de fermenta-

tion est en cours et nous ferons tout pour qu'il s'achève. La conférence des socialistes de gauche à Varsovie a servi également ce but.

Après tout cela, je crois que je n'ai pas besoin de m'étendre longuement sur les socialistes de droite de chez nous. Au cours de ces derniers trois mois nous en avons beaucoup parlé. Naturellement il faut les démasquer entièrement pour que chacun prenne conscience du danger que représentait leur activité pour le mouvement ouvrier hongrois. Si nous ne les avons pas liquidés, ils auraient pu occasionner de grosses catastrophes. Le temps m'empêche d'analyser en détail leur activité. Cependant je dois attirer l'attention du Congrès sur le fait que partout et chez nous aussi la droite a commencé à s'organiser après Postdam. La réaction hongroise se montra plus audacieuse après la mort de Roosevelt au moment où l'Amérique de Truman entra en scène. La liaison étroite de ces faits s'impose, et ne nécessite pas beaucoup d'explications. Mais que nos socialistes de droite n'aient pas reconnu la portée historique de la révolution russe d'octobre et n'aient pas vu que cette révolution victorieuse avait créé les bases du développement socialiste exige des explications.

Pourquoi n'ont-ils pas compris que sans la révolution d'octobre les peuples de l'Europe orientale n'auraient pu être libérés et qu'ils auraient été réduits avec les autres peuples de l'Europe à la servitude la plus accablante. Et même s'ils n'avaient pas compris cela, comment se fait-il qu'ils ne se soient pas rendu compte de ce qui arriverait chez nous et ailleurs si les forces menaçant les démocraties populaires réussissaient à ouvrir une brèche dans leurs murs? Si nous examinons leur rôle sous cet angle, pouvons-nous les juger autrement que nous les jugeons: la politique de la droite est une politique de trahison et non seulement contre leur propre classe ouvrière, mais aussi contre le mouvement ouvrier international? Et d'eux aussi on peut dire que la haine qu'ils portaient contre les communistes était plus intense que leur amour envers leur peuple.

Nous pourrions examiner une à une les questions: Qu'est-ce qu'il ne leur plaisait pas dans la réforme agraire, vu que le programme agraire du parti social-démocrate la revendiquait? Alors pourquoi ont-ils pris position contre cette réforme sinon ouvertement du moins en la sabotant? Mais je pourrais soulever cette question paradoxale: Qu'avaient-ils contre le mouvement social-démocrate dont ils étaient eux-mêmes membres? Pourquoi?

ont-ils saboté ce mouvement? Et si le mouvement s'est développé, on le doit au travail plein d'abnégation des socialistes de gauche. Nos socialistes de droite regardaient de loin ces efforts et faisaient toujours les offensés. Ils avaient entre leurs mains le ministère de l'Industrie. Laissez-moi dire quelques mots à ce sujet. Il est caractéristique de l'esprit amical du parti communiste qu'il nous ait cédé le ministère de l'Industrie. Nous aurions pu en profiter pour créer une base à notre parti. Et qu'ont-ils fait de ce ministère? Un tas d'ordure. Qu'est-ce qui ne leur plaisait pas dans les nationalisations? Ils recherchaient continuellement la petite bête et trouvaient toujours à redire comme l'ouvrier paresseux toujours mécontent de ses outils. Dans le programme du parti social-démocrate la nationalisation occupait une place de premier plan. Alors pourquoi ont-ils essayé de saboter les nationalisations? Qu'est-ce qui leur déplaisait dans la liste commune qui était appelée à accroître la force et la puissance des partis ouvriers? Qu'avaient-ils à objecter contre le renforcement du mouvement ouvrier? Pourquoi ont-ils critiqué le ministère de l'Intérieur, la police qui a dévoilé le complot et qui veillait et veille avec vigilance sur la sécurité de la démocratie populaire? Qu'est-ce qui leur déplaisait dans la démocratie populaire et qu'est-ce qui leur plaisait en Ferenc Nagy, François Nagy, Béla Kovács, Béla Varga, Peyer? Qu'avaient-ils à redire contre l'épuration de l'appareil d'Etat? Ici nous pourrions plutôt poser la question sous cette forme: Qu'est-ce qui leur plaisait dans l'épuration. Cela leur disait quelque chose, car ils espéraient créer au cours de cette action épurative un terrain d'attaques incessantes contre les communistes. Ils espéraient profiter de cette occasion pour troubler la coopération car si une chose ne leur disait vraiment rien c'était effectivement la coopération entre les communistes et les socialistes. Et ils étaient contre la coopération parce que c'étaient les communistes qui dictaient la cadence. Et eux n'étaient pas habitués à une telle cadence. D'ailleurs ils ne voulaient pas s'y faire. Eux ils voulaient une tranquillité béate, idyllique de philistins. Ils souhaitaient attendre tout doucement que le socialisme se réalise de lui-même en Hongrie. Et jusque-là, entretenir avec les partis bourgeois des relations d'amitié. Mais ce que serait devenue cette idylle sans le dynamisme des communistes et des socialistes de gauche, ils n'y ont même pas pensé.

L'aile réactionnaire du parti des petits-propriétaires leur convenait avec les Fran-

çois Nagy, les Balint Arany, les Kalman Salata, voilà ce qui leur plaisait, — mais ils rejetaient loin d'eux le parti communiste. Ils sympathisaient avec l'Angleterre de Bevin, mais détestaient l'Union Soviétique de Staline. L'Union Soviétique ne leur plaisait pas, car c'étaient les communistes qui l'avaient bâtie. Peyer leur plaisait, mais non Mathias Rákosi. Le ministre de l'Intérieur lui non plus ne leur plaisait pas. De suite après les élections de 1945 ils ont déclenché une attaque pour accaparer le portefeuille de l'intérieur. Que serait-il arrivé s'ils avaient réussi? Il vaut mieux n'y pas penser. La réaction aurait fleuri en ce pays comme leur espoir de voir un beau jour les Anglais chez nous mettant de l'ordre dans „cette jungle communiste“.

La stabilisation ne leur disait rien, pas plus que le plan triennal Car sans cela, ils n'en auraient pas troublé l'exécution par leurs critiques sournoises. Qu'est ce qui leur a déplu lors des élections de 1947? En premier, que le parti communiste soit sorti renforcé de la consultation électorale tandis que le parti socialiste ait perdu 1,5% de ses voix. Naturellement ils ont mis sur le dos de la gauche ces pertes et les ont imputées aux communistes. Ils se sont révoltés et si cela avait dépendu d'eux le pays n'aurait toujours pas de gouvernement. Des semaines durant ils ont empêché la formation du gouvernement. Des semaines durant ils ont encouragé par là les partis réactionnaires, les Pfeiffer, les rebelles du Parti des petits propriétaires. Mais ils avaient dépassé la mesure. La révolte de septembre a constitué un tournant décisif dans la vie du parti social-démocrate. L'assaut de la droite qui dans le cas de l'Union des collègues ouvriers suscita des troubles, devait être repoussé. Le moment de passer à l'offensive était venu. La gauche socialiste dans cet instant critique a mobilisé ses forces et ses masses avec le concours du parti communiste et en premier lieu de Rakosi. Le destin de la droite s'était accompli. La logique des événements nous mena jusqu'à l'idée de la fusion. Et en l'exprimant nous la réalismes. Nous avons agi avec sagesse, car maintenir le parti social-démocrate n'aurait plus eu aucun sens. Si l'intention de nous autres qui appartenions à la gauche socialiste était de réorganiser après l'épuration le parti social-démocrate dans l'esprit de Lénine et de Staline, sur la base de leur enseignement — et c'était bien la notre intention car elle répondait à nos convictions — rien ne pouvait nous inciter à maintenir le parti. Cette solution a été la plus logique, la plus juste, celle qui correspondait le mieux aux intérêts des travailleurs hongrois. Il aurait été criminel de s'arrêter à mi-chemin. Main-

tenant nous sommes devenus un parti unifié, fort et puissant. C'est avec un sentiment de reconnaissance que je me souviens de l'appui, de l'aide sincère, honnête et loyale de mon camarade et de mon ami Rakosi qui a offert au parti social-démocrate la possibilité de s'engager sur la voie de la fusion, non comme une armée vaincue, en débandade, humiliée dans sa fierté mais comme un ami de rang égal, portant des convictions sincères et l'amitié dans son coeur.

Nos camarades communistes appréciant le travail honnête et persévérant des socialistes de gauche depuis la libération, leurs efforts pour assurer une coopération sans à coup ont tout fait pour aplanir la voie de la fusion. Les conséquences salutaires et fructueuses de cette attitude feront sentir leurs effets heureux sur le Parti des travailleurs hongrois et sur leurs masses. La fusion s'est accomplie dans un véritable esprit de fraternité. C'est pourquoi elle sera inébranlable et immuable. Mais en tant que disciples de Lénine et de Staline nous devons savoir que la prévoyance, la pondération, la vigilance et la défiance font partie des vertus les plus précieuses d'un révolutionnaire. L'unification s'est réalisée dans les meilleures conditions. La grande majorité des masses social-démocrates a compris et apprécié à sa juste valeur cette décision de grande importance. Elle s'est engagée sur la voie de la fusion avec une joie débordante. Mais chers camarades, l'ambiance de fête ne durera pas toujours. Nous ne devons pas perdre de vue ce fait: bien que notre démocratie populaire progresse à pas sûrs et sans dévier vers les objectifs qu'elle a inscrite sur son drapeau, des forces peuvent venir troubler ce développement, des difficultés peuvent surgir sur son chemin. Naturellement nous les surmonterons, nous les vaincrons comme les communistes savent vaincre les difficultés. Mais nous devons être vigilants, nous devons veiller à ce que les éléments qui n'arrivent pas à sympathiser avec la pensée de l'unité ouvrière, avec l'idéal de la démocratie populaire, qui ne veulent pas accepter le rythme du développement de notre démocratie, qui ne voient pas d'un bon oeil notre parti et nos institutions ne puissent utiliser contre nous les difficultés, les à-coups que nous pouvons rencontrer sur notre chemin. Ces éléments seront toujours prêts à fomentier un esprit de mécontentement, à décourager les masses, et à propager la discorde. Ils essaieront de s'infiltrer dans le parti afin d'y accomplir un travail de sape et de pouvoir gagner ainsi plus facilement les mécontents, les éléments petits-bourgeois, les membres faibles tous ceux qui ne sont pas suffisamment armés

idéologiquement. C'est pourquoi nous devons porter une grande attention à ce que l'esprit qui a rendu la fusion si facile et si amicale pénètre également dans les plus larges couches du parti, que le niveau idéologique soit constamment porté plus haut et que le rythme de la formation de cadres soit accéléré, que leur qualité s'améliore afin que les masses socialistes et communistes puissent se fondre entièrement au sein du parti des travailleurs hongrois. Que l'on ne puisse pas reconstruire des social-démocrates froissés et ronchonants et des communistes hautains. Qu'ils ne forment pas des groupes séparés. Qu'ils se mélangent, qu'ils s'assimilent, qu'ils arrivent à former une communauté fraternelle car même la constitution de cliques d'amis peut donner naissance à des fractions. Le parti doit être homogène, unanime. Il faut que les masses des deux partis s'entremêlent si étroitement qu'il ne soit plus possible de reconnaître quels on été les communistes et quels on été les socialistes. Les sociaux-démocrates — je ne puis les désigner pour l'instant autrement—doivent comprendre que le parti des travailleurs hongrois admet la discussion en tout, mais ce parti ne fait pas que discuter, il est à tous les points de vue le parti des travailleurs. Il doit assumer des tâches immenses et celles-ci ne seront résolues que dans une unité et discipline parfaites. L'esprit de relâchement, de négligence, d'irresponsabilité ne peut être toléré dans le parti des travailleurs hongrois. Nous exécutons avec un esprit de suite intransigeant les résolutions et personne ne peut se dérober devant ses obligations. Le parti des travailleurs hongrois est un parti militant et les lois de la lutte y prévalent. Les socialistes de même que les communistes doivent en avoir conscience. Tous sans exception. Nous ne pouvons permettre la moindre brèche dans le mur d'airain de la discipline, de même que nous ne pouvons permettre aucune déviation. Mais nous ne souffrirons aucune injustice. Que les socialistes ne soient pas impatientes si tout ne leur réussit pas immédiatement. Que les communistes ne craignent pas de perdre leurs postes. Que les socialistes ne pensent pas qu'ils seront mis à l'écart simplement parce qu'ils étaient socialistes. Qu'ils ne craignent pas de ne pas trouver leur place dans le parti. Mais bien sûr qu'ils la trouveront; de ne pas avoir l'occasion de montrer ce qu'ils savent — mais bien sûr qu'ils en auront l'occasion — c'est une sottise que de penser ainsi. Chaque membre du parti, sans exception doit tendre de toutes ses forces à ce que l'alliage s'effectue le plus rapidement et le plus parfaitement possible, que l'attitude

de chacun soit conforme à celle d'un bon militant.

Les communistes ont fréquenté une meilleure école révolutionnaire que les sociaux-démocrates. Qu'ils partagent leur savoir, leur expérience pratique avec les socialistes pour qu'ils deviennent égaux même dans ce domaine. Que chacun de nous pense combien de souffrances et de pertes nous ont occasionné l'esprit insensé de rivalité, la défiance, le manque de compréhension. Eliminons pour toujours ces fautes. Elevons notre parti dans tous les secteurs au degré le plus haut. Renforçons nos rangs et veillons jalousement sur l'unité intérieure du parti qui est l'unique gage de ce que nous puissions maîtriser les difficultés éventuelles et résoudre avec succès nos tâches historiques.

L'unification a déjà porté ses fruits, je pense ici à la nationalisation des entreprises occupant plus de 100 employés, à l'accroissement de la production, au mouvement d'émulation dans le travail d'où sortira une nouvelle morale du travail, à la nationalisation des écoles qui est à présent notre tâche la plus importante et à ce trésor spirituel du mouvement ouvrier qu'est la déclaration de pro-

gramme du Parti des Travailleurs Hongrois. Nous devons la posséder à fond, nous en pénétrer. Ce programme est le produit supérieur d'une théorie d'avant-garde. Le programme d'avant-garde d'un parti d'avant-garde. Pour le moment je n'ai rien d'autre à ajouter à ce qu'a dit le camarade Rakosi sur ce programme. Les statuts d'organisation du parti sont aussi le produit de la fusion. Ce sont les statuts de notre parti combattif. Que chacun de nous les étudie textuellement, qu'il en comprenne le sens, l'esprit et le but. Etudions-les et conformons-nous y sans défaillance.

Pour terminer: nous avons rattrapé le temps perdu. Le parti des Travailleurs Hongrois existe. Ses bras de géant vont construire un nouveau pays, un pays entièrement nouveau qui sera la patrie heureuse des travailleurs, dont le sol produira pour les travailleurs et rien que pour les travailleurs, dont les machines tourneront pour le bien-être des travailleurs et rien que pour leur bien-être. Nous sommes libérés de nos chaînes. Nous avons fait un grand pas en avant dans la voie du socialisme et nous en ferons encore un plus grand vers la société communiste.

POUR UN PARTI MARXISTE—LENINISTE FORT ET UNI

*Rapport présenté le 14 juin 1948 par Mihály Farkas au Congrès
d'unification du Parti Communiste Hongrois et du Parti Social-Démocrate*

Chers camarades,

Notre Congrès d'une importance historique a prononcé au milieu d'un enthousiasme inoubliable l'unification du Parti Communiste Hongrois et du Parti Social-Démocrate à la suite de quoi le Parti des Travailleurs Hongrois s'est constitué. Le discours de programme du camarade Rákosi, le rapport substantiel du camarade Szakasits, ayant une importance de principes, ainsi que la déclaration de programme adoptée ont défini l'idéologie et les objectifs proches et lointains de notre Parti.

Il ressort sans ambiguïté de la déclaration de programme adoptée que le Parti des Travailleurs Hongrois souhaite poursuivre son activité et sa lutte sur la base de l'idéologie des grands maîtres et dirigeants de la classe ouvrière internationale. Il s'est fixé comme but de faire triompher également chez nous, en Hongrie les idées maîtresses de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Cependant notre Congrès n'aurait pas accompli intégralement son travail, n'aurait pas résolu tout à fait ses tâches s'il se contentait de l'élaboration et de l'adoption du programme du parti et ne s'occupait pas en même temps de cette question: comment doit être le parti issu de la fusion des deux partis ouvriers, quels doivent être sa structure, son organisation, son ordre interne, quels sont les devoirs et les droits de ses membres.

Le Parti des Travailleurs Hongrois sera un parti révolutionnaire.

Notre Congrès a déjà adopté la déclaration de programme du Parti. Il doit également décider comment sera ce parti dont la tâche est de „lutter en Hongrie pour la réalisation d'une société socialiste qui ne connaîtra plus de classes exploiteuses, qui ne connaîtra plus l'exploitation de l'homme par l'homme, où les différences entre les classes laborieuses alliées vont s'estomper, où l'épanouissement individuel est la condition du bien public, dans la-

quelle le travail pour l'intérêt général sert le bonheur de chacun et qui dans son développement va vers le communisme.”

Notre déclaration de programme éclaire d'une manière éblouissante la voie sur laquelle notre parti doit aller de l'avant entraînant derrière lui les grandes masses de la classe laborieuse hongroise pour pouvoir accomplir sa mission historique.

Le but est clair, la voie menant au but est connue. Maintenant notre tâche est de fixer la structure du parti, son ordre intérieur de façon qu'il soit capable de mener même au milieu des pires difficultés, des orages les plus violents notre classe ouvrière, notre peuple dans la voie tracée: vers une Hongrie socialiste libre et heureuse. Le projet de statuts d'organisation présenté au Congrès donne une réponse claire à la question: comment doit être le parti des travailleurs hongrois. La réponse est concise et exprime dans un langage compréhensible à tous que le Parti des Travailleurs Hongrois sera un parti marxiste-léniniste c. à. d. un parti révolutionnaire! Ce parti sera conforme tant dans sa politique que dans sa structure et son organisation internes aux enseignements de Lénine et de Staline sur le parti de la classe ouvrière.

Grâce à l'Union Soviétique, nous marchons vers le socialisme.

C'est l'esprit génial de Lénine qui a reconnu l'importance historique du parti révolutionnaire du prolétariat. C'est lui qui a élaboré la théorie sur la base de laquelle a été constitué le parti du prolétariat russe, ce parti sous la direction duquel pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la classe ouvrière et le peuple laborieux d'un pays ont été libérés de l'exploitation capitaliste. Après la mort de Lénine, son plus fidèle élève, Staline, a développé la théorie géniale de Lénine sur le parti de la classe ouvrière. Il a fait du parti révolu-

tionnaire de la classe ouvrière de l'Union Soviétique une force si puissante, qu'il a réussi, surmontant mille obstacles, non seulement à anéantir l'ennemi intérieur et à bâtir la société socialiste, mais en groupant autour de lui le peuple soviétique et à la suite de la magnifique victoire qu'il a remporté au cours de la seconde guerre mondiale, à sauver l'humanité entière du danger mortel du fascisme.

Camarades, il en est encore beaucoup qui ne comprennent pas les véritables raisons de la victoire grandiose de l'Union soviétique, de sa supériorité politique, idéologique et économique. Cependant celui qui connaît la théorie de Lénine et de Staline sur le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, celui qui connaît leur lutte pour que le parti devienne une arme toujours plus efficace entre les mains de la classe ouvrière de l'Union Soviétique et des peuples de l'Union Soviétique, sait que l'Union Soviétique a réussi à remporter une victoire d'une importance historique dans la seconde guerre mondiale non seulement parce que là-bas la cause du socialisme a triomphé, parce qu'elle disposait d'une Armée Rouge excellente, mais en premier lieu parce que c'est un tel parti léniniste-staliniste qui conduit les peuples de l'Union Soviétique, qui depuis près d'un demi siècle s'est trempé dans des luttes continuelles, et qui a mené la classe ouvrière russe, les peuples de l'Union Soviétique de victoires en victoires.

Sans un tel parti léniniste-staliniste la cause du socialisme n'aurait pu triompher en URSS. Sans un tel parti léniniste-staliniste la classe ouvrière de l'Union Soviétique n'aurait pu conserver le pouvoir voilà déjà plus de trois décades, et sans un tel parti, le peuple soviétique n'aurait pu terminer victorieusement la seconde guerre mondiale. C'est à ce parti que l'humanité doit d'avoir été libérée de la barbarie fasciste. Et nous aussi, ouvriers, paysans, intellectuels hongrois, nous sommes redevables à ce parti, aux luttes pleines d'abnégation de ce puissant et glorieux parti, à son sage dirigeant Staline de ce que notre peuple ait pu se libérer des chaînes de l'oppression capitaliste, de ce que nous progressions par l'intermédiaire de la démocratie populaire vers le socialisme.

Notre parti ressemblera de plus en plus au parti de Lénine et de Staline.

Il se peut que certains ne comprennent pas le rapport qui existe entre ce que je viens de dire et la discussion sur les statuts du Parti des Travailleurs Hongrois.

Cependant la liaison est évidente. Car de quoi s'agit-il? De cela, camarades, de ce que notre parti ne sera vraiment un parti marxiste-léniniste, donc un parti révolutionnaire que s'il répond non seulement sur le plan idéologique mais également dans sa structure d'organisation et son ordre interne aux enseignements de Lénine et de Staline.

Nous devons faire de notre parti, le parti des Travailleurs Hongrois, un parti qui ressemblera au parti de Lénine et de Staline. Au début il ne sera pas tout à fait ressemblant mais avec le temps il le deviendra entièrement. Bref, profitant des enseignements de Lénine et de Staline, profitant des expériences du Parti Communiste (bolchévik) russe nous aurons à donner à notre parti une organisation telle, que notre déclaration de programme adoptée ne reste pas sur le papier mais qu'elle passe dans la vie à l'encontre de toutes les difficultés et de tous les obstacles suscités par l'ennemi intérieur et extérieur.

Les partis ouvriers pseudo-marxistes ne mènent pas les travailleurs au pouvoir.

N'oublions pas, Camarades, que dans l'histoire du mouvement ouvrier une lutte acharnée a fait rage des dizaines d'années durant pour savoir comment devait être le parti de la classe ouvrière. Les pseudo-marxistes qui ont ôté au marxisme son contenu révolutionnaire, qui ont réduit la tâche de la classe ouvrière à réformer l'ordre social capitaliste et ont proclamé la politique de collaboration avec la classe capitaliste, ont organisé des partis ouvriers tendant uniquement à réaliser des réformes par voie parlementaire, par des moyens pacifiques. C'est dans la période de développement paisible du capitalisme qu'ont été créés les partis ouvriers guidés par la IIe Internationale. Ce développement pacifique et la théorie opportuniste des falsificateurs du marxisme ont marqué de leur sceau les partis ouvriers d'alors. Cependant le développement paisible du capitalisme a pris fin au début du XXe siècle. Le capitalisme se transformant en impérialisme, les antagonismes entre capitalistes et ouvriers s'accrochèrent. La lutte des classes entra dans une nouvelle phase. Ce fut la période des conflits ouverts entre classes, la période de l'action révolutionnaire du prolétariat au cours de laquelle il lui fallut préparer ses forces pour le renversement même du capitalisme, pour la conquête du pouvoir. Dans cette période il apparut que les partis ouvriers fondés par les pseudo-marxistes étaient incapables de résoudre les tâches révolutionnaires posées par

l'ère nouvelle. Les partis ouvriers institués par les réformistes dans la période du développement pacifique du capitalisme n'étaient pas des partis de combat menant les ouvriers à la conquête de pouvoir. Ils constituaient un appareil électoral, approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire. C'est ainsi que le camarade Staline a apprécié les partis ouvriers créés et dirigés par les dirigeants réformistes de la IIe Internationale.

Pour vaincre il faut un parti Leniniste-Staliniste.

Au début du XXe siècle Lénine reconnut que si la classe ouvrière voulait vaincre elle avait besoin d'un parti révolutionnaire d'un type nouveau. La classe ouvrière a besoin d'un parti qui la prépare à la lutte, qui en soit l'avant-garde et la force organisée et qui en conséquence la rend apte à faire triompher la grande cause de l'émancipation de la classe ouvrière.

C'est grâce aux enseignements et à la lutte de Lénine et de Staline que s'est formé et forgé dans la Russie tzariste le parti révolutionnaire de type nouveau de la classe ouvrière. Ce parti a renversé en 1917 le capitalisme, a fait triompher la cause de l'émancipation de la classe ouvrière et a ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'humanité. Par contre, dans tous les autres pays, bien que la situation eût changé, les anciens partis de la classe ouvrière restèrent des partis se proposant d'obtenir des réformes en continuant à collaborer avec la classe capitaliste. Lors de la première guerre mondiale une situation favorable se présentait devant le prolétariat non seulement en Russie mais encore dans maints autres pays européens. Cette situation offrait la possibilité de renverser le capitalisme, de libérer la classe ouvrière. Mais les partis ouvriers pourris par l'opportunisme n'ont pas su exploiter cette possibilité au profit de la classe ouvrière. Les partis de la IIe Internationale n'étaient pas préparés aux luttes révolutionnaires, encore moins à la conquête du pouvoir. Ni leur idéologie, ni leur structure d'organisation ne les rendaient aptes à vaincre le capitalisme se débattant au milieu d'une crise politique et économique profondes. Tout au contraire, les partis de la IIe Internationale menaient une politique de restauration du capitalisme empêtré dans une grave crise politique et économique. Ils se préoccupaient de la guérison du capitalisme mortellement blessé. Le résultat de cette politique de trahison fut qu'en dehors de l'Union Soviétique la classe

ouvrière des pays européens subit défaites sur défaites; les révolutions, les mouvements de la classe ouvrière échouèrent en peu de temps.

Il apparait clairement de tout ce que je viens de dire que les partis ouvriers fondés par les pseudo-marxistes ont fait faillite et se sont montrés inaptes à faire triompher la grande cause de l'émancipation de la classe ouvrière. Il est manifeste que des partis ouvriers de type nouveau devaient se former en dehors de la Russie dans d'autres pays également. De tels partis se sont constitués après la faillite politique honteuse de la IIe Internationale et après la victoire historique du parti de Lénine et de Staline. A la suite de ces événements de grande importance se sont formés dans le monde entier des partis révolutionnaires de type nouveau de la classe ouvrière, les partis communistes. Aujourd'hui que nous voyons ces événements avec le recul de l'histoire, nous pouvons déclarer que si dans le mouvement ouvrier européen on avait réussi à liquider l'opportunisme comme dans le mouvement ouvrier russe, l'humanité n'aurait pas été entraînée dans la seconde guerre mondiale, dépassant en horreurs la première et dans toute l'Europe depuis longtemps déjà rayonnerait la lumière de la liberté et de la paix, le soleil du socialisme.

La riche expérience que nous offre l'histoire du mouvement ouvrier, ses succès et ses insuccès nous enseignent que si l'on a réussi à prolonger la vie du capitalisme agonisant, c'est que les falsificateurs, les socialistes de droite ont durant des dizaines d'années joué un rôle dominant et le jouent en partie encore aujourd'hui dans le mouvement ouvrier. Les événements qui ont suivi la seconde guerre mondiale montrent que là où le règne des socialistes de droite a pris fin dans le mouvement ouvrier, là les enseignements de Marx-Engels-Lénine-Staline ont triomphé dans la classe ouvrière, là la classe ouvrière s'est unifiée sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste et en résultat de cette unification elle liquide le capitalisme et crée les conditions indispensables à la réalisation du socialisme.

Le Parti des Travailleurs Hongrois est en premier lieu le parti de la classe ouvrière.

Notre parti, le Parti des Travailleurs Hongrois représente un chaînon prometteur de ce grand processus historique. Il est donc compréhensible Camarades, qu'à notre congrès d'unification nous consacrons une grande attention à la question de savoir comment devra être le parti issu de la fusion.

Chers Camarades, le parti de la classe ouvrière est une forteresse puissante dans la lutte pour le progrès. Dans cette forteresse se forment, se forgent ces combattants, cette armée dont la tâche est d'élever toujours plus haut le glorieux drapeau du grand idéal du progrès humain, de la théorie de Marx—Engels—Lénine—Staline. Nous devons donc prendre garde que seuls des hommes sûrs et résolus pénètrent dans cette forteresse. Celui qui en franchit le seuil doit être digne de ceux qui durant des dizaines d'années ont servi fidèlement la cause de la classe ouvrière, de ceux qui ont marché sur la voie rude des luttes difficiles de la classe ouvrière, sacrifiant si cela était nécessaire leur liberté, leur sang et même leur vie. Celui qui en franchit le seuil doit être digne de ceux qui à l'intérieur de la forteresse s'éduquent, luttent et oeuvrent pour la transformation politique et économique de notre pays, pour la Renaissance de la Hongrie. De cette forteresse sortent les combattants, les troupes qui se trouvent en tête tant dans le domaine politique qu'économique, puis frayent de nouveaux chemins pour notre peuple, ceux qui organisent, éduquent notre classe ouvrière, notre peuple laborieux pour qu'il puisse atteindre le plus rapidement possible l'ère de la liberté et de l'abondance. C'est la composition des combattants, des troupes groupées au sein de la forteresse, c'est leur qualité, leur savoir, leur combattivité, leur fidélité à la classe ouvrière et à notre peuple laborieux qui décidera si notre parti sera à la hauteur de la situation, s'il sera capable de conduire d'une main sûre notre pays au milieu d'écueils de toute sorte du développement historique au hayre du socialisme. Les statuts d'organisation présentés devant le congrès prennent en considération ces points de vue léninistes-stalinistes. Dans ce projet de statuts sont condensés la lutte et les enseignements de Lénine et de Staline sur le parti révolutionnaire.

Nos statuts d'organisation indiquent que le parti des travailleurs hongrois est en premier lieu le parti, l'avant garde de la classe ouvrière, la seule classe conséquemment socialiste. Cette définition a une importance de principe décisive. A ce sujet je voudrais attirer l'attention des camarades sur deux questions importantes.

Tout d'abord pourquoi notre parti est-il en premier lieu le parti de la classe ouvrière. Je dois souligner qu'il en est encore dans notre parti qui ne comprennent pas pourquoi nous insistons sur le fait que nous sommes en premier lieu le parti de la classe ouvrière. Ne serait-il pas plus juste — disent ces camarades — d'affirmer que le Parti des Travailleurs

Hongrois est le parti de la classe ouvrière, de la classe paysanne et des intellectuels progressistes.

Ce point de vue n'est pas juste. Il est contraire à la théorie marxiste-léniniste. L'erreur de ce point de vue réside dans le fait qu'il réduit au même dénominateur la classe ouvrière, la paysannerie et les intellectuels. Dans notre déclaration de programme comme dans notre projet de statut d'organisation ce n'est pas par hasard que nous avons écrit que le parti des travailleurs hongrois est en premier lieu — et je le souligne — le parti de la classe ouvrière, la seule classe conséquemment socialiste. Il en est ainsi camarades.

De par sa situation sociale, politique et économique la classe ouvrière est désignée par le développement historique comme la force révolutionnaire dont la mission est de faire avancer la cause du progrès, de créer la possibilité de l'édification d'une vie sociale d'un type nouveau et d'une forme supérieure. Cette force n'a pas seulement pour rôle, mais est aussi capable de faire triompher la cause du socialisme. Il est donc évident qu'un parti marxiste—léniniste doit s'appuyer en premier lieu sur cette classe révolutionnaire et qu'elle en doit avant tout absorber les meilleurs éléments.

Notre parti groupe également en son sein les meilleurs éléments de la paysannerie et des intellectuels.

Nous voulons par là souligner le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte pour la consolidation de notre démocratie populaire, pour la réalisation du socialisme.

Cependant la classe ouvrière ne peut assumer avec succès son rôle dirigeant que si à sa tête se trouve un parti uni, discipliné agissant et luttant dans l'esprit du marxisme-léninisme. Ce point de vue de principe a soutenu l'épreuve du feu des luttes sociales. Ce serait une erreur de supposer que ce point de vue est contraire aux intérêts de la paysannerie laborieuse, des intellectuels progressistes. C'est tout le contraire qui est vrai. Les expériences faites en Hongrie après la libération démontrent avec éclat que le meilleur défenseur des intérêts de la paysannerie laborieuse a été le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, le Parti Communiste et à l'avenir le Parti des Travailleurs Hongrois sera le meilleur défenseur de la paysannerie laborieuse.

Lorsque nous proclamons que le Parti des Travailleurs Hongrois est en premier lieu le parti de la classe ouvrière nous devons aussi

indiquer que nous commettrions une grosse faute si le parti n'était pas également le point de ralliement des meilleurs éléments de la paysannerie laborieuse et des intellectuels progressistes. Nous donnons à la paysannerie laborieuse et aux intellectuels progressistes la place et le rôle qui leur reviennent. Et comme aux côtés de la classe ouvrière prennent place les meilleurs éléments de la paysannerie laborieuse et des intellectuels, comme notre parti défend les intérêts de toutes les masses travailleuses; notre parti est également le parti des travailleurs.

Le parti: détachement d'avant-garde.

L'autre question que je voudrais traiter en rapport avec ce qui précède, est la question de l'avant-garde. Oui, le parti est un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. „Il faut que le parti-dit le camarade Staline-soit avant tout le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. Il faut que le parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat”.

Mais pour être vraiment un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière il ne suffit pas que le parti soit le point de ralliement d'une partie de la classe ouvrière, des meilleurs éléments de la classe ouvrière. Pour être vraiment un détachement d'avant-garde il faut que le parti soit armé de la théorie révolutionnaire, que la seule théorie juste de la classe ouvrière, les enseignements de Marx-Engels-Lénine-Staline guident le parti. Vous pouvez voir camarades que cette thèse staliniste d'une importance décisive figure à une place de choix aussi bien dans notre déclaration de programme que dans notre projet de statuts d'organisation. Elle constitue la base de toute l'activité de notre parti. Il faut que le parti se trouve en tête de la classe ouvrière, des masses laborieuses. Il faut qu'il voie plus loin que la classe ouvrière. Seul un parti possédant de telles caractéristiques peut remplir le rôle de détachement d'avant-garde, seul un tel parti est capable d'être le guide politique de la classe ouvrière.

Notre parti, forme suprême de l'organisation du peuple travailleur.

Mais la dernière phrase du premier paragraphe de notre projet de statuts a également une grande importance de principe. Cette phrase est la suivante: „Le

Parti des Travailleurs Hongrois est la forme suprême de l'organisation de la classe ouvrière et des masses travailleuses.”

Qu'est-ce que cela signifie camarades?

La classe ouvrière, les masses laborieuses, possèdent toute une série d'organisations de masse. Elles possèdent des syndicats, des organisations de femmes et de jeunesse, des associations culturelles, etc. Toutes ces organisations sont les différentes organisations de la classe ouvrière et des masses laborieuses, toutes servent les intérêts des masses laborieuses. Il faut coordonner l'activité de ces organisations, il faut leur donner une unité de direction, car ce n'est qu'ainsi qu'elles peuvent vraiment défendre la cause de la classe ouvrière, des masses laborieuses. A ce sujet la question se pose: parmi toutes ces organisations de la classe ouvrière quelle est celle qui doit donner une direction et orientation centrale à ces différentes organisations. Il n'y a qu'une réponse! C'est le parti d'avant-garde de la classe ouvrière! C'est à dire chez nous exclusivement le Parti des Travailleurs Hongrois. Ce n'est que ce parti qui est appelé à guider et à orienter toutes les organisations de la classe ouvrière, des masses travailleuses!

Au début après la libération et en partie encore aujourd'hui on constate des à-coups dans ce domaine. En particulier ce sont nos camarades travaillant dans les syndicats qui n'ont pas encore compris le rôle dirigeant du parti et quelquefois lorsque le parti leur a demandé des comptes ou a contrôlé leur travail dans les syndicats, certains en étaient mécontents et se sont élevés contre „l'ingérence” du parti. Cette attitude camarades, est une survivance de l'éducation syndicaliste et social-démocrate. Dans le mouvement ouvrier social-démocrate la démarcation entre le parti et les syndicats s'est effacée. Il est arrivé maintes fois que des dirigeants syndicalistes ont pris le dessus et n'ont pas accepté les directives du parti. Au contraire c'étaient eux qui dirigeaient le parti. Dans un parti marxiste-léniniste une telle situation est intolérable.

Le parti est l'état-major du prolétariat et il faut que ce soit le parti qui dirige et guide toutes les organisations de masse sans exception. Il faut que celles-ci travaillent sous le contrôle du parti. C'est la condition préalable à la réalisation de l'unité de direction politique de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

Dans le mouvement ouvrier social-démocrate on n'a pas considéré le parti comme la forme suprême d'organisation du prolétariat, du peuple travailleur. Les fractions parlementaires et les fractions des conseillers municipaux des villes se sont rendues indépen-

dantes de la direction centrale du parti et ont pris même entre leurs mains la direction du parti. Il est arrivé plus d'une fois que la fraction parlementaire ou le groupe des conseillers municipaux socialistes n'ont pas exécuté les instructions du comité central du parti. Chez nous par exemple, le groupe socialiste des conseillers municipaux de Budapest formait à l'intérieur du parti-social-démocrate une république à part n'étant pas disposé à suivre la politique du parti, en particulier lorsque la direction du parti passa définitivement entre les mains des socialistes de gauche. Je suis persuadé que tout le monde est d'accord avec moi pour dire qu'une telle anarchie et qu'un tel chaos sont choses tout à fait inadmissibles dans le Parti des Travailleurs Hongrois. Dans le Parti des Travailleurs Hongrois tout le monde, quelle que soit la haute fonction gouvernementale qu'il occupe — doit se soumettre à la politique du parti, à la discipline du parti, à ses résolutions même s'il arrive qu'il ne soit pas d'accord avec une de ces résolutions.

C'est par mandat du Parti, que chacun, chaque membre du Parti est placé dans l'une ou l'autre haute situation de l'appareil gouvernemental. Tant qu'un camarade travaille avec un esprit de dévouement, d'enthousiasme et de discipline dans l'intérêt du parti, c'est à dire dans l'intérêt du prolétariat et des masses laborieuses il jouit de la confiance et de l'appui du parti. Mais à l'instant où quelqu'un se retourne contre la politique du parti, enfreint la discipline du parti et ne se montre pas disposé à exécuter la politique du parti, à cet instant il perd la confiance du parti et doit quitter sa place.

Notre parti sera le guide, l'organisateur l'éducateur des masses groupées dans le front de l'indépendance.

On ne peut conduire avec justesse la lutte du prolétariat, des masses travailleuses, que si cette lutte est orientée par une direction centrale et que si les organisations de masse ne font pas qu'approuver ses décisions mais également les exécutent. Chez nous nous ne pouvons pas admettre un état de choses qui permettrait à une organisation de masse ou au groupe parlementaire, aux conseillers municipaux du parti de se substituer au parti, de le reléguer au second plan. J'insiste d'autant plus sur ce point que, du fait que la reorganisation du front de l'indépendance en une puissante organisation de masse devant grouper des millions et des millions de hongrois est à l'ordre du jour, il y a des camarades qui perdent un peu la tête et ne savent pas quelle sera alors la situation du

parti. Certains pensent qu'à la suite de la constitution du nouveau front de l'indépendance notre parti devra s'effacer et aura à évacuer et abandonner maints secteurs au profit du Front. Bref, ces camarades veulent pousser au premier plan le Front au détriment du parti. Ces points de vue sont erronés et au fond signifient la révision des enseignements de Lénine et de Staline sur le parti du prolétariat.

Le Front qui doit être la plus puissante organisation de masse démocratique du peuple hongrois ne peut pas se substituer au parti en tant qu'avant-garde révolutionnaire. Le Front en tant qu'organisation de masse accomplira seulement sa tâche si le Parti des Travailleurs Hongrois arrive à y jouer un rôle dirigeant en menant une politique juste, en défendant les intérêts des masses laborieuses et s'il devient, en alliance avec les autres partis démocratiques le guide, l'organisateur infatigable et l'éducateur de ces millions de hongrois qui se grouperont dans le Front.

Celui qui voudrait dissimuler le parti et faire valoir d'une manière occulte le rôle dirigeant du parti ne ferait au fond que dresser un mur entre le parti et les masses et par là violerait la thèse la plus décisive de l'enseignement de Lénine et de Staline sur le parti du prolétariat. Cette thèse est la suivante: „La liaison avec les masses, le raffermissement de cette liaison, l'aptitude à faire attention à la voix des masses, c'est en cela que réside la force, l'invincibilité de la direction bolchévique. Le parti révolutionnaire qui conserve sa liaison avec les larges couches du peuple, qui entraîne derrière lui des millions de travailleurs ce parti est invincible. Mais si un parti révolutionnaire s'isole des masses, perd ses liaisons avec les masses, si le parti du prolétariat se renferme en lui-même il dresse un mur entre lui et les masses. Un tel parti dépérit et est voué en fin de compte à l'anéantissement.“

Cet enseignement léniniste-staliniste nous devons le graver dans notre mémoire pour être certain que notre parti saura en toutes circonstances remplir sa mission historique.

Qui peut être membre de notre parti.

Notre parti est un parti combattant et c'est pourquoi chacun de ses membres doit être un soldat conscient et dévoué dans la lutte puissante menée pour le raffermissement de notre démocratie populaire, pour l'édification du socialisme. Aussi nos statuts stipulent-ils que: „peut-être membre du parti celui qui fait siens les objectifs du parti, accepte sa déclaration de programme et sa ligne politique, milite

dans une de ses organisations de base, se soumet à la discipline du parti et paie régulièrement ses cotisations". Cette thèse constitue d'un des éléments des plus décisifs de notre parti foncièrement combattant.

Il ne nous suffit pas que les membres de notre parti approuvent notre programme, payent leurs cotisations, et luttent pour la réalisation des objectifs inscrits au programme du parti. Malheureusement par le passé on a pu constater que dans le Parti Communiste Hongrois et encore plus dans le parti social-démocrate la majorité des membres n'était pas des militants actifs du parti. A l'avenir nous n'admettrons plus cet état de chose, et des changements radicaux devront être apportés dans ce domaine.

A cet effet le projet de statuts esquisse clairement les obligations des membres et là figure en premier lieu que chaque membre doit lutter de toutes ses forces pour la cause du parti, des masses laborieuses et de la patrie, pour l'épanouissement de la République Hongroise. Camarades, nous devons faire entrer dans la vie ce paragraphe de la constitution de notre parti si nous voulons que notre parti conserve son rôle dirigeant et si nous voulons que ce que proclame et promet notre parti devienne des faits. Il ne suffit pas que nos membres soient des soldats combattants de notre grand mouvement, il faut encore qu'ils soient de bons soldats, des soldats conscients.

Faisons nôtre la théorie marxiste-leniniste

Cependant que faut-il faire pour atteindre ce but? Pour cela Camarades, il faut que les adhérents du parti élèvent sans cesse leur propre niveau politique et culturel et s'efforcent de s'approprier les enseignements du marxisme-léninisme.

Le membre du parti qui n'apprend pas, qui n'enrichit pas son savoir marxiste-léniniste, qui ne développe pas sa culture générale peut être comparé à un soldat à qui on aurait remis une arme, mais qui n'aurait pas encore appris comment il faut s'en servir sur le champ de bataille. Un tel soldat n'a aucune valeur dans l'armée, au contraire il représente une charge. Pour qu'un membre du parti remplisse ses devoirs, il doit connaître les lois du développement social, il doit savoir s'orienter dans le domaine de la politique intérieure et extérieure. Pour que le membre du parti puisse remplir ses obligations, il lui faut disposer d'un savoir marxiste-léniniste car sans cela il sera dans l'incapacité d'éclairer la masse

des sans-parti sur le sens des différents événements politiques, économiques et internationaux, il ne sera pas capable d'accroître l'influence du parti dans les masses. L'adhérent qui ne dispose pas d'une connaissance suffisante du marxisme-léninisme se trouvera dérouter, devant les tournants imprévus du développement de la situation politique et au moment où le parti aura le plus besoin de lui commencera à hésiter et peut-être se laissera influencer par l'idéologie de l'ennemi. C'est pourquoi pour le parti il ne représente aucune valeur, mais seulement une charge. Le parti ne saura affronter victorieusement les orages et les épreuves, ne saura surmonter avec succès les difficultés qui se dressent sur sa route que si ses dirigeants aussi bien que ses adhérents sont armés idéologiquement.

Camarades, beaucoup disent qu'ils n'ont pas le temps d'étudier. C'est là un prétexte tout à fait inadmissible pour un membre de notre parti. De même que l'organisme a besoin de nourriture, de même nos adhérents ont besoin d'étudier, de développer leur savoir idéologique. S'il est vrai et personne ne le conteste, que sans aliments l'organisme vivant dépérit, il est vrai que le cerveau de l'homme s'ankylose si on ne le fait pas fonctionner, et camarades, avouons le qu'avec un cerveau ankylosé on ne peut pas bâtir une nouvelle société. En toutes circonstances nous devons trouver le temps nécessaire pour lire et étudier. Les dirigeants et les adhérents de notre parti doivent être les personnes les plus instruites, les plus cultivées du pays. Le savoir dit-on à juste titre est une force et le devoir de nous tous est de conquérir la puissance, la force que donne le savoir afin que nous puissions encore mieux travailler pour notre classe ouvrière, pour notre peuple laborieux et que nous soyons vraiment le détachement d'avant-garde de notre peuple.

Notre projet de statuts oblige chacun de nos membres à veiller avec vigilance sur la pureté idéologique et l'unité d'organisation du parti, à défendre le parti contre tous ses ennemis à exécuter dans un esprit de discipline les résolutions de nos organismes.

La création de l'unité idéologique et organique est notre tâche première

Il s'agit là d'une obligation bien sérieuse, Camarades. L'histoire du mouvement ouvrier, la théorie de Lénine et de Staline sur le parti révolutionnaire du prolétariat, nous apprennent que le parti ne peut remplir son rôle d'avant-garde que si l'unité idéologique et

organique se trouve assurée. Ceci signifie que dans notre parti il ne peut exister des fractions et des ailes. Bref, dans notre parti il ne peut y avoir ni une gauche, ni une droite, ni un centre.

L'idéologie marxiste-léniniste doit guider notre parti et cimenter son unité. Celui qui dévie de la voie du marxisme-léninisme, celui qui veut suivre une voie à part et ainsi forme au sein du parti des groupes, des fractions, est un ennemi du parti et comme tel doit être immédiatement chassé du parti.

Il y en a encore aujourd'hui qui affirment que ce point de vue marxiste-léniniste fait en somme du parti une caserne. Permettez-moi de noter en passant qu'une caserne n'est pas une si mauvaise institution si elle est entre les mains des ouvriers, du peuple laborieux. Ne craignons pas les casernes, la démocratie populaire hongroise en a besoin. Naturellement nous rejetons loin de nous l'idée de faire du parti une caserne. Mais en même temps nous ne permettrons pas que les opportunistes, les conciliateurs, les défaitistes et les lâches trouvent asile dans ce parti qui doit faire triompher contre ses ennemis extérieurs et intérieurs la cause du prolétariat et du peuple laborieux. Le camarade Staline nous enseigne que: „On ne peut tolérer l'opportunisme dans le parti, tout comme on ne peut tolérer dans un organisme sain un ulcère. Le parti est le détachement d'avant-garde du prolétariat, il est un bastion avancé, l'état-major de combat du prolétariat. On ne peut tolérer que dans l'état-major du prolétariat il y ait des esprits pusillanimes, des opportunistes, des défaitistes, des traitres.“

Dans notre cas, Camarades, la création de l'unité idéologique et organique du parti est une tâche d'actualité de première importance.

Baucoup croient à tort que la réalisation de l'unification dans les organisations, que la tenue du congrès et l'adoption de la déclaration de programme et les statuts d'organisation ont déjà créé l'unité idéologique et organique du parti. Certes, se sont là des facteurs d'une importance considérable qui constituent les bases solides de l'unité idéologique et organique de notre parti.

Mais ce serait une faute de croire que par là nous avons déjà réalisé la fusion complète des socialistes et des communistes à l'intérieur du parti. La majeure partie de cette tâche est encore à réaliser. Nous savons que du jour au lendemain ce problème ne peut être résolu. Mais nous savons qu'après le congrès ce sera l'une des tâches les plus importantes que nous aurons à résoudre au plus tôt. Le parti,

Camarades, est une puissance, une avant-garde tant que son unité idéologique et organique reste indestructible.

Un parti révolutionnaire dont l'unité organique et idéologique a été rompue et qui est déchirée par des luttes intestines se trouve à la merci de l'ennemi; ce parti n'est plus une arme entre les mains de la classe ouvrière. Moi je crois que nous ne voulons pas faire du Parti des Travailleurs Hongrois un parti de ce genre, mais un parti qui défendra et assurera à tout prix, de toutes ses forces contre les ennemis intérieurs et extérieurs son unité. C'est pourquoi, Camarades, veillons sur l'unité idéologique et organique de notre parti comme sur la prunelle de nos yeux.

Que nos militants soient les meilleurs et les plus disciplinés des travailleurs

Camarades, lorsque nous avons défini dans notre projet de statuts les obligations des adhérents, nous n'avons pas seulement pensé aux obligations que les adhérents ont envers le parti, mais aussi à celles qu'ils ont envers le pays et la nation. Seuls peuvent être de bons militants de notre parti ceux qui se trouvent à la pointe de la lutte pour l'édification du pays, qui veillent sur l'ordre démocratique. C'est pourquoi dans le projet de statuts figure parmi les obligations de nos militants qu'ils doivent être à la tête du combat pour l'augmentation de la production, qu'ils doivent donner l'exemple dans la discipline du travail, pour le développement de leur formation professionnelle et qu'ils doivent veiller sur les lois et l'ordre de l'Etat démocratique et populaire.

Camarades, maintenant que la démocratie populaire a remporté une victoire décisive sur la réaction, et qu'en conséquence le capitalisme perd de plus en plus de terrain dans l'industrie et dans les finances, que le pouvoir passe non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique entre les mains du peuple, la tâche et le devoir de nos militants est d'être présentement et encore plus à l'avenir les travailleurs de choc du relèvement de notre patrie et de l'augmentation de la production. Les membres de notre parti doivent être les meilleurs et les plus disciplinés des ouvriers, des paysans, des ingénieurs, des médecins, des pédagogues. Nos adhérents doivent servir d'exemple aux autres non seulement par leur savoir et leur culture plus élevés mais aussi par leur application et leur discipline dans le travail.

Centralisme démocratique, critique et autocritique.

Camarades, j'ai déjà parlé de l'importance de l'unité de notre parti. Pour assurer l'unité, il est indispensable que les membres exécutent avec discipline les résolutions des organismes du parti et en premier lieu celles du Comité Central. A ce propos je voudrais traiter la question du principe du centralisme démocratique sur lequel repose notre parti. Que signifie, Camarades, le principe du centralisme démocratique? Cela signifie que les assemblées générales, les conférences et les congrès nationaux élisent démocratiquement les organismes dirigeants aux différents échelons. Ces organismes élus doivent rendre compte périodiquement de leur activité pour que les membres aient la possibilité d'exercer un contrôle, de connaître l'activité de la direction, pour que les membres puissent exercer une critique sur l'activité des organismes dirigeants et corriger leurs fautes. Mais ces organismes de direction et en premier lieu le Comité Central sont élus. Le parti crée les organismes de direction, notre congrès élit le Comité Central pour que les membres appliquent en bloc, sans hésitation ses résolutions et ses instructions. Naturellement une des principales conditions préalables à cela est que le Comité Central explique en détail et à fond à ses adhérents la justesse et la nécessité de ses résolutions. Notre parti est le détachement organisé de la classe ouvrière, l'armée de la classe ouvrière et chaque membre du parti est obligé d'exécuter sans hésitations les résolutions et les instructions de son état-major.

Le centralisme démocratique n'exclut pas, mais au contraire pré suppose la discussion libre et démocratique de la politique, des tâches du parti. Chaque membre est en droit de prendre part à l'élaboration de la politique du parti, de dire ouvertement à l'intérieur du parti ce qu'il approuve ou ce qu'il ne trouve pas juste dans l'activité du parti. Dans notre parti nous donnons force de loi à la critique et à l'autocritique. La critique et l'autocritique sont une arme entre les mains du parti. Elle doit préserver le parti, les dirigeants, les membres de l'accomplissement de fautes grossières. Elle doit permettre au parti de pouvoir corriger rapidement les fautes commises éventuellement et enfin fournir au parti la possibilité de ne pas dévier d'un pouce de la voie du marxisme-leninisme.

Seul un parti qui sait employer la critique et l'autocritique est un parti qui est capable de se développer et de vaincre. Et ce n'est qu'ainsi qu'il peut-être sûr de ne pas com-

mettre de grosses fautes dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière. Nos ennemis nous reprochent souvent de diriger le parti par des moyens dictatoriaux. Ces critiques confondent la discipline, et l'ordre avec la dictature. Nous voulons conduire notre parti uni à l'avenir également dans un véritable esprit démocratique, en employant des moyens vraiment démocratiques. Dans nul autre parti il n'y a une possibilité de critique et d'autocritique aussi grande que dans notre parti. Chez nous un dirigeant ne peut rester à sa place-s'il se retourne contre la classe ouvrière, contre le peuple. Chez nous un dirigeant reste dirigeant tant qu'il sert fidèlement la cause du prolétariat, de notre peuple, de notre pays. Dès qu'il se retourne contre eux et n'est pas disposé à revenir sur ses fautes il cesse d'être un dirigeant. Nous donnons à nos membres le droit de relever de leur fonction si cela est nécessaire et inévitable, les dirigeants qui se sont révélés être des incapables ou qui se sont coupés des masses ouvrières et populaires ou qui se sont retournés contre elles.

Camarades, il n'est pas vrai que nous soyons ennemis de la discussion, au contraire dans notre parti il faut discuter, débattre à fond toutes les questions. Mais une fois la discussion épuisée, la résolution d'un organisme du parti adoptée, on doit clore la discussion et exécuter la décision. Même ceux qui éventuellement au cours de la discussion avaient soutenu des opinions différentes. Notre parti, le Parti des Travailleurs Hongrois ne peut être un lieu de discussions interminables. Notre parti a besoin de discussion sérieuse et approfondie pour trouver en toutes occasions la solution juste et pour que le parti puisse remplir son rôle d'avant-garde. Camarades, notre parti, le Parti des Travailleurs Hongrois doit être un parti d'action.

N'effaçons pas la démarcation entre le parti et les masses.

Camarades, le projet des statuts d'organisation présenté devant le congrès montre une différence sérieuse ou plus précisément une innovation sérieuse, même par rapport aux statuts d'organisation du parti communiste hongrois en vigueur jusqu'ici. Cette innovation décisive consiste en ce que le Parti des Travailleurs Hongrois réglementera à l'avenir les conditions d'admission au parti. Il s'agit là d'un projet qui a une grande importance au point de vue principe et qui doit attirer l'attention du congrès. La Commission Politique commune des deux partis ouvriers a

apporté après mûres réflexions une décision à ce sujet. A notre avis la situation est déjà assez mûre pour que ce projet soit déposé. Ceci signifie que notre parti a des racines profondes et solides dans la classe ouvrière hongroise, dans les masses laborieuses paysannes dans la couche des intellectuels progressant avec ces deux classes. La politique que nous avons poursuivie en ce qui concerne l'accroissement des effectifs des deux partis, il est nécessaire de la rejeter à présent. Jusqu'ici dans les deux partis ouvriers, mais particulièrement dans le parti social-démocrate on a admis tout le monde sans faire un choix, bien plus on a lancé une puissante campagne de recrutement. Rappelons-nous la grande campagne de recrutement des partis social-démocrates, dont le but était de porter les effectifs du parti au million. Aujourd'hui, des dirigeants socialistes de gauche voient clairement que cette grande campagne de recrutement était une faute, car elle a eu pour conséquence entre autres de modifier profondément la composition sociale du parti social-démocrate. Dans le parti social-démocrate se sont infiltrés, en premier lieu un grand nombre de bourgeois et des éléments exploités des campagnes. De telles fautes on en a rencontrées aussi dans le parti communiste. Un tel renforcement organique du parti constitue une faute, car il ouvre les portes du parti à des arrivistes, à des ambitieux et même à nos ennemis. Et avouons franchement que l'ennemi a su profiter ici et là des possibilités offertes par la campagne de recrutement. Il a pénétré dans le parti qui avait ouvert ses portes.

Tant que notre démocratie populaire n'avait pas remporté une victoire décisive sur la réaction, tant que la rivalité entre les partis n'avait pas pris fin, ce système était juste en partie, ou plutôt il faudrait dire que c'était un mal nécessaire.

Mais maintenant qu'à notre congrès s'est constitué le Parti des Travailleurs Hongrois à la suite de la fusion des deux partis ouvriers, maintenant que notre classe ouvrière ne possède pas deux partis mais un parti unique, maintenant que nos rapports avec le parti des petits propriétaires et le parti national paysan se sont franchement améliorés et qu'en résultat la réorganisation du Front de l'Indépendance Nationale en une puissante organisation de masse a été inscrite à l'ordre du jour, nous commettrions une faute si nous continuions à accroître numériquement les effectifs du parti, si nous admettions, sans tenir compte de la qualité, tout le monde dans le parti. Si nous pratiquions cette politique, il résulterait

en dernière instance que la démarcation entre le parti et des masses s'effacerait, notre parti se noierait dans les masses, sa composition sociale subirait des changements, l'ennemi pénétrerait davantage dans nos rangs, et qu'en fin de compte il cesserait d'être l'avant-garde de la classe ouvrière.

Naturellement nous devons entretenir et renforcer nos liaisons avec les masses non en admettant n'importe qui dans le parti, qu'il soit digne ou non d'être membre, mais en défendant avec justesse les intérêts de notre peuple et en gagnant par une politique juste et par nos actes l'appui et la confiance de la majorité des masses travailleuses hongroises.

Le camarade Rákosi a montré à juste titre dans son article paru dans le „Szabad Nép” le 18 avril de cette année, sous le titre „Le Parti c'est l'avant-garde” le danger sérieux que comportait le gonflement excessif du parti. Le camarade Rákosi a écrit: „Le camarade Staline a signalé quel danger pouvait présenter la transformation du parti communiste en une formation „imprécise”, amorphe, désorganisée, perdue dans un océan de „sympathisants” effaçant toute démarcation entre le parti et la classe, renversant la tâche du parti qui est d'élever les masses inorganisées au niveau du détachement d'avant-garde.”

Nous devons constater en toute franchise que nombreux sont encore les camarades qui n'ont pas compris le sens profond et l'importance du fait que le parti est un détachement d'avant-garde. J'ai déjà parlé de la campagne de recrutement. Mais ceux qui ont recruté dans le parti des membres par violence, par intimidation, c'est à dire en exerçant une pression sur les travailleurs, ont particulièrement violé les travailleurs, ont particulièrement violé les enseignements de Lénine et de Staline sur le parti révolutionnaire du prolétariat.

Que signifie Camarades un recrutement par la force. Cela signifie Camarades que l'on a fait entrer dans le détachement d'avant garde, c'est à dire parmi les meilleurs, des gens qui désagrègent l'organisation de lutte, qui propagent à l'intérieur de la citadelle l'esprit de pusillanimité, d'hésitation, de capitulation et d'affolement devant les difficultés. Le recrutement basé sur la violence diminue, bien plus, mine la combattivité, l'élan révolutionnaire de l'avant-garde. Un tel recrutement augmente quantitativement les effectifs du parti mais abaisse au point de vue qualité la valeur du parti révolutionnaire du prolétariat. Camarades, le moment est arrivé de bannir à tout jamais de notre parti cette méthode anti-léniniste. Cette course à l'accroissement numérique de nos membres a eu pour résultat que

dans un assez grand nombre d'organisations du parti communiste on a abandonné la voie juste qui prescrivait l'admission individuelle dans le parti. On nous a rapporté plus d'un cas d'admission collective dans le Parti Communiste Hongrois. C'est ainsi que dans ce tohu-bohu se sont infiltrés également dans les rangs du parti des personnes qui n'avaient rien à faire chez nous, qui n'étaient même pas des sympathisants. Nous devons également abandonner cette méthode anti-léniniste si nous voulons que le parti puisse remplir son rôle d'avant-garde.

Pour qu'à l'avenir nous préservions notre parti de ce danger; pour faire valoir le point de vue léniniste-staliniste sur l'organisation du parti du prolétariat, nous proposons au congrès de modifier radicalement les conditions d'admission dans le Parti des Travailleurs Hongrois.

Quels doivent être ces changements?

Premièrement si quelqu'un demande à être admis dans le parti il ne le sera pas comme membre, mais seulement comme candidat. Notre projet de statuts d'organisation dit à ce propos: „Le candidat est obligé de remplir une feuille d'admission et d'y joindre la recommandation écrite de deux militants qui sont au moins depuis un an membre du parti (parti communiste, parti socialiste, Parti des Travailleurs Hongrois) et qui connaissent le candidat au moins depuis 6 mois d'après le travail effectué en commun. Les signataires de la recommandation sont responsables devant le parti, de la personne qu'ils ont recommandée.“

C'est là la première modification fondamentale que nous demandons au congrès d'adopter en rapport avec l'admission des membres. La seconde modification découle de la première: „On ne peut admettre, en général, de nouveaux membres dans le parti que parmi les candidats, qui au moins depuis 6 mois auront prouvé par leur activité qu'ils sont dignes de devenir des membres du parti“.

„Le candidat doit demander par écrit son admission dans le parti auprès de la direction (secrétariat) de son organisation de base. Il doit joindre à sa demande la recommandation écrite de 2 membres qui sont au moins depuis 2 ans membres du parti (parti communiste, parti social-démocrate, Parti des Travailleurs Hongrois) et qui connaissent le candidat au moins depuis 6 mois d'après le travail effectué en commun. Les signataires de la recommandation sont responsables devant le parti du candidat qu'ils ont recommandé“.

Nous présentons ce projet devant le congrès et nous en demandons l'adoption.

Le développement continu de notre peuple éduqué des éléments dignes d'être membres de notre parti.

Quel est le sens, camarades, des modifications proposées? Jusqu'ici, les portes du parti étaient grandes ouvertes et tout le monde pouvait entrer dans le parti, même des éléments indésirables. Maintenant ce sera nous qui ouvrirons les portes du parti devant ceux que nous considérerons dignes d'être admis, ceux dont nous sommes convaincus qu'ils seront des soldats courageux et fidèles de la classe ouvrière et du peuple laborieux.

A l'avenir ceux qui voudront devenir candidats ou membres du parti des travailleurs hongrois devront prouver qu'ils méritent par leur travail, leur savoir, leur esprit de sacrifice, leur dévouement à la cause de notre peuple et par leur éducation l'honneur d'être candidats ou plus tard membres de notre parti.

Oui, à l'avenir seuls les ouvriers, les paysans, les intellectuels pourront être admis dans notre parti qui sont dignes de l'être. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions assurer que ce sont vraiment les meilleurs, les plus combattifs, les plus valeureux de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des intellectuels progressistes qui entreront dans notre parti. Il faut remplacer l'accroissement numérique, quantitatif de nos effectifs par l'élévation du niveau qualitatif de notre parti.

Dans notre projet de statuts d'organisation il est encore écrit que l'adhérent qui remplit négligemment ses obligations envers notre parti, qui ne va pas aux réunions du parti, aux conférences qui ne s'éduque pas et ne milite pas activement peut perdre sa qualité de membre et redevenir candidat. Je crois camarades que cette disposition de notre projet de statuts est juste. Pourquoi accorderions nous les droits revenant aux membres de notre parti à ceux qui ne sont pas à la hauteur des exigences demandées à nos membres, par suite de leur passivité et de leur indifférence. Il ne serait pas juste de considérer ces derniers comme des membres. C'est pourquoi ils vont rejoindre les rangs des candidats. S'ils veulent devenir de nouveau des membres, ils auront la possibilité de regagner par leur travail, l'estime et le respect qui revient aux membres du Parti des Travailleurs Hongrois.

Je pense, Camarades, qu'en rapport avec les modifications proposées je dois attirer

vosre attention sur les dangers qu'elles peuvent éventuellement comporter.

Quels peuvent être ces dangers?

Il peut y avoir des camarades qui pensent que dorénavant il n'y a plus de tâches à effectuer en rapport avec l'accroissement numérique du parti. Nous pouvons nous asseoir bras croisés devant la porte du parti et attendre ceux qui se présenteront pour se faire admettre dans le parti. Alors nous leur demanderons as-tu deux camarades qui te recommandent, te connaissent-ils depuis 6 mois, et sont-ils déjà depuis 1 an membres du parti? Je crois que je n'ai pas besoin d'insister pour démontrer la fausseté de cette interprétation de la modification proposée. Les membres de notre parti doivent précisément, en résultat des modifications ci-dessus mentionnées, intensifier leur travail dans les masses et resserrer leurs liens avec la classe ouvrière, avec notre peuple.

Nos adhérents doivent remarquer les ouvriers, les paysans, les intellectuels qui se distinguent par leur application, leur intelligence, leur combattivité, leur sympathie envers notre parti. Ils doivent s'occuper d'eux, les éduquer. Il faut leur expliquer la politique de notre parti, la structure, l'organisation de notre parti. Il faut leur confier des tâches de moindre importance bref, il faut les former pour qu'on puisse les proposer la conscience tranquille comme candidats dans le parti. Notre classe ouvrière, notre peuple passe par un développement politique continu et ce développement crée les valeurs, les hommes qui se montrent dignes d'être admis dans notre parti. La tâche de nos adhérents est de trouver les meilleurs éléments de la classe ouvrière de notre peuple et de les préparer, en les éduquant, à rejoindre les rangs de notre grand parti.

Notre Parti est l'avant-garde de la classe ouvrière et en même temps le Parti du Peuple

Il y en a qui déforment le sens des modifications proposées et croient que nous voulons faire de notre parti un parti cadre. Ce point de vue est naturellement erroné, car il signifierait que nous voudrions faire de chacun de nos adhérents un fonctionnaire du parti. Ces camarades confondent l'état major de l'armée avec l'armée elle-même. Certes, nous exigeons de nos membres qu'ils militent activement, mais nous ne pouvons exiger de chacun de nos membres qu'il appartienne à l'état major du parti. Ceux qui considèrent le parti comme un parti cadre ne sont pas

disposés au fond à admettre dans le parti les ouvriers, les paysans et les intellectuels qui ont déjà atteint dans leur développement un degré permettant leur admission. Cette conception est une conception gauchiste qui en dernière instance isolerait le parti des masses travailleuses et obstruerait la source où le parti puise constamment ses forces.

Notre parti doit rester malgré les modifications proposées un parti de masse, un parti qui soit le point de ralliement des meilleurs représentants du prolétariat et des masses travailleuses et qui soit relié aux masses par mille attaches. Seul un tel parti peut affirmer qu'il est l'avant-garde de la classe ouvrière et en même temps le parti du peuple.

Certains camarades peuvent demander à juste titre comment nous assurerons au parti des travailleurs hongrois son caractère d'avant-garde, étant donné que dans le parti se trouvent non seulement les représentants les plus conscients et les plus combattifs de la classe ouvrière mais aussi la majorité de la classe ouvrière. Cette question est d'autant plus légitime que la composition du parti détermine également son caractère d'avant-garde. Cette situation comporte-t-elle des dangers qui pourraient faire perdre au parti son caractère d'avant-garde?

Formons des dizaines de milliers de militants responsables.

Il est indéniable que ces dangers existent. Quelle est donc notre tâche? Comment voulons-nous nous débarrasser de ces dangers, ou tout au moins les réduire au minimum? En prenant en considération la composition actuelle de notre parti nous arriverons à vaincre ces dangers seulement en consacrant à l'avenir une plus grande attention à l'éducation marxiste-léniniste de nos adhérents, en faisant de cette tâche une des tâches centrales de notre parti.

Nous devons employer toutes nos forces pour relever le niveau idéologique de notre parti. Mais ce travail en lui-même ne suffit pas. Il faut encore former en masse au sein du parti des dirigeants possédant une bonne éducation marxiste-léniniste. Il nous faut former des milliers de militants responsables.

La tâche du militant responsable est de lutter pour la pureté idéologique et l'unité organique du parti, de grouper, d'orienter, d'élever constamment le niveau idéologique des effectifs du parti.

L'ensemble des militants responsables doit former cette force motrice qui fait progresser tout le parti.

L'ensemble des militants responsables doit être dans le parti la force qui fait valoir dans la pratique l'orientation politique fixée par le Comité Central et assure l'exécution rapide, précise et ferme des tâches à accomplir.

L'ensemble des militants responsables doit former l'ossature marxiste-léniniste sur laquelle s'édifie le parti.

C'est de cette façon que nous voulons vaincre les dangers qui menacent de faire perdre au parti son caractère d'avant-garde.

Il ne fait pas de doute que par l'élevation continue du niveau idéologique, que grâce aux dizaines de milliers de militants responsables disciplinés formés dans un esprit marxiste-léniniste, et grâce — ne l'oublions pas — à la politique juste de notre Comité Central nous arrivions à assurer que le Parti des Travailleurs Hongrois soit vraiment un détachement d'avant garde de la classe ouvrière hongroise, et que marchant en tête des travailleurs il fasse triompher, remportant victoires sur victoires, la cause de la démocratie populaire et du socialisme.

En avant vers le socialisme avec un parti Marxiste-Léniniste fort et uni

Camarades je n'ai point traité toutes les questions se rapportant à nos statuts d'organisation. D'ailleurs telle n'était pas ma tâche. J'ai tout juste développé les principaux problèmes de la théorie marxiste-léniniste sur le parti révolutionnaire du prolétariat. Et je crois que ce que j'ai fait était juste. Celui qui étudiera à fond notre projet de statuts pourra se convaincre que conformément aux conditions existant en Hongrie le Parti des Travail-

leurs Hongrois sera un parti marxiste-léniniste, un parti exempt de tout esprit d'hésitation, un parti qui ne sera pas pris de panique lorsqu'il rencontre de sérieuses difficultés, un parti qui aura la force et le courage de surmonter les difficultés et les obstacles se dressant devant le progrès, un parti qui sera à la hauteur de la situation non seulement par temps clair mais aussi au milieu des tempêtes, qui conduira d'un main sûre notre classe ouvrière et notre peuple vers le socialisme.

Le Parti des Travailleurs Hongrois doit devenir le trésor, la valeur la plus estimée et la plus précieuse aux yeux de notre peuple. La cause de la paix, du relèvement, de la liberté et de l'indépendance de la Hongrie est liée au sort de ce parti. Nous devons tous travailler, lutter, servir, guider, éduquer la classe ouvrière hongroise, notre peuple laborieux, nous devons tous servir et défendre la cause de notre nation pour que le peuple hongrois libéré enferme dans son cœur et considère comme sien le Parti des Travailleurs Hongrois.

Nous devons rendre notre parti tel et alors rien ne pourra nous prendre à l'improviste, nous ne connaissons pas de difficultés que nous ne saurions surmonter et nous ne trouverons pas d'ennemis que nous ne pourrions vaincre.

Organisons, développons notre parti dans l'esprit des enseignements de Lénine et de Staline car alors nous ferons de notre Patrie, sous la direction du Parti des Travailleurs Hongrois et de Mátyás Rákosi, un pays socialiste florissant, libre et de grande culture.



SOMMAIRE

Notre lutte contre les traîtres à la classe ouvrière pour l'unité ouvrière par
ARPAD SZAKASITS **1**

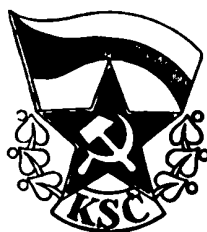
Pour un parti marxiste-leniniste fort et uni par
MIHALY FARKAS **15**

Felelős kiadó: Rényi Péter.

Szakra Irodalmi és Lapkiadóvállalat, Nyomdai Rt., Budapest, V., Honvéd-utca 10. — Felelős vezető: Nedeczky László.

PARTI COMMUNISTE TCHECOSLOVAQUE**COMITE CENTRAL, SECTION ETRANGERE****PRAHA I, NA PŘÍKOPĚ 33 — TELEPHONE 229-51****Bulletin**
d'information

No. 19 Décembre 1948

**PUBLIE DEUX FOIS PAR MOIS EN FRANÇAIS, ANGLAIS ET RUSSE**

1

SESSION DU COMITE CENTRAL DU P.C. DE TCHECOSLOVAQUIE

DISCOURS DE RUDOLF SLANSKY

17 Novembre

A la suite de l'exposé politique présenté par le camarade Clement Gottwald /voir le No 18 du bulletin d'information/, le secrétaire général du P. C. de Tchécoslovaquie, le camarade R. Slansky a présenté le rapport suivant:

Nous avons entendu un beau et sage discours, un discours vraiment historique du camarade Gottwald. Pour nous et pour tout l'ensemble du Parti, le camarade Gottwald a éclairci toutes les questions fondamentales de notre marche ultérieure. Il a formulé brillamment et avec précision les tâches auxquelles le Parti doit accorder l'essentiel de son effort. Les 9 points dans lesquels le camarade Gottwald formule ces tâches et qui vont s'appeler dans notre Parti les 9 points de Gottwald, constituent le sens général, la ligne générale de la politique du Parti pour les mois à venir.

Camarades, c'est pour nous un grand bonheur d'avoir à notre tête le camarade Gottwald qui sait toujours, lorsque nous abordons une nouvelle étape de notre développement, montrer, comme un pilote éprouvé et clairvoyant, la route que le Parti doit prendre pour en arriver au but final. Le camarade Gottwald nous a donné le sens général et c'est à nous de marcher dans ce sens. Le camarade Gottwald nous a fait comprendre que notre première tâche est de consolider notre économie, de réaliser le Plan de cinq ans, d'assurer le ravitaillement - ce qui est la peste pour la réaction - que de tout cela dépend notre marche en avant. Je veux en première ligne m'occuper de ces questions.

**La tâche principale du Parti : Assurer la réalisation du
Plan de cinq ans.**

La tâche principale du Parti en ce moment est d'assurer la réalisation du Plan de cinq ans. Le Parti doit prendre conscience de l'importance politique de cette tâche.

C'est de la réalisation du Plan de cinq ans que dépend en premier lieu la réalisation du passage de notre pays au socialisme.

Dans le secteur de l'édification, dans les lieux de travail nous livrons aujourd'hui la bataille principale avec les forces de la réaction intérieure et étrangère. Mieux nous réaliserons les tâches de production du Plan de cinq ans et plus rapidement disparaîtront les restes des classes capitalistes, plus s'accroîtra la force économique et militaire de notre pays, moins nous dépendrons économiquement de l'Occident capitaliste et plus nous renforcerons le camp de la paix et le front socialiste international.

Le Parti tout entier doit consacrer maintenant son attention principale, son énergie et son élan combattif aux tâches d'édification.

Jusqu'en Février les organes du Parti consacraient leur attention principale au combat politique avec la réaction et ne pouvaient accorder aux tâches de l'édification toute l'attention nécessaire. Depuis Mai 1945 nous avons beaucoup appris même dans le travail d'édification. Aujourd'hui nous devons aller plus loin. Aujourd'hui nous portons la responsabilité totale de tout ce qui se fait, aujourd'hui nous ne pouvons nous excuser, en invoquant des difficultés objectives, en invoquant la réaction, aujourd'hui nous devons démontrer que nous savons augmenter le rendement du travail, dépasser les anciennes normes de production, accroître rapidement cette même production.

Il est maintenant nécessaire que le Parti s'assimile la

technique de l'organisation propre à assurer la réalisation des plans de production.

Nous devons améliorer et achever le travail d'organisation du Parti, mais non le travail d'organisation au sens étroit du mot, mais au sens en en parlait le camarade Staline lors du XVIIe congrès du Parti communiste bolchévique de l'URSS:

"Lorsque la ligne politique juste est donnée, le succès de l'oeuvre dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour la réalisation de la ligne du Parti, du juste choix des gens, du contrôle de la réalisation des décisions des organes dirigeants. Dès que la ligne politique juste est donnée le travail d'organisation décide de tout, du destin même de la ligne politique, de sa réalisation ou de son échec."

Notre tâche est donc que le Parti apprenne à organiser le travail de direction dans tous les secteurs de notre économie.

Le nouveau style du travail du Parti dans le secteur économique

Organiser le travail de direction dans l'économie n'est pas chose facile. Il ne suffit pas de donner des directives générales pour que la production s'accroisse, pour que les plans de production soient réalisés, pour que l'émulation socialiste se développe, ni de signaler toutes les insuffisances générales, ni de traduire en chiffres le nombre de tâches générales à réaliser. Nous devons apprendre les nouvelles manières et le nouveau style du travail du Parti dans le secteur économique, la manière bolchévique et le style bolchévique qui réside dans le fait que l'on pénètre dans les détails concrets des problèmes économiques, que nous les étudions, que nous apprenons à les comprendre. Il ne s'agit pas seulement de discuter des problèmes économiques dans de nombreuses commissions, de ne les étudier qu'en secrétariat, mais d'en

R

4

discuter avec les gens de la base, avec les techniciens comme avec les simples ouvriers, de prendre leurs avis, de tenir compte de leur expérience et de bénéficier de leur enseignement.

Lorsque nous prenons une décision, il ne s'agit pas de se satisfaire de formules générales, mais d'aller dans les détails de montrer ce qui est la tâche essentielle et comment la réaliser, ce sont les principales insuffisances et comment les éliminer.

Il faut s'occuper même des petits détails importants. Notre décision doit contenir également des mesures de réalisation il doit y être dit qui et dans quel délai doit réaliser les tâches particulières et de quelle manière il doit les réaliser.

Pour cette manière et ce style du travail économique, prenons exemple du camarade Gottwald qui exige toujours que nous résolvions concrètement et dans le détail tous les problèmes économiques. Le camarade Gottwald prend lui-même connaissance dans tous les détails de tous les problèmes économiques et intervient constamment dans l'organisation des affaires économiques. Le camarade Gottwald n'a pas seulement donné des directives pour la mise au point du Plan de cinq ans, n'est pas seulement intervenu dans les détails de cette mise au point mais il a encore donné des directives pour toutes les mesures économiques importantes. C'est ainsi que récemment par exemple, l'idée de l'organisation de centres d'élevage est venue de lui, de même que l'idée de l'introduction du marché libre de certains produits agricoles.

Le camarade Gottwald ne se satisfait pas de directives générales. Avant que nous ayons discuté la question de l'organisation de centres d'élevage /d'engraissement/, le camarade Gottwald s'est procuré les ouvrages techniques traitant la question de l'élevage du bétail, celle de la nourriture, a étudié tous ces problèmes et c'est en connaissance de cause qu'il a pu ensuite corriger les diverses conceptions et propositions des techniciens de la production animale. Le camarade Gottwald lors de la discussion

des problèmes économiques au bureau du Parti, précisément parce qu'il est toujours parfaitement renseigné sur tous les problèmes, attire l'attention sur tous les détails importants, apporte les propositions les plus précieuses et exige la solution de la question étudiée dans tous ses détails.

Le camarade Gottwald nous donne l'exemple, à tous les membres du Parti, pour que nous assimilions maintenant la connaissance de l'économie nationale et que nous apprions l'expérience pratique de la production. Beaucoup de communistes prononcent aujourd'hui des phrases sur les tâches dirigeantes du Parti mais ne comprennent pas qu'un responsable du Parti, pour qu'il puisse participer à la direction de l'activité économique d'une entreprise pour qu'il puisse donner des conseils, ne doit pas parler à tort et à travers du rôle dirigeant du Parti, mais doit apprendre à comprendre les problèmes économiques, à les connaître dans le travail quotidien.

Pour que le Parti assure la réalisation des grandes tâches de l'édification il est nécessaire que nous réorganisions le travail économique dans le Parti.

Réorganisation du travail de l'économie nationale.

Il est nécessaire en premier lieu que ce travail ne soit pas uniquement de la compétence des techniciens de l'économie nationale, mais que les divers problèmes particuliers de la production soient constamment au programme de tous les organes du Parti, que nos comités de fédération et de section s'en occupent, qu'ils discutent de l'état de la production dans les entreprises importantes dépendant des fédérations et des sections et qu'ils interviennent concrètement pour l'élimination des insuffisances dans les secteurs où la production s'attarde.

En second lieu il est nécessaire que notre section de l'économie nationale soit réorganisée. Cette section a joué un très grand rôle positif jusqu'en Février, mais sa structure qui

6

répondait aux besoins d'avant Février, n'est plus satisfaisante aujourd'hui. Il n'est plus possible que nous ayons une section de l'économie nationale particulière, une autre section pour le travail syndical et encore une section pour le travail des organisations d'entreprise. Nous allons regrouper ces trois sections en une seule qui s'occupera en même temps du travail des organisations d'entreprise que du travail syndical et de la planification et qui résoudra en même temps la question des cadres. Nous éliminerons ensuite tout ce système complexe de commissions, sous-commissions et sections de l'économie nationale où nous ne trouvons pratiquement que des techniciens de l'économie et qui suppléaient en fait les ministères et les institutions économiques elles-mêmes. Nous désignerons des secrétaires responsables des diverses branches de l'industrie qui coordonneront par leur travail celui des camarades de l'industrie et des syndicats et qui ne siègeront pas dans les commissions et les sections, qui n'y traiteront pas pas de questions qui échappent à leur compétence mais qui se déplaceront et qui prendront le contact avec les travailleurs et les expériences de leur travail. Leur travail principal doit tendre à la mobilisation des membres du Parti pour la réalisation des tâches de production. Ils provoqueront des consultations entre les travailleurs, les responsables dirigeants du Parti, des syndicats et de l'industrie, les militants des entreprises et discuteront les questions avec eux. Ils n'organiseront des commissions que le cas échéant, pour la mise au point de questions importantes. Les secrétaires des secteurs particuliers de l'économie doivent être des camarades qui ont une longue pratique du travail du Parti à la base.

Cette réorganisation est nécessaire pour que nous puissions réaliser correctement les tâches principales du Parti dans le domaine économique, c'est à dire mobiliser les masses pour la réalisation des plans de production.

Nous réaliserons le Plan de cinq ans si nous provoquons l'activité la plus grande, l'élan et l'initiative de centaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières, d'ingénieurs et de techniciens, si nous savons utiliser les capacités de tous les travailleurs, si nous savons voir des êtres vivants derrière les chiffres du Plan de cinq ans.

C'est une direction du travail de l'économie nationale

7

presqu'uniquelement limitée aux techniciens de cette économie qui a détourné notre attention de cette tâche principale.

Considérons par exemple l'état dans lequel se trouve notre émulation socialiste et nous saisissons les insuffisances de notre mobilisation des masses.

Ou bien considérons l'insuffisance du travail des comités de production qui est demeurée l'affaire de quelques personnes au lieu de devenir celle de tout le personnel. Les contre-plans ont été mis au point en général au sommet sans que la masse des ouvriers en ait pris connaissance sans qu'ils aient participé a leur établissement.

Le point essentiel ou il est nécessaire d'intervenir c'est l'amélioration du travail des organisations d'entreprise du Parti.

Quelles sont les tâches essentielles des organisations d'entreprise?

Tâches des organisations d'entreprise.

Les tâches des organisations d'entreprise sont:

1 - mobiliser le personnel de toute l'entreprise pour la réalisation des tâches de production, l'abaissement des frais de production, une bonne administration d'après un budget propre à chaque entreprise.

2 - développer l'émulation socialiste et y entraîner tous les ouvriers, soutenir la naissance et le développement du mouvement stakhanovist et faciliter l'acquisition de l'expérience stakhanovist et des nouveaux procédés de travail aux autres ouvriers.

3 - mener le combat pour l'utilisation totale mais consciencieuse des machines, pour l'économie de carburant et de combustibles, de matières premières, réprimer toute gestion défectueuse, intervenir contre la dilapidation de la propriété nationale, éliminer le désordre et toutes les fautes et insuffisances.

8

4 - Lutter pour un renforcement de la discipline, un abaissement du taux des absences, une utilisation totale de la journée de travail.

5 - Aider a l'extension du systeme de rémunération a la piece et des primes de telle sorte que chaque ouvrier soit intéresser matériellement a l'élévation du rendement.

Quell est donc le role des syndicats si nous donnons de telles taches aux organisations d'entreprise?

Ces taches que nous leur donnons sont en meme temps celles des organisations syndicales et les organisations d'entreprise peuvent et doivent les réaliser en premiere ligne par l'intermédiaire des organisations syndicales. Ce serait une faute si les organisations d'entreprise voulaient remplacer les organisations syndicales, s'en passer ou meme les considérer comme inutiles. Le Parti ne peut remplir ces taches sans les organisations syndicales. Les organisations du Parti ne peuvent les réaliser que par l'intermédiaire des organisations syndicales, mais elles doivent le faire non par des directives ou des ordres donnés aux organisations syndicales mais en les persuadant, en collaborant très étroitement avec elles. Le comité de l'organisation d'entreprise du Parti doit se sentir pleinement responsable de l'état de la production dans notre pays, doit discuter de tous les détails de la production et des plans de production, doit constamment rechercher ou résident les causes de toutes les insuffisances et proposer des mesures pour les éliminer.

Le comité de l'organisation doit travailler en collaboration étroite avec le directeur de l'entreprise, l'inviter a ces réunions, attirer son attention sur tous les défauts, lui recommander les mesures propres a les éliminer, lui faciliter la réalisation de ces mesures et assurer la réalisation de toutes les instructions du directeur tendant au renforcement de la

discipline et à l'élévation de la production.

Les responsables de nos organisations ont déjà beaucoup appris en trois ans et demi, ils aident l'administration de l'entreprise à résoudre les tâches de production importantes, ils proposent beaucoup d'améliorations, ils se sentent des administrateurs de l'entreprise. Mais beaucoup d'entre eux font encore cette faute grave d'intervenir personnellement seuls dans les questions de la production, d'attirer seuls l'attention sur les insuffisances, de participer à la mise au point des contre-plans sans entraîner toute l'organisation du Parti, toute l'organisation syndicale, tout le personnel de l'entreprise dans le travail de mise au point des plans, de contrôle de leur exécution, de lutte contre les insuffisances, d'amélioration du processus de production et d'organisation du travail. Ils oublient leurs tâches essentielles et la plus importante qui est que le socialisme ne peut être édifié sans la participation active des plus grandes masses.

Si nos organisations d'entreprise éliminent cette insuffisance, si elles intéressent à la production le personnel tout entier, ouvriers et contre-maitres, techniciens et ingénieurs, elles pourront ensuite augmenter la production, dépasser les normes de production, réaliser des miracles dans la production.

Il est nécessaire pour cela d'accorder une plus grande importance au travail d'agitation dans les entreprises à l'édition des journaux d'entreprise, à la convocation des réunions des diverses cellules de l'organisation, à l'amélioration du travail des responsables de dizaines. Il est nécessaire convoquer des consultations très larges, de s'occuper davantage des organisations syndicales et de les entraîner dans ce travail, de réunir les contre-maitres et de prendre leur avis, de convoquer les femmes, la jeunesse, d'obtenir que tous les membres du Parti participent à ce travail.

10

L'émulation socialiste.

L'émulation socialiste est la principale méthode pour élever l'activité et développer l'initiative des ouvriers dans la production.

Jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à développer un grand mouvement d'émulation. Nous ne l'avons pas réussi d'abord parce que cette émulation est organisée la plupart du temps par le sommet et rarement par la base et qu'elle est menée trop souvent d'une manière dictatoriale.

Si nous examinons dans le détail l'organisation du travail par le secrétariat de l'émulation nationale nous voyons que les entreprises envoient au secrétariat les données sur les résultats obtenus pour une certaine période et que le secrétariat propose, sur la base de ces données, les entreprises à récompenser. Trop souvent le personnel de l'entreprise ne sait même pas que l'entreprise participe à ce concours. Au cours de ce concours on ne fait pas savoir la position de chaque entreprise, sa progression et son recul et quelle entreprise a l'espoir d'arriver aux premières places. Les résultats de l'émulation ne sont appréciés que sur la base des chiffres, ne sont appréciés qu'administrativement sur la base de critères complexes, les mêmes dans tous les domaines. C'est ainsi qu'il arrive qu'une entreprise obtient une récompense qu'elle ne mérite pas ce qui diminue l'autorité du concours. Les expériences acquises ne sont pas rassemblées et récompensées, ne sont pas suffisamment popularisées, les meilleurs travailleurs ne sont pas rassemblés pour discuter entre eux.

Nous voyons également dans les entreprises des insuffisances qui résident la plupart du temps dans le fait que le conseil d'entreprise proclame solennellement le concours d'émulation qu'il entreprend sans une préparation conséquente de la base et sans

II

que l'on fasse grand chose pour y entraîner et y intéresser le personnel. Et très souvent aussi le concours s'achève dans un silence total étant donné les misérables résultats obtenus. On effectue des concours mécaniques ou faux comme par exemple dans les entreprises Skoda ou fut proclamé un concours avec des lots pour la diminution des accidents.

On organise des concours compliqués avec des quantités de conditions comme par exemple, dans les établissements Bata ou l'on attribue des points, non seulement, pour des idées d'amélioration mais aussi pour l'abonnement au journal "Tep" et pour la participation aux manifestations sportives.

Dans les concours il est nécessaire de se concentrer sur l'essentiel qui est aujourd'hui l'élévation du rendement, l'abaissement des frais de production, le renforcement de la conscience professionnelle. Un bon exemple nous vient des entreprises Staline ou les ouvriers du service d'entretien des pompes se sont engagés à dépasser les normes actuelles de 12 à 20%, ou ils y sont arrivés par une meilleure organisation du travail et où les autres services suivent aujourd'hui leur exemple. De nombreuses autres entreprises nous donnent l'exemple d'une bonne et saine émulation et nous avons aujourd'hui le mouvement de la jeunesse de Libčice-Myjava.

Il est plus que jamais nécessaire de populariser tout bon exemple d'émulation, de le populariser à l'intérieur de l'entreprise, d'inciter à le suivre, d'aider ceux qui provoquent de nouvelles manières de travail, qui veulent travailler comme des **stakhanoviste**. Il faut afficher dans les entreprises non seulement les diagrammes généraux de la réalisation du plan mais de faire connaître aussi ceux qui ont dépassé les normes, de faire connaître quel groupe d'ouvriers s'est décidé à organiser un concours et quels



12. 0000

sont les résultats qu'il obtient. Il faut organiser les concours des meilleurs ouvriers de l'entreprise, du meilleur tourneur, du meilleur forgeron etc et d'afficher les photographies des vainqueurs. C'est la première tâche de l'organisation du Parti de développer et d'organiser, en collaboration avec l'organisation syndicale l'émulation socialiste et le mouvement stakhanoviste.

Elevation du rendement du travail.

C'est l'une des principales conditions préalables pour la réalisation du Plan de cinq ans. La réalisation du Plan de cinq ans exige que le rendement du travail dans l'industrie se relève de 32% en 5 ans.

Pour que nous puissions mobiliser les travailleurs pour l'accomplissement de cette tâche, nous devons d'abord leur expliquer ce que nous entendons par une augmentation du rendement. Beaucoup pensent qu'il s'agit d'augmenter la période de travail, de faire des heures supplémentaires, de travailler le dimanche. Mais l'augmentation du rendement signifie toute autre chose, signifie que nous voulons produire davantage avec un effort moindre, que nous voulons produire plus et en même temps moins cher. Nous ne voulons pas obtenir cela par une réduction de salaire mais par une rationalisation de la production, par une meilleure organisation du travail. Si nous mécanisons par exemple le travail dans le bâtiment. Si nous mettons sur un chantier une machine qui effectue le travail de 30 ouvriers, nous allons construire plus vite et à meilleur marché c'est cela l'augmentation du rendement.

Nous atteindrons cette augmentation du rendement lorsque les machines seront pleinement utilisées pendant tout le temps du travail, lorsqu'elles seront en repos le moins souvent possible, lorsqu'elles ne tourneront pas à vide, lorsque pour une production

S RET

SECRET

13

sans cesse variable nous ne serons plus obligés d'arrêter la machine pour en changer les pièces, lorsque pour chaque machine nous introduirons une norme technique, c'est à dire, lorsque nous déterminerons combien on doit produire de pièces sur la machine pour un temps donné. Nous élèverons le rendement lorsque nous utiliserons totalement le temps de travail de chaque ouvrier, lorsque nous organiserons mieux leur travail, lorsque les ouvriers qualifiés ne seront utilisés que pour des travaux qualifiés et lorsque nous leur donnerons pour le travail auxiliaire des forces auxiliaires, lorsque nous déterminerons correctement les normes du travail.

Pour l'augmentation du rendement, les ouvriers doivent nous aider eux-mêmes car ce sont eux qui peuvent le mieux trouver les voies d'une amélioration de l'organisation du travail et du processus technique. Beaucoup de nos ouvriers comprennent déjà qu'il est nécessaire aujourd'hui de travailler d'une manière nouvelle et nous apportent des propositions d'amélioration. Les organisations d'entreprise du Parti doivent faire attention à ces ouvriers, les soutenir, faire connaître leurs expériences et propositions et lutter contre ces ouvriers attardés qui pensent encore à l'ancienne manière et qui essaient de freiner l'instauration de normes techniques supérieures.

Batiment et mécanique lourde.

Nous devons consacrer une attention exceptionnelle à deux secteurs de notre industrie et mettre plus particulièrement au point la manière d'y élever le rendement.

Il s'agit du bâtiment et de la mécanique lourde. Le bâtiment est notre secteur économique le plus négligé, celui qui est le plus en retard dans la réalisation du plan. C'est en même temps à lui

SECRET

CF
14

que nous donnons la tâche d'élever la production de 135%. La condition préalable de cette élévation est l'augmentation du rendement de 53% et l'augmentation du nombre des ouvriers de 50%. Une difficulté supplémentaire c'est que l'entreprise nationale du bâtiment en est seulement au stade de formation de son appareil.

Nous ne pouvons réaliser la tâche du bâtiment dans le plan de cinq ans que si nous faisons admettre que nous ne pouvons plus construire à l'ancienne manière, à la manière artisanale. Le travail artisanal doit être transformé en travail industriel, collectif et mécanisé. La chose principale ce sera la plus grande mécanisation possible du travail de construction, la réalisation de construction type, la production d'éléments standardisés utilisés dans la construction. Ensuite il sera nécessaire d'éliminer le caractère saisonnier des professions du bâtiment. Le nombre moyen de jours de travail des ouvriers de bâtiment dans l'année est faible. Nous devons utiliser dans la construction les quatre saisons de l'année effectuer en hiver tous les travaux et en particulier les travaux de préparation et d'entretien qu'il est possible de faire dans les conditions de l'hiver, à la manière dont cela se fait en Union Soviétique. Il est nécessaire de commencer à bâtir d'après des plans parfaitement mis au point et de déterminer les normes techniques pour chaque travail particulier. Il faut encore assurer le ravitaillement du chantier en matériel afin que l'attente de ce matériel ne fasse pas perdre un temps précieux. Pour cela il faut réorganiser l'attribution des matériaux de construction à partir du producteur. Il est nécessaire de réprimer la fluctuation et l'absentéisme qui représentent, à l'époque de la moisson de 20 jusqu'à 50% quelquefois 50%. Nous devons développer la plus grande émulation so-

15

cialiste pour une meilleure organisation du travail.

Ce sont les taches qui appartiennent aux communistes sur les chantiers. Mais ici nous nous heurtons a une grosse lacune.

Dans le batiment nous n'avons pratiquement pas d'organisations d'entreprise du Parti. Je pense que nous devrions essayer dans le batiment la méthode éprouvée du Parti communiste bolchévique de l'URSS et d'organiser auprès de la direction générale auprès de chaque direction régionale et dans les grandes entreprises des sections politiques /polipodely/ dont la g tache principale serait de s'occuper du travail du Parti c'est a dire de mobiliser tous les communistes pour la réalisation des plans de productions .

Nous devons consacrer la meme attention a la mécanique lourde, le point le plus important du Plan de cinq ans, ou la production doit augmenter encore plus que dans le batiment. La aussi la tache essentielle du Parti sera de trouver des ouvriers, d'augmenter le rendement et d'abaisser les frais de production. Il serait trop long d'étudier cette tache dans le détail. En outre nous devons encore mettre au point dans le détail les taches qui relevent de ce secteur avec l'aide des techniciens et des ouvriers. Les comités fédéraux doivent prendre directement en charge les entreprises de mécanique lourde et d'aider les organisations d'entreprise, les organisations syndicales et les directions d'entreprise a résoudre leurs difficiles problemes de production.

Administration d'après un budget et lutte pour
l'abaissement des frais de production.

A la tache de l'augmentation du rendement se relie également la tache de l'abaissement du prix de production, de l'abaissement de frais de production, l'effort pour la meilleure rentabilité et pour les plus grands bénéfices de l'entreprise. L'attention nécessaire

I6

n' a pas été consacrée chez nous jusqu' a présent et ce, surtout parce que les entreprises n' ont pas été administrées d' après un budget solidement établi, budget qui déterminerait les résultats financiers avec lesquels cette tâche devait être remplie. Il ne suffit pas de savoir combien une entreprise produit par exemple de tracteurs mais aussi avec quels moyens financiers elle les fabrique. Il est nécessaire pour cela que le budget détermine combien l' entreprise peut dépenser pour les matières premières, pour les salaires, pour le combustible, pour l' énergie électrique, pour les huiles de graissage etc. La conduite de l' entreprise d' après le budget permet de contrôler l' usage fait des matières premières de l' énergie électrique, de déterminer si l' on mène une saine politique des salaires, si l' entreprise est administrée économiquement. C' est ce que l' on appelle le contrôle par la couronne. C' est par la couronne que nous contrôlerons si l' argent consacré aux investissements est réellement utilisé dans ce but et non pour un autre, si l' on ne dilapide pas la propriété nationale, si l' on accumule pas inutilement de grands stocks de matières premières et de marchandises dans l' entreprise. L' administration d' après le budget nous permettra de voir si le rendement augmente ou diminue, nous permettra de développer une campagne pour l' abaissement des frais de production, d' économiser et de produire a meilleur compte avec l' aide de tous les ouvriers.

C' est pourquoi le budget ne doit pas demeurer une question réservée a la direction de l' entreprise mais doit être connue de tout le personnel. Le budget doit être réparti pour les différents ateliers et ses chiffres doivent être représentés par des diagrammes compréhensibles afin que les ouvriers puissent suivre

puissent voir combien coute les combustibles, le gaz et l'électricité consommés, les diverses matières premières, afin que les concours tendent à l'économie, à l'abaissement des frais de production. Les ouvriers qui auront ainsi une influence directe sur les résultats du budget, pourront voir ce que représente chacune de leurs propositions d'amélioration, comment se traduit l'utilisation totale des machines et se sentiront davantage les administrateurs de leurs entreprises.

L'abaissement des frais de production doit être une source importante de l'accumulation socialiste. Plus nous abaisseront les frais de production et plus augmenteront les bénéfices de nos usines nationalisées, plus nous aurons d'argent pour financer les grands investissements du Plan de cinq ans et pour élever le bien-être des travailleurs. Une partie fermement déterminée des bénéfices de l'entreprise passera au fond commun, le reste demeurera dans l'entreprise afin qu'elle soit intéressée aux résultats de sa propre administration, de telle sorte que ce qui sera acquis par une bonne administration puisse être utilisé aux bénéfices de l'entreprise comme aux bénéfices des ouvriers.

Nous voulons qu'à partir du 1er Janvier, nos entreprises aient leur propre budget, qu'elle l'introduise même si elles n'ont pas encore de service comptable pour toute l'entreprise, qu'elles le répartissent pour chaque atelier qui pourra travailler comme une unité économique indépendante. La tâche des organisations d'entreprise et syndicales sera d'amener les ouvriers à s'engager à économiser sur les chiffres du budget, des fractions déterminées pour les diverses sortes de frais de production, de développer dans ce sens une grande émulation socialiste.

18

Améliorer le travail de l'appareil économique.

Nous devons mettre a l'ordre du jour la tache d'amélioration du travail des organismes dirigeants de notre industrie et de toutes les institutions économiques.

Nous souffrons d'une centralisation excessive qui se manifeste par le fait que les directions générale et d'entreprise ont un grand pouvoir et que les directions d'entreprise ont un pouvoir réduit. Le directeur d'entreprise doit en référer pour chaque détail a la direction de l'établissement. Les services comptables ont été concentrés dans certaines branches industrielles auprès des directions d'établissement de sorte que le directeur d'entreprise ne peut suivre et contrôler l'administration de l'entreprise et ses résultats.

Un exemple typique d'un tel organisme hypertrophié est la direction des mines d'Ostrava qui comptent 1.144 employés. Le directeur de l'une des mines a déclaré a juste titre que pendant toute la durée du Plan de deux ans il n'a pas eu la possibilité d'intervenir dans l'administration de son entreprise. Il n'a a sa disposition qu'un seul employé et au lieu de s'occuper de la direction technique de l'entreprise il se doit d'occuper du travail administratif, de régler la correspondance, de remplir des questionnaires. En un mois il a eu a s'occuper de 117 circulaires diverses ou questionnaires et transmettre aux organismes supérieurs 40 statistiques.

La direction des mines charbonnières de la Bohême du Nord a 1.071 employés, la direction des établissements Skoda 1.400 employés.

Ces grands corps d'employés conduisent nécessairement au fait qu'on y fait beaucoup de travail de bureau, de travail inu-

tile que le reglement des affaires importantes s'y trouve retardé, que s'y produise des conflits de compétence, qu'on y trouve inutilement trop d'ingénieurs et de techniciens qui manquent a la production. Dans l'Association pour la production chimique et des mines on trouve 60 ingénieurs et techniciens auprès de la direction alors que les 37 entreprises de l'établissement n'utilisent que 187 ingénieurs.

Il en va de meme dans les administrations de l'état. Alors que tout le batiment nationalisé ne compte que 3.500 ingénieurs et techniciens, dans le ministere de la technique et dans les bureaux de pays ou d'arrondissements il y a au total 1.646 ingénieurs et techniciens, c'est a dire la moitié des techniciens dans la production.

On constate également de grandes lacunes dans le travail dans les directions générales. Cellès-ci s'occupent d'une quantité de détails qui pourraient être réglés aux échelons inférieurs, pendant que les problèmes essentiels leur échappent. Elles négligent le reglement vivant direct et personnel de la marche des entreprises. Elles dirigent la plupart du temps les entreprises par correspondance et circulaires et elles ne contrôlent pas sérieusement la réalisation du plan. Aux fonctions importantes des directions générales on trouve souvent des gens qui ont été éliminés des entreprises pour leur incapacité.

Pour éliminer ces insuffisances il est nécessaire :

1 - de revoir le statut des entreprises nationales et de donner plus de pouvoir et d'indépendance aux directeurs d'entreprise.

2 - d'éliminer tous les intermédiaires inutiles entre les organes supérieurs et les directions d'entreprise.

3 - de diviser la direction générale de l'industrie métal-

20

3 - de diviser la direction générale de l'industrie métallurgique qui comporte 885 entreprises et emploient 275.000 ouvriers, en 2 ou 3 directions et améliorer particulièrement la politique de cadres dans cette direction.

4 - réduire l'appareil fossilisé des directions générales et d'entreprises, congédier les fonctionnaires sur lesquels on ne peut compter et les bureaucrates inadaptables, de même que les employés inutiles.

5 - de renvoyer les ingénieurs et les techniciens des bureaux de ministère, de directions générales et d'entreprises dans les entreprises elles-mêmes-

6 - de renoncer aux méthodes bureaucratiques de direction des entreprises à l'aide de circulaires et instaurer une direction et un contrôle vivant et concret. Les travailleurs responsables des directions générales et d'entreprises doivent aller eux-mêmes et plus souvent dans les entreprises, y séjourner plus longtemps, prendre le contact avec les travailleurs afin non seulement d'instruire les gens des entreprises mais de beaucoup apprendre d'eux, comme nous le recommande le camarade Staline.

Le problème des cadres.

La question des cadres se présente tout autrement qu'en Février. Jusqu'en Février nous avons combattu pour les positions, pour qu'en particulier des réactionnaires avérés n'occupent pas les fonctions importantes et les positions clefs, pour que nous y mettions un communiste ou un homme dévoué au régime démocratique et populaire.

Cela ne suffit plus aujourd'hui. Il ne suffit plus qu'une place de chef de service, de directeur d'entreprise, de président de comité national d'arrondissement soit occupée par n'importe quel membre du Parti, par n'importe quel sympathisant.

21

Même parmi les communistes il y a beaucoup de techniciens politiquement inéduqués, de conservateurs, de personnes peu liées avec le Parti et la classe ouvrière.

Aujourd'hui lorsque nous, communistes, nous avons la pleine responsabilité de tout ce qui se passe dans l'état, de toute l'administration nationale et publique, de la marche de la production, aujourd'hui qu'il est nécessaire de démontrer que nous savons dépasser les normes de la production capitaliste, il est nécessaire de choisir et de mettre en place les cadres d'après un critérium plus sévère.

En outre, aujourd'hui que la lutte de classe s'accroît il apparaît beaucoup plus clairement, quels sont les gens qui sont capables de réaliser les tâches actuelles, de même qu'il apparaît l'inefficacité politique de cadres peu éduqués et la nécessité de l'élimination rapide de tous ceux qui pensent d'une manière réactionnaire.

La première tâche dans ce secteur est de créer nos propres cadres dirigeants pour l'appareil de l'état et de l'économie pour l'armée et la police, venus de la classe ouvrière et dévoués au Parti.

Naturellement, c'est une tâche que nous ne réaliserons pas en un jour mais nous devons travailler constamment dans ce sens.

Nous allons déterminer maintenant le choix des étudiants pour les écoles supérieures, les universités et les instituts techniques. Nous épurerons impitoyablement, ces écoles de tous les étudiants réactionnaires et nous ferons en sorte que la majorité des étudiants se recrutent parmi les familles ouvrières et les familles de la classe laborieuse. La classe ouvrière est la classe la plus nombreuse la classe dirigeante et la composition du milieu des étudiants doit répondre à ce fait, de même que la philosophie de la

classe ouvrière, le marxisme-léninisme doit devenir une partie importante des programmes d'enseignement dans toutes les écoles et dans toutes les universités.

Néanmoins nous ne pouvons pas attendre de longues années jusqu'à ce que nos écoles aient formé de nouveaux travailleurs venus de la classe ouvrière. Nous devons prendre des mesures transitoires et passagères afin de faire entrer rapidement dans les écoles supérieures les ouvriers doués et politiquement éduqués.

Dans la période la plus proche, nous allons organiser des cours de préparation d'un an, dans lesquels les entreprises enverront directement les meilleurs des jeunes ouvriers, choisis en particulier dans les rangs des meilleurs travailleurs, des stakhanovistes que l'on préparera en un an à subir les épreuves de la maturité pour pouvoir entrer dans les écoles supérieures.

Nous avons déjà commencé cela dans l'armée où nous avons organisé pour la première fois cette année des écoles d'aspirants dans lesquelles de jeunes ouvriers seront préparés à subir au bout d'un an l'examen d'entrée à l'académie militaire ou n'avaient accès jusqu'ici que ceux qui avaient suivi les études secondaires et où le pourcentage le plus faible était celui des fils d'ouvriers. Nos aspirants se recruteront désormais parmi les ouvriers et je suis convaincu que ce seront des officiers, non seulement dévoués au régime démocratique et populaire mais aussi des officiers éduqués et capables.

Nous devons également prendre des mesures pour que les jeunes ouvriers entrent dans les écoles techniques et dans les universités afin que nous puissions les utiliser bientôt comme directeurs d'entreprise, comme hauts fonctionnaires de l'état, comme directeurs responsables dans tous les postes importants.

23

Nous voulons prendre quelques mesures exceptionnelles afin de placer encore plus rapidement des ouvriers doués aux postes responsables de l'industrie.

Nous avons de nombreux ouvriers intelligents et doués, nous avons beaucoup de membres des conseils d'entreprise et beaucoup de fonctionnaires syndicaux qui depuis trois ans et demi aident la direction des entreprises à résoudre les questions d'organisation ou les questions techniques importantes et qui sauraient souvent administrer une entreprise beaucoup mieux que n'importe quel directeur conservateur et peu capable. Nous avons un certain nombre d'exemples d'ouvriers qui sont devenus directeurs d'entreprises et qui ont brillamment réussi. Nous avons par exemple le camarade Holubec de Brno qui dirige les établissements Gottwald, nous avons le camarade Hrabet, adjoint au directeur général de l'industrie des alcools et de la bière, le camarade Maryska le directeur d'entreprise des tissages de Jaromer etc.

Il est regrettable que les données statistiques que nous avons reçues de notre section de l'économie nationale nous montre que nous avons fait monter très peu d'ouvriers aux postes dirigeants qu'ils ne constituent jusqu'à présent que des exceptions. Actuellement, dans certaines branches de l'industrie, nous préparons des cours de six mois pour les ouvriers doués, pour les organisateurs et techniciens solides et qualifiés, politiquement éduqués, que nous voulons ensuite placés à divers postes dirigeants dans les établissements, les entreprises et les directions générales.

Au début nous allons être obligés de beaucoup aider ces travailleurs venus des rangs des ouvriers, les faire aider par de bons techniciens, leur permettre de s'instruire davantage. Nous sommes sûres que la majorité d'entre eux donnera satis-

faction.

Il est évidemment possible que certain d'entre eux nous déçoivent, qu'ils échouent. Mais est-ce que cela n'arrive pas à des directeurs venus des rangs des techniciens? Nous ne manquons pas d'exemples de tels directeurs que nous avons dû rappeler parce qu'ils se sont montrés incapables. Nous ne manquons pas d'exemples de directeurs réactionnaires, arrêtés comme saboteurs ou qui ont franchi la frontière.

Faire des ouvriers capables, de bons directeurs est une méthode assurément meilleure que de nommer comme administrateur d'entreprise nationalisée l'ancien propriétaire, comme cela s'est trop pratiqué lors de la nationalisation des entreprises de plus de 50 employés. Les anciens propriétaires sont à 99% de mauvais administrateurs des entreprises nationalisées. Au mieux ils administrent de telle manière qu'ils récoltent les bénéfices à la place de l'entreprise. Mais beaucoup d'entre eux sabotent directement la production et causent encore d'autres dommages.

A Satalice on a nommé l'ancien propriétaire de la scierie, Mr Petrovsky, administrateur national. Mr Petrovsky est resté dans l'entreprise juste le temps nécessaire de sortir de l'entreprise le maximum d'argent, puis il a franchi la frontière.

L'industriel J. Turek, co-propriétaire de la maison Vatella, de Nove Mesto, a été mis, après Février, à la direction des Entreprises cotonnières associées. Il y fut mis bien qu'on est mené une enquête à son sujet pour non déclaration de plus de 70.000 kilo de filés. Mr l'industriel s'est enfui en Belgique et est actuellement en procès avec l'entreprise nationale des Etablis-

sements cotonniers de la Bohême orientale, de Nachod, pour restitution de marchandises qu'il a stocké cette année en Belgique.

Il est clair que nous allons être obligés de faire une autre politique de cadres et qu'à côté des techniciens sûrs et politiquement éduqués nous allons mettre aux postes importants de l'économie des ouvriers éduqués et doués auxquels nous donnerons une formation spéciale.

Même dans l'appareil de l'état nous faisons les premiers pas sur la route du choix de nouveaux cadres. Par exemple le ministère de la justice organise un cours de 9 mois pour les fonctionnaires éduqués et capables qui doivent devenir procureurs.

La seconde tâche importante pour la politique des cadres dans l'appareil de l'état et de l'économie c'est la formation politique de bons et sûrs techniciens et fonctionnaires. Prenons un directeur d'entreprise. C'est un bon organisateur, un bon technicien, mais politiquement il est absolument illétré. Peut-il bien diriger aujourd'hui une entreprise? Il ne le peut pas. Les connaissances techniques, le talent de l'organisation n'y suffisent pas. Si ce directeur doit réaliser et dépasser le plan de production il ne peut le faire avec succès que s'il n'empêche pas l'émulation socialiste, mais qu'il soutient le développement des initiatives du personnel, s'il ne repousse pas les propositions d'améliorations mais qu'il entend la voix des ouvriers, s'il prend conseil de ces ouvriers, s'il sait profiter de leur expérience. C'est pourquoi un bon directeur ne peut être que celui qui est éduqué au point de vue politique, au point de vue marxiste-léniniste.

En attendant nous avons beaucoup de techniciens absolument

inédoués. Ce sont même ceux qui sont membres du Parti. Les camarades des organisations d'entreprise pourraient vous raconter comment plus d'un directeur, au moment du contrôle, lorsqu'on l'interroge sur une question politique toute simple, ne sait pas répondre à cette question alors qu'un simple ouvrier se montre beaucoup plus doué. Dans une de ces organisations un ingénieur auquel on posait des questions politiques, demanda que de telles questions ne lui soient pas posées: "Faites venir un technicien et que celui-là ne pose des questions" dit-il.

Il est nécessaire de citer ici ce que disait le camarade Staline lors du XVIIIe congrès du Parti communiste bolchévique de l'URSS en ce qui concerne la formation marxiste-léniniste des techniciens.

Le camarade Staline disait:

"L'éducation et la formation des nouveaux cadres s'effectuent chez nous habituellement d'après les diverses branches de la science et de la technique, d'après la spécialité. Ceci est indispensable et nécessaire. Il n'est pas nécessaire qu'un spécialiste de la médecine soit en même temps un spécialiste en physique ou en botanique et inversement. Mais il est néanmoins un domaine de la science dont la connaissance est pour les Bolchéviques de tous les domaines de la sciences, absolument nécessaire. C'est la science marxiste-léniniste de la société, des lois de l'évolution de la société, des lois de l'évolution de la révolution prolétarienne, des lois de l'évolution de la construction socialiste, de la victoire du communisme. Car il n'est pas possible de considérer comme un véritable léniniste celui qui s'intitule comme tel mais qui se réfugie dans l'isolement afin de se consacrer exclusivement à son domaine, les mathématiques, la botanique ou la chimie

et qui ne s'intéresse à rien d'autre. Un léniniste ne peut être seulement un spécialiste dans le domaine de la science auquel il s'intéresse, il doit être en même temps un politique, un citoyen actif, qui s'intéresse au destin de son pays, qui connaît les lois de l'évolution sociale, qui sait utiliser ces lois et qui travaille, et qui participe activement à l'organisation politique de son pays. Par là, certes, les spécialistes bolchévistes auront du travail supplémentaire, mais c'est un travail dont les résultats paient au centuple.

Oui, si le technicien pense et agit politiquement il sera payé au centuple de ses peines.

Et ce qui a été dit sur la nécessité de l'éducation politique des fonctionnaires de l'économie, est également valable pour les fonctionnaires de l'état. Nous avons des fonctionnaires d'état très peu éduqués du point de vue politique. Nous avons eu récemment dans Tvorba une réponse des fonctionnaires des postes qui nous rappellent combien nous avons de fonctionnaires d'état non seulement ignares au point de vue politique, mais aussi incultes au point de vue général. A la question : qui est Premysl, ils répondent que Premysl est le premier qui ait traversé la Vltava à la nage et qu'il est monté sur le trône parce que Vlasta lui a envoyé son cheval. Et le Parlement est parait-il la pièce où siègent les ministres.

Ces réponses ne doivent pas nous faire seulement rire; nous devons comprendre en même temps qu'un fonctionnaire inculte au point de vue politique comme au point de vue général, n'est pas capable de remplir les tâches qu'exige de lui le régime démocratique et populaire.

Ce sont les fonctionnaires politiquement inéduqués qui deviennent les pires bureaucrates. De tels gens, même s'ils sont pleins de bonne volonté, ne peuvent servir le régime actuel le gênent et lui nuisent. Il faut comprendre que dans un état démocratique et populaire, l'administration de l'état a une fonction différente de celle qu'elle avait au temps du capitalisme. Sous le capitalisme l'appareil de l'état servait à la protection des riches et à l'oppression des travailleurs. Je ne pense pas qu'il s'occupe seulement à la police et à l'armée, mais aussi à ces branches de l'appareil de l'état qui s'occupaient des affaires économiques.

Prenons un fonctionnaire du fisc. Il était éduqué pendant des années et conduit à exiger sans pitié des petites gens les impôts qu'ils devaient, mais quand il s'agissait d'un gros commerçant, d'un gros industriel, alors il avait peur de le convaincre de fraude fiscale parce que ce monsieur fortuné avait beaucoup de protecteurs politiques, de relations dans la haute administration, parce qu'il était membre de ce parti politique capitaliste auquel appartenait également le ministre des finances.

Aujourd'hui ne peut être un bon fonctionnaire du fisc que celui qui comprend que nous menons aujourd'hui une politique des impôts toute différente, que nous voulons atteindre par les impôts les restes des classes capitalistes, que nous poursuivons sans pitié les fraudeurs de l'impôt qui appartiennent à ces classes et que, vis-à-vis des travailleurs, il est nécessaire de tempérer

29

Nous éduquerons de la même manière les cadres dirigeants de l'industrie et des transports. Les directions générales d'établissements et d'entreprises doivent créer également des sections d'éducation et former leurs cadres depuis le directeur jusqu'au portier. Ces sections d'éducation auront une efficacité encore plus grande parce que nous voulons faire entrer progressivement les écoles techniques dans l'administration de l'industrie. La haute école des mines, par exemple, sera incluse dans la compétence du ministère de l'industrie et de la direction générale des mines, de même que nous voulons placer sous l'administration des directions générales particulières toutes les écoles techniques et d'industrie. Nous voulons organiser directement dans les entreprises les écoles d'apprentis pour la formation d'ouvriers qualifiés.

J'ai déjà dit qu'une partie considérable de nos fonctionnaires de l'état et de l'économie sont des gens sûrs et loyaux.

Mais parmi nos fonctionnaires de l'état, parmi nos techniciens des postes supérieurs il y a encore des réactionnaires et même des saboteurs. Nous devons nous débarrasser de tels gens, les éliminer sans pitié. On trouve encore des conservateurs qui s'habitueront difficilement à travailler autrement qu'ils ne l'ont fait pendant quinze ou vingt ans de service. Nous avons de vieux techniciens qui ont appris à penser et à agir à l'ancienne manière bourgeoise et qu'il sera difficile de transformer.

De tels techniciens, conservateurs par nature et qui ne peuvent comprendre notre politique actuelle ne peuvent être placés aux postes responsables, doivent être mis dans des postes subalternes afin que leur expérience y soit utilisée sous le contrôle de camarades politiquement solides.

Aux postes-clefs, aux places dirigeantes des ministères et des institutions économiques nous devons mettre des fonctionnaires politiquement solides qui nous garantiront que le secteur qui leur est confié sera dirigé selon une ligne juste qu'ils sauront s'éduquer politiquement eux-mêmes, qu'ils seront impitoyables pour tous les saboteurs, qu'ils comprennent les besoins du régime démocratique et populaire.

Répression du bureaucratisme dans l'appareil de l'état et de l'économie.

Les grandes tâches qui incombent à l'appareil de l'état et de l'économie pour la réalisation des plans d'édification, pour la transformation du pays en pays socialiste, ne peuvent être réalisées sans un combat systématique et impitoyable contre le bureaucratisme, sans lutte pour la simplification de cet appareil.

Nous avons trop de bureaucratie dans l'appareil de l'état et de l'économie. Nous avons beaucoup d'ancien bureaucratisme que nous avons hérité du capitalisme mais nous avons aussi un bureaucratisme nouveau, celui de ces communistes qui

29

Nous éduquerons de la même manière les cadres dirigeants de l'industrie et des transports. Les directions générales d'établissements et d'entreprises doivent créer également des sections d'éducation et former leurs cadres depuis le directeur jusqu'au portier. Ces sections d'éducation auront une efficacité encore plus grande parce que nous voulons faire entrer progressivement les écoles techniques dans l'administration de l'industrie. La haute école des mines, par exemple, sera incluse dans la compétence du ministère de l'industrie et de la direction générale des mines, de même que nous voulons placer sous l'administration des directions générales particulières toutes les écoles techniques et d'industrie. Nous voulons organiser directement dans les entreprises les écoles d'apprentis pour la formation d'ouvriers qualifiés.

J'ai déjà dit qu'une partie considérable de nos fonctionnaires de l'état et de l'économie sont des gens sûrs et loyaux.

Mais parmi nos fonctionnaires de l'état, parmi nos techniciens des postes supérieurs il y a encore des réactionnaires et même des saboteurs. Nous devons nous débarrasser de tels gens, les éliminer sans pitié. On trouve encore des conservateurs qui s'habitueront difficilement à travailler autrement qu'ils ne l'ont fait pendant quinze ou vingt ans de service. Nous avons de vieux techniciens qui ont appris à penser et à agir à l'ancienne manière bourgeoise et qu'il sera difficile de transformer.

De tels techniciens, conservateurs par nature et qui ne peuvent comprendre notre politique actuelle ne peuvent être placés aux postes responsables, doivent être mis dans des postes subalternes afin que leur expérience y soit utilisée sous le contrôle de camarades politiquement solides.

Aux postes-clefs, aux places dirigeantes des ministères et des institutions économiques nous devons mettre des fonctionnaires politiquement solides qui nous garantiront que le secteur qui leur est confié sera dirigé selon une ligne juste qu'ils sauront éduquer politiquement eux-mêmes, qu'ils seront impitoyables pour tous les saboteurs, qu'ils comprennent les besoins du régime démocratique et populaire.

Répression du bureaucratisme dans l'appareil de l'état et de l'économie.

Les grandes tâches qui incombent à l'appareil de l'état et de l'économie pour la réalisation des plans d'édification, pour la transformation du pays en pays socialiste, ne peuvent être réalisées sans un combat systématique et impitoyable contre le bureaucratisme, sans lutte pour la simplification de cet appareil.

Nous avons trop de bureaucratie dans l'appareil de l'état et de l'économie. Nous avons beaucoup d'ancien bureaucratisme que nous avons hérité du capitalisme mais nous avons aussi un bureaucratisme nouveau, celui de ces communistes qui

30

sont arrivés à des fonctions importantes, qui se sont laissés influencer par le milieu bureaucratique, qui n'ont pas assez de dureté bolchévique, qui se séparent du Parti et des masses et qui deviennent des bureaucrates.

Le bureaucratisme est un phénomène dangereux parce que, c'est par sa faute que les travailleurs ne voient pas de différence entre le travail de l'ancien et du nouvel appareil de l'état, que le caractère de classe du régime bureaucratique et populaire s'en trouve masqué.

La lutte contre le bureaucratisme est liée au combat pour une réduction et une simplification de l'appareil de l'état et de l'économie. Plus il y a de fonctionnaires inutiles plus il y a de paperasses, de circulaires, d'instructions, d'explications, d'avertissements qui affluent dans les administrations inférieures, les comités nationaux, les entreprises etc.

J'ai sous la main des instructions pour la collecte des déchets de matières premières, approuvées par le ministère du commerce intérieur le 15 Mai, en accord avec le ministère de l'industrie et valables comme directives pour la réalisation de l'arrêté No 438 du 11 Mars 1948 concernant l'organisation de la collecte des déchets de matières premières. Ces instructions représentent 94 pages. Et qu'écrivait-on dans ces 94 pages? En formules stupides et insensées on apprend aux gens le sens de notions qui n'ont besoin d'aucune explication.

Le chapitre intitulé " diverses sortes de collectes " commence ainsi :

" Par le mot collecte nous entendons le recueil des déchets de matières premières à la source, grande ou petite, c'est à dire leur récupération et leur stockage depuis la source jusqu'au ramassage par un collecteur ou un marchand, c'est à dire jusqu'à l'enlèvement. En outre, le mot collecte signifie également le ramassage des déchets de matières premières tel que le réalise le collecteur ou le marchand à l'endroit où ces déchets prennent naissance, c'est à dire à la source, que cela soit fait gratuitement ou pour de l'argent, de même que le chargement du matériel sur une voiture et son enlèvement. Une sorte de collecte tout à fait particulière est le ramassage littéral des déchets de matières premières qui traînent sous la forme d'objets jetés les plus divers.

Un autre chapitre: " Source et récupération des déchets " commence par ces mots :

" L'endroit où le déchet prend naissance, ou bien où on le trouve jeté et non ramassé, s'appelle une source "

Lorsque vous lisez cela vous pensez à Švejk, au colonel Bedrich Kraus que Švejk appelle un solennel imbécile et un sombre crétin, qui souffrait également de cette manière explicative et qui disait à ses officiers : " Savez-vous, messieurs, ce que c'est qu'un trottoir? Un trottoir délimite la chaussée "

31

dans la rue et c'est une bande surélevée et pavée qui entoure les maisons.

Mais ce solennel imbécile appelait au moins trottoir un trottoir alors que nos solennels bureaucrates ont imaginé à la place du vieux mot dépotoir que tout le monde comprenait, ont imaginé le nouveau mot source afin de pouvoir expliquer doctement ce que c'est qu'une source, afin de pouvoir distinguer les sources grandes et petites et afin qu'ils puissent se servir du mot source pour dioter, menacer et infliger des amendes. Ce qu'on ne pouvait faire avec le dépotoir on peut le faire avec la source. On dit encore à la page 9 ;

Si quelque grande ou petite source de déchets, ne stockait pas, ne livrait pas, détruisait ou dépréciait ou vendait au marché noir / nous apprenons ainsi que même les dépotoirs font du marché noir / les comités nationaux d'arrondissement ont le droit et le devoir d'intervenir d'eux-mêmes ou sur l'initiative du comité national local et d'infliger à une telle source / à ce moment on nous indique entre parenthèses : à son propriétaire / une amende jusqu'à vingt mille couronnes d'après le paragraphe 8 de l'arrêté gouvernemental No 89/040. Persuasion et enseignement, sont en effet sans action sur les négligents et les endurcis.

Il est nécessaire d'ajouter à cela que la persuasion et les enseignements n'agissent pas non plus sur les bureaucrates. Et ceux-ci vont continuer à fabriquer de telles "sources" d'absurdités, tant que nous ne les balaierons pas de nos administrations.

Je veux finalement ajouter que j'ai fait peser ces instructions, que le papier utiliser représente 250grs et que les bureaucrates du ministère du commerce intérieur ont au moins bien travaillé pour la collecte de déchets de papier inutilisable.

Mais néanmoins je ferais tort au ministère du commerce intérieur si je ne disais pas qu'il n'est pas le seul à fabriquer de telles sources d'insanités.

Le ministère de l'intérieur a fait suivre l'arrêté gouvernemental sur l'augmentation de l'impôt sur les chiens dont devaient être exclus les chiens de garde des exploitations agricoles, d'instructions sur ce que l'on doit entendre par les mots : exploitation agricole :

'' Sous le mot exploitation agricole dans le sens de l'article premier du deuxième alinéa de l'arrêté gouvernemental No 40/1947 il faut comprendre un ensemble économique et technique, c'est à dire l'ensemble des moyens formant un tout pour la réalisation de l'activité rémunératrice d'une personne physique ou juridique, dans lequel on obtient avec la collaboration des forces naturelles, des biens économiques de la production animale ou végétale, et qui possède sa propre direction.

Il est clair qu'après lecture d'une telle explication ce n'est qu'en collaboration avec des forces surnaturelles que le président du comité national peut comprendre ce que c'est qu'une exploitation agricole et quel chien doit être exonéré de l'impôt.

Les pauvres présidents des comités nationaux locaux, les paysans et ouvriers éreintés par leur travail qui viennent dans les bureaux du comité national y trouvent des collines d'instructions, de circulaires, des questionnaires, des directives et d'explications. On a vérifié que dans les comités nationaux, ces lettres officielles restent longtemps sans être ouvertes. Il arrive qu'une circulaire concernant l'amélioration des étangs et qui n'intéresse que deux communes d'un arrondissement soit envoyée à toutes les communes sans exception, que l'on en demande sans cesse le règlement et que l'on écrive des montagnes de papier. La commune de Khalyk près de Prague se plaint de recevoir toutes les circulaires concernant les forêts bien que dans son ressort il n'y ait et il n'y a jamais eu de forêts.

Mais il ne suffit évidemment pas de dresser la liste et de dépeindre les agissements du bureaucratisme, d'en rire ou de s'en indigner, il faut dire encore comment lutter contre lui et comment l'éliminer.

La méthode de lutte la plus importante contre le bureaucratisme est un contrôle parfaitement organisé et s'effectuant de la base comme du sommet, une critique et une autocritique effectuée par tous les membres du Parti.

Ce n'est qu'avec l'aide des membres du Parti, avec l'aide de ceux qui ne peuvent souffrir les méthodes bureaucratiques, qui auront le courage de s'exprimer ouvertement, de proposer et d'exiger l'élimination des bureaucrates et la simplification de l'appareil, que nous pourrons éliminer le bureaucratisme. Nos organisations d'entreprise dans l'administration doivent s'occuper elles-mêmes de ces problèmes. Nous attendons beaucoup d'améliorations de l'organisation des comités de région. Nous exterminerons ces administrations monstrueuses continuées par les comités nationaux des pays qui étaient pratiquement incontrôlables. Les bureaux des régions et des arrondissements seront désormais sous le contrôle des représentants du peuple. Les membres des comités nationaux de région, d'arrondissement et de commune doivent apprendre à bien remplir leur nouvelle fonction de contrôle de l'administration nationale, doivent éliminer les bureaucrates, doivent améliorer et simplifier les méthodes d'administration, doivent tuer dans le germe tout phénomène bureaucratique et tout abus de fonction.

Il sera ensuite nécessaire d'examiner ce que l'on appelle la compétence des diverses sections de ministères et d'administrations afin qu'une affaire ne passe pas par trois, quatre ou davantage de fonctionnaires avant d'être réglée. Il est nécessaire de donner une compétence plus grande et totale au fonctionnaire afin qu'il puisse résoudre lui-même, sous sa propre

responsabilité toute affaire qui lui est soumise, d'éliminer les intermédiaires inutiles qui ne font que retarder ce règlement.

Nous n'éliminerons pas le bureaucratisme et le sabotage si nous n'épurons pas l'appareil de l'état des éléments réactionnaires et conservateurs, si nous ne relevons pas la conscience politique des fonctionnaires de l'état loyaux et consciencieux.

A propos du contrôle et de l'organisation d'une commission de contrôle du Parti.

L'une des conditions préalables les plus importantes de la lutte contre le bureaucratisme et contre tous les phénomènes de sabotage dans l'appareil de l'état et dans les organes de l'économie, c'est un contrôle parfaitement et systématiquement organisé du sommet comme de la base.

" Un contrôle de l'exécution bien organisé c'est le réflecteur qui permet d'éclairer l'état de travail de l'appareil à n'importe quel moment et de mettre en pleine lumière les bureaucrates et les fossiles de l'administration " dit le camarade Staline.

Camarades, le contrôle ne s'effectue pas encore correctement chez nous et c'est pourquoi beaucoup de bureaucrates peuvent encore faire des leurs, c'est pourquoi nous rencontrons ce vilain phénomène de renversement de la juste politique du gouvernement et du Parti au cours de sa réalisation dans les organes de l'état et de l'économie, avec le phénomène de l'abus de fonction.

Je donnerai encore un exemple de la manière dont les communistes bureaucrates peuvent défigurer dans les ministères la juste politique du Parti. Il s'agit de notre politique dans la question de l'indemnisation des propriétés nationalisées.

Le 12 Juillet 1948, le ministère des finances a publié des directives pour le règlement des demandes de secours financiers des propriétaires d'entreprises nationalisées. A l'insu du Ministre des finances, le camarade Dolansky, des représentants des ministères de l'industrie, du ravitaillement, de la technique, de l'information, du commerce intérieur, du commerce extérieur, de la santé et de l'agriculture se sont réunis et en accord - comme le disent ces directives - avec le Bureau de contrôle supérieur des dépenses et du Conseil central des syndicats ils ont publié des directives d'après lesquelles près de 50 industriels nationalisés reçoivent déjà mensuellement 5.500 à 12.000 couronnes de secours. Au cours de cette consultation les fonctionnaires ont décidé qu'ils ne montreraient pas ces directives au camarade Dolansky ni aux autres ministres compétents afin que l'affaire ne soit pas inutilement retardée. Il est intéressant de constater que jusqu'en Février, alors que nous avons des réactionnaires au gouvernement, nous n'avons

pas payé un centime d'indemnité et que ce n'est qu'après Février le 12 Juillet 1948 que ces directives ont été publiées!

Et je citerais encore un cas de désordre oriant dans l'administration de l'état. Il s'agit du Fond de reconstruction nationale. Le ministère de l'industrie a attribué aux établissements pétroliers tchécoslovaques de Hodonin, 4 moteurs Diesel appartenant aux Fédaks du Fond à Plzen. Le 28 Janvier 1948 le Fond a fixé à 117.600 couronnes la valeur de ces quatre moteurs qui ont été immédiatement payés par les établissements pétroliers tchécoslovaques. Le 17 Mars les représentants de ces établissements sont venus prendre livraison de ces moteurs à Plzen. Ils s'aperçurent alors que les moteurs n'y étaient plus, qu'ils avaient été vendus à la maison Messinger, qui s'occupe du commerce de la ferraille, qu'ils avaient été vendus comme déchets d'automobiles bien qu'il se soit agi de moteurs fixes de valeur et que avec 9 autres moteurs ils avaient été vendus pour 17.000 couronnes.

Les établissements pétroliers se sont plaints par lettre adressée le 21 Avril au Fond de la reconstruction nationale à Prague. Celui-ci répondit le 13 Mai que l'affaire serait examinée et qu'un rapport détaillé allait suivre rapidement. En dépit de plusieurs réclamations des établissements pétroliers ceux-ci n'avaient encore obtenu aucune réponse le 16 Octobre de cette année.

Nous avons beaucoup de cas semblables et ils ne sont pas tous résolus, tous les coupables ne sont pas punis. Savez-vous combien nous recevons de plaintes sérieuses, au Comité central du Parti, dans les différents ministères, dans les institutions économiques et ce que nous en faisons? Nous les envoyons à l'organisme officiel ou du parti compétent et celui-ci, dans le meilleur des cas, sollicite l'avis de celui qui est précisément en cause, lequel à son tour dans le meilleur des cas, daigne répondre avec une quelconque excuse. Il en va ainsi également pour la position prise par les organisations du Parti ou par des responsables particuliers. Les affaires se règlent de cette manière parce que nous n'avons pas d'organisme spécial qui examinerait les plaintes et qui chercherait les coupables.

Et c'est pourquoi nous vous présentons aujourd'hui une proposition du bureau du Parti pour l'organisation d'une commission de contrôle du Parti, laquelle doit être émise directement par le Comité central et qui doit obtenir le droit de contrôler et de poursuivre tous les membres du Parti, quelque soit leur fonction dans l'appareil de l'état, de l'économie ou du Parti et qui n'agissent pas comme un communiste doit agir. Elle aura le droit de leur infliger les sanctions du Parti, de les priver de leur fonction dans le Parti, de demander qu'ils soient privés également de leur fonction officielle. Elle aura le droit d'envoyer les représentants qu'elle nommera, effectuer des contrôles dans différents secteurs. Je pense que l'organisation d'une telle commission était plus que nécessaire et qu'elle n'apportera que des bénéfices.

La tâche de la commission et le rôle du contrôle ce n'est pas seulement de découvrir les désordres, les défauts, les cas d'abus de fonction. Sa tâche principale est de prévenir de telles choses, de les rendre impossible dès l'origine, de ne pas permettre qu'elles se développent. Le seul fait que les membres du Parti, quelque soit leur fonction, connaissent au dessus d'eux l'existence d'un contrôle qui peut les punir sévèrement, ce seul fait améliorera beaucoup de choses. Les camarades sauront que si quelqu'un se plaint d'eux, leurs explications ne nous suffiront pas et qu'ils verront arriver un représentant de la commission de contrôle. Ces représentants dotés de pleins pouvoirs seront envoyés dans les fédérations afin d'examiner sur place la manière dont travaillent les responsables des fédérations et des sections, des comités nationaux etc. Ces représentants de la commission de contrôle auront mission d'examiner le travail des communistes dans les différents secteurs des ministères afin qu'il n'arrive plus que des fonctionnaires du ministère du commerce intérieur autorisent une maison de gros nationalisée à poursuivre son négoce, que dans la section des éditions du ministère de l'information on autorise encore les livres antimarxistes, qu'au ministère de l'éducation on intervienne pas contre les manuels d'histoire antirévolutionnaire et antisoviétique, que par une mauvaise organisation des matières premières précieuses s'en aillent au marché noir. Ces mêmes représentants contrôleront le travail des diverses institutions agricoles où l'on trouve encore de nombreux saboteurs comme par exemple ceux qui ont été nommés dans l'entreprise nationalisée graines et semences, où ils n'ont fait connaître que tardivement l'obligation de l'échange de semences dans les arrondissements touchés par la rouille, causant ainsi de très graves dommages.

Nous rencontrons constamment dans le Parti des cas d'atteinte au centralisme démocratique. Nous avons même des fonctionnaires responsables qui savent très bien parler de la critique et de l'autocritique mais qui ne sont pas capables de la supporter lorsqu'elle les touche personnellement. Nous avons des responsables qui font leur autocritique, c'est à dire qui signalent que dans tel ou tel secteur ils n'ont pas travaillé suffisamment mais qui ne permettraient pas que quelqu'un d'autre ne les critique un peu plus sévèrement qu'ils ne le font eux-mêmes. Un tel camarade est baptisé par eux de sectaire et c'est tout juste qu'ils n'exigent pas son exclusion du Parti.

A ce propos je veux dire encore quelques mots sur la mauvaise conception du rôle dirigeant du Parti par certains de nos responsables. Ce rôle dirigeant ne se réalise pas par des instructions, des ordres et des décrets mais par la persuasion et le contrôle. D'autre part un responsable du Parti n'a nullement le droit d'ordonner et de commander quoi que ce soit par lui-même aux militants des administrations de l'état, de l'industrie nationalisée, des syndicats ou d'ailleurs. Le secrétaire d'une quelconque section du Bureau central n'a pas le droit par lui-même ni sur la base d'une décision d'une quelconque commission auxiliaire, d'ordonner à un fonctionnaire de ministère ou à un responsable de syndicats, de faire ceci ou cela, de nommer, d'élever ou d'éliminer tel ou tel travailleur

Un tel droit n'appartient qu'à un organisme élu du Parti et encore doit-il prendre toutes ses mesures, s'il s'agit d'un ministère par l'intermédiaire du ministre, s'il s'agit d'une industrie nationalisée, par l'intermédiaire du directeur général.

Les organisations du Parti, comme ses responsables n'ont pas le droit d'édicter mais ils ont ~~droit~~ non seulement le droit mais l'obligation de contrôler la marche d'une administration de l'état, d'une entreprise, d'une organisation syndicale.

Et s'est précisément alors que nous organisons une commission du contrôle du Parti qu'il est nécessaire de souligner que ce n'est pas seulement à elle de contrôler et qu'elle ne remplace pas le droit et le devoir de toutes les organisations du Parti d'effectuer ce contrôle.

Le contrôle par le sommet, dit le camarade Staline n'épuise pas toute la tâche du contrôle. Il y a encore un autre procédé de contrôle, c'est le contrôle par la base, le contrôle par lequel les masses, ceux qui sont dirigés, contrôlent les dirigeants, nitent leurs fautes et montrent les voies du redressement.

Chaque organisation doit amener ses membres à contrôler par la voie de la critique et de l'autocritique le travail de l'appareil de l'état, des directions d'entreprise, la réalisation des plans de production, la livraison des contingents de céréales, les fautes que commettent les communistes au cours de leur travail et.

Pour que le contrôle de l'exécution soit efficace il est nécessaire qu'il ne s'effectue pas au fur et à mesure que se présentent des cas particuliers, mais qu'il s'effectue constamment et systématiquement, du sommet à la base et de la base au sommet, que tous les membres du Parti y prennent part chaque jour, qu'il ne soit pas dirigé par des gens de second ordre mais par des camarades responsables, par les secrétaires politiques des régions et des sections et par les présidents des organisations de base.

Le contrôle quotidien permettra d'empêcher les fautes en temps utile, permettra d'aider les organisations subalternes, d'améliorer le travail des organisations, d'éliminer les mauvais militants, de découvrir et de faire monter les bons.

Le contrôle des membres du Parti.

Nous effectuons précisément une grande campagne de contrôle. Cette campagne est un enseignement pour tout le Parti, quant aux résultats concrets qu'apporte tout contrôle. Si ce contrôle a également ses insuffisances il nous apporte néanmoins un grand bénéfice. C'est déjà un fait positif que le contrôle s'accompagne d'une participation considérablement accrue des membres du Parti à la vie politique et à l'organisation du Parti, qu'il représente le premier pas vers le développement de la critique collective et de l'autocritique des membres du Parti, qu'il signifie un relèvement du niveau idéologique, un intérêt plus grand pour l'enseignement marxiste-léniniste,

un accroissement de la lecture de notre littérature. Vous savez camarades, comment les membres du Parti se préparent à ce contrôle, comment ils paient leurs cotisations, comment ils effectuent leurs heures de travail, comment ils lisent, étudient, comment ils apprennent les éléments. Beaucoup prennent pour la première fois dans les mains l'Histoire du Parti bolchévique de l'URSS, les Questions du Léninisme, Dix années et autres œuvres fondamentales de notre enseignement. La vente de notre littérature s'est considérablement accrue.

La maison d'édition Svoboda a épuisé littéralement ses stocks de livres marxistes-léninistes. Jamais on n'a acheté et lu en Tchécoslovaquie tant de littérature politique qu'à présent. Dans la première quinzaine de Novembre on a vendu 46.000 exemplaires de l'Histoire du Parti communiste bolchévique de l'URSS et on en a déjà vendu au total plus de 200.000 exemplaires. Le livre du camarade Gottwald Dix années a déjà atteint un tirage de 300.000 exemplaires. Jamais il n'y a eu tant de discussions politiques sur les problèmes sérieux de la tactique et de la stratégie comme aujourd'hui.

C'est un grand succès de la campagne de contrôle mais celle-ci a encore ce grand côté positif d'apprendre aux membres du Parti à utiliser la critique, d'obliger chaque membre du Parti à faire son analyse devant les autres, à faire de l'autocritique, que chaque membre du Parti a le droit d'émettre ses critiques, que les organisations du Parti prennent des mesures contre ceux qui n'ont pas travaillé ou qui ne se sont pas conduits comme doit le faire un membre du Parti.

Il est bon, camarades, que les membres du Parti se préparent soigneusement au contrôle et qu'ils en tirent la conclusion. Il faut que les communistes sachent qu'ils sont responsables de leur travail devant le Parti, que le Parti est pour eux comme pour nous tous le juge suprême et le plus juste.

Mais il y a dans cette campagne de contrôle des insuffisances et des fautes. C'est une grave faute lorsqu'un responsable ou un membre du Parti n'est jugé que d'après ses qualités personnelles et sa vie privée. Cela est faux, il faut juger un responsable ou un membre du Parti d'abord d'après le niveau de leur éducation politique et la manière dont ils réalisent leurs obligations envers le Parti. Il est normal que le Parti exige de ses membres certaines conditions morales, qu'il intervienne là où la vie personnelle d'un membre du Parti peut avoir des conséquences nuisibles pour le bon renom du Parti, mais un membre du Parti doit être jugé dans l'ensemble d'après la façon dont il répond au cri de la classe de notre mouvement, d'après la confiance dont il jouit dans les masses, d'après la façon dont il réalise les décisions du Parti.

Il nous faut encore faire attention que le contrôle des connaissances politiques ne s'effectue pas à la manière des examens menés par certains professeurs fossilisés qui n'examinent pas si le candidat comprend les fondements de la chose mais dont il attend une formule apprise par cœur. Habituellement c'est l'examinateur qui connaît lui-même peu de choses sur la question

ou qui ne connaît que des formules apprises par coeur, qui agit ainsi. Il apprend une quelconque formule sur ce qu'est le matérialisme dialectique et avec cette question difficile il tourmente les plus simples membres du Parti sans comprendre qu'un ouvrier qui ne sait pas répéter une formule apprises peut être un meilleur dialecticien marxiste que lui. Il faut empêcher résolument qu'un membre actif et dévoué au Parti soit puni simplement parce que ses connaissances théoriques sont pour l'instant insuffisantes. Si l'on va à la racine des choses, c'est aux fonctionnaires du Parti qui ont fait peu ou rien pour l'élevement du niveau idéologique des membres dont ils avaient la charge qu'il faudrait infliger une sanction. Le camarade Staline, lorsqu'il a repoussé la proposition d'inclure dans les statuts du Parti bolchévique de l'URSS l'exigence que celui qui entre au Parti ne doit pas être seulement en accord avec son programme mais aussi qu'il le possède bien, disait en Février 1937:

'' Pour que quelqu'un possède le programme du Parti il doit être un marxiste véritable, un marxiste éprouvé et parfaitement éduqué. Je ne sais pas combien on trouve chez nous de membres du Parti qui ont déjà assimilé son programme, qui sont devenus de véritables marxistes parfaitement éduqués et éprouvés. Si nous agissions ainsi, nous serions obligés de ne laisser dans le Parti que les intellectuels et les gens instruits. A qui servirait un tel Parti? Si le Parti s'en tenait au point de vue que ne peuvent être membre du Parti que les camarades qui ont déjà assimilé le programme et qui sont devenus des marxistes parfaitement éduqués, alors le Parti n'organiserait pas des milliers de cercles, des centaines d'écoles où les membres apprennent le marxisme et où on les aide à assimiler notre programme ''

Et le camarade Staline est resté sur cette position : que qu'il suffit pour entrer au Parti de reconnaître la justesse de son programme.

C'est pourquoi nous ne pouvons exiger de nos jeunes membres qu'ils connaissent parfaitement le programme du Parti et en particulier sa partie la plus difficile, la philosophie marxiste-léniniste, car nous avons encore peu fait pour leur permettre d'en prendre connaissance.

Notre tâche principale en ce qui concerne le travail intérieur du Parti c'est d'entraîner le plus grand nombre possible de nos membres à une participation active et constante à la vie du Parti, de les éduquer et de leur apprendre à réaliser exemplairement les tâches de l'édification.

Nous avons actuellement au Parti plus de 2.500.000 de membres. L'insuffisance du contrôle des adhésions après Février nous a poussé à instaurer le système de la candidature. Une partie importante des membres d'après Février, surtout ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière, seront transformés en candidats. Cela nous permettra d'exiger des conditions plus sévères pour l'entrée au Parti. Il sera aussi nécessaire de freiner l'afflux de membres au Parti et de n'admettre comme candidat parmi ceux qui veulent se faire inscrire

inscrire que ceux qui ont fait leurs preuves, que les ouvriers par exemple qui ont atteint des rendements de stakhanovistes. Toute notre attention doit s'appliquer à faire de nos 8.500.000 de membres des militants actifs et éduqués et c'est là un très long travail.

L'instauration de la candidature ne signifie pas que nous n'ayons plus personne à exclure et qu'il suffit de faire un candidat de tout membre mauvais ou insuffisant. Celui qui se montre comme élément étranger dans le Parti, qui nuit gravement aux intérêts du Parti, qui porte atteinte à sa discipline, ne doit pas être transformé en candidat, mais exclu. Nous avons dit que le contrôle ne doit pas être une épuration massive. Mais nous devons comprendre que l'afflux qu'a connu le Parti y a fait entrer aussi des gens peu recommandables, des arrivistes, des agents de l'ennemi de classe qui y sont entrés sur ordre afin de pouvoir se livrer plus facilement à leur activité néfaste. C'est un fait que parmi les personnes arrêtées pour activités illégales il y a souvent des gens qui ont carte du Parti et que les espions travaillent souvent avec cette carte dans leurs poches.

Il faut savoir, camarades, que notre marche vers le socialisme s'accompagne d'une activité accrue de l'ennemi de classe et que nous ne pouvons y faire front avec succès que si nos membres sont vigilants, s'ils sont impitoyables pour tous les éléments étrangers à l'intérieur du Parti, s'ils les dévoilent, les poursuivent et en épurent le Parti.

Le congrès du Parti.

En conclusion je vous soumetts la proposition du Bureau du Parti, que la session actuelle du Comité Central décide l'acconvocation du IXeme congrès pour le 25 Février 1949. Le VIIIeme congrès s'est tenu à la fin de Mars 1946. D'après les statuts le congrès doit avoir lieu une fois tous les trois ans. Nous repoussons la convocation à la fin de Mai afin de pouvoir les préparer soigneusement, afin que les cellules s'y préparent en Janvier et Février, qu'en Mars aient lieu les conférences de section et en Avril les conférences fédérales, qu'on y discute les problèmes qui sont à l'ordre du jour du congrès et que soient élus les délégués de ce congrès.

Une partie des préparations du IXeme congrès sera constituée par une grande campagne d'émulation socialiste au cours de laquelle les ouvriers d'entreprise s'engageront à réaliser et à dépasser les plans de production, à abaisser les frais et à améliorer la discipline du travail. Les agriculteurs et les travailleurs des autres secteurs s'engageront à travailler de la même manière.

En même temps nous ferons de grandes manifestations à l'occasion du XXeme anniversaire du Ve congrès du Parti qui a eu lieu du 19 au 25 Février 1929 et où fut élu la nouvelle direction du Parti avec, en tête, le camarade Gattwald.

40

Cela fait vingt ans que le camarade Gottwald est à la tête de notre Parti, vingt ans qu'il l'a formé, vingt ans qu'il a mené la lutte contre tous les opportunistes de droite et de gauche et c'est à lui que nous devons la glorieuse victoire de Février. Par l'anniversaire de ses 20 années de direction de Gottwald nous montrerons, en liaison avec la célébration du premier anniversaire de la victoire de Février, que sans cette lutte, cette victoire eut été impossible.

Le VIIIème congrès était sous le signe du combat à mener contre la réaction.

Le IXème sera sous le signe de l'effort du Parti pour réaliser les grandes tâches d'édification de notre premier Plan de cinq ans, pour éliminer les restes des classes capitalistes, pour surmonter tous les obstacles et marcher sous la direction du camarade Gottwald, vers le socialisme.

xxx

Beaucoup de camarades pensaient après Février que tout était gagné et que tout irait tout seul. Mais le camarade Gottwald nous a rappelé, immédiatement après Février, que le combat était seulement devant nous et que nous n'avions fait que subir un examen.

La résolution sur le Parti communiste de Yougoslavie nous a montré combien étaient justes les paroles du camarade Gottwald, que la marche vers le socialisme s'accompagne d'une accentuation de la lutte des classes et de nombreux obstacles et difficultés.

C'est à nous de ne pas nous effrayer des difficultés et de savoir organiser le combat pour les surmonter.

Le bon communiste c'est celui qui ne flanche pas sous le poids des difficultés, qui ne se fond pas dans le milieu petit bourgeois, qui reste toujours et partout un partisan, fidèle à nos principes et lié aux masses.

Je suis convaincu que notre Parti qui compte des centaines de milliers de responsables actifs et dévoués, qui est profondément enraciné dans les masses, qui possède à sa tête un pilote et un administrateur aussi prévoyant, aussi sage, aussi profondément bolchévique que le camarade Gottwald, je suis convaincu que ce Parti subira sous sa direction l'épreuve de la maîtrise et qu'il transformera notre pays en pays socialiste.